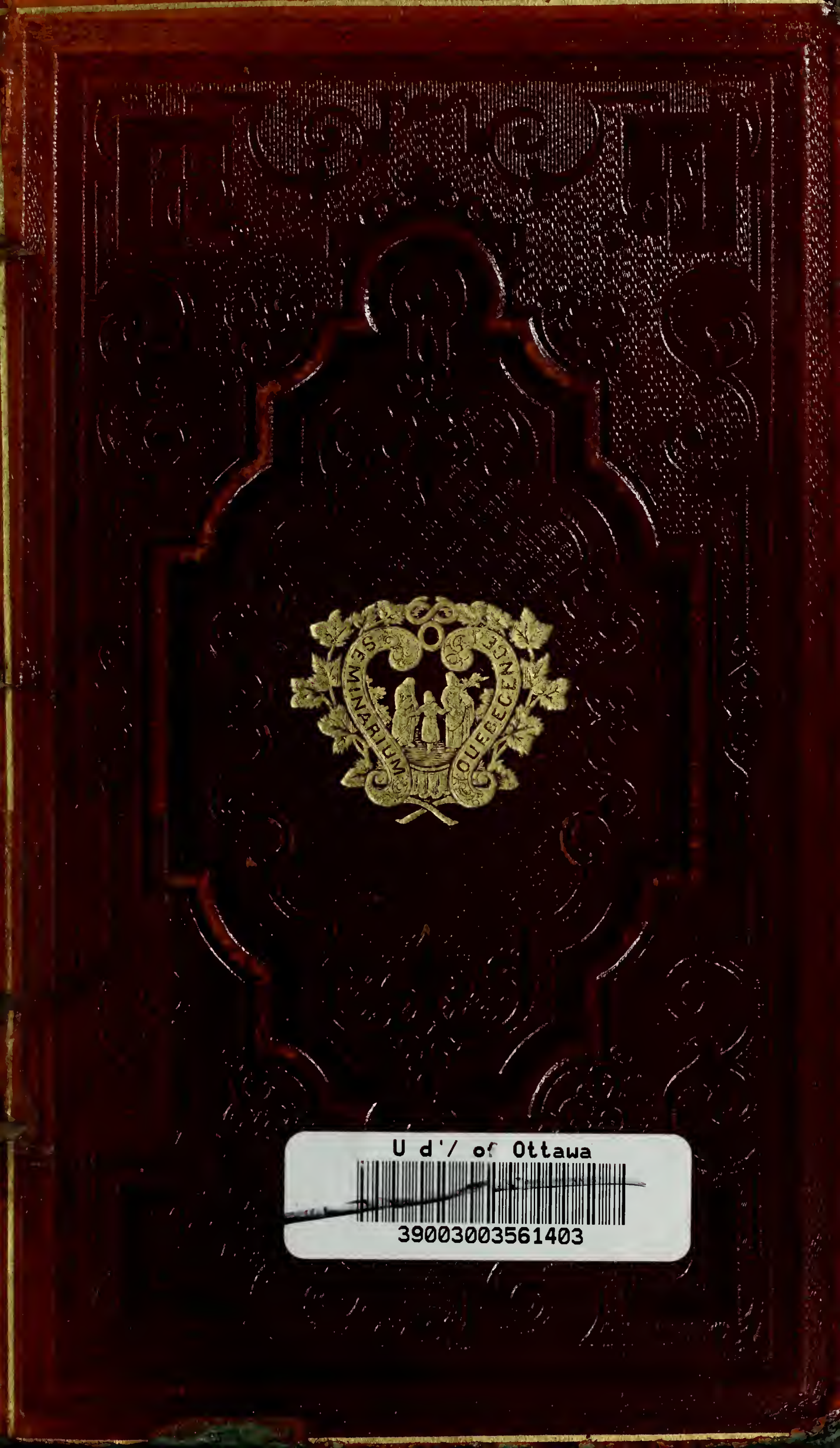
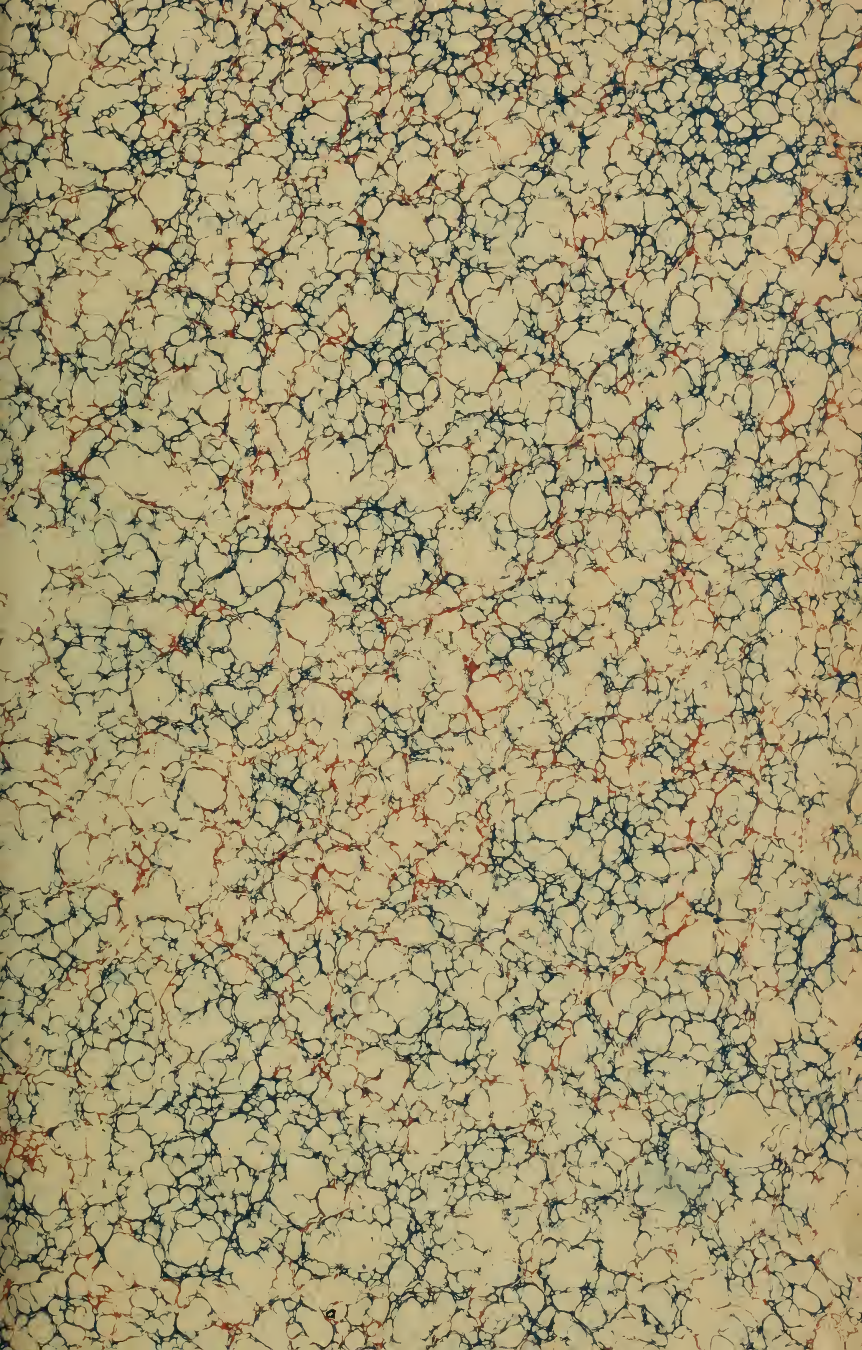

SEMINARIUM QUEBECENCE
U d'/ of Ottawa
39003003561403



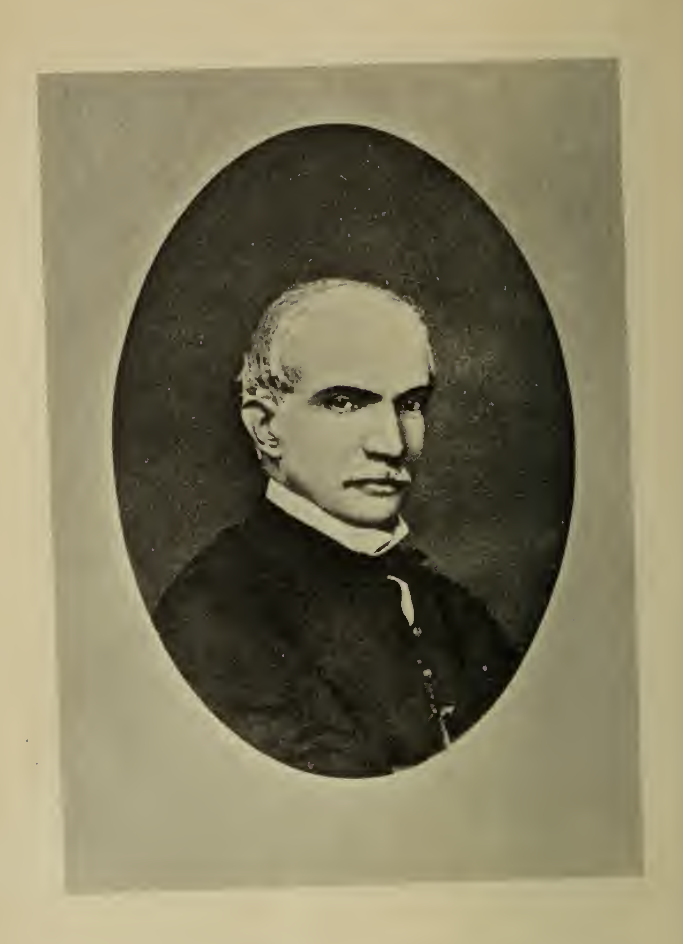

UNIVERSITAS
O. M.

GARCIA MORENO

DÉCLARATION DE L'AUTEUR.

Si nous donnons quelquefois à notre héros le nom de *saint* ou de *martyr*, nous ne prétendons en aucune manière, prévenir, par ces qualifications, le jugement du Souverain Pontife, à qui nous soumettons humblement notre personne et nos écrits.

Droits de traduction et de reproduction réservés.



G. García Moreno

GARCIA MORENO

PRÉSIDENT DE L'ÉQUATEUR

VENGEUR ET MARTYR

DU

DROIT CHRÉTIEN

(1821 - 1875)

PAR

Le R. P. A. BERTHE

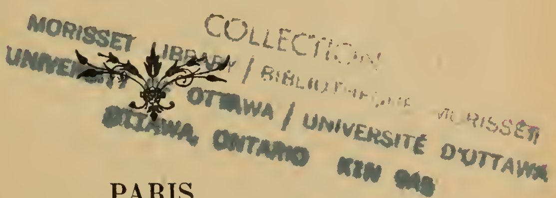
De la Congrégation du T. S. Rédempteur

Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. (Garcia Moreno.)

NEUVIÈME ÉDITION

(trente-sixième mille)

TOME PREMIER


MORISSET LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE MORISSET
UNIVERSITY OF OTTAWA / UNIVERSITÉ D'OTTAWA
OTTAWA, ONTARIO K1N 9A5
COLLECTION

PARIS

RETAUX-BRAY, LIBRAIRE-ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 82

1892

Université d'Ottawa
BIBLIOTHÈQUES
LIBRARIES
University of Ottawa


Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

IMPRIMI POTEST.

Gavillet, Sup. Prov. Gall.

2 Februarii 1892.

IMPRIMATUR.

C. Leleux, Vic. Gen.

Atrebati, 7 Martii 1892.

F
3736
.G3
1892
v. 1

LETTRES ÉPISCOPALES.

Garcia Moreno a paru en mai 1887, et déjà trente-six mille exemplaires de ce livre publient, en France et à l'étranger, les hauts faits du héros-martyr. Non seulement il a pénétré partout, dans les familles et les presbytères, les collèges et les séminaires, les universités et les congrès, mais partout on l'a lu avec passion, partout il a fait battre les cœurs et ravivé des espérances, hélas! presqu'éteintes. Des centaines de lettres écrites sous l'impression laissée dans l'âme par la rencontre inattendue d'un Charlemagne en plein dix-neuvième siècle, paraissent dictées par des condamnés à perpétuité qui tout à coup, je ne sais par quel miracle, verraient tomber leurs fers et s'ouvrir leur prison. Elles se terminent presqu'invariablement par l'exclamation que poussait un prince en achevant cette lecture : « Un pays tout entier ramené dans l'ordre chrétien par un seul homme et en peu d'années, quel enseignement! Dieu réserve-t-il à notre chère France un

Garcia Moreno? Nous en avons plus besoin encore que cette république américaine. »

Ce sentiment, nos lecteurs seront heureux de le retrouver, magnifiquement exprimé, dans plusieurs lettres épiscopales où la politique chrétienne du grand chef de l'Équateur est glorifiée comme elle doit l'être par nos pères dans la foi. Nous plaçons en première ligne celle qu'a daigné nous adresser l'illustrissime Cardinal Rampolla, au nom de Sa Sainteté le pape Léon XIII.

LETTRE DE S. E. LE CARDINAL RAMPOLLA

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE SA SAINTETÉ.

Mon Révérend Père,

La biographie d'un grand personnage, surtout d'un homme d'État, qui, par sa foi, ses sentiments politiques et son attachement à la cause de la Justice, pourra dans tous les temps servir d'exemple, est d'une incontestable utilité. La tâche que vous avez entreprise de raconter les hauts faits et de faire admirer les vertus d'un héros chrétien, mérite donc toute louange en même temps qu'elle vous donne droit à la reconnaissance des gens de bien.

Et c'est pourquoi, quand je déposai à ses pieds un exemplaire de cette biographie, le Saint-Père me chargea de vous remercier de cet hommage, et de vous transmettre la Bénédiction apostolique que Sa Sainteté vous ac-

corde du fond de son cœur comme gage de sa bienveillance paternelle.

Je dois aussi vous témoigner ma vive reconnaissance pour l'offrande que vous avez bien voulu me faire d'un exemplaire de votre ouvrage, et je joins à mes remercîments l'assurance de la considération distinguée avec laquelle je suis

Votre très affectionné en N.-S.

M. Cardinal Rampolla.

Rome 25 octobre 1887.

LETTRE DE S. E. LE CARDINAL DESPREZ,

ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE.

Toulouse, 11 juin 1887.

Mon cher Père,

Dans ce temps de scepticisme politique, il a plu à la divine Providence de montrer au monde ce qu'est le pouvoir vraiment chrétien. Elle a choisi pour ce but une des petites républiques de l'Amérique méridionale, celle de l'Équateur, et elle a mis à sa tête un président de haute intelligence, de grand caractère, profondément pénétré des vérités de la foi, et comprenant l'accord qui doit exister entre les institutions politiques et la loi de l'Église. Faire connaître au monde Garcia Moreno, le restaurateur du droit chrétien au dix-neuvième siècle, telle est, mon cher Père, l'œuvre que vous avez entreprise et heureusement menée à terme. Ce grand homme nous apparaît, dans votre récit, comme un nouveau saint Louis, comprenant le rôle providentiel des pouvoirs humains, laissant à l'Église pleine liberté d'action pour le salut des peuples, lui prêtant au besoin le secours de son

épée, et mettant dans une heureuse harmonie les lois civiles et les canons ecclésiastiques. Qui n'admirerait ici les prodiges de la Providence ? Ce n'est pas dans un État monarchique, et sous l'empire de vieilles traditions, que s'opérait ce miracle, mais dans une république et sur les bords lointains du Pacifique : comme si Dieu eût voulu prouver que nulle forme de gouvernement n'est incompatible avec le droit chrétien.

Quel bonheur pour l'Amérique du Sud si le président Garcia Moreno avait réalisé complètement ses plans de civilisation chrétienne ! Il l'eût fait assurément si Dieu lui avait accordé une plus longue existence. Mais ses jours étaient comptés. La franc-maçonnerie lui déclara d'abord une guerre sourde ; elle entrava tant qu'elle put son action, puis, voyant échouer ses manœuvres, elle recourut à son arme de prédilection : le poignard. Trahi par les sectaires, il tomba sous leurs coups. Mais le héros mourant fit entendre ce cri sublime : *Dieu ne meurt pas !*

Garcia Moreno était adoré de son peuple. Malgré les intrigues des loges, il s'était vu porté quatre fois à la présidence de la République. Sa mort fut un deuil national. Le Congrès, véritable interprète des sentiments populaires, lui érigea une statue, avec une inscription rappelant à la postérité le souvenir du héros chrétien.

Vous lui avez érigé, mon cher et Révérend Père, un monument plus beau et plus utile dans votre belle biographie. Si jamais, prenant en pitié notre malheureuse France, Dieu nous rend un gouvernement chrétien, les restaurateurs de la patrie étudieront l'histoire que vous avez écrite. Dans les exemples de Moreno ils apprendront à mettre les intérêts religieux au-dessus des biens passagers de ce monde.

Alors se fermera l'ère des révolutions ; et notre nation, heureuse de se retrouver sous le regard de Dieu, reverra la prospérité des âges chrétiens.

Recevez, mon bien cher Père, l'assurance de mes sentiments affectueusement dévoués en N.-S. J.-C.

† Florian cardinal Desprez.

archevêque de Toulouse.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr FAVA,

ÉVÊQUE DE GRENOBLE.

Grenoble, 1er juillet 1887.

Cher Père et ami,

Dieu vous a inspiré d'écrire la vie de *Garcia Moreno, président de l'Équateur, vengeur et martyr du Droit chrétien,* comme il l'a suscité lui-même pour être une lumière, au sein des ténèbres qui enveloppent l'Europe moderne et le monde politique.

Ainsi que vous le rappelez à nos incrédules, à nos libéraux, à tous, Jésus-Christ est le roi suprême des gouvernants comme des individus, chef divin de l'Église, des peuples, des foyers, des consciences, maître en tout et partout. Il gouverne le monde moral par son Église, et ce gouvernement assure seul l'ordre, la paix, la vraie prospérité aux diverses sociétés.

Garcia Moreno a compris, aimé et pratiqué ces vérités, comme chrétien et comme président de l'Équateur; aussi a-t-il recueilli, ainsi que son pays, les fruits qu'il est naturel à la vérité de produire. L'Équateur s'est transformé en quinze ans sous la direction chrétienne et ferme de son président, et ce grand homme n'a été tel qu'en suivant cette parole du Sauveur : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, le reste vous sera donné par surcroît. »

Vous avez dit, exposé, prouvé qu'il en fut ainsi en Garcia Moreno et dans sa chère république. N'est-ce point là, cher ami, la plus grande, la plus rude leçon infligée par la sagesse divine à notre pauvre siècle libéral, et même à nos catholiques craintifs, qui disent à l'Église leur mère : N'apparaissez pas dans la politique, vous pourriez compromettre nos projets. Tandis qu'elle seule est chargée de Dieu pour indiquer à la société et à ses chefs le but à atteindre, le principe et la

fin de tout, Jésus-Christ, Roi éternel des siècles, chef de l'humanité : *Caput omnium.*

Tout votre ouvrage est là, là aussi toute la vie de votre héros : Jésus-Christ ! l'Église ! son pays ! voilà ses trois grandes amours.

Il a su aimer Dieu par-dessus tout ; c'est pourquoi il a grandi et tout fait prospérer autour de lui. Ah ! c'est que cet homme priait et méditait la loi de Dieu. Il s'élevait par ses désirs ardents vers son Créateur, roi des mondes; il s'unissait à lui, et, dans cette union, il puisait lumière, force, constance héroïque. On dirait que c'est un revenant des anciens juges d'Israël, suscité du ciel pour sauver son peuple, doué d'une puissance surhumaine afin d'abattre tous les ennemis de sa nation, renverser tous les obstacles, rétablir l'ordre et la paix, en tombant lui-même enseveli dans son triomphe, à l'exemple du Christ, sauveur de l'humanité par sa mort sur la croix. Oui, pour sauver les autres, il faut savoir mourir, et avant tout mourir à soi-même. On ne sert bien Jésus-Christ, son Église et sa patrie, qu'au prix de la souffrance.

Vous avez donc montré admirablement, cher ami, que le droit chrétien s'impose à nous et qu'en lui est notre salut. Malheureusement nous l'avons désappris. Il est devenu scandale aux libéraux, folie aux radicaux, en horreur aux maçons-sociniens. Ceux-ci l'ont assassiné dans la personne de Garcia Moreno, les autres l'ont persécuté sourdement en ce grand homme : mais *Dieu ne meurt pas,* disait-il souvent. J'ai tort de parler ! mieux vaut vous lire. Celui qui ne vous a pas lu, se sera privé d'une belle occasion de s'instruire et à bonne école.

Après avoir savouré votre ouvrage, je me suis recueilli en face du monument que Pie IX, père et ami pour votre héros, fit placer au collège Pio-Latino-Americano, et là, contemplant le *Grand Américain,* noble rejeton de la catholique Espagne, debout sur son piédestal, en costume militaire, j'ai repassé dans ma mémoire et admiré sa noble vie. Il me semblait entendre une voix murmurant ces paroles de saint Paul : « *Charitas omnia credit, omnia sperat, omnia sustinet.* »

C'est vrai : Garcia Moreno aimait Dieu. C'est pourquoi il a cru à sa parole, que l'Église enseigne ; à toute sa parole. Il aimait Dieu, aussi a-t-il espéré en lui ; et le Seigneur l'a merveilleusement soutenu. Il aimait Dieu, et, pour lui, il a tout supporté. Quels labeurs ! quels sacrifices ! quelle mort ! Il n'y a que les fils dévoués de l'Église, et les martyrs de Jésus-Christ qui ont pareille vie et pareille fin. Puisse Gabriel Garcia Moreno être le messager du ciel nous annonçant que le grand règne du Cœur de Jésus est proche, proche aussi par conséquent le triomphe de l'Église et de la Papauté. *Dieu ne meurt pas,* redisait le martyre du Droit chrétien, sous le poignard, en exhalant le dernier soupir : redisons-le aussi.

Vous avez fait, cher ami, une belle et grande œuvre, dont j'ai peine à ne pas tirer vanité, étant votre condisciple et ami. L'Équateur vous saura gré d'avoir si bien peint cette vie, où l'historien est à la hauteur de son héros ; les amis de la vérité vous loueront de l'avoir dite sans nulle crainte, en si beau et si sûr langage. Dieu et son martyr vous béniront.

Pour moi, cher ami, je vous embrasse, et suis toujours vôtre en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

AMAND JOSEPH,

évêque de Grenoble.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr LEUILLEUX,

ARCHEVÊQUE DE CHAMBÉRY.

Chambéry, 3 juillet 1887

Mon révérend Père,

Quand vous avez bien voulu me faire hommage de la *Vie de Garcia Moreno,* j'étais, depuis plus d'un mois, en visites pastorales. Ces visites, qui seront terminées le 10 juillet, ne m'ont pas empêché de lire attentivement votre livre, parce

qu'après les labeurs d'une journée consacrée, du matin au soir, au ministère des âmes, je trouvais un véritable repos d'esprit et de cœur à suivre vos récits si attachants, durant une partie de la nuit.

Je ne viens pas, mon révérend Père, vous louer d'avoir, en un style toujours pur, concis et nerveux, reproduit fidèlement tous les traits caractéristiques de votre héros. D'autres se sont plu, et ils ont bien fait, à vous dire que vous avez su admirablement montrer la hauteur de son génie, l'énergie indomptable de son caractère, la constance avec laquelle, invariablement, il poursuivait chacun de ses desseins, et, par-dessus tout, la vivacité de sa foi catholique et la sainteté de sa vie. D'autres aussi ont pu vous féliciter des considérations philosophiques, politiques et sociales dont vous avez accompagné vos récits, et la finesse avec laquelle, de temps à autre, vous en avez fait l'application aux institutions qui nous régissent.

Pour moi qui suis un de vos plus vieux amis, je vous remercie d'une seule chose, c'est d'avoir, sans ménagements et sans pitié, en racontant la vie de Garcia Moreno, attaqué de front ce libéralisme, ce ver rongeur de nos sociétés chrétiennes, soit en France, soit en Italie, soit en Autriche, soit même en Espagne, soit partout ailleurs où la sainte Église ne devrait compter que de vrais enfants, soumis au *Syllabus* promulgué par Pie IX et confirmé par l'autorité infaillible de Léon XIII son illustre successeur.

Non, il n'y a rien qui soit plus opposé à la *loi de parfaite liberté,* dont l'esprit de Dieu est la source unique et intarissable, que ce libéralisme dont tant d'âmes, même les plus nobles et les plus intelligentes, ne veulent pas se déprendre : *ubi Spiritus Domini, ibi libertas.* Il n'y a rien qui soit plus contraire à la splendeur de la gloire des enfants de Dieu ; *libertatem gloriæ filiorum Dei ;* il n'y a rien qui favorise plus constamment et qui multiplie davantage les occasions de répondre aux désirs de la chair, ce dont le grand Apôtre voulait préserver les Galates en leur prêchant la vraie liberté : *vos in libertatem vocati estis, tantum ne libertatem in occasionem detis carnis.*

Ils étaient nombreux déjà à l'origine des siècles chrétiens, les libéraux; ils cherchaient dès lors à s'introduire par surprise dans l'Église, pour ruiner dans les âmes cette vraie liberté que nous avons en Jésus-Christ et la réduire en servitude : *qui subintroierunt explorare libertatem nostram quam habemus in Christo Jesu, ut nos in servitutem redigerent;* et le grand Apôtre déclarait hautement qu'il ne les souffrirait pas, qu'il était décidé à ne leur faire aucune concession, pas même *pour un temps,* afin que la vérité de l'Évangile demeurât entière parmi les vrais fidèles : *quibus neque ad horam cessimus subjectione, ut veritas Evangelii permaneat ad vos.* Sans s'arrêter à ce que ces libéraux avaient su être dans le passé, sans tenir compte de la considération dont ils jouissaient encore; — car Dieu, disait-il, n'a d'égards pour personne, et je constate que les plus considérables parmi ces hommes ne m'ont rien appris de nouveau : *mihi enim qui videbantur esse aliquid, nihil contulerunt;* — il les combattait ouvertement, dans la crainte de rendre la grâce de Dieu inutile.

Voilà ce qu'a fait Garcia Moreno; étant libre, comme l'a dit le prince des apôtres, il n'a d'abord jamais voulu promettre à ses sujets la liberté dans le cas où ils auraient voulu continuer d'être les esclaves de la corruption : *libertatem illis promittentes, cum ipsi servi sint corruptionis.* Il n'a jamais, non plus, consenti à se servir lui-même « de la liberté comme d'un voile pour couvrir les actions mauvaises, mais il en a usé uniquement pour agir en vrai serviteur de Dieu, rendant à tous les hommes l'honneur qui leur était dû, aimant ses frères, craignant le Seigneur », mais, en même temps, endurant d'un cœur magnanime, et pour se conformer à Jésus-Christ, les maux, les peines, les injures et tout ce qu'on lui ferait souffrir avec injustice, et cela jusqu'au jour de sa glorieuse mort.

Encore une fois, je vous remercie, mon révérend Père, d'avoir donné à notre siècle cette importante leçon, la plus importante, à mon avis, de toutes celles dont il a besoin.

Puisse-t-elle profiter à un grand nombre de vos lecteurs ! Puisse-t-elle contribuer à faire surgir, au sein de notre bien-

aimée patrie, un de ces hommes qui soit de la race des vrais libérateurs d'Israël, et que la divine Providence aurait choisi pour venger le Droit chrétien, non point à la condition de succomber par le martyre, comme Garcia Moreno, sous le poids de sa grande œuvre, mais afin d'être le restaurateur de ce droit sacré et imprescriptible, afin de se voir acclamé par les multitudes, approuvé par tous les hommes droits, sensés, fermes et solidement chrétiens, afin de pouvoir vivre ici-bas assez longtemps pour affermir ses voies, pour y marcher avec persévérance et atteindre le but de ses pensées, de ses résolutions et de ses actes, sous la conduite de la divine Providence.

Agréez, mon révérend Père, ces vœux, qui sont les vôtres, et demeurons toujours unis dans la vérité et l'amour de notre très saint Rédempteur.

† François de Sales-Albert,

Archevêque de Chambéry.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr GAY,

ÉVÊQUE D'ANTHÉDON.

Mon Révérend Père,

Je viens bien tard vous remercier de l'envoi de votre admirable livre. Je voulais le lire en entier avant de vous en écrire, et les circonstances m'ont mal servi. Maintenant, grâce à Dieu, l'ouvrage est connu, loué comme il le mérite par les juges les plus compétents, apprécié de tous les fidèles, prêtres, religieux et laïques qui en ont pris connaissance. Que puis-je donc vous dire qui déjà ne vous ait été dit ?

La publication de *Garcia Moreno* est un très grand bienfait que Dieu accorde à son Église. L'erreur si dangereuse

et si répandue, hélas ! du naturalisme social a été bien des fois et péremptoirement réfutée par les maîtres de la doctrine. Elle ne tient pas devant la saine théologie, non plus que devant la science du droit ecclésiastique : aucune réfutation raisonnée ne me semble pourtant avoir contre elle la puissance de votre récit. On sait la simple et triomphante réponse de cet ancien qui, entendant un sophiste nier la possibilité du mouvement, se contenta, pour le faire taire, de marcher devant lui. Ainsi l'histoire de Garcia Moreno fait-elle évanouir ces impossibilités prétendues d'appliquer le droit chrétien aux sociétés modernes et d'établir le règne social du Christ sur les ruines de la Révolution.

Non, le pouvoir humain n'est pas dispensé désormais d'obéir à ce premier souverain dont il est institué « le ministre», tirant de lui son autorité, mais à la condition de tout ordonner suivant ses lois et de faire ici-bas son œuvre. Non, les peuples ne sont point condamnés sans retour à vivre (si c'est vivre) dans ce déplorable à-peu-près qu'on nomme l'hypothèse, qui, ne rendant pas « gloire à Dieu », ne donnera jamais « la paix aux hommes », et dont le résultat le plus clair a été de laisser le passage libre à toutes les erreurs d'où naissent les impiétés légales et où s'appuient toutes les tyrannies.

Quand, instruits par Dieu même, nous prions chaque jour pour que « son règne arrive », nous ne rêvons pas une chimère, et ne demandons pas un bien qu'il faille renoncer d'avance à voir jamais sur la terre, autant qu'il y peut être. Le passé, au besoin, garantit ici l'avenir. Ce que le monde a vu depuis Constantin et Charlemagne jusqu'aux révoltes du seizième siècle, ce que, grâce à l'initiative de Garcia Moreno, la république de l'Équateur voit encore à présent, pourquoi l'Europe ne le reverrait-elle pas, avec les modifications de forme que la différence des temps exige? Que tous les chrétiens fassent leur devoir, et d'abord le premier de tous, qui est d'avoir en Dieu et en son Christ cette foi pleine et inébranlable qu'avait le vaillant martyr de Quito et que l'Évangile nous commande; que, selon leurs conditions, leurs aptitudes et leurs ressources, ils agissent toujours à

la clarté et dans la vertu de cette foi, « qui triomphe du monde », dit saint Jean, et à laquelle Notre-Seigneur déclare que « rien n'est impossible », pourquoi ne mériteraient-ils pas le régime social et politique qu'ils désirent, et avant tout le héros et le saint qui peut seul le fonder ?

Dieu, « qui ne meurt pas », disait Garcia Moreno, « ne change pas » non plus, lisons-nous dans nos Écritures. Ni sa miséricorde n'est épuisée, ni son bras raccourci. Que sont pour lui les obstacles ? Y en a-t-il à sa toute-puissance ? Au quinzième siècle, au milieu de « cette grande pitié qui était au royaume de France » et lorsque tout semblait désespéré pour nous, Dieu ne nous a-t-il pas envoyé sa Jeanne d'Arc pour sauver par avance notre foi religieuse en sauvant notre indépendance politique ? Ne peut-il pas, quand il lui plaira (et il lui plaira sans doute dès que nous en serons dignes), susciter dans notre chère patrie l'homme de son cœur et de sa droite, qui renouvellera la face de la France en y rétablissant un pouvoir franchement chrétien ?

En éclairant bien des esprits où le libéralisme a amassé bien des nuages, votre livre, mon révérend Père, rendra l'espérance à un grand nombre d'âmes ; il imprimera un nouvel élan à l'activité catholique déjà si excitée, et il avancera pour sa part la venue des jours heureux où, par la confession publique des droits de Dieu et de son Christ, nous verrons refleurir chez nous cette justice qui n'est point un mot, cette liberté qui n'est point un mensonge, et cette prospérité qui n'est point un mirage et un leurre.

Soyez béni pour un si grand service, et agréez l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués en Notre-Seigneur.

CHARLES, évêque d'Anthédon,

Ancien auxiliaire du cardinal Pie, évêque de Poitiers.
2 septembre 1887, en la fête de St Étienne, roi de Hongrie.

LETTRE DU T. R. PÈRE DOM COUTURIER,

ABBÉ DE SOLESMES.

Solesmes, le 8 septembre 1887.

Mon Révérend Père,

Je ne sais quel sort la presse ou l'opinion réserve à votre beau livre sur Garcia Moreno ; mais certainement pour tous ceux qui savent lire et comprendre, amis et ennemis, l'apparition de ce livre est un évènement.

La Révolution a pris définitivement possession du monde ; elle règne presque partout, souvent même chez ceux qui prétendent la combattre. Ses idées ont tout envahi.

C'est pourquoi l'Église a dû essayer de mettre une digue à ce torrent. Le *Syllabus* a condamné, en les énumérant un à un, tous les principes révolutionnaires, et Léon XIII, dans son admirable encyclique *Immortale Dei,* où il renouvelle ces condamnations, nous a donné, avec l'autorité infaillible de ses jugements, la synthèse complète de la société catholique.

Malheureusement un enseignement si solennel n'avait rien changé au courant révolutionnaire. Les catholiques libéraux voulaient en amoindrir la portée en l'expliquant ; d'autres, plus francs dans leur foi et leur obéissance au Saint-Siège, mais *modérés* par principe et par caractère, avaient inventé les mots nouveaux de thèse et d'hypothèse pour distinguer la vérité absolue de l'application pratique que réclament les circonstances. Dans quelle mesure devons-nous accepter cette distinction ? Est-ce qu'elle constitue désormais un état normal universel et permanent pour la société, sans espoir de remonter jamais jusqu'à la restauration complète d'une vraie société catholique ?

Tous le pensaient ainsi, et ils se persuadaient qu'ils avaient seuls pour eux la prudence et la raison.

Or, votre livre aujourd'hui, mon révérend Père, vient nous montrer par les faits que tous ont tort, qu'un État chrétien est encore possible de nos jours, qu'il est possible de remonter le torrent révolutionnaire, possible de se débarrasser de l'hypothèse et de prendre le *Syllabus* pour règle des États et des sociétés, possible enfin d'attaquer dans sa source les principes de la Révolution.

Votre héros Garcia Moreno l'a fait, au milieu de difficultés inouïes : l'ennemi au dehors ; au dedans une armée désorganisée, une magistrature sans traditions et sans principes, un clergé dans la révolte, ne connaissant plus les lois de la hiérarchie, des ordres religieux sans autre règle que la licence, tous les caractères amoindris par le catholicisme libéral, et enfin, pour profiter de ces éléments de désordre, les francs-maçons partout.

La tâche était impossible ; Garcia Moreno n'a pas reculé, et son éternelle gloire est d'avoir réussi.

Par le côté humain et vulgaire de l'histoire, Garcia Moreno devrait avoir sa place sans conteste parmi les plus grands noms. Son courage invincible dans les dangers, son énergie en face des obstacles où tous ont échoué, la sagesse de ses vues pour organiser et réformer, sa force indomptable de caractère pour dominer les hommes, son habileté et sa prudence pour les conduire et les entraîner, sa gloire enfin dans les combats, où il égale et souvent surpasse ce que la valeur guerrière a de plus étonnant : aucun genre de grandeur n'a manqué à votre héros, et, à la mesure de l'histoire même la plus sévère dans ses jugements, il en faudrait moins pour faire de Garcia un grand homme.

Mais ce n'est pas là son vrai titre à l'admiration du monde. Ses talents prodigieux, ses succès inouïs n'ont été pour lui que des moyens. Il avait une pensée plus haute, qui a fait l'unité de sa vie et l'inspiration de sa noble nature. Il était Catholique et il aimait l'Église, la gardienne infaillible de la vérité.

Or, il savait par la parole du divin Maître que la vérité seule délivrera le monde, les sociétés aussi bien que les individus. C'est pourquoi il voulut faire de la vérité catholique la

règle invariable et absolue de sa conduite, dans la vie politique comme dans la vie privée.

C'est là le trait caractéristique de Garcia Moreno, que vous avez su mettre en lumière, mon Révérend Père, avec le talent de l'écrivain qui aime son héros et le fait aimer de ses lecteurs.

Aussi cette vie, comme je le disais en commençant, a-t-elle été la démonstration très complète par le fait que l'État chrétien n'est pas une utopie, que nous pouvons encore demander un gouvernement où le Christ soit vraiment roi et l'Église reconnue comme reine.

La mort de Garcia Moreno n'a pas détruit cette conclusion; mais elle laisse aux chefs des gouvernements, princes ou présidents de république, une grande leçon, en leur apprenant que le pouvoir n'est pas seulement un droit à des honneurs, mais un devoir imposé par Dieu, qu'il faut savoir embrasser et accomplir malgré les contradictions et les menaces, dût-on y laisser la vie.

Une société est heureuse quand Dieu lui donne des hommes de cette trempe. Puisse votre livre, mon Révérend Père, éclairer et préparer les âmes à recevoir la lumière divine de la foi, qui a fait la force de Garcia Moreno ! Elle est la première condition nécessaire au salut des peuples.

Veuillez agréer, mon Révérend Père, avec mes remercîments, mes très vives félicitations et l'hommage de mon profond respect.

† Fr. J. Charles Couturier,

Abbé de Solesmes.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr DENÉCHAU,

ÉVÊQUE DE TULLE.

Tulle, le 9 septembre 1887.

Mon Révérend Père,

Vous avez reçu, pour votre *Vie de Garcia Moreno,* bien des remerciements et des félicitations; mais on ne saurait jamais trop vous en adresser pour un tel ouvrage : il faut rendre justice à l'auteur comme vous l'avez rendue au héros. Il n'était ni connu ni apprécié, comme il méritait de l'être; mais vous avez mis en pleine lumière cette grande intelligence, ce grand cœur, ce grand caractère, en un mot ce grand chrétien auquel il ne manquait qu'un historien digne de lui. Sans doute, nous ne pouvons pas, au sens liturgique, l'appeler un saint, mais il est permis d'espérer qu'un jour l'Église glorifiera son admirable vie et surtout son héroïque mort.

Hélas ! il est à craindre que, de nos jours, la vie de Garcia Moreno ne paraisse plus admirable qu'imitable; on pourra le considérer comme une anomalie parmi les gouvernants modernes, comme un anachronisme dans notre époque d'indifférence ou d'impiété; mais il est toujours bon de voir ce qu'un homme d'État peut encore être et ce qu'il peut encore faire par l'inspiration de la foi, de la piété et de la charité, pour la cause de Jésus-Christ et de son Église; ce spectacle est une leçon et un encouragement qui prêchent avec éloquence la puissance de la vérité, pour relever les âmes et les peuples. Espérons que ce modèle, produit par le Nouveau-Monde, ne sera pas inutile en Europe et surtout en France.

En tout cas, vous l'avez dépeint de main de maître, pour l'édification des fidèles et l'honneur de l'Église. Je n'ai point à louer l'élévation de la pensée, ni la chaleur du sentiment,

ni la belle simplicité du style; je n'ai point à faire ressortir le mérite littéraire de cette épopée ou de ce drame si palpitant d'intérêt et d'émotion. C'est surtout le côté religieux qui a dû m'attirer. J'espère que vous ferez beaucoup de bien à vos lecteurs, en dissipant les préjugés, en ranimant les courages, en suscitant des dévouements à la cause catholique; vous aurez ainsi, non seulement raconté, mais continué les vertus et les services de Garcia Moreno.

Agréez, mon Révérend Père, l'assurance de mon affectueux dévouement en N.-S.

† HENRI,

évêque de Tulle.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr SEBAUX,

ÉVÊQUE D'ANGOULÊME.

Angoulême, le 17 février 1888.

Mon Révérend Père,

Vous avez bien voulu, il y a déjà longtemps, m'envoyer votre beau travail sur D. Garcia Moreno, président de la République de l'Équateur. Vous dire que je l'ai lu avec un vif intérêt, en louer le style et la forme, n'exprimerait pas suffisamment l'impression que j'en ai gardée. De cette étude se dégage un grave enseignement, qui lui donne une valeur exceptionnelle : c'est la démonstration éclatante du bien qu'est appelé à faire le pouvoir chrétiennement compris et exercé.

Partout, hélas, et depuis trop longtemps, l'autorité civile tend à se séparer de l'Église et à se soustraire à l'influence religieuse; suivant un mot nouveau et triste, elle se *sécularise*;

elle se croirait humiliée de tenir compte, dans la direction des choses humaines, des droits de Dieu, de la dignité et des destinées surnaturelles des âmes. L'expérience est assez longue déjà pour montrer tout ce que les peuples ont à perdre à l'application d'un système réprouvé par la raison et par la foi ; leur état moral en reçoit les plus douloureuses atteintes et leur prospérité matérielle elle-même n'est pas moins compromise. On se demande avec effroi ce que deviendraient nos sociétés modernes si les idées, les doctrines et les habitudes chrétiennes qui persévérent malgré une opposition incessante et souvent la persécution, n'arrêtaient en partie les effets désastreux du régime auquel ces sociétés sont soumises.

La Providence semble avoir suscité le grand homme dont vous avez retracé la vie, pour nous faire voir ce qu'un gouvernement chrétien assure d'avantages de toute sorte à un peuple. Servi par une haute intelligence, un noble cœur, une volonté énergique, mais surtout par sa foi, et avec l'aide de Dieu, D. Garcia Moreno a été le libérateur et le restaurateur de l'État qui lui avait confié ses destinées, et il l'a conduit en peu d'années à une prospérité ailleurs inconnue.

L'orgueil qui ne veut ni règle ni maître, ni Dieu et son Église surtout, les passions mauvaises qui n'aspirent qu'à la licence, ne le lui ont pas pardonné ; le héros est tombé martyr du devoir ; mais son exemple demeure, et la voie qu'il a suivie au milieu de contradictions et d'épreuves inouïes reste ouverte, dans son pays et partout, aux hommes de conscience et de cœur ; il est vrai qu'il l'a arrosée de son sang, mais après avoir rendu à son peuple la vraie liberté, la grandeur et la paix.

Garcia Moreno aimait passionnément sa patrie. Quel est le chrétien, quel est le prêtre ou l'évêque qui n'aime pas la sienne ? Et c'est pour cela que nous voudrions voir régner partout, dans les lois et dans les âmes, cette *justice qui élève les peuples*. Que le pouvoir se rapproche de sa source première ; qu'il ait le respect de l'autorité suprême, dont il procède et relève ; qu'il en reconnaisse les droits ; qu'il ait le sentiment de sa propre responsabilité ; que dans cet es-

prit, tout en poursuivant le bien temporel du peuple, qui est sa fin, il prête son appui et son concours à la religion dont l'action salutaire fait non seulement des serviteurs de Dieu, mais encore des citoyens justes, honnêtes, soumis et dévoués à l'intérêt commun : l'État verra fleurir en son sein l'ordre, l'union et la paix, et sa prospérité sera assurée.

Votre ouvrage, mon Révérend Père, a servi et servira encore à jeter une vive lumière sur ces principes en les présentant sous la forme toujours saisissante des faits. Puisse-t-il être lu par tous ceux qui, à degrés divers, dirigent les affaires publiques, ou leur consacrent leur parole, leur plume ou leur influence personnelle. Nos peuples égarés ou incertains ont besoin qu'on les ramène dans la véritable voie. L'Église ne cesse de la leur montrer ; la grande parole de Léon XIII leur disait, il y a quelques années, ce que doit être la constitution chrétienne des sociétés civiles. Par le grave et si intéressant récit que nous vous devons, vous aurez une part dans cette œuvre de restauration sociale, et je joins bien volontiers mes félicitations et mon suffrage à tous ceux que vous avez déjà reçus.

Veuillez bien agréer, mon Révérend Père, l'expression de mon religieux dévouement en N.-S.

† A.-L.,

évêque d'Angoulême.

Et maintenant, deux mots au lecteur sur la trame de cet ouvrage. Après les lettres magistrales qu'on vient de lire sur la nécessité d'en revenir à la *Constitution chrétienne des États,* lettres provoquées par cet ouvrage, nous aurions mauvaise grâce à nous défendre d'avoir voulu faire une thèse en même temps qu'une histoire. Nous avouerons même ingé-

nument que nous n'aurions jamais eu le courage d'étudier durant de longues années les faits et gestes de Garcia Moreno, bien que très intéressants et très romanesques, si nous ne l'avions vu combattre et mourir pour la liberté de l'Église et des peuples, c'est-à-dire pour défendre le Droit chrétien et le restaurer dans son pays sur les ruines de la Révolution. Cette idée mère a enfanté le livre aussi bien que le héros ; elle a produit le titre et les divisions de l'ouvrage. Dans le Prologue, nous voyons l'Équateur émancipé de l'Espagne catholique, se courber, comme tous les États d'Europe et d'Amérique, sous le joug de la franc-maçonnerie. Au premier Livre apparaît Garcia Moreno, le chevalier du droit : il s'arme de pied en cap et prélude par des combats de plume à la grande lutte qu'il doit soutenir contre les Sarrasins de l'âge moderne. Le second Livre est tout entier rempli par la croisade contre-révolutionnaire, croisade de dix ans, drame aux péripéties fantastiques qui se termine par le triomphe éclatant du héros. Maître désormais d'appliquer ses principes, le soldat de Dieu s'unit à l'Église pour fonder l'État chrétien et réalise en peu d'années, matériellement et moralement, des merveilles de civilisation si prodigieuses qu'il attire l'attention du monde entier. Le troisième Livre raconte ces merveilles jusqu'au jour où la Révolution, pour en tarir la source, plonge son couteau satanique dans le cœur de son mortel ennemi. Mais en tuant l'homme, elle n'a pu tuer le Droit chrétien incarné dans son peuple : l'Épilogue nous fait voir la République de Garcia Moreno, affranchie de ses tyrans, marchant à de

nouveaux progrès sous le nom à jamais mémorable de République du Sacré-Cœur.

Ainsi à chaque page du livre éclate cette vérité que l'État chrétien sauve les peuples, tandis que le libéralisme révolutionnaire les mène fatalement à la ruine. A ceux qui nous objecteraient, avec Quintilien, qu'il faut écrire l'histoire *ad narrandum, non ad probandum,* nous demanderions, comme la *Revue des questions historiques* à propos du présent ouvrage, pourquoi « l'annaliste sérieux ne prendrait pas à tâche de mettre en lumière les enseignements qui ressortent de la vie et des œuvres du personnage dont il évoque le souvenir » ? Et s'il est constant que de cette *leçon de choses* donnée par la Providence aux hommes de nos jours, dépend la vie ou la mort des peuples, comment le biographe pourrait-il être assez indifférent pour exposer froidement les actes de son héros sans en tirer la leçon qui s'y trouve renfermée? C'est le cas ou jamais de philosopher sur l'histoire.

Si de la thèse nous passons aux faits eux-mêmes, nous nous contenterons de répéter ce que nous avons dit dans notre première édition. « Ces faits nous ont été racontés dans leurs plus minimes détails par des témoins oculaires, membres du clergé, de la magistrature, du parlement ou de l'armée, amis et ennemis politiques de Garcia Moreno. Les jugements sur les actes de notre héros variaient selon les opinions de chaque individu, mais leurs narrations concordaient parfaitement. Du reste, pour contrôler leurs témoignages, nous avons consulté tous les documents qui peuvent éclairer un histo-

rien, en particulier les écrits polémiques de Garcia Moreno, ses lettres, et notamment ses messages aux chambres, lesquels suffiraient, à eux seuls, pour composer un magnifique abrégé de sa vie politique. Malgré des lacunes que nous regrettons, le journal officiel, les feuilles périodiques, les brochures écloses sous l'influence des différents partis, nous ont fait assister presque jour par jour aux actes des personnages que nous mettons en scène. Cependant malgré les soins que nous avons pris pour éviter toute erreur, il est possible qu'en écrivant sur un pays aussi différent du nôtre par ses mœurs, ses habitudes et sa législation que par son aspect physique, certaines inexactitudes se soient glissées dans notre travail. Sous ce rapport nous réclamons l'indulgence de nos lecteurs, surtout américains. »

Or voici comment à Quito sur le théâtre même des évènements, une revue catholique[1] apprécie nos informations : « Sans aucun doute, depuis la mort de Garcia Moreno, on n'a publié, ni ici ni ailleurs, une biographie aussi importante, aussi complète du célèbre président. Le livre du R. P. Berthe, fruit de dix ans d'investigations continues, présente une telle abondance de documents qu'il est impossible de s'imaginer comment un étranger a pu les recueillir. Tel a été son opiniâtre travail qu'il a consulté les pièces officielles, presque tous les écrits de Garcia Moreno même antérieurs à sa présidence, écrits aujourd'hui très rares à l'Équateur, un grand nombre de journaux périodiques, et jusqu'aux feuilles vo-

[1] *La Republica del Sagrado Corazon,* Agosto de 1887.

lantes imprimées pour ou contre son héros durant plus de quinze ans. Cela n'a pas suffi à l'infatigable biographe : il a compulsé les lettres autographes et inédites du Président, interrogé les témoins oculaires des faits qu'il raconte, et vérifié jusqu'aux détails les plus insignifiants. Aussi nous ne craignons pas de dire que sous le rapport de l'érudition cet ouvrage, absolument transcendant, devra être consulté par tous ceux qui voudront parler de Garcia Moreno. Néanmoins on rencontre dans le cours de la narration certaines inexactitudes de détail, inévitables pour quiconque n'a pas visité notre pays, et que l'auteur devra faire disparaître dans une autre édition. »

Depuis ce temps, nous avons prié des hommes compétents de vouloir bien nous signaler les inexactitudes dont il est ici question. Les unes portaient sur des particularités relatives aux faits relatés, et d'autres sur l'appréciation plus ou moins exacte de plusieurs personnages qui figurent accessoirement dans cette histoire. Nous avons introduit dans notre texte les rectifications qui nous ont paru motivées, et de plus certains traits anecdotiques qui complèteront le portrait moral de Garcia Moreno. Ainsi corrigé et augmenté, ce livre ne sera pas encore, quoi qu'en dise notre trop bienveillant critique des Andes, « le monument *ære perennius* élevé à la gloire du héros-martyr », mais il témoignera, malgré ses défauts, de notre admiration toujours croissante pour le grand libérateur et pour le peuple qui, sauvé par lui, continue à porter haut et ferme, au milieu des nations apostates, le drapeau de Jésus-Christ et de son Église.

PROLOGUE

L'ÉQUATEUR AVANT GARCIA MORENO

I

LE PAYS DE GARCIA MORENO.

Quand le voyageur a traversé l'Atlantique, franchi l'isthme de Panama, et fait sur le grand océan un nouveau trajet de deux cent cinquante lieues vers le midi, il arrive enfin à Guayaquil, le port principal de la république de l'Équateur. S'il se tourne alors vers l'orient, il a devant lui, entre les États-Unis de Colombie au nord et le Pérou au sud, la patrie du héros dont nous écrivons l'histoire.

La république de l'Équateur est baignée sur une longueur de deux cents lieues par le grand Océan. Des extrémités de cette frontière occidentale, partent vers le levant deux lignes qui, se rejoignant à trois cents lieues du littoral, forment un immense triangle de huit cent cinquante mille kilomètres carrés, presque le territoire actuel de la France. L'Équateur est cependant le plus petit des états sud-américains, un point presque imperceptible si on le compare à l'empire du Brésil, qui forme sa limite orientale; mais le Nouveau-Monde

n'offre à l'œil que des immensités, et l'on sent qu'il faudrait des géants, au moins par le génie pour se les assujettir.

Traversée dans toute sa longueur par la double chaîne des Andes, la république de l'Équateur présente au touriste émerveillé trois régions absolument distinctes : la plaine du littoral, le plateau des hautes montagnes, et la région sauvage de l'Orient, sur lesquelles il faut jeter un regard pour se faire une idée de cette riche et grandiose nature.

Dans la plaine magnifique qui s'étend du rivage aux Cordillères sur un espace de quinze à vingt lieues, le soleil verse à flots ses rayons brûlants ; mais, comme ils tombent sur une terre excellente, arrosée par les torrents et les rivières qui descendent des hautes montagnes, détrempée pendant de longs mois par des pluies quotidiennes, la végétation y est splendide. Partout d'immenses forêts que la hache n'a point touchées, des arbres gigantesques auprès desquels nos chênes d'Europe paraîtraient de misérables nains ; partout les essences les plus variées et les plus précieuses, comme l'amarilla, le nopal, l'acajou, le cèdre, le poivrier, le figüier, l'oranger, le palmier colossal. La terre produit, presque sans travail, nombre de plantes dont l'exportation constitue la richesse principale du pays, telles que le coton, la canne à sucre, le café, le cacao, sans compter une multitude de fruits délicats et savoureux. L'œil ravi s'arrête sur une variété de fleurs du plus brillant coloris, pendant que des légions d'oiseaux, au plumage étincelant, mêlent leurs joyeux concerts aux rugissements des animaux qui errent dans les bois.

Après avoir parcouru cette plaine enchanteresse, le voyageur arrive au pied des Andes. Les Alpes et les Pyrénées disparaissent devant ces monts géants, dont


CARTE
DE
L'AMÉRIQUE DU SUD
OCÉAN ATLANTIQUE
Tropique du Cancer
la Havane
CUBA
Grandes Antilles
Haïti (St Domingue)
Porto Rico
Port au Prince
St Domingue
la Jamaïque
MER DES ANTILLES
Pes Antilles
St Martin
Barbuda
Antigua
la Guadeloupe
Dominique
Martinique
Ste Lucie
Barbade
Grenade
Tabago
Trinité
Margarita
Curaçao
Pte Gallinas
Bouches de l'Orénoque
Caracas
VÉNÉZUELA
AMÉRIQUE CENTRALE
Colon
G. du Darien
Panama
G. de Panama
COLOMBIE
Bogota
Popayan
Quito
Equateur
ÉQUATEUR
Chimborazo
Guayaquil
Cuenca
Loja
G. de Guayaquil
Georgetown
Paramaribo
Cayenne
Oyapock
GUYANES
ANGLAISE
HOLLANDAISE
FRANÇAISE
Fl. des Amazones
Rio Negro
R. des Amazones ou Maranon
Manaos
Santarem
Para
C. San Roque
Recife ou Pernambuco
Bahia ou San Salvador
Porto Seguro
BRÉSIL
Matto Grosso
Cuyaba
Villa Boa
Minas Geraes
Rio de Janeiro
PÉROU
Lima
Callao
I. Chincha
Cuzco
Arequipa
L. Titicaca
La Paz
BOLIVIE
Sta Cruz
Sucre
Potosi
Atacama
Tarija
Arica
Cobija
OCÉAN PACIFIQUE
Tropique du Capricorne
Ambrose
S. Felix
Salta
PARAGUAY
Assomption
RÉPUBLIQUE ARGENTINE
Tucuman
Santiago
Corrientes
Catamarca
La Rioja
Cordoba
San Juan
Mendoza
San Luis
Buenos Ayres
Missions
R. Sta Catherine
Porto Alegre
Lac des Patos
URUGUAY
Montevideo
Rio de la Plata
C. Corrientes
Valparaiso
Juan Fernandez
Mas-á-Fuera
Santiago
CHILI
Valdivia
Patagones
Presqu'île St Joseph
I. Chiloé
Archipel de Chiloé
Presqu'île des 3 Montagnes
G. de St Georges
I. Wellington
Dt de Magellan
Is Malouines
Terre de Feu
Terre des Etats
C. Horn
Géorgie Méridionale
OCÉAN ATLANTIQUE
Is Shetland du Sud
Terre Graham
SIGNES CONVENTIONNELS
Capitale d'Etat
Villes principales
Echelle de 1: 50 000 000e
100 0 500 1000 Kil.

la stature n'est dépassée sur notre globe que par les seuls Himalayas. Les habitants de Guayaquil, brûlés par le soleil équatorial, aperçoivent, à trente lieues de distance, le Chimborazo toujours couvert de neige. Sa tête s'élève à six mille mètres au-dessus des vaisseaux qui stationnent dans le port. Pour faire l'ascension des Cordillères, il faut errer dans les bois durant plusieurs jours au milieu de gorges sauvages, de torrents impétueux, de fondrières et de précipices, où l'homme trouverait infailliblement la mort s'il n'avait à son service le mulet au pied sûr, à l'instinct merveilleux, que la Providence a placé sur son chemin. Mais quel spectacle ravissant s'offre au voyageur exténué, quand il arrive enfin sur le plateau des Andes ! A ses pieds, du côté de l'Océan, se déroule la plaine qu'il vient de quitter, véritable Éden parsemé de forêts, de rivières, de prairies verdoyantes, de villages assis sur les coteaux ou dans les vallées profondes. Au fond du tableau, l'Océan sans limites. Du côté de l'orient, à vingt ou trente lieues, apparaît la seconde chaîne des Andes avec ses pics majestueux qui se dressent dans l'espace sous leur manteau de neiges éternelles, avec cette rangée de volcans qu'on appelle le Cayambe, le Cotopaxi, le Sangaï, dont les cratères s'ouvrent à une profondeur de cinq à six mille mètres, vomissant parfois la fumée, la lave brûlante, des nuées de cendre ou des déluges d'eau, sur la contrée qui les environne. Devant cette scène qui dépasse en solennelle grandeur tout ce que l'imagination peut rêver, l'homme anéanti tombe à genoux et répète instinctivement le chant du prophète-roi : « Fleuves et mers, vallées et montagnes, et vous, soleil étincelant, bénissez le Seigneur ! »

Le plateau compris entre les deux chaînes parallèles des Andes se développe sur une longueur de cent cinquante lieues et sur une largeur moyenne de dix à

quinze lieues; splendide oasis placée par le Créateur à trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est dans ce nid perché sur les montagnes et favorisé sous la Ligne d'un printemps éternel, que la majeure partie de la population équatorienne se trouve concentrée. Là s'élèvent Quito, capitale du pays, les villes importantes de Cuenca, de Riobamba, d'Ambato, d'Ibarra, de Loja, entourées elles-mêmes de nombreux villages et hameaux. Dans ces parages s'étendent des propriétés appelées *haciendas,* vastes parfois comme un de nos cantons ou même de nos arrondissements, sur lesquelles vivent des troupeaux de trois ou quatre mille bœufs, de quinze ou vingt mille brebis.

En descendant le versant oriental des Andes, après avoir suivi durant cinq ou six jours des défilés affreux au milieu de rochers et de précipices, on arrive à l'immense plaine qui va rejoindre la frontière du Brésil. C'est la nature dans toute sa sauvage majesté. Des solitudes sans fin, des forêts vierges peuplées d'arbres gigantesques, que les liserons et les lianes entrelacées soutiennent en l'air quand leurs racines mortes ne les attachent plus au sol; des rivières larges comme des fleuves, qui découpent en tous sens cette terre féconde avant de se jeter dans l'Amazone, la Méditerranée du continent austral : tel est l'aspect de cette belle et riche contrée, qui nourrirait des millions d'hommes et qu'habitent à peine deux cent mille sauvages. Enfants de la nature, ces pauvres Indiens perdus dans les bois vivent du produit de leur chasse et de leur pêche ou des fruits qu'un soleil bienfaisant fait mûrir pour eux à chaque saison de l'année. Cette région s'appelle la province Orientale, ou encore le Napo, du nom d'un de ces énormes cours d'eau qui la traversent de part en part avant de se jeter dans l'Amazone.

Voilà sur quel majestueux théâtre va se jouer la

grande tragédie dont Garcia Moreno[1] sera tout à la fois le principal acteur et la glorieuse victime. Mais, pour comprendre son rôle et les différentes péripéties de ce drame, il est nécessaire d'initier le lecteur au tempérament particulier, aux habitudes religieuses, aux idées politiques, en un mot à la civilisation particulière du peuple équatorien. Une revue rapide des révolutions qui ont bouleversé ce pays pendant les quatre derniers siècles, et amené sur la scène les différentes races dont il se compose, nous dessinera le portrait moral, non seulement de l'Équateur, mais de toutes les républiques sud-américaines, dont l'histoire sera parfois mêlée à celle de notre héros.

II

L'ESPAGNE EN AMÉRIQUE.

Des traditions plus ou moins authentiques font remonter le royaume de Quito aux premiers siècles de notre ère. Diverses tribus venues du nord se seraient fixées sur le plateau des Andes, et la plus puissante, celle des Quitus, aurait fini par absorber les autres : d'où le nom de Quito donné à la principale résidence du chef.

Quoi qu'il en soit, au milieu du XV[e] siècle, l'inca[2], c'est-à-dire l'empereur du Pérou, battit dans un combat sanglant ses trop remuants voisins et réunit leurs terres à son immense domaine; bien plus, afin de les tenir sous sa main, il abandonna son ancienne capitale pour

[1] Prononcez *Moréno.*
[2] Il s'appelait Huanacapac.

s'installer à Quito, où il régna trente-huit ans, non moins habile dans l'art de gouverner les peuples que vaillant à les conquérir.

En dehors des forêts du Napo où ne vécurent jamais que des tribus sauvages, les indiens de l'Équateur, dont le nombre s'élevait à cinq ou six millions, jouissaient sous les incas d'une certaine civilisation. Simples et dociles comme des enfants, ils suivaient sans mot dire l'impulsion donnée par leurs chefs, adoptant toutes les superstitions idolâtriques auxquelles donnaient créance les traditions du pays ou les calculs de la politique. Ils considéraient comme leur grand dieu ce soleil qui dardait perpendiculairement ses rayons sur leur tête; la lune était son épouse, et les incas qui les gouvernaient, les augustes fils de ces deux astres. Leurs princes avaient senti d'instinct que, pour obtenir obéissance sur terre, l'autorité doit descendre du ciel. La société se divisait en quatre classes : nobles, fonctionnaires, agriculteurs et artisans. Au-dessus de tous planait l'inca, personnage mystérieux, presque divin, devant lequel on ne paraissait que nu-pieds, les yeux baissés, la tête profondément inclinée. Il rendait bonne et prompte justice, et surveillait les magistrats à tous les degrés de la hiérarchie. Dans ce pays aux mines inépuisables l'or et l'argent abondaient. Les indiens en usaient pour la confection d'ouvrages d'orfévrerie et l'ornementation de tissus précieux qui aujourd'hui encore défient l'imitation. Leurs temples, leurs forteresses prouvent qu'ils possédaient quelques connaissances en architecture; toutefois, leur occupation principale consistait dans le travail des champs : les incas avaient le bon sens de considérer l'agriculture comme la source féconde de la richesse et du bonheur.

Or, malgré les splendeurs de leur dieu-soleil, ces peuples restaient depuis leur origine assis dans les

ténèbres de l'idolâtrie et courbés sous le poids des vices les plus dégradants, lorsque, à la fin du XVe siècle, il plut à leur Père du ciel de leur révéler Jésus-Christ, le rédempteur et le sauveur de toutes les nations, le divin soleil qui illumine et purifie toutes les âmes. Mais quel sera l'apôtre choisi pour porter la croix à ces pauvres tribus indiennes? Dieu promena son regard sur ses fils aînés, les chrétiens d'Europe. Au lieu de messagers disposés à étendre son règne, il trouva sur presque tous les trônes des princes apostats, en guerre ouverte contre son Église. En Allemagne, les empereurs persécutaient depuis plusieurs siècles le pontife romain; en France, les rois n'avaient que trop développé les germes de révolte semés par Philippe le Bel, le persécuteur du pape Boniface VIII; en Angleterre, on voyait poindre Henri VIII; partout les souverains proclamaient leur absolutisme, et préludaient ainsi aux crimes de Luther et des antechrists qui lui ont succédé.

Restait cependant, au fond de l'Europe, un vrai chevalier de la croix, le peuple espagnol. Descendu des Asturies avec Pélage, il avait reconquis pied à pied, durant une croisade de huit siècles, le terrain usurpé par les Sarrasins. Il comptait des saints parmi ses rois, le cid Campéador parmi ses gloires. Il aimait avec passion l'Église catholique, ses évêques, ses prêtres, ses temples, ses cérémonies saintes : aussi poursuivait-il sans pitié le juif déicide, l'hérétique renégat, et ces fils odieux de Mahomet, qu'il venait de chasser de Grenade, leur dernier boulevard.

C'est à ce peuple profondément catholique que Dieu confia l'évangélisation de ses millions d'enfants ensevelis jusque-là dans le sein de la *mer ténébreuse*. Depuis dix-huit ans déjà, Christophe Colomb, le génie mystérieux à qui Dieu avait fait pressentir l'existence de mondes inconnus, errait de royaume en royaume,

cherchant un prince qui voulût bien être le messager du Christ; mais partout, à Gênes, à Venise, en France, en Angleterre, on l'avait traité de visionnaire et d'aventurier. Dieu le conduisit enfin à la cour d'Espagne, où Isabelle la Catholique, non moins zélée que lui pour le salut des âmes, favorisa son expédition. Quelques mois après, Colomb découvrait l'Amérique, et le Souverain Pontife, au nom du Christ, roi de tous les peuples qui sont sous le soleil, donnait aux rois d'Espagne l'investiture de toutes les îles et continents nouveaux « à condition pour eux de faire connaître Jésus-Christ dans ces lointaines contrées, et d'envoyer à cet effet aux îles et terres susdites des hommes probes et craignant Dieu, pleins de doctrine, de sagesse et d'expérience, pour instruire les habitants dans la foi catholique et les former aux bonnes mœurs [1]. »

Les rois d'Espagne s'acquittèrent avec fidélité de l'auguste mission que leur avait confiée le Vicaire de Jésus-Christ. Chrétiens, ils se préoccupaient du salut de leurs sujets; politiques, ils comprenaient qu'il n'y a point de colonisation possible sans la fusion des races, ni de fusion sans une religion commune à tous. Aussi chaque vaisseau quittant les côtes d'Espagne emportait-il avec les colons de nouveaux missionnaires de la croix, des évêques, des prêtres séculiers, des dominicains, des franciscains, des religieux de la Merci, des jésuites, des augustins. Chaque évêque créait un nouveau centre pastoral, les prêtres séculiers rappelaient leurs devoirs aux colons et aux indiens déjà baptisés, les missionnaires s'en allaient à la recherche des tribus nomades.

Qui racontera les voyages, les souffrances, le martyre de ces héros du christianisme, dignes des premiers

[1] Bulle *Inter cætera*, 1493.

apôtres? Au sein de ces immensités, de ces fleuves, de ces montagnes, de ces forêts vierges sans ombre de routes, sous les feux d'un soleil brûlant, ils couraient comme Jésus-Christ après les brebis égarées. En 1581, saint Turibe, archevêque de Lima, écrivait au pape Clément VIII : « J'ai visité plusieurs fois mon diocèse. Je prêchais aux Espagnols et aux Indiens, à chacun d'eux dans leur propre langue. Il m'a falu pour cela faire plus de cinq mille deux cent lieues de marche, d'autres disent sept mille lieues, le plus souvent à pied, dans des sentiers raboteux et difficiles. J'ai dû traverser de très larges fleuves, franchir de hautes montagnes, dans une grande disette et nécessité de toutes choses. Souvent je ne trouvais rien à manger ni à boire, et je couchais sur la terre nue. Néanmoins j'ai pu pénétrer dans les parties les plus reculées de ces provinces, où habitent les indiens convertis, toujours en guerre avec les infidèles et les sauvages[1]. »

Des ouvriers comme ce Xavier de l'Amérique, qui confirma de sa main plus d'un million d'hommes, plantèrent la croix en moins d'un siècle au Pérou, à l'Équateur, à la Nouvelle-Grenade, au Chili, partout où la race conquérante établissait sa domination. L'Amérique devint une nouvelle Espagne où l'on vit s'élever comme par enchantement de nombreuses villes, des universités florissantes, des collèges, des écoles, des établissements religieux destinés à répandre, avec les bienfaits de l'instruction, les secours de la charité. Dans toutes les classes de la société, la vie chrétienne se développa d'une manière remarquable au moyen de pieuses confréries d'hommes et de femmes ; et bientôt, sur ces montagnes, naguère le théâtre d'odieuses superstitions, l'œil de Dieu se reposa sur des âmes vraiment

[1] *Vie de saint Turibe,* par dom Bérengier, p. 80.

saintes, des prêtres héroïques, des missionnaires toujours en quête d'une âme à sauver, des religieux comme le B. Martin de Porrez, et le B. Pierre Claver, s'installant au lit des pestiférés; des vierges arrivées au sommet de la perfection, comme sainte Rose de Lima et cette bienheureuse Marianne de Jésus que ses contemporains surnommèrent le lys de Quito.

C'est ainsi que, fidèles à leur mission divine, les monarques espagnols firent du nouveau Monde la terre de la Sainte-Croix, *Tierra de Santa Cruz,* comme on l'appelait au XVI[e] siècle. Ces peuples conquis par leur épée, ils les ont dotés de la vraie foi et de la vraie civilisation; et cette foi, nous en verrons bien souvent la preuve, ils l'ont tellement ancrée dans les cœurs, qu'il semble impossible de l'en arracher. Pourquoi faut-il qu'après ce juste hommage rendu aux rois d'Espagne, les premiers colonisateurs du monde [1], nous soyons obligé de signaler la grande faute qui prépara la ruine de ces admirables colonies, le plus beau fleuron de leur couronne?

III

RÉGALISME ET RÉGICIDE.

Au siècle dernier, dans l'odieux dessein de fomenter l'insurrection et de ruiner le catholicisme aux colonies,

[1] « Il y a une grande différence entre les colonies fondées par les Français, les Portugais, les Espagnols, et celles formées par les Anglais et les Américains des États-Unis. Les trois premiers peuples ont laissé partout des germes abondants de catholicisme et de civilisation, tandis que, si les Anglais et les Américains se retiraient de leurs possessions, il ne resterait après eux que des ruines dans un désert et la nuit de l'erreur. » (Manning, *Discours prononcé à Mill-Hill,* 1869.) Avis à nos modernes colonisateurs de l'Algérie et du Tonkin.

les encyclopédistes accablèrent d'anathèmes les monarques espagnols qu'ils accusaient d'avoir tyrannisé pendant trois siècles les indiens et les colons du Nouveau-Monde. Et l'on trouve encore aujourd'hui des catholiques qui, sur la foi de ces faux humanitaires, nous parlent sérieusement des « trois siècles d'esclavage ».

Admettons qu'aux jours troublés de la conquête, des chercheurs d'or venus en Amérique à la suite de ces chercheurs d'âmes dont nous venons de rappeler les dévouements sublimes, se soient déshonorés par des actes de barbarie, ainsi que le prouvent les protestations immortelles bien qu'un peu déclamatoires du dominicain Las Casas : est-il juste de faire retomber sur les rois d'Espagne ou sur la nation espagnole la responsabilité de ces méfaits individuels ? L'histoire vraie démontre, au contraire, par des faits irrécusables que Ferdinand et Isabelle, Charles-Quint et Philippe II, ont employé toute leur puissance à sauvegarder la liberté et le bien-être des indigènes. Qu'on lise dans le recueil des lois espagnoles les règlements contenus sous le titre de *Bon traitement des Indiens*[1], et l'on verra que ces dispositions ont été dictées par un amour profond de l'humanité et de la justice. Pour assurer le respect et l'observation de ces lois, les rois catholiques créèrent un protectorat spécial des indiens, protectorat dont furent investis les Frères-Prêcheurs, qui toujours s'étaient montrés les ardents défenseurs des opprimés. Quant aux exacteurs et aux malfaiteurs, il les punirent autant que le permirent l'éloignement et l'étendue des provinces conquises.

S'ils ont autorisé les *répartitions* ou distributions de travailleurs entre les colons, c'est que, dit le protestant

[1] *Recopil.* VI titre X.

Robertson, de cette question du travail, longtemps débattue, dépendait l'avenir et même l'existence des colonies. Le grand ministre Ximénès, d'accord avec Las Casas, envoya sur place une commission de religieux et de jurisconsultes pour la résoudre. Or, après de longues informations et de mûres délibérations, ces commissaires reconnurent « que les Espagnols établis en Amérique étaient en trop petit nombre pour exploiter les mines ouvertes et cultiver le pays ; que pour ces deux genres de travaux, ils ne pouvaient se passer des indiens ; que si on leur ôtait ce secours, il faudrait abandonner les conquêtes, et qu'enfin, sans l'autorité d'un maître, il n'y avait aucun moyen assez puissant pour faire surmonter aux indiens leur aversion naturelle pour toute espèce de travail[1]. Pour tous ces motifs, ils jugèrent nécessaire de tolérer les *repartimientos*. » Et cependant les rois n'y consentirent qu'après avoir édicté de nouveaux règlements pour empêcher les abus. « Nous vous ordonnons, écrivait Charles-Quint à l'évêque du Pérou, nommé protecteur des indiens, de faire toutes les perquisitions nécessaires pour vous assurer du bon traitement des indiens. Si les colons qui les ont en garde abusent de leur autorité, nous vous donnons le droit de les punir, soit par la prison, soit par une amende pécuniaire. » Donc si l'on commit des crimes au Nouveau-Monde, il faut en accuser, non les rois catholiques qui ont tout fait pour les prévenir, mais cette *auri sacra fames,* cette maudite passion de l'or qui désola le monde ancien et courbe aujourd'hui l'Europe esclave, en dépit des lois républicaines ou monarchiques, aux pieds de quelques banquiers juifs.

[1] Aujourd'hui encore, après trois siècles de civilisation, les propriétaires d'haciendas sont obligés de recourir aux moyens de coërcition pour vaincre l'incroyable paresse de l'indien.

De là aussi l'importation des nègres dans les colonies. Les rois catholiques s'y opposèrent d'abord, mais on leur représenta que les portugais et les anglais faisaient sans scrupule ce commerce de chair humaine. Pourquoi ne pas utiliser ces africains que les négriers amenaient aux Antilles? Plus robustes et plus courageux que les indiens, ils donneraient leur travail et recevraient en échange les bienfaits d'une civilisation à laquelle, dans leur pays, ils resteraient fatalement étrangers. Débordés par les nécessités d'un empire qui s'étendait du Mexique au détroit de Magellan, les rois d'Espagne tolérèrent chez eux un ordre de choses établi partout. Les papes seuls, Léon X, Paul III, Urbain VIII, Benoît XIV, qui, au nom du droit naturel, proscrivirent l'infâme traite des noirs, peuvent leur reprocher cette tolérance, car les colonies portugaises, anglaises, françaises regorgeaient de nègres aussi bien que les colonies espagnoles. Le grand apôtre de l'humanité, Voltaire, s'enrichissait en faisant la traite des noirs, et ce trafic souriait si bien au philosophe Mably qu'il proposait d'établir l'esclavage en Europe pour améliorer la culture.

Enfin, pour ne rien dissimuler, on a reproché à la mère-patrie un système économique qui, pour lui être commun avec d'autres pays, n'en était pas moins funeste au progrès matériel des colonies. Tout pour la métropole et par la métropole, semblait être la devise du Grand Conseil des Indes. De là centralisation de toutes les affaires ecclésiastiques, militaires et commerciales, créations de monopoles et de prohibitions préjudiciables aux intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, et par suite plaintes et récriminations des colons assez forts, après deux siècles de travail et d'organisation, pour sortir de l'enfance et voler un peu de leurs propres ailes.

Telle était la tendance des esprits au milieu du dix-huitième siècle, mais, il faut le reconnaître, entre cet adolescent qui réclame de sa mère un peu plus de liberté, et le rebelle qui, les armes à la main, demandera tout à l'heure indépendance et séparation, il y a un abîme. L'américain aimait l'Espagne, il aimait ses rois, il leur faisait d'humbles remontrances, mais jamais il ne lui vint à l'idée de se déclarer indépendant à leur égard avant qu'eux-mêmes se fussent déclarés indépendants de Dieu, du Christ et de son Église. Le Roi du ciel avait donné l'Amérique aux rois catholiques, il l'enleva aux rois philosophes et régaliens.

C'était le temps où, sous l'impulsion donnée par les Luther et les Machiavel, continuée par les Buchanan et les Pithou, le césarisme antique relevait la tête sous le nom de régalisme. Oublieux du Christ et du vieux droit chrétien, les princes mettaient la couronne au-dessus de la tiare et se proclamaient libres de tout contrôle ici-bas. L'Allemagne, la Suisse, l'Angleterre, la Suède, le Danemark, avaient rompu avec le pape pour fonder des églises nationales sous la juridiction du roi, redevenu l'*imperator et pontifex* du vieux paganisme. Les caprices du monarque se transformèrent en lois d'État, selon la formule du droit absolutiste : « ce qui plaît au roi a force de loi [1]. » Au nom du droit de Dieu, les pontifes réclamèrent contre cette nouvelle invasion d'un despotisme qu'on croyait mort à jamais. Louis XIV leur déclara dans ses quatre articles de 1682 : « que les papes n'ont aucun pouvoir direct ni indirect sur le temporel des rois, et que d'ailleurs le concile l'emporte sur le pape, dont les actes sont limités par les saints canons et les jugements réformables. » C'était la confiscation de l'autorité pontificale au profit de l'absolutisme royal.

[1] Quidquid placuit regi, legis habet vigorem.

En vrais descendants de Louis XIV, les princes espagnols adoptèrent ces maximes païennes. Abusant du droit de patronage, que les pontifes romains leur avaient bénévolement accordé, ils se crurent trop souvent les maîtres absolus des personnes et bénéfices ecclésiastiques. Cette tyrannie régalienne, doublée d'impiété philosophique, s'afficha d'une manière particulièrement révoltante dans la conduite du roi Charles III à l'égard des jésuites.

On connaît l'inique procès intenté à la compagnie de Jésus dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle. Des parlements jansénistes osèrent condamner des constitutions approuvées par l'Église, et les courtisans de la Ponpadour, incriminer la morale prétendûment relâchée de saints religieux. La vérité, c'est que les jésuites, éducateurs de la jeunesse, orateurs, écrivains, missionnaires , rendaient d'immenses services à l'Église, à l'État et aux familles. On n'avait contre eux d'autre grief que leur ardente et brillante défense de la papauté durant ces derniers siècles. Protestants, jansénistes, légistes , gallicans , jurèrent donc d'exterminer ces « gardes du corps » des pontifes romains, ainsi que les appelait Voltaire. Le roi de Portugal, obsédé par l'odieux marquis de Pombal, commença l'exécution aussi bien dans son royaume que dans les colonies de l'Inde, du Brésil et du Paraguay ; puis, entre deux orgies, le triste Louis XV signa l'arrêt sauvage ; enfin, dans ce massacre des innocents, on vit apparaître le véritable Hérode, Sa Majesté Catholique Charles III.

La compagnie de Jésus était la gloire de l'Espagne et des colonies espagnoles. L'Amérique du Sud possédait plus de cent collèges, dirigés par deux mille cinq cents jésuites. Dans les déserts, cinq cent mille indiens, convertis par ces admirables missionnaires, jouissaient, sous leur conduite, d'une civilisation patriarcale qui rap-

pelait les plus beaux temps de l'Église. Or, sans aucune forme de procès, sans même consulter le souverain pontife, voici l'ukase que le roi Charles III expédia, de sa propre main, à tous les gouverneurs de province tant en Espagne qu'aux colonies :

« Je vous revêts de toute mon autorité et puissance royale pour vous transporter sur-le-champ, avec main-forte, au couvent des jésuites. Vous ferez saisir tous les religieux et les ferez conduire dans les vingt-quatre heures au port le plus rapproché, où ils seront embarqués sur des vaisseaux à ce destinés. Au moment de l'exécution, vous ferez apposer les scellés sur les archives de la maison et sur les papiers des individus, sans permettre à aucun d'eux d'emporter autre chose que ses livres de prière et le linge strictement nécessaire pour la traversée. Si, après l'embarquement. il existe un seul jésuite, même malade ou moribond, dans votre département, vous serez puni de mort. Moi, le roi d'Espagne. »

Est-ce d'un chrétien ou d'un caraïbe qu'émane ce décret barbare? Mais que dire de son exécution? Au jour fixé, 2 avril 1767, sous le coup de minuit, les jésuites furent saisis partout, en Espagne, en Amérique, dans les îles, entassés pêle-mêle sur des vaisseaux comme des nègres destinés à l'esclavage, et bientôt jetés, morts ou vifs, dans les états du pape. Le jour même, le roi signa un édit déclarant « que les motifs de cette proscription resteraient ensevelis dans son cœur royal, » et défendit « de parler ou d'écrire pour la réprouver, sous peine d'être traité comme coupable de lèse-majesté, attendu qu'il n'appartient pas aux particuliers de juger ou d'interpréter les volontés du souverain. » Néron n'eût pas mieux fait.

Cependant le pape, en apprenant ces crimes, écrit à Charles III : « *Tu quoque fili!* Ainsi le roi catholique,

toujours cher à notre cœur, emplit le calice de nos souffrances, plonge notre vieillesse dans les larmes, et nous précipite au tombeau ! » Pour toute réponse, le despote sans cœur jette six mille de ses victimes sur les côtes de l'État pontifical. Le pape l'excommunie; le roi lui pose l'alternative ou de retirer son bref ou de voir ses états envahis. « Faites, répond l'intrépide Clément XIII, traitez le pape comme le dernier des hommes : il n'a ni armes, ni canons, on peut tout lui prendre; mais il est hors du pouvoir des hommes de le faire agir contre sa conscience. » Les conjurés lui enlèvent le Comtat Venaissin. Clément XIII mort de douleur, ces misérables despotes exigent de son successeur, Clément XIV, la suppression de la compagnie de Jésus sous peine d'entraîner, comme Henri VIII, leurs sujets dans le schisme. Devant cette menace, le pape signe le bref de suppression, et meurt six mois après, criant au milieu des angoisses de l'agonie : « Ils m'ont forcé ! *Compulsus feci !* »

Ce fut la dernière victime du despotisme régalien. « Craignez, avait dit Clément XIII à Louis XV, craignez que Jésus-Christ ne venge lui-même son Église outragée ! » Le vengeur s'appellera la Révolution, et le régalisme enfantera le régicide comme une nécessité logique. La monarchie, telle que Dieu l'avait faite, soumise à l'Église et contrôlée par elle, garantissait tous les droits : on obéissait facilement à un roi qui obéissait lui-même aux commandements de Dieu. Mais la monarchie sans l'Église, c'était la volonté de l'homme omnipotente et irresponsable, l'arbitraire et l'injustice divinisés, les peuples jetés sans défense entre les mains d'un Tibère et d'un Néron. Les théoriciens de la Révolution, Rousseau et consorts, opposèrent aux droits régaliens les *Droits de l'homme,* et aux quatre articles de Louis XIV sur la souveraineté absolue des rois,

quatre autres articles sur la souveraineté du peuple qu'on peut résumer ainsi :

Article I. — Les rois ayant répudié la souveraineté de Dieu qui s'exerce par l'Église, il ne reste d'autre souveraineté que celle du peuple : donc toutes les monarchies sont abolies en principe. On établira partout des républiques, et, s'il faut encore tolérer des rois en certains pays, on constituera des monarchies républicaines où le roi règne et ne gouverne pas.

Art. II. — La volonté du peuple sera l'unique loi des républiques. Nous déclarons le peuple souverain absolu, par conséquent au-dessus de Dieu, de la religion, de la justice, et même de la raison. Le peuple n'a pas besoin d'avoir raison pour valider ses actes.

Art. III. — La multitude ne pouvant gouverner par elle-même, le peuple se fera représenter par un certain nombre d'individus qu'il élira lui-même au suffrage universel. Ses représentants feront les lois à la majorité des votes, et cette légalité s'imposera comme suprême justice, fût-elle contraire aux lois de Dieu, de l'Église et de la nature.

Art. IV. — Ces principes du droit nouveau, absolument destructifs du trône et de l'autel, sont confiés à la garde d'une société secrète, la Franc-Maçonnerie. Les loges les feront triompher par des clubs, des journaux, des assemblées populaires et législatives. Pour désarmer l'opposition, elle emploiera tous les moyens, y compris le poignard.

Telle fut la réponse de la Révolution aux princes insurgés contre l'Église. « La déclaration de 1682, dit un écrivain révolutionnaire, ne changeait rien à la nécessité du droit de contrôle. Elle l'enlevait au pape, mais pour le transporter au parlement d'abord, puis à la multitude. La nation s'aperçut que l'indépendance des rois, c'était la servitude des peuples. Les juges de la

royauté manquant, la nation se fit juge elle-même, et l'excommunication fut remplacée par un arrêt de mort[1]. » En effet, Charles Ier, roi d'Angleterre, comparaît devant un parlement, qui le juge et le fait décapiter. Le descendant de Louis XIV, le pieux Louis XVI, ne quitte la barre de la convention nationale que pour monter à l'échafaud. Son fils subit le martyre; ses frères, l'exil. Les autres rois d'Europe, si fiers de leur omnipotence, sont broyés par la « Révolution à cheval ». Leurs trônes volent en éclat partout où passe l'Empereur, tenant d'une main le drapeau de la liberté, son épée nue de l'autre.

Le roi d'Espagne n'échappa point au châtiment. La trombe révolutionnaire passa sur ses États comme les flots d'une mer en furie, et lui enleva ses colonies américaines. C'est cette guerre de l'Indépendance et la transformation de l'Amérique royaliste en petits états républicains qu'il faut maintenant esquisser rapidement.

IV

BOLIVAR.

A la fin du siècle dernier, un évènement extraordinaire survenu dans l'Amérique du Nord surexcita violemment les colonies espagnoles. Après dix ans de luttes, les colonies anglaises venaient de triompher de la mère-patrie et d'organiser sous la conduite de Washington la République des États-Unis. L'idée d'émancipation germa si bien dans toutes les têtes que d'Aranda,

[1] Louis Blanc, *Histoire de dix ans*.

ministre de Charles III, après un voyage aux colonies, osa proposer à son maître d'aller au-devant d'inévitables revendications, et de constituer en faveur de trois Infants d'Espagne, trois royautés autonomes, avec Mexico, Bogota, et Lima pour capitales. Mais le persécuteur des jésuites ne savait pas « son métier de roi », comme le disait très bien Joseph II. Assez stupide pour aider les Américains du Nord à chasser les Anglais de leurs colonies, il ne comprenait pas, qu'entraînés par cet exemple, les Américains du Sud organiseraient bientôt la chasse aux Espagnols.

La révolution française activa singulièrement la fermentation des esprits. En substituant la volonté d'une multitude aveugle aux lois du Christ et de son Église, la souveraineté du peuple élevait le despotisme à sa plus haute puissance; mais on décora ce despotisme du beau nom de liberté; on exalta les droits de l'homme et du citoyen. On déclama contre la tyrannie des Espagnols, contre le système colonial, et finalement les meneurs organisèrent des ligues de patriotes dont la mission fut de préparer le pays à une levée de boucliers. Plusieurs tentatives d'insurrection eurent lieu au commencement de ce siècle, mais sans succès. Pour triompher des armées espagnoles, il fallait un homme de la taille des Alexandre et des Napoléon : l'Amérique vit surgir tout à coup l'incomparable Bolivar.

Simon Bolivar naquit à Caracas, capitale du Vénézuela, le 24 juillet 1783, d'une famille riche et chrétienne. Orphelin dès l'enfance, il tomba malheureusement entre les mains d'un précepteur révolutionnaire, fanatique admirateur de Voltaire et surtout de Rousseau. Simon Rodriguez, c'était le nom de ce patriote exalté, fit de l'enfant un type de républicain, surtout un ennemi acharné de l'Espagne. A quinze ans, Bolivar fut

envoyé à Madrid pour y terminer son éducation. Introduit à la cour par un de ses oncles, il jouait un jour au volant avec le prince des Asturies, plus tard Ferdinand VII, lorsqu'il lui donna par mégarde un coup à la tête. Je ne me doutais pas, disait-il plus tard, que bientôt je ferais tomber de cette tête le plus beau joyau de sa couronne. » En 1801, visitant Paris, il admira le républicain Bonaparte, « vainqueur des rois et libérateur des peuples ; » mais, quelques années après, le républicain devint empereur, et Bolivar répudia son idole, dont la gloire apparut dès lors à ses yeux, « comme un éclat de l'enfer ou la flamme sinistre d'un volcan ». En 1805, de passage à Rome, électrisé par les souvenirs de l'antiquité, il jura sur le mont Aventin de délivrer sa patrie des « tyrans espagnols ». Il parcourut ensuite les États-Unis et revint à Caracas juste au moment de tirer l'épée pour accomplir son serment.

Napoléon venait de détrôner Ferdinand VII et d'installer à Madrid son frère Joseph en qualité de roi d'Espagne. Sous prétexte de soutenir contre l'usurpateur les droits du monarque déchu, les patriotes du Vénézuela, de la Nouvelle-Grenade et de l'Équateur, ces trois grands districts dont se composait la vice-royauté de Santa-Fé, s'organisèrent en juntes delibératives et s'insurgèrent bientôt, au nom de Ferdinand VII, contre les autorités espagnoles. Quito donna l'exemple le 10 août 1809 ; Santa-Fé de Bogota venait de l'imiter, lorsque Bolivar entra en scène pour se placer à la tête du mouvement.

Le 19 avril 1810, ayant mis la main sur le gouverneur du Vénézuela, Bolivar proclama la déchéance des autorités établies et la création d'une junte suprême, libre et indépendante, dont l'autorité ne devait cesser qu'avec la captivité de Ferdinand VII. Cette dernière clause avait pour objet de dissimuler aux yeux du

peuple, généralement très royaliste, la portée de la Révolution : un an plus tard, le congrès mettait en délibération la question de l'indépendance absolue. Certains députés hésitaient à passer le Rubicon, quand le jeune Bolivar s'écria dans un club patriotique : « L'inaction, c'est de la trahison ! Que nous importe, à nous qui voulons être libres, si l'Espagne vend ses esclaves à Bonaparte ou les conserve pour elle ! Un projet de cette nature doit se mûrir dans le calme, ajoute-t-on. — Est-ce que trois cents ans d'accalmie ne vous suffisent pas ? Vous faut-il trois autres siècles pour prendre une décision ? Posons aujourd'hui la première pierre de l'édifice, et sachez qu'hésiter c'est périr. » Sous le feu de ces ardentes paroles, le congrès vota l'acte d'indépendance et bâcla une constitution républicaine avec la déclaration des Droits comme préface et l'abolition de l'Inquisition en guise de post-scriptum. La nation qui plus tard devait comprendre le Vénézuela, la Nouvelle-Grenade et l'Équateur, prit dès lors le nom de Colombie en l'honneur de l'immortel révélateur du nouveau monde. Dans les actes publics on data de l'ère colombienne, « l'ère à jamais glorieuse de l'indépendance. »

C'était jeter le gant à l'Espagne. A la tête des troupes royalistes, le général Monteverde, eut bientôt réoccupé les positions prises par les insurgés ; il allait même attaquer Caracas, lorsque le Jeudi-Saint, 26 mars 1812, un tremblement de terre ensevelit cette ville sous ses ruines. Debout sur ses décombres, au milieu d'une population affolée de terreur, Bolivar poussa ce cri : « La nature lutte contre nous, nous lutterons contre elle et la vaincrons. » Quelques jours après, luttant aux avant-postes, il apprend que son général en chef, Miranda, après avoir livré Caracas à Monteverde, venait de signer une honteuse capitulation. Furieux, il court au port,

décidé à s'expatrier, quand soudain il voit arriver le malheureux Miranda qui, lui aussi, voulait passer à l'étranger. Aidé de ses amis, Bolivar le saisit et l'emprisonne jusqu'au lendemain, avec l'intention bien arrêtée de lui faire rétracter la capitulation ou de le fusiller comme traître. Monteverde les mit d'accord en tombant sur eux inopinément. Les uns furent condamnés aux galères, d'autres à l'exil ou à la mort. Miranda mourut en 1816 sur les pontons de Cadix. Quant à Bolivar, protégé par un ami de Monteverde, il obtint un passeport pour l'étranger. « Je te le donne, lui dit l'Espagnol, comme récompense du service que tu as rendu au roi en emprisonnant Miranda. — Je l'ai fait, répondit fièrement l'Américain, pour châtier un traître, et non pour servir le roi. » Monteverde fronça le sourcil en voyant s'éloigner ce rebelle opiniâtre. Que de fois il dut se repentir de ne l'avoir pas fait fusiller !

Ainsi disparut, après deux ans d'une existence assez précaire, la jeune et brillante Colombie, avec son congrès, sa constitution, son armée et ses beaux rêves d'indépendance. Mais cet échec ne découragea pas son indomptable champion. Vaincu au Vénézuela, il court offrir son épée à la Nouvelle-Grenade, alors en pleine insurrection contre les Espagnols. « Quel espoir nous reste-t-il ? s'écrie Bolivar. — La guerre, rien que la guerre ! Quel Américain digne de ce nom ne pousse un cri de mort en contemplant les innombrables victimes dont le sang a rougi les plaines du Vénézuela ? En avant donc, et vengeons la mort de nos frères ! » A la tête de cinq cents hommes déterminés, il s'empare du fort de Ténériffe qui commande le Magdalena, balaie les rives de ce fleuve jusqu'à Ocagna, et lance sa troupe dans la montagne avec l'intention de la franchir et de traverser au pas de charge les quatre cents lieues qui le séparent de Caracas, pour en chasser Monte-

verde. De fait, il culbute les détachements ennemis embusqués dans la Cordillère, et remporte une brillante victoire à Saint-Joseph de Cucuta, de l'autre côté des monts. Foulant alors le sol de la patrie, il adresse à ses soldats cette ardente proclamation : « Mes amis, le Vénézuela va respirer une fois encore à l'ombre de vos drapeaux. En moins de deux mois vous avez achevé deux campagnes ; la troisième se terminera dans la cité qui m'a donné le jour. Républicains fidèles, vous marcherez à la délivrance de ce berceau de l'unité colombienne, comme autrefois les croisés s'élançaient à la conquête de Jérusalem, le berceau du Christianisme. » Il part comme la foudre, prend en courant Mérida, Truxillo, Barinas, Victoria, et marche sur Caracas après avoir battu tous les généraux de Monteverde. Incapable de défendre sa capitale, ce dernier demande une capitulation honorable. « Les Américains victorieux, répond Bolivar, useront de modération même envers des ennemis assez perfides pour violer le droit des gens et les traités les plus solennels. La capitulation, religieusement observée, couvrira de gloire le nom américain et de honte le nom de Monteverde. » Monteverde ne l'attendit pas. Il s'embarqua avec six mille hommes et se jeta dans Porto-Caballo, son dernier refuge. Bolivar fit son entrée à Caracas le 6 août 1813. Trente mille hommes l'accueillirent en criant : « Vive le *Libertador !* » Par acclamation la municipalité lui décerna ce beau nom de *Libérateur*, sous lequel il est connu dans l'histoire.

Mais, pour conserver sa conquête, Bolivar devait lutter contre l'armée espagnole, contre le peuple resté fidèle à la monarchie, et surtout contre ses généraux, jaloux de sa gloire. Sous l'influence de ces différentes causes, il perdit en 1814 tout ce qu'il avait gagné en 1813. Par leur entêtement à suivre leurs idées personnelles, ses généraux

se firent battre sur toute la ligne. En vain multiplia-t-il les prodiges de valeur au combat de Carabobo où, avec cinq mille hommes, il écrasa littéralement les bataillons ennemis; débordé de tous côtés par les Espagnols, trahi par les siens, une seconde fois il dut quitter sa chère Caracas. Sur le pont du navire qui l'emportait à Carthagène, il dit à ses compagnons : « Il n'y a pas de triomphe durable contre la liberté. Les fiers dominateurs qui nous chassent aujourd'hui de la Colombie en seront chassés demain, et la patrie, je vous le jure, deviendra libre et indépendante. » En attendant, un coup plus sensible encore allait lui être porté à la Nouvelle-Grenade. Au récit de ses victoires et de ses défaites, le congrès le félicita chaudement : « Général, lui dit le président, votre patrie ne mourra pas : il lui reste votre épée. La fortune a trahi Bolivar, mais Bolivar est un grand homme. » On lui confia la glorieuse mission de reprendre la ville de Santamarta, l'unique place qu'occupaient encore les Espagnols sur le littoral; mais le gouverneur de Carthagène, jaloux de cet étranger dont le nom éclipsait déjà tous les noms, lui refusa opiniâtrément les forces dont il avait besoin. Ne voulant pas être un brandon de discorde pour cette jeune république, le seul espoir de l'avenir, Bolivar prit le généreux parti de se retirer à la Jamaïque, en attendant de meilleurs jours. « Soldats, dit-il à ses compagnons d'armes, je m'exile volontairement pour ne pas vous mettre en guerre avec vos compatriotes. Je sacrifie ma fortune et ma gloire; mais votre salut est à ce prix : je n'hésite pas. » Le 19 mai 1815, il quittait le port de Carthagène, suivi de quelques officiers fidèles. Les Espagnols battirent des mains, croyant le lion mort : ils assisteront bientôt, épouvantés, à son terrible réveil.

Comme son héros, la Colombie s'éclipsa durant les

années 1815 et 1816. La chute de Napoléon ramena Ferdinand VII sur le trône de ses pères. Celui-ci envoya son maréchal de camp, Morillo, avec dix mille hommes de bonnes troupes pour pacifier l'Amérique. Morillo pacifia, comme la mort, écrasant sur son passage Vénézuela et Nouvelle-Grenade. Carthagène résista quatre mois, puis le fer et le feu détruisirent ce que les horreurs du siège avaient épargné. Bogota se rendit à son tour ; six cents Américains payèrent de leur tête la bienvenue du pacificateur. La Colombie succombait dans le sang et les ruines, lorsque tout à coup on apprit que Bolivar, avec quelques officiers et une poignée de braves, avait quitté son île et envahi de nouveau le Vénézuela, bien décidé cette fois à vaincre ou à mourir.

En effet, le 1er janvier 1817, il entrait à Barcelone à la tête de sa petite troupe. « Quand nous aurons des armes, dit-il alors, nous mettrons dix mille hommes en ligne, nous marcherons sur la Nouvelle-Grenade et le Pérou, nous délivrerons l'Amérique entière du joug des tyrans. » La prophétie s'accomplit à la lettre.

Pour se créer une base d'opérations, il traverse avec quelques centaines d'hommes d'immenses forêts, passe l'Orénoque, et s'établit à Angostura, chef-lieu de la Guyane, au fond du Vénézuela, où il établit un conseil d'État pour préluder aux institutions républicaines, son rêve et sa chimère. Au commencement de 1818, il fait trois cents lieues de gauche à droite, et tombe à l'improviste sur Morillo. Obligé de traverser une rivière assez large, il dit à son guide, le chef Paëz, la terreur de la plaine : « Où sont donc vos canots? — Les voilà ! » dit Paëz, en montrant à l'autre bord ceux de l'ennemi. Et se jetant à l'eau avec ses guerriers, l'héroïque Paëz sabre les gardes espagnoles, et revient avec les canots. Bolivar passe le fleuve, fond sur Morillo, et remporte la fameuse victoire de Calabozo. Le pacifi-

cateur, poursuivi l'épée dans les reins, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Le 1er janvier 1819, de retour à Angostura, Bolivar préside le congrès chargé par lui d'organiser l'État. Il expose ses idées sur le gouvernement de la future Colombie : république centrale et non fédérative, chambre élue, sénat héréditaire, président à vie. A ces conditions, selon lui, la République pourrait se mouvoir dans l'ordre et la liberté. Mais il avait trop exalté les droits de l'homme et du citoyen pour ramener le congrès à ses idées conservatrices. A ces républicains affamés de places, il fallait des changements à vue, des élections continuelles, une constitution comme celle des États-Unis. Bolivar s'inclina devant le peuple souverain, et, le laissant organiser à sa fantaisie la machine gouvernementale, il refit de nouveau trois cents lieues pour combattre Morillo qui venait de passer l'Apure avec six mille hommes.

Ici commence une odyssée qui dépasse de beaucoup l'imagination des romanciers les plus inventifs. Bolivar se tint d'abord sur la défensive, amusant son adversaire jusqu'à la saison des pluies, pendant laquelle les opérations militaires sont regardées comme impossibles. Au moment où aurait dû se terminer cette campagne de 1819, il abandonne au chef Paëz le soin de surveiller Morillo, qui déjà prenait ses quartiers d'hiver, et propose à ses troupes d'envahir la Nouvelle-Grenade, de reconquérir Bogota, et d'arborer à nouveau les couleurs de l'indépendance dans cette capitale de la Colombie. Après une course de trois cents lieues sous les feux d'un soleil brûlant, il s'agissait pour ces braves d'en faire trois cents autres en plein cœur de l'hiver, au milieu des pluies, à travers les fleuves débordés, pour escalader ensuite les pics neigeux de la Cordillère; mais Bolivar parle avec tant d'enthousiasme, que déjà tous

ces guerriers, enflammés d'ardeur, se croient à Bogota. « En avant ! s'écrie l'un d'eux, nous vous suivrons jusqu'au cap Horn ! »

Le 25 mai, commence le mouvement des troupes ; le 10 juin, après avoir traversé l'Arauca, on arrive aux pieds de la montagne. Sur ces monts géants, il fallut traîner les bagages, les canons, les munitions, à travers les bois, dans des défilés impraticables, au milieu des précipices et des pluies glaciales. Le passage des Alpes par Annibal était égalé. Le 5 juillet, Bolivar apprend que le général Barreiro arrive à sa rencontre avec cinq mille hommes de troupes fraîches et aguerries. Il le bat à Guaruaza le 15, l'écrase à Vargas le 25, et le rejette sur la capitale. Le 10 août, il remporte l'immortelle victoire de Boyaca, enferme dans un cercle de feu les troupes réunies de Barreiro et du vice-roi, et les force à se rendre avec armes et bagages. Le jour même, il entrait à Bogota, au milieu d'un peuple ivre de joie, aux acclamations mille fois répétées de : « Vive Bolivar, le libérateur de la Colombie, le père de la patrie ! » Cette campagne du « délire militaire », ainsi que la qualifia très justement le congrès d'Angostura, n'avait duré que soixante quinze jours. Mieux que le capitaine romain, Bolivar pouvait dire : *Veni, vidi, vici !*

Les années 1820 et 1821 furent consacrées à consolider la conquête par la fondation de l'Union colombienne. Le congrès d'Angostura décréta que le Vénézuela et la Nouvelle-Grenade formeraient une seule nation. En conséquence, Bolivar convoqua un nouveau congrès pour élaborer la constitution de la Colombie. Nommé président de la République, il abandonna le pouvoir au vice-président Santander pour reprendre aussitôt l'œuvre d'affranchissement. Tournant les yeux vers le sud, où se trouvaient encore vingt mille Espagnols, il brandit son épée, et dit à ses soldats : « En avant !

portons le drapeau de l'indépendance à l'Équateur, au Pérou, et jusqu'au sommet du Potosi ! » Il se mit en marche au mois de janvier 1822.

Pour arriver à l'Équateur en longeant le plateau des Andes, il fallait traverser la province de Pasto, qui passait à bon droit pour une espèce de Vendée. Ces braves montagnards, hommes, femmes et enfants, peuple et clergé, embusqués derrière les rochers, protégés par les torrents, les fleuves, les fondrières, avaient pris la résolution de vaincre les révolutionnaires ou de mourir pour leur roi et pour leur Dieu. Le général Garcia, commandant de la province, avait même juré au gouverneur de Quito qu'il lui amènerait enchaîné le traître Bolivar.

Après avoir franchi des obstacles insurmontables pour tout autre que pour lui, le Libertador arrive avec sa troupe près du volcan de Pasto, au lieu appelé Bombona. « La position de l'ennemi est formidable, dit-il à ses soldats, mais nous ne pouvons ni rester ici ni reculer : il faut avancer ou mourir ! » Or, pour avancer, il fallait déloger des troupes échelonnées sur une hauteur voisine. « Général Torrès, s'écrie-t-il, emparez-vous de cette colline. » N'ayant pas saisi l'ordre au milieu du bruit, Torrès fait un faux mouvement : « Passez le commandement au colonel Bareta, reprend Bolivar furieux ; il s'en acquittera mieux que vous. » Torrès descend de cheval, saisit un fusil : « Libertador, dit-il, si je ne suis pas digne de commander comme général, je servirai du moins comme grenadier. » Bolivar l'embrasse, et lui rend son commandement. Torrès s'élance comme un tigre blessé à l'assaut de la colline. Il tombe, dix autres après lui sont cloués sur place. *Viva Colombia !* crient les assaillants en courant, comme des démons, au milieu des balles et de la mitraille. La position enlevée, Bolivar entre triomphant à Pasto. L'évêque, royaliste

fidèle, lui demande un sauf-conduit pour retourner en Espagne. « Jamais ! lui répond Bolivar ; l'héroïsme de Caton ne doit pas servir de modèle aux pasteurs de notre sainte religion. Au lieu d'accomplir un devoir, vous vous rendriez coupable en abandonnant le poste que l'Église vous a confié. » L'évêque resta fidèle à son troupeau.

Bolivar apprit bientôt une nouvelle qui le combla de joie. Le général Soucre[1], qu'il avait lancé dans l'Équateur pour lui préparer les voies, venait de remporter une éclatante victoire sur le général Aimerich, gouverneur de Quito. La bataille livrée sur le mont Pichincha, qui domine Quito, terminait la campagne. « La Colombie est libre ! » s'écria Bolivar. C'était son dessein, comme nous l'avons vu, d'annexer les provinces de l'Équateur à la grande république colombienne. Il se rendit donc à Quito, où il fut reçu en triomphateur. Pour perpétuer le souvenir du 24 mai, date de la victoire du Pichincha, la municipalité décida l'érection d'une pyramide sur laquelle serait gravée cette inscription : *A Simon Bolivar, l'ange de la paix et de la liberté !* Guayaquil paraissait fortement tentée de s'incorporer au Pérou, mais Bolivar ne voulut point lâcher ce joyau du Pacifique. Après une proclamation solennelle aux délégués de la province, l'annexion à la Colombie fut votée aux cris mille fois répétés de : « Vive Bolivar ! Vive le Libertador ! »

La Colombie affranchie, restait encore aux Espagnols le beau royaume du Pérou, révolutionné depuis plusieurs années, mais dont les patriotes, par suite d'interminables discordes, n'avaient pu achever la conquête. Bolivar leur offrit son secours, qu'ils acceptèrent en hésitant, car la gloire du grand général offusquait déjà

[1] En espagnol *Sucre*.

les démagogues de Lima comme ceux de Bogota. Il passa l'année 1823, année de véritable agonie, à préparer la campagne. Environné de traîtres, de troupes prêtes à se mutiner ou à déserter, malade d'épuisement et de fatigue, Bolivar travailla jour et nuit à créer une armée capable de battre les vingt mille Espagnols campés au Pérou. Argent, chevaux, munitions, provisions, jusqu'aux détails les plus minimes, rien ne lui échappa. « Il faut absolument vaincre, disait-il, car cette fois il s'agit de la ruine du Pérou, de la Colombie et de ma gloire. » Les préparatifs terminés, il écrivit, le 15 avril au général Soucre, qui explorait le pays : « En mai nous marchons à l'ennemi, en juin nous combattons. Nous aurons devant nous huit mille Espagnols, nos forces seront presque égales : la victoire est certaine. »

Ces prévisions se réalisèrent de point en point. Bolivar traversa la Cordillère à la tête de ses troupes et rejoignit, après trois cents lieues de marche, le général Soucre dans les plaines du Sacramento : « Soldats, dit-il aux vieux Colombiens qui formaient le noyau de son armée, vous allez compléter l'œuvre la plus grande que le ciel puisse confier à des hommes : délivrer un monde ! L'Amérique vous regarde avec amour, elle attend de vous paix et liberté. Que dis-je ? l'Europe entière vous contemple, car l'indépendance du nouveau monde fera tressaillir l'ancien. » L'action s'engagea dans les plaines de Junin. Les deux cavaleries se précipitèrent l'une sur l'autre : on lutta pendant une heure corps à corps, poitrine contre poitrine, à l'arme blanche, sans échanger un coup de fusil. Enfin les Espagnols prirent la fuite, laissant derrière eux deux mille cadavres et un immense butin. Les troupes républicaines acclamèrent le grand Bolivar. Dans son enthousiasme, le général Soucre s'écria : « Sous la conduite du Libertador, on est sûr de vaincre. — Oui, répliqua Bo-

livar avec des soldats comme ceux qui m'entourent. »

Quelque temps après, le vice-roi Laserna tenta une revanche dans les champs d'Ayacucho. Avec dix mille hommes et onze pièces d'artillerie, il vint attaquer Soucre pendant une absence de Bolivar. Soucre le cerna si bien qu'il n'eut d'autre alternative que de se rendre ou d'être haché sur place. Vice-roi, officiers et soldats tombèrent entre les mains du vainqueur. Soucre fit hommage de sa victoire au Libertador, qui lui répondit en le nommant grand maréchal d'Ayacucho.

Cependant le général Olaneta occupait encore le Haut-Pérou avec huit mille Espagnols. Bolivar envoya Soucre conquérir ce lointain pays, pendant que lui-même organisait les provinces péruviennes. Après une marche de trois cent cinquante lieues, l'armée républicaine arriva au pied du Potosi, et, le 1er avril 1825, écrasa les royalistes dans un combat qui fut le dernier,

Bolivar visita les grandes villes du Pérou, Aréquipa, Cuzco, Pazco, et descendit enfin à La Paz, capitale du Haut-Pérou, où il rejoignit son armée triomphante. Là il reçut les députés qui, pour immortaliser le nom de leur libérateur, avaient appelé leur république « Bolivia ». Ils le prièrent de donner au pays qu'il avait sauvé du despotisme un gouvernement tout à la fois libéral et conservateur. Édifié sur les défauts de la constitution colombienne, qui déjà tendait à l'anarchie, Bolivar établit un pouvoir solide et durable. La présidence à vie en décourageant les ambitieux, devait assurer la stabilité des institutions. Alors, au comble de ses vœux, il ne put s'empêcher d'exprimer à ses officiers les sentiments qui débordaient de son cœur ! Un jour, des sommets du Potosi, promenant avec eux son regard sur cette chaîne de montagnes tant de fois franchie durant ces quinze années de combats, sur la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Nouvelle-Grenade, le Vénézuela, délivrés

par ses armes, il prit en main l'étendard de la Colombie, rappela aux grenadiers qui l'entouraient les journées mémorables de San-Felice, de Boyaca, de Carabobo, du Pichincha, de Junin, d'Ayacucho : « Des côtes de l'Atlantique, s'écria-t-il, nous sommes venus jusqu'ici sur les ailes de la victoire. En quinze années d'une lutte de géants, nous avons jeté par terre l'édifice de la tyrannie qu'avaient élevé pierre par pierre trois siècles d'usurpations et de violences. Quelle joie de voir affranchis par votre invincible constance des millions et des millions de nos frères réduits à l'esclavage le plus dégradant. Pour moi, les pieds sur cette montagne d'argent, dont les veines inépuisables ont rempli durant trois siècles le trésor espagnol, je déclare qu'à mes yeux tous ces biens sont un pur néant si je les compare à l'honneur d'avoir arboré l'étendard de la liberté des plages brûlantes de l'Orénoque au sommet du Potosi, la merveille de l'univers ! »

Pauvre Bolivar ! à peine descendu de la montagne, tu vas apprendre à tes dépens que l'étendard de la liberté n'est déjà plus, dans les mains de la Révolution, que le sombre drapeau d'un despotisme bien plus lourd que celui des rois. La Colombie va périr, parce que tu as oublié d'y planter l'étendard de Colomb, la sainte croix !

V

LA TYRANNIE RÉVOLUTIONNAIRE.

Bolivar avait affranchi l'Amérique de l'Espagne, mais l'avait-il affranchie de la tyrannie, ainsi qu'il l'affirme dans toutes ses proclamations ? Non. Du joug régaliste il l'a fait passer sous le joug plus écrasant des révolu-

tionnaires. Rien de plus vrai que ce dicton trouvé en 1822 sur les murs de Quito :

> Despotisme hier, despotisme aujourd'hui :
> Autre est son nom, mais c'est bien toujours lui [1].

Le Libertador et sa chère Colombie vont l'apprendre à leurs dépens.

Grand guerrier et grand orateur, mais politique à courte vue, Bolivar, comme tous les hommes issus de 1789, identifiait dans sa pensée la monarchie avec le despotisme et la république avec la liberté, confondant ainsi la forme avec le fond. Sa philosophie, c'est le Contrat social ; son évangile, la Déclaration des droits de l'homme ; son principe de gouvernement, la souveraineté du peuple, thème invariable de ses discours, proclamations ou messages : « L'autorité du peuple, disait-il aux guerriers d'Ayacucho, voilà le seul pouvoir qui existe sur cette terre. » Devant le Parlement, c'est-à-dire devant la majorité qui représente le peuple, tout doit plier ; sous la légalité imposée par elle, tout doit s'incliner. On reconnaît la théorie libérale et parlementaire, véritable résurrection, sous une autre forme, du despotisme régalien. « La loi du monarque, disent les révolutionnaires, a pour principe la volonté de l'homme. » — Un parlement n'est-il donc pas composé d'hommes ? « Un roi pourra renouveler les crimes de Néron ou les folies de Caligula. » — Est-ce qu'une majorité devient infaillible ou impeccable ? Est-ce qu'un parti, parce qu'il arrive au pouvoir, se dépouille de ces passions tyranniques qu'on appelle l'ambition, la cupidité, la vengeance, l'impiété ? Le parlement souverain, c'est le despotisme du nombre substitué au despotisme d'un seul, avec cette aggravation qu'un tyran couronné

[1] *Ultimo dia del despotismo*
Y el primero de lo mismo.

peut toujours craindre le poignard ou l'insurrection, tandis que les tyranneaux sans couronne de nos assemblées, rouages impersonnels de la machine législative, sont absolument irresponsables. Comment Bolivar pouvait-il ignorer cette vérité, lui qui imprimait ce sanglant stigmate sur le front de la république française : « Le gouvernement républicain de France a creusé sous lui un abîme d'exécration. Les monstres qui dirigeaient ce pays étaient aussi cruels qu'ineptes. » — Très bien ! mais alors ne faites pas de la république le synonyme de la liberté. Vaut-il mieux avoir affaire à la convention de 1793 qu'à Dioclétien ou à Néron ? Il est permis d'en douter.

Pour fonder un gouvernement libre, il faut trouver un frein moral qui bride la volonté humaine, impériale, royale ou parlementaire, lorsque cette volonté emportée par les passions, devient tyrannique. Ce frein de justice n'est autre que la loi de Dieu, interprétée par l'Église, son organe officiel. Seul, Dieu ne peut commander en despote parce qu'il est la vérité souveraine et la souveraine justice. On peut discuter sur le mérite respectif des formes gouvernementales, sur leur convenance relative à tel état particulier; mais au fond le pouvoir, individu ou assemblée, dégénérera toujours en tyrannie si, l'affranchissant des lois divines, vous proclamez sa souveraineté absolue. Cet axiome politique, les libéraux de la naissante Colombie se chargèrent de l'enseigner à Bolivar.

Pendant qu'il combattait pour l'indépendance, un homme qui lui devait ses titres militaires et civils, administrait la Colombie en qualité de vice-président de la république. Le général Santander, démocrate comme Bolivar, entendait autrement que lui la souveraineté du peuple. Bolivar eût volontiers laissé l'Église vivre librement dans l'État libre; mais son lieutenant, en vrai

sectaire, pensait que, si l'État est souverain, il doit dominer l'Église et même la briser, pour peu qu'elle résiste aux ukases des majorités parlementaires. Ainsi du reste le veut la logique : la Révolution, basée sur le satanique principe de la souveraineté absolue de l'homme, doit fatalement persécuter l'Église, laquelle n'abdiquera jamais la souveraineté qu'elle tient de Dieu.

Mais, au sein des populations essentiellement catholiques, comment créer dans les chambres une majorité hostile à l'Église? Santander n'ignorait sous ce rapport aucune des manœuvres européennes. D'abord, il établit à Bogota une loge de francs-maçons, qu'on décora, pour ne pas effaroucher le peuple, du beau nom de « Société des lumières ». On y donnait aux naïfs des leçons d'anglais et de français, puis on les enrégimentait dans la secte, qui bientôt fut très en vogue. A côté de Santander déclaré Vénérable, et des ministres, grands dignitaires de la loge, figuraient des généraux, des commerçants, des avocats, des prêtres et même des religieux plus ou moins libéralisants. On y banquetait, on invectivait contre l'Espagne, l'Inquisition, l'intolérance des papes, la domination du clergé. « La religion ferait de grands progrès, disait-on à ces apprentis, si le clergé se désintéressait de la politique. » Pour répandre dans le peuple le poison élaboré dans les loges, les journaux de la secte se mirent à saper tous les principes sociaux, à dénaturer l'histoire et à vilipender chaque jour les gens de bien et les membres du clergé. Ces disciples de Voltaire avaient appris de leur maître qu'à force de mentir on finit par infiltrer le mensonge dans les esprits. Se croyant alors en mesure de dresser contre l'Église le formidable engin de la souveraineté du peuple, Santander insinua que pour donner à la Colombie un code vraiment libéral qui l'émancipât à jamais de sa trop longue servitude, les électeurs devaient écarter

du congrès les réactionnaires, les fanatiques, les partisans occultes du gouvernement déchu. Appuyées de savantes manœuvres électorales, ces perfides déclamations produisirent un tel effet que ce peuple catholique députa, pour lui fabriquer sa constitution, une imposante majorité de francs-maçons.

C'était en 1821, alors que Bolivar, plus préoccupé de battre les Espagnols que de légiférer, entreprenait sa grande expédition de l'Équateur et du Pérou. Les constituants se réunirent à Cucuta sous la direction de Santander. Toujours dans les actes législatifs précédents, figurait un article déclarant la religion catholique religion de l'État, à l'exclusion de toute autre. Le congrès biffa cet article sous l'hypocrite prétexte qu'une pareille mention n'a point de raison d'être dans un pays catholique. En vain la minorité démasquait-elle un sophisme qui voilait mal les desseins des francs-maçons : ceux-ci votèrent la suppression et expulsèrent même du congrès le docteur Banos qui refusa d'apposer sa signature au bas d'une constitution « entachée d'un vice capital. »

On n'avait plus à se gêner avec une religion dont les droits étaient exclus de l'acte constitutionnel. Le congrès vota l'abolition de l'Inquisition et de l'*index* ecclésiastique, et attribua au gouvernement la censure des livres et des journaux. En preuve de son respect pour l'Église, Santander autorisa immédiatement la publication des œuvres de Voltaire, Rousseau, Diderot, Bentham, sans compter bon nombre de pamphlets immoraux et impies. Il ne recula pas même devant l'organisation d'un schisme. Pour des raisons graves, le Saint-Siège avait accordé aux monarques espagnols des privilèges très étendus relativement à la nomination des dignitaires ecclésiastiques, ainsi qu'à l'administration de leurs biens et revenus, privilèges connus sous le nom

de patronat royal. Évidemment ces concessions gracieuses, octroyées aux rois catholiques, disparaissaient avec la royauté, et l'Amérique républicaine retombait dans le droit commun. Le congrès prétendit, contre toute justice, hériter des rois d'Espagne ces droits et privilèges. On eut beau s'élever contre cette prétention schismatique : la majorité franc-maçonne ne s'en déclara pas moins investie du droit de patronat. Elle compléta l'œuvre de destruction en substituant dans les écoles un enseignement impie à l'enseignement traditionnel. Sous prétexte de faire oublier les erreurs apprises durant les siècles de servitude, le congrès imposa aux facultés universitaires et même aux séminaires un nouveau plan d'études. On introduisit dans tous les cours des auteurs dangereux, quelques-uns ouvertement impies, comme par exemple Bentham, le professeur d'athéisme et de matérialisme. Malheur à qui osait critiquer ce favori de Santander ! Le docteur Margallo fut jeté en prison pour avoir flétri du haut de la chaire cet enseignement impie, devenu officiel et obligatoire.

Quatre ou cinq ans de ce régime mille fois plus tyrannique que l'absolutisme royal suffirent pour exaspérer les populations. Les plus acharnés défenseurs de la Révolution, comme Restrepo, l'historiographe de la Colombie, sont obligés d'en convenir. « La législation imposée par le congrès, dit cet ami de Santander, dérogeait à des habitudes séculaires, faisait table rase des us et coutumes, ainsi que des préoccupations religieuses de la nation, en un mot constituait une anomalie complète avec les mœurs du pays. Aussi la simple annonce d'une nouvelle session parlementaire jetait-elle l'effroi dans le peuple, comme si on lui eût prédit un ouragan ou un tremblement de terre. De fait, ces congrès, presque exclusivement composés

d'avocats et de jouvenceaux farcis des théories françaises, ne se préoccupèrent que d'acclimater en Colombie les doctrines de Voltaire et de Rousseau[1]. »

Si encore, en échange de leurs blasphèmes et de leurs impiétés, les persécuteurs de l'Église avaient travaillé à la prospérité matérielle du pays! Mais, depuis quinze ans, ils avaient accumulé plus de ruines que l'Espagne en trois siècles. La Colombie devenait un enfer d'où l'ordre était banni. Plus de lois protectrices du foyer, des personnes, des propriétés ; le brigandage militaire sous toutes ses formes ; les maisons pillées, les couvents transformés en casernes, les églises profanées ; des razzias de jeunes gens opérées à main armée sur les places publiques ; des provinces entières, comme celle de Pasto, livrées à l'extermination pour cause de royalisme : des exécutions de huit cents, de mille prisonniers ; sur toutes les routes, comme dans les villes et les villages, des bandes de soldats en guenilles, perdus de vices, vivant de rapines, excitant le mépris et le dégoût par l'excès de leur immoralité et de leur impiété : voilà le spectacle déshonorant qu'offrait ce malheureux pays. La guerre, la guerre toujours, et par suite plus d'agriculture, plus de commerce, plus de travail, mais des corvées écrasantes, des contributions forcées, la misère partout, la banqueroute en perspective, la ruine infaillible.

Rongé, corps et âme, par cette bande de vautours, le peuple souverain se mit à pousser des cris qui retentirent jusqu'à l'oreille de Bolivar, au moment où il descendait de son trépied du Potosi, encore tout enivré de sa victoire sur les tyrans et tout fier du cadeau qu'il avait fait à l'Amérique en la dotant du système parlementaire. Agriculteurs, commerçants, prêtres, magis-

[1] Restrepo, *Historia de la Colombia.*

trats, maudissaient le nouveau régime et demandaient un sauveur. Arrivé à Lima, les doléances de son peuple lui parvinrent plus nombreuses et plus vives. Après avoir chassé les Espagnols, il lui restait, disait-on, à débarrasser le pays des tyrans libéraux et de leur exécrable constitution. Les uns lui conseillaient de restaurer la royauté; les autres, de ceindre lui-même la couronne sous le nom d'empereur des Andes. Son brave Paëz, qu'il avait nommé gouverneur du Vénézuela, ennemi personnel de Santander, le sommait d'imiter Bonaparte au retour d'Égypte et de jeter à la porte tous les idéologues du congrès. C'était l'agonie. Sous l'empire du mécontentement général les éléments divers dont se composait la Colombie se désagrégeaient : Paëz travaillait à séparer le Vénézuela de l'Union, d'autres ambitieux agitaient les provinces de l'Équateur; la dislocation et la mort s'annonçaient à bref délai. Malgré sa haine pour Bolivar, haine dont il avait donné bien des preuves, Santander se vit obligé de faire appel comme les autres à la puissante intervention du Libertador : « Venez, lui écrivait-il, venez vite, président de la république, libérateur du pays, père de la patrie! Premier soldat de la liberté, premier sujet de la constitution, vous prendrez le parti qui vous paraîtra le plus apte à sauver l'Amérique. La Colombie vous doit sa naissance et son éducation : à vous de la fortifier sous les suaves influences de la constitution. Menacé de mort à son berceau, l'enfant n'a que vous pour le sauver. »

Hélas! nous allons voir le vainqueur de la nature et de l'Espagne, vaincu lui-même par le faux principe dont il s'est fait l'esclave, se débattre en vain contre la tyrannie révolutionnaire. Au nom du peuple souverain, les Santandéristes vont coucher dans le même sépulcre Bolivar et la Colombie.

Bolivar connaissait à fond le mal dont souffrait son

pays. A la constitution anarchiste, antisociale et antireligieuse de Cucuta il eût voulu substituer le système bolivien : un président à vie investi de pouvoirs étendus, un sénat inamovible, une chambre élective, en un mot une sorte de royauté constitutionnelle, moins l'hérédité dans le chef de l'État. Ce moyen terme entre la vraie république et la vraie monarchie lui paraissait répondre aux exigences du tempérament américain, aux souvenirs du passé comme aux aspirations du présent. Le 25 mai 1826, il le déclarait nettement au général Paëz, qui voulait faire de lui un Napoléon : « La Colombie n'est pas la France, lui disait-il, et je n'ai ni la taille ni l'ambition de Napoléon. Je crois qu'au temps marqué pour la réforme des lois constitutionnelles, il faudra les améliorer notablement dans le sens du principe conservateur, mais sans sortir du système républicain. Je vous enverrai un projet de gouvernement élaboré pour la Bolivie, lequel réunit toutes les garanties de stabilité, d'ordre et de vraie liberté. Si vous l'approuvez, tâchez de former l'opinion dans ce sens : c'est le plus grand service que nous puissions rendre à la patrie. »

Pour opérer cette évolution, il comptait sur son influence, sur la sagesse d'un futur congrès, peut-être aussi sur un reste de dévouement patriotique de la part des Santandéristes ; mais il prétendait ne pas sortir de la légalité pour imposer ses vues. Au mois de septembre 1826, il arrivait à Guayaquil, en marche sur Bogota. Les autorités des trois départements de l'Équateur le supplièrent de prendre en main le pouvoir dictatorial, nécessaire, à leur avis, pour combattre avec succès les anarchistes de la Colombie et les révoltés du Vénézuela. Enchaîné par son principe de la souveraineté des majorités, Bolivar répondit « que la légalité suffisait pour sauver le pays et qu'il ne voulait pas entendre

parler de dictature. » Puis, dans une proclamation aux colombiens, il poussait ce cri plutôt d'un père que d'un maître : « Le bruit de vos discordes est arrivé jusqu'à moi. Je viens à vous, avec une branche d'olivier à la main. Cessez vos funestes dissensions, ou bientôt la mort, succédant à l'anarchie, planera sur des déserts et des ruines. »

Les libéraux de Bogota, Santander en tête, se moquaient bien de sa branche d'olivier. Afin de paralyser d'avance les efforts du réformateur, ils invectivèrent dans leurs journaux contre le despote « qui brûlait de ceindre la couronne et d'imposer au peuple la charte d'esclavage dont il avait doté la Bolivie. » Santander échauffa si bien ses avocats, ses étudiants, sa populace, que Bolivar, après cinq ans de triomphe et d'ovations à travers l'Amérique, fut reçu comme un ennemi dans son propre pays. Aux portes de la capitale, l'intendant du département, entouré de la municipalité, crut devoir le haranguer sur le respect dû à la constitution et sur le devoir qui s'imposait à tous de garder les serments prêtés. Indigné d'une telle audace, Bolivar répondit « qu'en arrivant en Colombie à la tête d'une armée couverte de lauriers, il avait droit de s'attendre à des félicitations et non à d'intempestives rodomontades sur la constitution et les lois. » Un peu plus loin, il lut sur un écriteau gigantesque ces mots significatifs : « Vive la constitution pour dix ans ! » Au palais, le vice- président Santander le complimenta sur ses triomphes militaires, déclarant « que lui, Santander, avait mis sa gloire, pendant ces cinq années, à gouverner selon la loi. Du reste il serait toujours l'esclave de la constitution et grand admirateur de Bolivar. »

A ces démonstrations, le Libertador comprit la nécessité de tenir dans l'ombre, au moins pour le moment,

son plan de réforme. Il parla de l'indépendance, de l'armée, de l'union, de la volonté nationale « souveraine et infaillible, » et enfin de la constitution, « le livre sacré, l'évangile du peuple colombien ». — « On m'accuse d'aspirer au trône, ajouta-t-il : on devrait savoir que le nom de Libertador me suffit, et que je n'aspire pas à descendre. » Là-dessus, il reprit sa glorieuse épée, et partit au Vénézuela pour ramener de gré ou de force les séparatistes à l'union.

En applaudissant aux déclarations libérales de Bolivar, les Santandéristes n'ignoraient pas sa pensée intime sur leurs lois exécrables, ni son grand désir d'une révision. Ils l'avaient appelé pour mettre Paëz à la raison, mais avec la volonté bien arrêtée de renverser leur sauveur quand ils n'auraient plus besoin de son appui. A peine eut-il quitté Bogota que les journaux recommencèrent à hurler contre le tyran et à cribler de leurs sarcasmes la constitution de Bolivie. Pour monter les têtes, Santander publia une adresse au président, signée par un grand nombre d'habitants et de fonctionnaires de Bogota, dans laquelle, au milieu de louanges plus ou moins venimeuses, on le suppliait de ne pas changer le système de gouvernement. A force d'intrigues, il parvint même à soulever contre Bolivar la division colombienne qui l'avait suivi au Pérou. Le colonel Bustamante et soixante-dix officiers, ses complices, emprisonnèrent leurs chefs, sous prétexte que la République était en danger, à Lima aussi bien qu'à Bogota. « Leurs chefs, disaient-ils, traîtres à la patrie, se faisaient les auxiliaires de Bolivar pour déchirer le pacte constitutionnel. » Au lieu de destituer l'auteur de cet indigne pronunciamento, Santander lui envoya ses félicitations, le remerciant du bon exemple qu'il avait donné. De pareilles manœuvres exaspérèrent tellement Bolivar qu'il résigna immédiatement ses pouvoirs. « On

parle d'usurpation tyrannique, écrivit-il au congrès en signifiant sa démission, on dit que tous mes pareils sont ambitieux : l'exemple de Washington aurait dû me protéger contre cette imputation. Je suis décidé à quitter le pouvoir, et je vous avertis que ma décision est irrévocable. »

Le congrès n'en examina pas moins la question de savoir s'il convenait, oui ou non, d'accepter la démission du président. Les Bolivaristes, ou partisans de la révision, opinèrent pour la négative, alléguant la nécessité d'un bras puissant et fort dans les circonstances difficiles où se trouvait la Colombie. Les Santandéristes, furieux, se prononcèrent pour l'acceptation : « Les Colombiens, disaient-ils, répugnent à l'esclavage ; il n'y a pas d'homme nécessaire ; et d'ailleurs pourquoi refuser à Bolivar un repos qu'il a si bien mérité ? » Un député ajouta « qu'ayant l'honneur d'appartenir à l'espèce humaine, il voterait contre Bolivar, attendu que le code bolivien ne convenait qu'à des bêtes de somme. » Après ce coup de massue, on passa au vote, mais pourtant cinquante députés contre vingt-quatre refusèrent d'accepter la démission.

Les Santandéristes battus, Bolivar garda le pouvoir et convoqua une grande convention qui terminerait tous les différends en tranchant la question des réformes constitutionnelles. Toujours respectueux de la souveraineté nationale, il recommanda aux agents du gouvernement de proposer au choix des électeurs des hommes de probité et de patriotisme, puis de laisser à chacun sa liberté. Là-dessus, ces fonctionnaires se croisèrent les bras, pendant qu'une légion de Santandéristes dénonçaient aux villes et aux villages le tyran, l'usurpateur, l'ennemi de la patrie. Comme d'ordinaire, le peuple trompé prit parti pour les plus actifs et les plus audacieux, et députa à la convention une forte majorité

de Santandéristes. L'assemblée se réunit à Ocagna le 6 avril 1828. Toujours en campagne contre les insurgés, Bolivar adressa aux députés un message fortement motivé, sur la nécessité de fortifier le pouvoir exécutif. Après avoir énuméré les réformes qui lui paraissaient indispensables, il concluait en ces termes : « La patrie réclame un gouvernement juste et fort. Cinquante mille hommes morts pour sa délivrance vous demandent, du milieu des tombeaux et des ruines, que leur sang n'ait pas été inutilement versé ; et moi, qui ai voué un culte à ma patrie et à la liberté, je vous adjure de constituer un pouvoir capable de faire observer la loi et de rendre le peuple libre. N'oubliez pas que l'énergie de la force publique est la sauvegarde de la faiblesse individuelle, l'espérance des bons, et la terreur des méchants. »

L'assemblée écouta ce message dans un profond silence ; mais bientôt les Santandéristes vomirent un flot d'injures contre le dictateur, réclamant à grands cris sa déchéance. Santander avait du reste affirmé qu'il se ferait sujet du Grand Turc, plutôt que d'obéir à Bolivar. En présence de ce parti pris, la minorité refusa d'assister aux sessions, ce qui, faute du nombre requis pour délibérer, entraîna la dissolution de l'assemblée. Les Santandéristes eurent beau affirmer avec leur Bentham « qu'en aucun cas on ne peut résister à la majorité, même quand elle légifère contre la religion et le droit naturel, même quand elle commande aux enfants d'immoler leur père[1], » on les laissa débiter leurs extravagances pour aviser au moyen de sauver la patrie.

La situation devenait très grave. Les libéraux parlaient d'exiler ou même d'étrangler Bolivar. Dans une pareille extrémité, le colonel Herran, chef du départe-

[1] *Traité de législation*, tome I, p. 298.

ment, convoqua une junte populaire, « à l'effet, disait-il, de sauver la République insultée par le Pérou, menacée par l'Espagne, et trahie par une assemblée qui refusait au Libertador les pouvoirs nécessaires pour remplir sa mission. » Le peuple décréta d'emblée la dissolution du congrès et la dictature temporaire du président. Aussitôt le conseil d'État, les autorités civiles et militaires se rallièrent à la junte, et Bolivar rentra dans la capitale au milieu d'un peuple en liesse. Il consentit à prendre le pouvoir jusqu'au 2 janvier 1830, date fixée pour la convocation d'un nouveau congrès.

Mais la Révolution ne désarme jamais : ceux qu'elle ne peut abattre, elle les assassine. Un mois après leur échec, le 25 septembre 1828, vers minuit, une bande d'insurgés et de soldats mutinés assaillirent le palais présidentiel en vociférant contre le tyran. Déjà ils avaient forcé la porte et se dirigeaient, le poignard à la main, vers la chambre de Bolivar, lorsque celui-ci, réveillé par le tapage, s'enfuit par une issue secrète. Ayant ainsi manqué leur coup, les assassins furent enveloppés par la troupe et jetés en prison. On fusilla les plus coupables, et Santander lui-même, convaincu d'avoir trempé dans l'assassinat, fut banni.

Bolivar comprit alors la tyrannie révolutionnaire et la triste situation d'un peuple livré sans défense aux ambitieux et aux scélérats qui l'exploitent. Ne consultant que la justice et l'intérêt de la patrie, il dicta ces deux décrets : « Considérant 1° que l'impunité accordée aux criminels et aux pervers amènerait à bref délai la dissolution de l'État, je prends en main l'autorité dictatoriale que le peuple m'a confiée. Considérant 2° que les sociétés secrètes ont pour but principal de préparer les révolutions politiques et que le mystère dont elles se couvrent révèle suffisamment leur caractère nuisible,

j'ordonne la dissolution de ces sociétés et la fermeture des loges. » Afin de rétablir l'union intime entre l'Église et l'État, union qu'il avait appelée jadis l'arche d'alliance, il exhorta vivement le clergé à prêcher sans cesse la morale chrétienne, la concorde et la paix. « Parce qu'on a déserté les vrais principes, disait-il, l'esprit de vertige s'est emparé du pays. Pour neutraliser les doctrines criminelles dont on a saturé le peuple, il faut que les pasteurs prêchent à tous l'obéissance et le respect. » Enfin, persuadé que l'enseignement universitaire empoisonnait la jeunesse, il en ordonna la réforme complète, expulsa des écoles les auteurs dangereux, et y introduisit l'étude approfondie de la religion, « afin de fournir aux jeunes gens des armes contre les attaques de l'impiété et l'entraînement de leurs propres passions. »

Bolivar avait pour lui la raison, mais non pas la logique. L'homme de 1789 avait trop caressé, trop vanté, trop divinisé la Révolution, pour qu'elle se laissât finalement museler par lui. La mégère poussait des hurlements furieux ; sous ses efforts, l'édifice colombien craquait de toutes parts, le Pérou menaçait même de l'envahir. En vain Bolivar se multipliait-il pour réparer les brèches, pacifiant en personne le Cauca soulevé, triomphant du Pérou par ses généraux Soucre et Florès : la date solennelle du 2 janvier 1830 allait le remettre en présence du peuple souverain.

Durant l'année entière, ses ennemis avaient employé les moyens les plus ignobles pour le discréditer auprès des électeurs. A force d'entendre dire que la dictature était le marche-pied du trône, le peuple s'imagina qu'en votant pour des partisans de Bolivar, il voterait le rétablissement de la royauté ; et les Santandéristes triomphèrent sur toute la ligne. Outré d'une pareille ingratitude, brisé de fatigue, malade, Bolivar succomba sous

le poids du découragement et du chagrin. Ne voyant aucun moyen légal de résistance aux oppresseurs de sa patrie, il laissa dire et faire. A un ami qui lui proposait de rédiger un plan de constitution, il répondit qu'il avait déjà fabriqué trop de constitutions et qu'il abandonnait le congrès à ses inspirations. Dans une proclamation au peuple, il annonça que chacun restait parfaitement libre d'exprimer ses idées sur la forme comme sur le personnel du futur gouvernement ; pour lui, sa décision irrévocable était de rentrer dans la vie privée. Son conseil d'État d'accord avec les diplomates étrangers, projeta un instant de lui offrir la couronne, afin d'arracher la malheureuse Colombie aux ambitieux qui brûlaient de s'en partager les lambeaux ; mais il menaça de quitter immédiatement le pouvoir si ce projet n'était point abandonné.

Le 15 janvier 1830, eut lieu l'ouverture du congrès. Aussitôt Bolivar envoya sa démission dans des termes qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions. Après avoir déploré l'instabilité des institutions et l'anarchie qui en résultait, il déclara que ses fonctions politiques avaient cessé pour toujours. « Que mon dernier acte, ajouta-t-il, soit de recommander au congrès de protéger toujours notre sainte religion, cette source féconde des bénédictions du ciel, et de restituer à l'instruction publique, dont on a fait le chancre de la Colombie, ses droits sacrés et imprescriptibles. » Puis, d'un mot qui résumait l'histoire des vingt dernières années, il établit ce triste mais fatal bilan de la tyrannie révolutionnaire : « Concitoyens, je le dis, le rouge au front, nous avons conquis l'indépendance, mais au prix de tous les autres biens. » Sans tenir compte des instances du congrès qui le priait de garder le pouvoir jusqu'après le vote de la constitution et l'élection des autorités nouvelles, il fit part au peuple de sa retraite définitive. « J'ai servi

vingt ans, disait-il, en qualité de soldat et de magistrat. Durant cette longue période, nous avons reconquis la patrie, délivré trois républiques, conjuré bien des guerres civiles, et quatre fois j'ai remis au peuple, dans les congrès constituants, le pouvoir suprême qu'il m'avait confié. Aujourd'hui je crains d'être un obstacle à votre bonheur, et je me dépouille une dernière fois de la magistrature que je tiens de votre bienveillance. J'ai vu peser sur moi les soupçons les plus indignes, et cela sans pouvoir me défendre. Des hommes qui rêvent pour eux le pouvoir suprême n'ont pas rougi de me prêter des aspirations à une couronne qu'ils m'ont offerte plus d'une fois et que j'ai toujours refusée avec l'indignation d'un vrai républicain. Jamais, je le jure, l'ambition du trône n'a souillé mon âme. Colombiens, n'écoutez pas les calomnies de mes détracteurs. Au nom de la Colombie, je vous en conjure, entendez mon dernier vœu : restez unis, et ne devenez pas les assassins de la patrie. »

Le 8 mai, Bolivar partit pour Carthagène avec le dessein de passer en Europe. Des bords de la mer où il s'était rendu pour rétablir sa santé délabrée, il vit s'écrouler l'édifice qu'il avait bâti. Le Vénézuela s'organisait en république indépendante sous la présidence du général Paëz. Les trois départements de l'Équateur, Quito, Cuenca, et Guayaquil, brisant à leur tour la chaîne qui les attachait à la Colombie, se déclaraient autonomes sous les ordres du général Florès. Moins heureux qu'Alexandre, Bolivar assistait de son vivant au démembrement de sa grande république, dont ses officiers, jaloux les uns des autres, se disputaient les débris. On lui apprit bientôt que le maréchal Soucre, le vainqueur d'Ayacucho, son meilleur ami, avait succombé dans les sombres défilés du Cauca, lâchement assassiné par des rivaux. Émus jusqu'au fond de l'âme, le Libertador

s'écria : « C'est le sang d'Abel qu'ils ont versé ! » Du reste ces Caïns commettaient à Bogota des infamies non moins révoltantes. Les étudiants s'amusaient à fusiller le portrait de Bolivar ; les soldats libéraux insultaient ses amis, qu'on qualifiait de serviles. Le désordre prit de telles proportions que le général Urdaneta, s'étant rendu maître de la ville par un coup de force, institua un gouvernement provisoire, dont le premier acte fut d'envoyer une commission à Bolivar pour le supplier de reprendre le commandement. « Une barrière de bronze, répondit-il, me sépare du pouvoir : la légalité. Je ne puis m'arroger une autorité dont un autre est investi. » Ses amis insistaient au nom de la patrie expirante : « Il n'y a plus de salut pour la patrie, répliqua-t-il : c'est ma conviction et mon désespoir. Tout est perdu, et pour toujours ! Que peut un homme contre un monde ? Et puis, il n'y a plus de patrie pour moi : les tyrans m'en ont chassé ! »

Non seulement ils l'avaient chassé, mais ils l'avaient tué. Quelques mois de cette agonie morale suffirent pour le conduire au tombeau. Le 8 décembre, dans la ville de Santamarta, où ses amis l'avaient conduit pour réparer ses forces avant de prendre la mer, il se sentit défaillir. Averti par l'évêque que la mort approchait il reçut les derniers sacrements de la manière la plus édifiante ; puis il dicta ses derniers adieux au peuple colombien : « Vous avez été témoins de mes efforts pour implanter la liberté là où régnait autrefois la tyrannie. Je n'ai cherché ni le repos ni la fortune, et j'ai quitté le pouvoir quand j'ai cru n'avoir plus votre confiance. Mes ennemis ont abusé de votre crédulité pour détruire ma réputation et attaquer mon libéralisme, deux choses qui me sont plus chères que la vie. Victime de mes persécuteurs, je leur pardonne avant de mourir. Et maintenant au moment de quitter ce monde, je vous

adresse mes derniers vœux pour la gloire et la consolidation de notre chère Colombie. Travaillez tous, je vous en conjure, à rétablir l'union : citoyens, en obéissant au gouvernement, ministres de Dieu, en élevant vos prières vers le ciel, soldats, en vous servant de votre épée pour défendre la société. Colombiens, ma dernière pensée est pour la patrie. Si ma mort peut contribuer à vous rendre plus unis, volontiers je descends au tombeau. »

Le 17 décembre 1830, il rendit le dernier soupir. Agé seulement de 47 ans, que de services Bolivar eût pu rendre à son pays sans les misérables qui empoisonnèrent sa vie et hâtèrent sa mort ! Du reste, fils de la Révolution, il devait s'attendre à être dévoré par elle : n'est-ce point le sort qu'elle réserve, comme Saturne, à tous ses enfants ?

VI

UN LIBÉRATEUR.

En dépit du glorieux titre de *Libertador*, Bolivar ne fut donc pas un vrai libérateur. S'il chassa de l'Amérique les tyrans qui l'opprimaient au nom de l'omnipotence royale, ce fut pour la livrer à une horde de tyranneaux qui l'écrasèrent au nom du peuple souverain ; s'il lui donna l'indépendance, « ce fut au prix de tous les autres biens, » comme lui-même l'avouait à la fin de sa carrière. Pour sauver l'Amérique, il fallait un autre Bolivar, assez fort pour chasser les révolutionnaires, assez chrétien pour remplacer la souveraineté du peuple par la souveraineté du Christ et les droits de l'homme par les droits de Dieu. Mais est-il possible

aujourd'hui de détrôner le peuple souverain pour replacer la société sur la base divine? Bolivar ne le pensait pas. En voyant les éléments de discorde qui bouillonnaient dans la fournaise, les hommes qui attisaient le feu, le combustible dont ils disposaient, son impuissance à réagir en faveur de l'ordre et de la religion, il prophétisa que les républiques nées du démembrement de la Colombie aboutiraient comme la Colombie elle-même, à un épouvantable cataclysme. « L'Amérique est ingouvernable, disait-il peu de jours avant sa mort; travailler sur ces peuples, c'est labourer sur les flots. L'américain n'a qu'une chose à faire : émigrer. Ces pays vont tomber sous les coups d'une populace sans frein, et passer ensuite aux mains d'imperceptibles rongeurs qui les dévoreront sans pitié comme sans vergogne. S'il se pouvait qu'une partie du globe retombât dans le chaos primitif, telle serait la dernière phase des révolutions américaines. Tout est perdu, et perdu pour toujours : que peut un homme contre un monde ! »

De fait, tout le continent américain, du Pacifique à l'Atlantique, des plaines de La Plata aux forêts du Haut-Canada, exaltait la Révolution. Le Vénézuela, la Nouvelle-Grenade, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili, la République Argentine, érigés en États indépendants, avaient adopté dans ses grandes lignes la fameuse constitution de Cucuta, basée sur la souveraineté du peuple et la subordination de l'Église à l'État. Le Brésil, avec sa monarchie parlementaire trop souvent dirigée par une majorité de francs-maçons, et, par delà les Antilles, la grande fédération des États-Unis exaltant les droits de l'homme et du citoyen, se trouvaient en parfait accord avec les républiques sœurs du Pacifique. Malheur à qui dès lors eût osé, sur le continent de Colomb, médire du peuple souverain, le grand dieu des deux Amériques, ou affirmer que l'Église est au-

dessus de l'État; la loi évangélique, au-dessus des décrets du parlement.

L'ancien monde, infatué plus que le nouveau des conquêtes de 1789, tendait la main aux révolutionnaires d'outre-mer. Sous les noms barbares de sécularisation, de laïcisation, euphémismes qui signifient répudiation, les peuples européens n'ont-ils pas tous, comme les américains, brisé les liens qui les unissaient à Jésus-Christ et à son Église? S'il existe encore des princes chrétiens dans leur conduite privée, vous n'en trouvez plus un seul qui, en tant que législateur et chef d'État, accepte la direction de l'Église. On a remplacé le Dieu en trois personnes par cette divinité à sept ou huit cents têtes qu'on appelle le parlement, déclaré le Sinaï moins respectable que la tribune des députés, et abrogé le Décalogue éternel pour lui substituer le Bulletin des lois. L'Europe entière en est là, aussi bien dans les monarchies que dans les républiques, à Londres comme à Paris, à Rome comme à Madrid. Les quelques empereurs encore debout devant le peuple souverain, mettent en avant, non pas la souveraineté de l'Église, mais leur propre omnipotence. Du reste, la démocratie entend bien les courber tous à ses pieds, vivants ou morts. Parlementarisme ou nihilisme, constitution ou dynamite : Sire, faites votre choix!

Ce n'est donc pas un monde, comme le disait Bolivar, ce sont les deux mondes qui se dresseraient devant l'homme assez audacieux pour replacer une nation dans son état normal, c'est-à-dire à genoux devant Dieu. Les partis qui divisent l'opinion se réuniraient en une armée compacte pour sauver le principe sacro-saint de la souveraineté du peuple, le palladium des sociétés modernes. Sans doute, libéraux et radicaux se font la guerre pour savoir qui gouvernera l'État, mais ils s'entendent à merveille pour proclamer la suprématie abso-

lue de l'État et son divorce avec l'Église. La seule différence entre ces frères et amis, c'est que les radicaux par amour de l'État, voudraient tuer l'Église afin de se débarrasser à jamais de ses revendications, tandis que les libéraux consentent à la laisser vivre, sauf à la jeter en prison toutes les fois qu'elle oppose les lois divines aux ukases du peuple souverain. Il y a plus : ces principes rationalistes ont tellement pénétré l'opinion qu'on voit nombre de catholiques s'y rallier : chrétiens, l'Église est leur mère, ils consentent à lui obéir ; citoyens, ils la regardent comme une étrangère dont ils n'acceptent pas la suprématie. Que l'Église catholique soit libre comme le protestantisme, le judaïsme, le mahométisme; mais que l'État soit libre aussi, et absolument indépendant. Ce droit moderne constitue pour ces politiques un progrès dans la civilisation, de sorte qu'on ne peut plus même travailler à rétablir le droit ancien sans mériter l'épithète de réactionnaire et de rétrograde.

Comment donc faire remonter le courant révolutionnaire à ce monde épris de 1789? La solution du problème qui désespérait Bolivar, apparaîtra plus difficile encore si l'on considère l'inanité des efforts tentés depuis un siècle pour désabuser les princes et les peuples. La première autorité de ce monde, l'Église, n'a pas manqué de s'opposer de tout son pouvoir aux envahissements de la Révolution. Chaque pontife en passant a jeté l'anathème à cette grande hérésie non moins antisociale qu'antichrétienne. Pie VI, dès 1791, flétrit « les prétendus droits de l'homme, la liberté absolue, le droit de professer n'importe quelle opinion religieuse, le pouvoir de penser, d'écrire et même d'imprimer arbitrairement en matière de religion ce qui plaît à chacun. » Pie VII reproche à Napoléon de rompre l'union de l'Église et de l'État en soumettant l'Église à l'escla-

vage des articles organiques. En 1814, à l'aurore de la Restauration il réprouve un projet de constitution dans lequel, au lieu de reconnaître les droits exclusifs de l'Église à la protection des lois, on autorise la liberté de conscience, et l'on promet appui et protection aux ministres de ce qu'on appelle *les cultes*, mettant ainsi au rang des sectes hérétiques et de l'impiété judaïque, l'Épouse immaculée du Christ[1]. « Les princes et les puissances, s'écrie Léon XII, sont établis de Dieu pour défendre la foi, protéger l'Église, et procurer par tous les moyens convenables la soumission aux Constitutions apostoliques. » Dans une Encyclique mémorable, Grégoire XVI condamne solennellement l'indifférentisme en matière de religion, et ne craint pas de qualifier de délire, « cette fausse et pernicieuse maxime qu'on doit procurer et garantir à chacun la liberté de conscience et la liberté absolue des opinions[2]. » De nos jours enfin, Pie IX et Léon XIII ont poursuivi l'erreur libérale jusque dans ses ramifications les plus éloignées. Le *Syllabus* a foudroyé ce naturalisme maudit qui prétend gouverner la société humaine sans tenir plus compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins sans faire aucune différence entre la religion vraie et les religions fausses. « Aujourd'hui comme aux siècles passés, lisons-nous dans ce célèbre document, il est expédient de déclarer la religion catholique religion de l'État à l'exclusion des autres cultes. La liberté civile de tous les cultes et le pouvoir accordé à chacun de manifester publiquement ses idées et ses opinions corrompt les mœurs, pervertit l'esprit, et propage le fléau de l'indifférence. Aussi le pontife romain ne peut ni ne doit se réconcilier ou transiger avec le progrès, le libéralisme

[1] Lettre de Pie VII à Mgr de Boulogne, 29 avril 1814.
[2] Encyclique *Mirari vos*, 15 août 1832.

et la civilisation moderne[1], » c'est-à-dire avec les principes de la Révolution. Résumant les définitions de ses prédécesseurs[2], le docteur du XIXe siècle, Léon XIII, les harmonise et les fait resplendir dans sa magistrale Encyclique *sur la Constitution chrétienne des États,* où la philosophie, le droit canonique et l'histoire prêchent d'un commun accord la nécessité de rétablir l'union entre le sacerdoce et l'empire, union qui a fait l'Europe si l'on ne veut aboutir à d'épouvantables catastrophes.

Voilà donc le libéralisme d'État réprouvé par les papes comme attentatoire aux droits de Jésus-Christ et de son Église. Devant les anathèmes pontificaux, la Révolution a-t-elle reculé ? Non. Les avancés ont rejeté le droit chrétien au nom de la thèse naturaliste, et les modérés l'ont déclaré de tout point inapplicable, vu l'hypothèse des divisions religieuses et politiques au sein desquelles se meut le monde moderne. Sans doute, on trouve encore des catholiques qui ne feront jamais leur deuil de la constitution chrétienne des États; des politiques qui, tout en distinguant le fait et le droit, travaillent de toutes leurs forces à la restauration des vrais principes sociaux; mais, pour accabler ces revenants d'un autre âge, quelle rage et quelle entente de tous les partis! Peu s'en faut que ces champions du droit ne soient rendus responsables des maux qui désolent l'Église et le monde.

Nous étonnerions peut-être nos lecteurs en affirmant que l'instinct révolutionnaire l'emporte, dans les classes dirigeantes, non seulement sur l'esprit catholique que les pontifes tâchent en vain de réveiller, mais même sur l'instinct naturel de la conservation. Toujours pro-

[1] Derniers articles du *Syllabus.*

[2] Lire sur ce sujet l'Encyclique *Immortale Dei,* 1er novembre 1885.

phètes, les papes ont dépeint la Révolution comme le puits de l'abîme d'où jaillit, au milieu d'affreuses convulsions, la lave impure qui obscurcit le soleil. Convulsions de 1789 et de 1793, convulsions de 1800 et de 1815, convulsions de 1830 et de 1848, de 1852, et de 1870; déchirements intérieurs, pillages, incendies, commune de Paris; catastrophes militaires, telles que Waterloo et Sedan : la France s'agite comme une bacchante échevelée, ou plutôt comme le lunatique de l'Évangile. Elle aussi tombe du mal caduc depuis son enfance; c'est-à-dire depuis l'origine du droit révolutionnaire. Elle le sait, elle voit son état d'épuisement, de temps en temps elle jette un cri comme pour appeler l'homme qui pourrait la sauver de ses propres fureurs; puis, la crise passée, elle s'étourdit en poussant de nouveau des hourrahs frénétiques en l'honneur du progrès et de la liberté. Deux faits, aussi étranges l'un que l'autre, prouvent jusqu'à quel point princes et peuples subissent la fascination du serpent révolutionnaire.

En 1852, à deux doigts de sa ruine, la France éperdue se jeta dans les bras de Napoléon III. Acclamé par huit millions de suffrages, Napoléon pouvait tout, puisqu'il osa restaurer l'empire; il recula cependant devant une restauration chrétienne de la société, ne se croyant pas de force à lutter contre l'Université, les sociétés secrètes, et l'opinion publique travaillée par ces deux formidables puissances. Le célèbre évêque de Poitiers essaya de lui donner du courage : « Ni la Restauration, ni vous, lui dit-il un jour, n'avez fait pour Dieu ce qu'il fallait faire, parce que ni l'un ni l'autre n'avez relevé son trône, parce que ni l'un ni l'autre n'avez renié les principes de la Révolution, parce que l'Évangile social dont s'inspire l'État est encore la Déclaration des droits de l'homme, laquelle n'est autre

chose que la négation des droits de Dieu. Notre constitution n'est pas celle d'un État chrétien et catholique. Notre droit public établit bien que la religion catholique est celle de la majorité des Français, mais il ajoute que les autres cultes ont droit à une égale protection. N'est-ce pas proclamer équivalemment que la constitution protège également la vérité et l'erreur ? »

L'Empereur répondit par l'argument des faibles : « Croyez-vous que l'époque où nous vivons comporte cet état de choses et que le moment soit venu d'établir le règne exclusivement religieux que vous me demandez ? Ne pensez-vous pas que ce serait déchaîner les mauvaises passions ? »

L'Évêque avait d'autres idées, lui qui écrivait un jour : « Jamais je n'accepterai pour la France la nécessité absolue et définitive de ce qu'on appelle l'hypothèse, en haine de la thèse chrétienne. J'estime trop mon pays pour le croire irrémédiablement assis dans le mensonge. La France n'est point apostate à toujours. On ne parle ainsi qu'auprès d'un moribond désespéré ou d'un criminel incorrigible. » Cependant, ne voulant point entamer de controverse, il se contenta de cette prophétique réponse : « Sire, le moment n'est pas venu pour Jésus-Christ de régner : alors le moment n'est pas venu pour les gouvernements de durer[1]. »

Le second fait est plus caractéristique encore. En 1870, la Révolution mit à la porte l'homme qui avait tremblé devant elle : Napoléon eut le sort de Bolivar, et la France tomba dans cette effroyable anarchie qu'on appelle la Commune. Sur le point d'expirer, elle chercha un sauveur. Depuis un demi-siècle, au moment des grands périls, le noble descendant des rois de France, exilé par la Révolution, lui tendait la main par-dessus

[1] *Le cardinal Pie,* par Mgr Baunard, tom. I, pages 668-669.

la frontière. Cette fois encore, il se présenta pour prendre les rênes, mais comme roi très chrétien, comme fils de saint Louis. « L'avenir est aux hommes de foi, écrivait-il, à la condition d'oser dire à la Révolution triomphante ce qu'elle est dans son essence et dans son esprit, et à la contre-révolution ce qu'elle doit être dans son œuvre de réparation et d'apaisement. Je veux sauver la France, mais il faut que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en Roi. » Les représentants de la France lui préférèrent un bourgeois révolutionnaire. Quand Thiers eut reconduit le pays sur le bord de l'abîme, le Roi cria encore : « Ouvrez, je suis le sauveur ! — Abdiquez le vieux droit, lui cria-t-on de toutes parts, et prenez en main l'étendard de 1789. — Jamais, répondit-il, je ne serai le roi légitime de la Révolution. — Restez donc en exil ; la France aime mieux retomber dans le chaos primitif que d'être gouvernée par un saint Louis. »

La conclusion qui semble s'imposer comme la résultante forcée de cet état des esprits, n'est-ce point celle de Bolivar : les peuples doivent périr parce qu'aucun homme au monde n'est assez fort pour les tirer des griffes de la Révolution ? — J'écris ce livre pour protester contre cette conclusion désespérante et pourtant si logique en apparence. Non, la Révolution n'a pas tellement assujetti et abêti les peuples qu'un Hercule chrétien ne puisse encore les arracher à son joug pour leur rendre Jésus-Christ et son Église, et c'est précisément pour relever nos courages abattus que Dieu suscita, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce phénomène politique qui s'appelle Garcia Moreno.

Il y a dix ans, les journaux signalèrent la mort d'un personnage étrange. Il était président de la République de l'Équateur, un de ces États révolutionnaires que nous avons vus naître du démembrement de la Colombie.

Trente ans seulement après Bolivar, sans aucun respect pour les immortels principes, cet homme avait par un coup de force balayé les misérables qui s'engraissaient au dépens du peuple souverain, installé dans son pays un gouvernement aussi catholique que celui de saint Louis, et tiré la nation du chaos où elle expirait. En 1862, en dépit des libéraux et des émeutiers, il signait un concordat qui restituait à l'Église son entière liberté, et, en 1867, une constitution destinée à faire de son peuple, au milieu des nations sans Dieu, le vrai peuple du Christ. En 1870, il eut la hardiesse de protester seul contre l'envahissement des États pontificaux, alors que, par la reconnaissance officielle d'un pouvoir usurpateur, les rois se faisaient les complices des brigandages italiens; il obtint même du congrès, en 1873, un subside national en faveur du pontife captif et dépouillé. En même temps, il consacrait la République au Sacré-Cœur de Jésus, et ordonnait de placer aux frais de l'État dans toutes les cathédrales une pierre commémorative de ce grand évènement. Dans un pays pauvre et ruiné, il trouva moyen de réaliser en dix ans, au point de vue matériel et intellectuel, des prodiges tels que l'imagination la plus audacieuse n'eût osé les concevoir. Naturellement les démocrates qu'il avait évincés du gouvernement, et même les théoriciens de l'Église libre dans l'État libre firent rage contre lui; mais son bras de fer les écrasa toutes les fois qu'ils ouvrirent leurs serres pour ressaisir leur proie. Enfin, comme le peuple reconnaissant envers son bienfaiteur venait de lui confier une troisième fois la suprême magistrature, sa mort fut décrétée dans les loges maçonniques. Il l'apprit, et écrivit au pape cette parole sublime : « Puissé-je être jugé digne de verser mon sang pour la cause de l'Église et de la société ! »

Dieu l'en jugea digne : le 6 août 1875, il tomba sous

le poignard de la Révolution. Sa dernière parole fut le cri du martyr : « *Dios no muere,* Dieu ne meurt pas ! » A l'Équateur, des jours de deuil et de désespoir suivirent l'exécrable assassinat. En Europe, aussi bien qu'en Amérique, retentit le nom à jamais mémorable de Garcia Moreno. Pie IX éleva une statue au nouveau Charlemagne dans cette Rome dont il avait si noblement revendiqué les droits, et le congrès de l'Équateur lui décerna ce solennel hommage :

« Considérant que l'excellentissime seigneur don Gabriel Garcia Moreno, par sa puissante intelligence comme par ses hautes vertus, a mérité d'occuper la première place entre tous les enfants de l'Équateur;

« Qu'il a consacré sa vie et son génie à la régénération et à la grandeur de la République, en basant les institutions politiques sur le fondement solide du principe catholique;

« Qu'avec la magnanimité des grands hommes, il affronta sans crainte la diffamation, la calomnie et les sarcasmes impies, donnant ainsi au monde l'exemple unique d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir;

« Qu'il aima la religion et la patrie jusqu'à souffrir le martyre pour elles, léguant à la postérité une mémoire illustrée de l'immortelle auréole dont le ciel couronne les vertus héroïques;

« Qu'il combla la nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et religieux;

« Et qu'enfin la nation doit gratitude, honneur et gloire aux citoyens qui, sous l'inspiration du plus pur patriotisme, savent ainsi l'ennoblir et la servir :

« L'Équateur, par la voix de ses législateurs, donne à Garcia Moreno le titre de *Régénérateur de la patrie* et de *Martyr de la civilisation.* Afin de recommander ce

noble héros à l'estime et au respect de la postérité, il lui sera élevé une statue en marbre, portant cette inscription : « A l'excellentissime Garcia Moreno, le plus grand des enfants de l'Équateur, mort pour la religion et la patrie, la République reconnaissante[1] ! »

Il est donc possible de vaincre la Révolution et d'arracher les peuples à ses mortelles étreintes, puisque Garcia Moreno, dans cette Amérique anarchiste qui désespérait Bolivar, l'a tenue quinze ans frémissante à ses pieds. Seulement, pour délivrer les peuples de cette robe empoisonnée dont la Déjanire de 1789 les a revêtus, il ne faut point qu'Hercule, je veux dire Bolivar, porte lui-même la tunique dévorante; autrement, il mourra comme son peuple dans les convulsions d'une affreuse agonie; il faut un Hercule chrétien, un Garcia Moreno, couvert de l'armure du Christ, c'est-à-dire des vérités sociales dont l'Église seule a le dépôt. Le vrai, le seul libérateur, c'est Jésus-Christ, parce qu'il est la vérité, et que la vérité seule peut délivrer les peuples : *Veritas liberabit vos.*

Seul de tous les chefs d'états, depuis le péché originel de 1789 et la déchéance des sociétés qui en a été la suite, Garcia Moreno a restauré le gouvernement chrétien et mérité le nom glorieux de *régénérateur de la patrie;* seul, au milieu des rois soliveaux, des princes décrépits, des vils flatteurs d'une vile populace, en dépit des calomniateurs et des assassins, *il a donné au monde le noble exemple d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir;* seul, au milieu des tyrans et des anarchistes qui s'abattent tour à tour sur les peuples pour vider leur bourse, leur esprit et leur cœur, *il a comblé sa nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et reli-*

[1] *Décret du Congrès,* 16 septembre 1875.

gieux; seul enfin, héroïque martyr de la civilisation catholique, il a donné son sang pour la noble cause qu'il a défendue : il apparaît donc comme le grand politique du dix-neuvième siècle, comme le type trop longtemps perdu d'un sauveur de peuples.

Voilà pourquoi nous avons cru que Garcia Moreno ne devait point comme un météore passer au milieu de ses contemporains, sans laisser de trace après lui. Ne pas mettre en lumière une telle personnalité, ce serait ravir à Dieu la gloire de ses œuvres, et à cet homme de Dieu l'immortalité, à laquelle il a droit, même sur cette terre. De plus, ce serait priver l'humanité d'un grand secours, car l'histoire de Garcia Moreno donne au monde une leçon providentielle, la dernière peut-être avant le cataclysme que tout le monde prévoit et que lui seul a essayé de conjurer. Daigne le Dieu « qui ne meurt pas » rendre fécond le sang du noble martyr, et susciter sur sa tombe d'autres régénérateurs assez intelligents pour le comprendre, assez courageux pour l'imiter !

PREMIÈRE PARTIE

LE CHEVALIER DU DROIT

(1821-1856)

PREMIÈRE PARTIE

LE CHEVALIER DU DROIT

CHAPITRE I

PREMIÈRES ANNÉES

(1821-1836.)

Garcia Moreno naquit à Guayaquil le 24 décembre 1821, six mois avant la prise de Quito par les troupes républicaines. Il reçut au baptême le nom de Gabriel, qui était celui de son père.

Il appartenait à une famille ancienne, aussi distinguée par sa noblesse que par ses mérites. Son père, don Gabriel Garcia Gomez, natif de Villaverde, dans la Vieille-Castille, avait fait de brillantes études à Cadix et travaillé quelque temps dans les bureaux d'un de ses oncles [1], lorsqu'il lui prit fantaisie de s'expatrier pour chercher fortune en Amérique. Sur la fin de 1793, il embarqua sur la frégate *Notre-Dame des neiges* une importante cargaison dont il était propriétaire, et vint s'établir à Guayaquil, où il épousa la senora Moreno.

Dona Mercédès était fille de don Manuel Ignacio Moreno, chevalier de l'ordre de Charles III, et membre

[1] Don Martinez de Aparicio, autrefois secrétaire de Charles IV.

inamovible de la municipalité de Guayaquil. Elle eut dans sa parenté deux hommes qui illustrèrent l'Église et l'État, son oncle, don José Ignacio Moreno, archidiacre de Lima, l'auteur très estimé des *Lettres Péruviennes,* ainsi que d'un essai *sur la Suprématie du Pape,* et son frère, don Michel Ignacio Moreno, promu par le roi d'Espagne à l'Audience de Guatemala. Ce dernier fut le père du cardinal Moreno, naguère archevêque de Tolède.

Les deux époux étaient dignes de leurs ancêtres par de rares qualités personnelles et surtout par leur invincible attachement à la religion catholique. Garcia Gomez, homme de foi, serviteur dévoué de l'Église, professait un souverain mépris pour ces faux indépendants qui visaient à s'affranchir, non seulement de l'Espagne, mais des habitudes religieuses dont elle avait pénétré ses colonies. D'un caractère doux et aimable, il savait au besoin montrer une intrépidité que tous admiraient. Pendant que les révolutionnaires criblaient de balles les maisons de son quartier, on le voyait paraître au balcon avec un calme imperturbable. En témoignage de leur estime, ses concitoyens le nommèrent procureur municipal. La senora Mercédès, son épouse, se signalait par la supériorité de son esprit, sa solide piété, la dignité de son caractère, et je dirai presque l'austérité de sa conduite. Aussi ardente royaliste que son mari, elle refusa jusqu'à la fin de sa vie d'illuminer et de pavoiser sa maison le jour de la fête de l'Indépendance, aimant mieux payer l'amende imposée aux contrevenants que de paraître se réjouir au souvenir d'une révolution.

Dieu récompensa les vertus de ces généreux chrétiens par une magnifique couronne d'enfants qui tous firent leur consolation et dont le plus jeune sera éternellement leur gloire. L'aîné se consacra au service des

autels. Le second, bien que laïque, fit une étude approfondie de la liturgie catholique. Le troisième, don Pedro Pablo Garcia Moreno, un des grands propriétaires de l'Équateur, aida son jeune frère, devenu président de la République, à réaliser ses grandes entreprises. Plus tard, témoin de l'ingratitude de ses concitoyens, il lui disait souvent : « Retire-toi n'importe où hors de l'Équateur, et puise dans ma bourse autant que tu voudras. » Mais don Gabriel répondait invariablement : « Dieu ne m'a pas créé pour faire le bien n'importe où, mais à l'Equateur. » Le quatrième fut Michel Garcia Moreno, que le président préposa plus tard à l'administration des salines de l'État. Homme intègre et habile, au lieu de profiter de sa position pour s'enrichir, il ne voulait pas même s'attribuer, comme ses prédécesseurs, les déchets[1] que la loi lui accordait. Don Gabriel avait aussi trois sœurs, Rosario, Mercédès et Carmen. Toutes trois ont été la joie et l'ornement de leur famille, l'honneur de la Vierge bénie, dont elles portaient les noms ; toutes trois n'ont quitté la terre qu'après l'avoir édifiée par une vie sainte et irréprochable.

Gabriel Garcia Moreno fut le dernier rejeton de cette nombreuse et intéressante famille au sein de laquelle il puisa ces sentiments de foi vive, d'honneur chevaleresque, et surtout cette noble passion du devoir qui caractérisent sa vie entière. Du reste, pour mieux tremper son âme et la préparer au rôle exceptionnel qu'il lui destinait, Dieu prit soin d'ajouter aux enseignements de la famille les rudes leçons de l'adversité.

Par suite des révolutions incessantes qui bouleversaient l'Amérique, don Garcia Gomez essuya de grands revers de fortune. D'opulente qu'elle était, sa famille

[1] Déchets du sel, *merma de la sal.*


Universitas
BIBLIOTHECA

tomba dans la médiocrité puis dans la gêne, et bientôt ce fut la pauvreté avec son cortège de privations d'autant plus pénibles qu'elles se dissimulaient à tous les yeux. Les deux époux en souffrirent surtout pour le petit Gabriel. Leurs aînés avaient terminé leur éducation, ils pouvaient prendre leur vol et se frayer un chemin dans le monde ; mais qui s'occuperait du pauvre déshérité ?

Dona Mercédès comprit la tâche que les circonstances lui donnaient à remplir. Elle se chargea de former l'esprit et le cœur de l'enfant, comptant sur Dieu pour son avenir. Entouré des soins les plus tendres, il s'habitua, sous la direction de cette bonne mère, à vivre dans la piété, l'amour du devoir et de la régularité, surtout à ne jamais se plaindre des peines de la vie. Dona Mercédès se fit de plus son institutrice assidue, et l'enfant profita si bien qu'à sept ans il savait parfaitement lire et écrire. Son intelligence trop précoce se développa aux dépens de ses forces physiques ; il devint chétif et maladif, ce qui redoubla encore les sollicitudes maternelles. Le petit Gabriel, dont le cœur s'épanouissait au contact de cette noble femme, comprenait tous les sacrifices qu'elle s'imposait pour lui. Il aimait sa mère avec passion, et jamais il n'oublia l'admirable dévouement dont elle lui donna tant de preuves pendant cette période de sa vie. Plus tard en parlant de Guayaquil, la cité par excellence des révolutions et des pronunciamentos, il disait agréablement : « Je n'y connais que deux bonnes choses : ma mère et.... la banane[1] ! »

Chose étrange ! l'homme qui plus tard étonna le monde par son audace, se montra dans son enfance timide et craintif à l'excès. Les ténèbres, les tempêtes, les morts surtout lui causaient de mortelles frayeurs,

[1] *En Guayaquil no hai sino dos cabezas buenas, la de mi madre y la... de platanos.* Intraduisible en français.

à tel point que son père, vrai chevalier sans peur, crut devoir employer les moyens les plus énergiques pour le guérir d'une pusillanimité qui l'inquiétait à bon droit. Un jour que l'ouragan ébranlait les maisons de la ville, il enferma dans un balcon l'enfant affolé, et le laissa seul s'accoutumer aux bruits du vent, des vagues et du tonnerre. Dans une autre circonstance, un cadavre gisait au milieu d'une chambre isolée ; quatre cierges éclairaient seuls, au milieu de la nuit, la face du défunt ; Garcia Gomez commanda au petit Gabriel d'aller, de ses mains tremblantes, allumer une bougie aux terribles veilleuses qui, bon gré mal gré, lui mirent devant les yeux le spectre redouté. Du reste, les évènements dont Guayaquil fut le théâtre en ces temps troublés, n'aidèrent pas peu à dissiper ces terreurs imaginaires et initièrent l'enfant à la vie tourmentée qui l'attendait. On peut dire qu'il fut élevé au bruit de la fusillade et du canon. A peine âgé de neuf ans, sans avoir quitté sa ville natale, il avait passé par quatre nationalités successives. Sujet, à son entrée en ce monde, de la grande République colombienne, il devint, en 1827, membre de la *Republiquita* de Guayaquil, libre et indépendante ; puis, citoyen du Pérou qui, dans sa lutte contre Bolivar, avait trouvé bon de s'annexer cette « perle du Pacifique ». Enfin, en 1830, lors des derniers déchirements de la Colombie, on l'improvisa citoyen de la République de l'Équateur, constituée définitivement en état souverain. Ces changements à vue, fruits d'insurrections de caserne ou d'invasions triomphantes, ces hordes qui passaient et repassaient en hurlant contre les tyrans, ces bombardements dont la ville était sans cesse menacée, familiarisèrent l'enfant avec les révolutions, les coups de main, les dangers de tout genre, et contribuèrent sans doute à doter son âme de cette insensibilité stoïque qu'on remarqua

bientôt en lui, même dans les conjonctures les plus périlleuses.

A cette époque, un nouveau malheur, plus grand que tous les autres, acheva de désoler l'enfant et sa mère : Garcia Gomez fut ravi à leur amour au moment où son appui devenait plus nécessaire que jamais. C'était le temps pour le jeune Gabriel de fréquenter les écoles, d'apprendre les langues, et d'acquérir cette science dont son âme avait déjà soif. Or, la mort de son père, en privant la famille de son unique soutien, ne permettait plus à l'enfant d'aspirer à une instruction quelconque. Combien de fois, les larmes dans les yeux, il suivit du regard ses jeunes camarades plus heureux, mais inconscients de leur bonheur, quand ils allaient chercher la leçon du maître ? Désespérée de cette pénible situation, Dona Mercédès n'avait d'autre ressource que de se plaindre au ciel, quand le Dieu qui compte les larmes des mères vint à son secours d'une manière inattendue.

Non loin de la maison qu'elle habitait alors, se trouvait un vieux couvent de Notre-Dame de la Merci. L'un des religieux de ce couvent, le P. Bétancourt, confident des secrètes anxiétés de la senora Mercédès, s'offrit à donner à l'enfant des leçons de grammaire. Au comble de la joie, le petit Gabriel se jeta sur le rudiment avec une véritable fureur. En dix mois, il acquit une connaissance approfondie de toutes les règles de la langue latine ; en quelques années, il parcourut le cercle entier des études élémentaires. Le P. Bétancourt admirait dans son élève une singulière pénétration qui lui faisait saisir au premier coup d'œil les questions les plus difficiles, une mémoire qui tenait du prodige, une passion du travail qu'on rencontre rarement à cet âge, même dans les natures privilégiées. Il avait évidemment devant lui une intelligence

d'élite à exploiter ; mais où trouver les ressources nécessaires pour lui donner la culture dont elle était susceptible ?

L'enfant allait atteindre sa quinzième année. Son digne professeur ne pouvait continuer une éducation qui lui demandait trop de temps et d'efforts, et, d'un autre côté, Guayaquil ne possédait point alors de collège où l'on trouvât un enseignement complet. L'unique moyen d'arriver à la science était de se transporter à Quito pour fréquenter les cours de l'Université. En dépit des obstacles et des impossibilités, le jeune Gabriel décida qu'il continuerait ses études à l'Université. On eut beau lui remettre sous les yeux que jamais sa mère ne pourrait pourvoir aux frais d'un long séjour dans la capitale : rien n'ébranla sa volonté de fer. Les moyens lui restaient inconnus, mais il déclara qu'il arriverait au but. En attendant, il dévorait les livres.

A force de chercher, ce fut encore le P. Bétancourt qui triompha d'une difficulté en apparence insurmontable. Le vénérable religieux se souvint qu'il avait à Quito deux sœurs aussi bonnes et aussi charitables que lui, d'une fortune plus que modique, mais d'un cœur excellent, près de qui son jeune protégé trouverait, outre le logement et la nourriture, toutes les facilités pour suivre, sans frais et sans périls, les cours de l'Université. Les deux sœurs saisirent de grand cœur l'occasion d'être utiles à un jeune homme de brillant avenir, et il fut convenu qu'à la rentrée des classes, Garcia Moreno prendrait le chemin de la capitale.

Il quitta donc sa famille pour se rendre à Quito, au mois de septembre 1836. Il était au comble de ses vœux ; mais comment peindre l'émotion douloureuse qu'il éprouva en disant adieu à sa mère tendrement aimée, à ses frères et sœurs, ses seuls amis en ce monde, et à ce bon religieux qui depuis plusieurs années,

remplaçait ici-bas le père que Dieu lui avait enlevé? Pour apprécier les angoisses de cette première séparation, il faut se rappeler que l'Amérique a conservé les mœurs patriarcales d'autrefois, et surtout la vie de famille avec sa douce tendresse, sa cordiale hospitalité, ses habitudes religieuses, sa naïve et franche expansion. Comment quitter sans déchirement de cœur le foyer tout embaumé de ces purs et nobles sentiments?

Mais à quinze ans on sèche vite ses larmes, surtout quand on entreprend un long voyage avec l'inconnu devant soi. Seul avec les rudes muletiers auxquels on l'avait confié, insensible aux fatigues et aux périls du voyage, le jeune Gabriel s'élança plein d'ardeur sur cette route de Guayaquil à Quito, dont les accidents aussi variés que pittoresques exaltent l'imagination des touristes les plus blasés. De ce beau fleuve Guayas qui l'entraînait vers la *tierra fria*[1], il voyait se rapprocher les cimes neigeuses des Andes, ces géants qu'il avait contemplés de loin, au milieu desquels il allait maintenant habiter. Des hauteurs du Chimborazo, il envoyait une dernière pensée à sa chère cité de Guayaquil, ensevelie au loin dans les brumes de l'Océan, puis ses idées se concentraient sur la vieille capitale des Incas, le pays de ses rêves et de ses espérances.

A Quito il fut reçu à bras ouverts par ses nouvelles mères, tout heureuses de faire retrouver sous leur toit à cet étudiant, devenu leur enfant, les soins et les douceurs de la maison paternelle.

[1] On distingue à l'Équateur la plaine maritime exposée aux ardeurs d'un soleil brûlant, *tierra caliente*, et la région montagneuse naturellement plus froide, *tierra fria*. La plaine s'appelle *la costa* et la montagne *la sierra*.

CHAPITRE II

L'ÉTUDIANT

(1836-1840.)

A l'encontre de beaucoup de jeunes gens obligés de quitter la famille pour le collège, Garcia Moreno envisageait la salle d'étude, non comme une monotone et ennuyeuse prison, mais comme une sorte de paradis terrestre où les élus seuls pouvaient pénétrer. C'est que, pure encore de toute influence vicieuse, son âme n'avait d'autre aimant pour l'attirer que le désir insatiable de savoir. Il s'y livra avec tout l'élan de ses puissantes facultés et d'un courage à toute épreuve.

On décida qu'avant d'aborder les études philosophiques, le jeune Gabriel compléterait ses humanités en suivant le cours supérieur de grammaire que professait à l'Université le docte Bonaventura Proano. Ce maître expérimenté eut bientôt apprécié le nouvel élève, qui d'un bond prit la tête de ses condisciples. Il admirait les éminentes qualités de son esprit, sa parfaite régularité, son ardeur au travail, mais par-dessus tout une fermeté de caractère qu'il n'avait jamais rencontrée dans un enfant de cet âge : aussi lui confia-t-il sans hésitation la surveillance des *transitos,* c'est-à-dire des galeries dans lesquelles les élèves se promenaient silencieusement en préparant leurs leçons avant l'heure des classes.

L'inspecteur de quinze ans ne trompa point les pré-

visions du maître. Bientôt les paresseux, les étourdis, les délinquants habitudinaires et incorrigibles, durent compter avec lui. Par sa tenue sévère, son ton d'autorité, son regard d'aigle attaché sur le coupable, il acquit sur ses camarades un tel ascendant qu'il prévint presque toutes les infractions au règlement. Déjà on voyait poindre en lui cet esprit dominateur, qui ne souffrait ni observation, ni insoumission. Ennemi des lâches condescendances, il notait sans respect humain les auteurs du moindre désordre et les dénonçait aux sévérités des supérieurs. Un jour que les élèves travaillaient sous les yeux de leur Argus, les moins absorbés virent pénétrer dans la galerie deux personnages qui paraissaient fort désorientés et décontenancés de tomber en cette compagnie. C'était un pauvre tailleur français, attaché depuis peu à l'établissement, qui s'était fourvoyé avec sa fille au milieu de ces lutins sans pitié. L'étrange accoutrement des nouveaux venus, leur air passablement morfondu, furent salués par un gros éclat de rire, bientôt suivi de quolibets et de lazzis de toute espèce. Argus eut beau lancer des éclairs : toute la classe émancipée prit part au tumulte, sauf quatre imperturbables qu'aucun esclandre n'avait le don d'émouvoir. En pareil cas, il est prudent de faire l'aveugle et d'accorder aux coupables une amnistie intéressée ; don Gabriel n'eut pas même cette tentation : il dénonça le scandale, et les espiègles furent impitoyablement fouettés. On s'en souvint longtemps à Quito.

C'est aussi dans l'exercice de sa charge de surveillant qu'il donna la preuve de sa merveilleuse mémoire. Tous les jours, matin et soir, il faisait, sans consulter son registre, l'appel nominal par ordre alphabétique des trois cents élèves placés sous son inspection. Il savait même par cœur le nombre des points, bons ou mauvais, mérité par chacun de ses élèves.

Ainsi se passa cette première année d'études, excellente à tout point de vue pour don Gabriel. Il gagna l'estime de ses maîtres et même, malgré son inflexible rigidité, l'amitié de ses camarades, j'oserai presque dire leur respect. Bientôt il se lia d'une manière intime avec plusieurs d'entre eux dont les familles occupaient un rang distingué dans la capitale. Les parents avaient connu son digne père et sa vertueuse mère ; sans tenir compte de la position inférieure que les évènements lui avaient faite, ils furent très heureux de voir leurs fils s'attacher à cet écolier d'avenir, aussi recommandable par ses vertus que par les nobles qualités de son esprit.

Le 1er septembre 1837, don Gabriel entra au collège San-Fernando, pour y étudier la philosophie, les mathématiques et les sciences naturelles. Durant trois années, l'adolescent allait sucer le lait fortement sécularisé de l'*Alma mater*.

Jadis fondée par les Espagnols et pourvue par l'Église de l'institution canonique, l'Université de Quito avait joui dans l'Amérique du Sud d'une grande célébrité, surtout par son dévouement aux doctrines thomistes. Mais, une fois émancipée de l'Espagne, l'Amérique avait cru devoir s'émanciper de l'Église et de son enseignement traditionnel[1]. L'ange de l'école, à Quito comme à Paris, ce ne fut plus saint Thomas, mais le novateur Descartes. Aussi demanda-t-on à grands cris la sécularisation, ou, comme on dirait aujourd'hui, la laïcisation de l'Université. De fait, excepté la théologie qui restait sous la direction de l'Église, toutes les facultés, lettres, sciences, droit, médecine, avaient été confiées à des laïques imbus des nouvelles doctrines. La

[1] Il est vrai de dire que, même sous les derniers monarques espagnols, l'Université laissait à désirer en matière de doctrine. Sur les questions relatives à l'autorité civile, elle exhalait déjà une forte odeur de régalisme.

philosophie s'enseignait au collège San-Fernando, propriété des dominicains, que le président Rocafuerte, grand sécularisateur, avait trouvé à sa convenance et baptisé sans plus de façons du nom de Collège national de l'Université. Fort heureusement les maîtres valaient mieux que les institutions, et le tempérament chrétien des élèves réagissait contre les influences de cette atmosphère viciée. Garcia Moreno échappa, lui, à tout danger, grâce aux fortes préoccupations qui dominèrent son âme dès cette époque de sa vie.

A cause de l'éminente supériorité dont il avait fait preuve durant ses humanités, le gouvernement lui octroya une des bourses dont il disposait, à la condition de professer la grammaire, tout en assistant au cours de philosophie. Il continua aussi de surveiller les élèves avec plus d'autorité qu'un maître de discipline rompu au métier. On se demandait comment il menait de front ces différentes besognes et parvenait à éclipser ses émules ; mais, ce qui attira surtout l'attention durant sa première année de philosophie, ce fut un progrès très sensible dans la piété. On le voyait assister aux exercices religieux avec plus d'assiduité et de ferveur, s'approcher chaque semaine des sacrements, et prendre à cœur, avec plus d'amour que jamais, tout ce qui pouvait contribuer au service de Dieu ou à la gloire de l'Église.

Son esprit était en ce moment envahi par l'idée que Dieu l'appelait à l'état ecclésiastique. Il lui paraissait beau de se faire soldat du Christ et champion de l'Église en ce temps de révolution où les braves auraient sans doute à livrer de rudes combats. Il s'en ouvrit un jour à l'évêque désigné de Guayaquil, Mgr Garaïcoa, qui se trouvait à Quito pour la cérémonie de son sacre. Connaissant la pieuse famille et les antécédents si honorables de son diocésain, l'évêque non seu-

lement l'encouragea dans ce qu'il croyait être sa vocation, mais vu les renseignements qui lui parvinrent de tous côtés, il lui conseilla même d'entrer immédiatement dans la cléricature. Quelques jours après le sacre, don Gabriel recevait de la main du nouveau pontife la tonsure et les ordres mineurs.

Dès ce jour il tint à honneur de porter la couronne cléricale et le collet distinctif des clercs. Déjà même il s'était procuré la soutane dont il devait se revêtir au jour où l'évêque lui conférerait les ordres majeurs. Ce saint habit était précieusement serré dans sa chambre, comme un signe extérieur destiné à lui rappeler sans cesse l'excellence et les obligations de son état. Il se trouvait bien parmi ses camarades quelques loustics disposés à plaisanter le jeune tonsuré, mais on n'allait jamais au delà de quelques quolibets inoffensifs dont il était le premier à rire : aucun n'eût osé pousser plus loin la pointe, car dès lors don Gabriel était le clérical qu'on n'attaqua jamais en face sans avoir à s'en repentir.

Ce grand fait religieux domina cette première année de philosophie, marquée d'ailleurs par les plus brillants succès. Déjà sa mère, en vaillante chrétienne, le félicitait de sa détermination ; son frère aîné, alors curé de Monte Christi dans le diocèse de Guayaquil, s'offrait à pourvoir à tous les frais de son éducation ecclésiastique, lorsqu'une passion puissante, tyrannique, absorbante comme toutes les passions, vint l'arracher à ses préoccupations religieuses et captiver son âme.

A dix-huit ans, le jeune homme subit généralement une crise. Souvent d'ignobles instincts s'emparent de l'étudiant et le jettent, pieds et poings liés, dans l'égout de la volupté. Heureux ceux qui échappent aux enchantements de Circé, et ne se laissent point, comme les compagnons d'Ulysse, métamorphoser par elle en

animaux immondes. Trop élevée, trop pieuse aussi pour ramper dans le vice, l'âme ardente de don Gabriel se laissa dominer et comme posséder par la noble passion de la science.

Durant ces dernières années, à Quito comme à Guayaquil, il avait attiré l'attention de ses maîtres par un amour extraordinaire de l'étude; mais ni ses facultés n'étaient assez développées, ni l'objet de son travail assez attrayant pour subjuguer son âme. Aujourd'hui qu'à l'aide des notions élémentaires, il pouvait se mettre en rapport avec la vérité elle-même, contempler dans ses études philosophiques Dieu, l'âme, le monde matériel avec ses innombrables substances, descendre par l'analyse scientifique jusqu'aux éléments de ces êtres mystérieux, il entra pour ainsi dire dans une sorte de ravissement qui augmentait à chaque instant sa soif de connaître et de tout connaître.

Il visait en effet à une universalité de connaissances dont le besoin s'explique par la trempe particulière de son âme. Contrairement à ces spécialistes dans lesquels un don quelconque prédomine au détriment des autres, ses facultés également puissantes, parfaitement équilibrées, se prêtaient un mutuel appui. Intelligence d'une pénétration presque intuitive, raison vigoureuse et logique, mémoire facile et tenace, imagination brillante, âme de feu, il possédait cet assemblage de qualités départies par la Providence à certains hommes exceptionnels. Sollicité par chacune de ses facultés, il voulut tout savoir, tout creuser, tout approfondir, la littérature et l'histoire, la philosophie et les sciences exactes, les sciences naturelles aussi bien que l'éloquence et la poésie. De fait, il cultiva chaque branche de l'enseignement avec l'amour et l'acharnement d'un spécialiste. Doué d'une surprenante facilité d'assimilation, il alliait les études les plus contradictoires

et quelquefois s'y adonnait à la même heure. On le vit suivre les démonstrations d'un professeur, tout en lisant un livre traitant d'autres matières. Appelé inopinément au tableau pédagogique, il laissait sa lecture et poursuivait aussitôt l'opération commencée.

On comprendra maintenant que Garcia Moreno ait pu être à la fois orateur incisif, poëte entraînant, polémiste vigoureux, homme d'État incomparable, mathématicien et chimiste sans rival. S'il eut dans ses études une prédilection quelconque, ce fut pour les mathématiques et la chimie. Pendant ses années de philosophie, il leur consacra la majeure partie de son temps et finit par dépasser ses maîtres, ce qui donnait lieu parfois à des anecdotes moins amusantes pour eux que pour leurs élèves. Dans un examen de mathématiques, comme personne ne trouvait la solution d'un problème, d'ailleurs très difficile, le docteur Angulo, professeur émérite, s'approcha du tableau pour faire lui-même sous les yeux des étudiants l'opération demandée. Et déjà il alignait les chiffres avec toute l'assurance que donne le savoir, quand tout à coup du groupe des spectateurs silencieux part une voix stridente : « Le professeur se trompe. » C'était la voix de Garcia Moreno. — « Je ne me trompe nullement, » répond le docteur un peu piqué. — Voulez-vous que je vous montre l'erreur ? réplique l'audacieux ; et d'un bond il s'élance au tableau, saisit le crayon, signale la bévue du professeur, et résout le problème avec tant d'exactitude et de rapidité que tous les assistants éclatent en applaudissements. Un ingénieur français, le docteur Wyse[1], dont il devint bientôt l'ami, lui enseigna en ce temps les hautes mathéma-

[1] M. Sébastien Wyse fut appelé à l'Équateur en 1839. On lui doit une carte topographique du pays et plusieurs traités scientifiques très estimés.

tiques. Il avouait aussi que son élève le stupéfiait par la facilité avec laquelle il faisait les calculs les plus longs et les plus compliqués. Pendant que ce savant distingué cherchait la solution d'un problème au moyen des règles ordinaires, don Gabriel, par des méthodes personnelles et les ressources de sa prodigieuse mémoire, arrivait au résultat bien avant le maître.

Toutefois, même avec des aptitudes exceptionnelles, il est impossible de mener de front des études si nombreuses et si variées, sans se livrer à un travail excessif. Don Gabriel vivait comme un reclus au milieu de ses livres : pour lui ni fêtes, ni congés, ni sociétés, ni plaisirs d'aucune sorte. Il se reposait d'un travail plus sérieux par l'étude des langues étrangères, le français, l'anglais, l'italien, qu'il parlait avec aisance ; s'il se délassait avec quelques amis, c'était en commentant au milieu d'eux quelque ouvrage nouveau de littérature ou d'histoire[1]. La nuit, quand la ville entière était endormie, il veillait, à la clarté d'une pauvre lampe, courbé sur un volume de philosophie ou d'algèbre. Vaincu enfin par la fatigue, il enlevait de son lit matelas et couvertures et se couchait tout habillé sur les planches, pour ne pas s'exposer à prolonger son sommeil au delà des limites qu'il s'était fixées. A trois heures du matin il était debout et à l'œuvre. Si ses paupières se fermaient malgré lui, il se lavait le visage ou passait de longues heures les pieds dans l'eau froide pour réveiller ses sens engourdis. Ces excès longtemps prolongés lui occasionnèrent des maux d'yeux, des névroses et d'au-

[1] Dans ses lectures en commun, ses compagnons eurent bien souvent l'occasion de constater sa vaste érudition et la sûreté de sa mémoire. Il s'inscrivit un jour en faux contre une citation de Tacite par M. Nettement, et rétablit de mémoire ce qu'il disait être le vrai texte de l'historien romain. On ouvrit un Tacite et l'on vit, non sans ébahissement, qu'il avait raison

tres désordres graves, dont il ne se débarrassa que par les traitements les plus douloureux.

Nobles excès que la raison condamne sans doute, mais qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, surtout quand on rapproche ces nuits de travail, ces nuits fécondes, de ces nuits infâmes où tant de jeunes gens usent leurs forces et abêtissent leur âme dans l'orgie et la débauche ! Garcia Moreno avait vingt ans, il était libre, il n'avait à craindre ni les yeux, ni les reproches d'une mère qui vivait à quatre-vingts lieues de lui de l'autre côté des montagnes. Les passions, dont les jeunes gens se disent forcément esclaves, bouillonnaient aussi dans son cœur, mais à ces sirènes il opposait Dieu et la science. C'est alors qu'il écrivait des poésies, que ses compagnons n'ont point oubliées, et dans lesquelles on trouve cette strophe bien significative :

Je vis loin, oui, bien loin des beautés décevantes,
Loin de l'amour trompeur,
Loin des fêtes bruyantes,
Où trop souvent l'on rit en pleurant dans son cœur [1].

Le jeune homme aux mœurs sévères, à l'âme grande et pure, devinait le monde avec ses douleurs et ses hontes. Que l'Europe sortirait vite des six pieds de fange où elle est ensevelie, si tous ses quartiers latins possédaient dix étudiants de sa taille et de sa trempe !

Naturellement, avec de tels efforts, don Gabriel obtint dans tous ses cours des succès hors ligne. Son nom acquit une véritable célébrité dans la ville de Quito. Les professeurs le désignaient de préférence pour soutenir les thèses publiques, de sorte qu'on eut l'occasion à di-

[1] Amores no quiero,
Hermosas muchachas,
Amores que solo
Dan penas al alma.

verses reprises de remarquer l'étendue de son savoir, l'inflexible logique de ses raisonnements, la finesse et la vivacité de ses réparties, et surtout son laconisme incisif et pénétrant, fidèle expression de son caractère. Pour ses maîtres comme pour le public, il fut dès lors bien établi, que, dans n'importe quelle carrière, ce jeune homme arriverait prochainement à jouer le premier rôle.

CHAPITRE III

L'AVOCAT

(1840-1845.)

Avant d'aborder les études spéciales, don Gabriel dut penser au choix définitif d'un état de vie. Ses sentiments religieux n'avaient subi aucune altération depuis son entrée dans la carrière ecclésiastique ; mais son caractère, ses aptitudes, ses pressentiments, les conseils de ses maîtres et de ses amis, le poussaient vers un poste plus militant. L'avenir nous montrera que Dieu l'avait créé, non pour être prêtre, mais pour escorter le prêtre, l'épée à la main, c'est-à-dire pour être l'évêque du dehors, selon la belle expression de l'empereur Constantin. Garcia Moreno ne devinait point encore cette mission ; il s'y prépara néanmoins en se décidant à suivre le cours de droit, acheminement à la vie publique et moyen de satisfaire sa noble passion de la justice.

Malheureusement, étudier le droit c'est de nos jours désapprendre souvent les notions du vrai et du juste, surtout quand il s'agit du droit social, politique et religieux. La Déclaration des droits de l'homme a purement et simplement biffé de nos codes les droits de Dieu, de l'Église, de la famille, principes fondamentaux de la société, pour concentrer tous les pouvoirs dans les

mains du dieu-état. En conséquence, dans les universités sécularisées par la Révolution, on a supprimé les chaires de droit naturel et de droit canonique comme n'ayant plus d'objet. Rien de plus logique, car si le peuple est l'unique souverain, il est aussi l'unique législateur, et le droit se trouve tout entier dans le Bulletin des lois : le droit naturel devient une fiction, et le *Corpus juris* un anachronisme. De là cette race d'avocats ignorants et impies qui, dans les deux mondes, oppriment l'Église et la société au nom d'une légalité absurde et souvent infâme. Pour un jeune homme désarmé, l'étude du droit n'est aujourd'hui que l'apprentissage systématique de la tyrannie.

Quand don Gabriel prit ses inscriptions à l'Université de Quito, la faculté de droit enseignait la suprématie absolue de l'État. Dans les rapports de l'Église avec le pouvoir temporel, elle investissait la république des franchises et privilèges accordés autrefois aux rois d'Espagne sous le nom de patronat royal, prétention évidemment schismatique, qu'aggravaient encore d'autres usurpations calquées sur nos articles organiques, par exemple le recours comme d'abus devant les tribunaux séculiers.

Un jeune homme de vingt ans, même aussi chrétien que don Gabriel, se soustrait difficilement à l'infection de ces doctrines corruptrices. Sans doute le bon sens naturel éclairé par la foi proteste instinctivement contre cette servitude de l'Église ; mais comment réagir à cet âge contre l'autorité des auteurs, l'ascendant des maîtres, les institutions et la législation du pays ? Avec son esprit investigateur, don Gabriel comprit vite qu'il y avait là des mystères à élucider, des compétitions à concilier. Toutefois, ne se sentant pas de force à débrouiller des questions aussi ardues, il fit comme tout le monde : il accepta les textes officiels sans se mettre

beaucoup en peine de les confronter avec les lois de l'éternelle justice.

Réduite à ces proportions, l'étude du droit n'est plus qu'une affaire d'emmagasinage : il s'agit de se bourrer la tête d'une formidable nomenclature de titres, de chapitres et d'articles. Don Gabriel n'eut qu'à mettre à contribution son incomparable mémoire pour éclipser tous ses rivaux ; encore réservait-il le meilleur de son temps à ses études favorites.

Ce qui caractérisa cette période de sa vie, ce fut le développement progressif de l'énergie morale dont il avait déjà donné tant de preuves. L'étudiant comprenait que, pour être un vrai justicier au milieu du monde, un jurisconsulte ne suffisait pas ; qu'il fallait un Bayard, un chevalier sans peur et sans reproche, décidé à briser toute opposition et toute insurrection pour arriver au triomphe du droit. Aussi travaillait-il, comme nous allons le voir, à devenir cet homme de fer dont parle Horace, qui ne broncherait pas même devant l'écroulement d'un monde[1].

Don Gabriel était alors un jeune homme accompli. De haute taille, d'une figure régulière et expressive, son âme se peignait dans sa physionomie. On voyait briller dans ses grands yeux noirs la flamme de son intelligence, et sur son large front une franchise et une loyauté qui lui gagnaient tous les cœurs. Ses brillants succès, son caractère ouvert, expansif même dans les conversations intimes, le faisaient naturellement rechercher de la société. Jusque-là son idole, je veux dire la science, l'avait écarté des salons. S'il y paraissait quelquefois, c'était pour lier conversation avec les livres étalés sur la table, dont il feuilletait avidement

[1] Justum ac tenacem propositi virum...
Et si fractus illabatur orbis
Impavidum ferient ruinæ.

les pages tout en répondant aux interpellations qui lui étaient adressées. Mais vers ce temps, soit lassitude d'esprit, soit diminution de ferveur, soit entraînement naturel à son âge, on s'aperçut qu'il prenait goût aux réunions plus ou moins mondaines et sacrifiait moins à ses chers livres. A Quito comme à Guayaquil, on ne trouve ni cafés ni théâtres, excepté quand une troupe d'infortunés comédiens, chassés de partout, se décide à escalader les montagnes pour dresser ses tréteaux dans la capitale durant quelques semaines ; on passe les soirées au salon à dire ces mille riens spirituels qui font couler de longues heures sans qu'on s'en aperçoive. Invité partout, choyé de tous, don Gabriel se laissa prendre au charme des doux amusements, et le sauvage finit par s'apprivoiser. Il le voyait, il se reprochait ces heures perdues ; mais une fois dans les liens du monde, comment les briser ?

Pour couper court à toute tergiversation, l'étudiant prit une résolution héroïque : il se fit raser la tête comme un moine et s'enferma chez lui durant six semaines sans donner signe de vie. Rien de plus radical ni de plus efficace pour rompre une habitude. Mentor jeta Télémaque à la mer pour l'arracher à une enchanteresse : don Gabriel fut à lui-même son Mentor. On peut le qualifier d'original, on ne lui refusera pas la virilité de l'âme. Avis à ces jurisconsultes en herbe, moins assidus aux cours de droit qu'aux bals de barrières, aujourd'hui étudiants sans livres et demain avocats sans causes !

Fort contre lui-même, don Gabriel n'était pas moins intrépide quand il s'agissait de tenir tête à un adversaire. Chez lui l'énergie dégénérait alors en audace et quelquefois en violence. Un jeune officier l'apprit un jour à ses dépens. Dans une discussion avec l'étudiant il s'emporta jusqu'à le provoquer en duel. Oubliant

son devoir de catholique, l'étudiant releva le gant, et l'on prit jour pour une rencontre. Mais l'officier, trop prudent, conta l'affaire à son colonel qui tout naturellement le consigna à la caserne, la loi interdisant le duel sous les peines les plus sévères. Au jour et à l'heure convenus, don Gabriel se rendit sur le terrain; à sa grande surprise, l'adversaire si prompt à le défier ne parut point. Évidemment il s'était fait interner pour n'avoir point à combattre : l'étudiant furieux courut à la caserne, le traita de lâche, et, dans l'exaspération de sa colère, lui appliqua un vigoureux soufflet; puis, il quitta la place, laissant le bravache à ses réflexions. On applaudit à cet acte de violence; mais l'emportement n'est pas de la force, pas plus que le faux point d'honneur n'est de la dignité. Don Gabriel le savait mieux que tout autre; il avouait que s'il est beau de ne pas craindre l'homme, c'est une folie de ne pas craindre Dieu.

Il voulait arriver à cette intrépidité que rien n'émeut pas même l'imminence d'un péril grave, pas même la subite apparition de la mort. Et comme la nature, en pareil cas, excite dans l'âme des impressions instinctives dont la volonté n'est pas maîtresse, il essayait de se raidir contre ces mouvements indélibérés en se familiarisant avec le danger. Un jour qu'il se promenait à la campagne un livre à la main, il se trouva en face d'un énorme rocher qui formait une voûte naturelle sous laquelle les rayons du soleil ne pouvaient pénétrer. Profitant de cet abri pour prendre un instant de repos sans discontinuer sa lecture, il s'aperçut tout à coup que ce bloc gigantesque, suspendu au-dessus de sa tête, était presque entièrement détaché de sa base et pouvait à la moindre commotion le broyer dans sa chute. Mû comme par un ressort, il s'élança d'un bond hors de cette dangereuse caverne. Mais aussitôt, rou-

gissant d'avoir cédé à la peur, il retourna s'asseoir sous la roche branlante et y demeura durant une heure. Plusieurs jours consécutifs, afin d'assujettir l'instinct à la volonté il revint faire sa lecture au même endroit. Évidemment un homme de cette trempe ne reculera pas devant le poignard d'un bravo ni la fureur d'une assemblée.

L'expédition qu'il entreprit en 1845, de concert avec le docteur Wyse, peut-être la plus aventureuse qu'on ait jamais risquée par amour de la science, témoignera mieux encore de son audace. Il s'agissait d'explorer l'intérieur du Pichincha, le terrible volcan dont les éruptions ont fait plusieurs fois de la ville de Quito un monceau de ruines. En suivant un chemin plein de détours pour éviter les profonds ravins qui sillonnent les flancs de la montagne, ils arrivèrent après deux jours de marche à une altitude d'environ quatre mille cinq cents mètres, en face du cratère. L'immense cavité du volcan présente deux orifices semblables à deux entonnoirs, l'un à l'est, l'autre à l'ouest. Ils descendirent d'abord dans le cratère oriental, chargés de leurs instruments et accompagnés du seul indien qui eût osé les suivre, puis ils s'enfoncèrent dans le cratère occidental jusqu'à une profondeur de quatre cent quinze mètres. Ensevelis vivants dans ces abîmes, ils y passèrent plusieurs jours, au milieu de quartiers de roche mesurant jusqu'à quatre mètres de côté, et de soixante-dix soupiraux d'où s'échappait une fumée assez chaude pour brûler, assez épaisse pour asphyxier. Ces énormes rochers noircis par le temps, l'obscurité des cratères dans lesquels les rayons du soleil ne pénètrent que cinq ou six heures par jour, ces bouches volcaniques lançant des colonnes de fumée d'un gouffre de sept cent cinquante mètres de profondeur, le sifflement que produisent les gaz en s'échappant des cheminées,

semblable à celui qui jaillit de la soupape d'une machine à vapeur, tout donnait à ces cavernes un aspect mystérieux et terrible.

Après quatre jours d'exploration, ils quittèrent le fond du cratère occidental, mais l'ascension se fit péniblement à cause d'un brouillard très épais qui les empêchait de voir à dix pas devant eux. Pour comble de malheur, la pluie ne cessa de tomber durant toute la journée. A un moment donné, Garcia Moreno et l'indien échappèrent à la mort comme par miracle. Ils montaient un ravin et changeaient de direction lorsqu'un coup de tonnerre épouvantable retentit dans la hauteur, et aussitôt une nuée de gros projectiles s'abattit avec un fracas et un sifflement horribles à deux mètres de leurs têtes. Quelques pas de plus, et l'avalanche les emportait au fond du gouffre.

Vers cinq heures du soir, trempés par la pluie, brisés de fatigue et couverts de blessures, ils atteignirent le fond du cratère oriental. Force leur fut cependant de passer encore la nuit au fond du volcan, car leurs jambes endolories et engourdies refusaient de les porter. Ils prirent un peu de glace pour leur souper ; puis blottis derrière un rocher, la tête entre les genoux à la mode des indiens, ils essayèrent de dormir. Au point du jour, lorsqu'ils se remirent en route, ils éprouvaient une telle difficulté à se mouvoir qu'ils crurent leurs membres paralysés et comme pétrifiés. Garcia Moreno courut encore à ce moment un grand danger. Tandis qu'il montait un plan très incliné, le pied lui manqua, et il glissa sur le dos la longueur de dix mètres, jusqu'à la rencontre d'une pierre contre laquelle il vint heurter. Enfin, après des fatigues et des peines inouïes, ils arrivèrent vers neuf heures au sommet du volcan[1].

[1] Le compte-rendu de cette exploration, signé Sébastien Wyse et

Au milieu de ces distractions scientifiques et des luttes politiques auxquelles son nom était déjà mêlé, don Gabriel avait achevé ses quatre années de droit, conquis à vingt-trois ans le grade de docteur, et commencé son stage au barreau sous la direction du savant jurisconsulte Joachim Henriquez. On connaîtra le jugement que portaient alors sur Garcia Moreno les hommes les plus compétents, et le prestige dont il jouissait à Quito, par le certificat qu'Henriquez signa de sa main le jour où son pupille, après quelques années de jurisprudence pratique, fut reçu dans l'ordre des avocats. Mettant en relief ses talents, déjà de notoriété publique, il s'exprime ainsi : « Ses conférences ne se bornent point à élucider une thèse ou à démontrer par de bonnes raisons les questions qu'il a entrepris de prouver : son rare jugement lui fait mettre le doigt sur toutes les réformes à introduire dans nos codes pour améliorer la procédure et arriver à une plus parfaite équité dans les arrêts. Sa constante application à étudier la jurisprudence, son tact exquis du bien et du juste, en font un maître distingué dans sa profession, un jurisconsulte éminent à qui l'on peut confier sans crainte le soin de défendre la propriété, l'honneur et la vie de ses semblables. En outre, chacun sait que Gabriel Garcia Moreno possède des connaissances très étendues en littérature et surtout des vertus très rares dont la République a le plus grand besoin. Le bien général, le progrès, la gloire de l'Équateur, voilà les idoles de ce noble cœur, et c'est à ces grands objets qu'il a

Garcia Moreno, publié par l'*Equatoriano* de Quito, puis par les *Nouvelles Annales des Voyages*, fut communiqué à l'Académie des sciences, le 6 juillet 1846. On le retrouve dans les *Lectures Géographiques* de C. Raffy, 1867. Laissant de côté la partie scientifique, qui est très remarquable, nous y avons puisé les détails qui intéressent l'historien.

consacré jusqu'aujourd'hui ses travaux et ses efforts. »

Garcia Moreno exerça peu ses fonctions d'avocat : à la date de ce certificat si plein d'éloges, les affaires publiques absorbaient déjà son attention. Jamais cependant, il ne refusa d'aider le pauvre qui réclamait son appui, et c'est ainsi que le plus grand nombre de ses clients furent des malheureux dont il se constitua gratuitement le défenseur. La charité fut toujours sa vertu favorite : nous en citerons plus tard des traits sublimes.

Exemptes du verbiage ordinaire aux avocats, ses plaidoiries se distinguaient par leur clarté, leur concision, la vigueur du raisonnement et la fermeté des conclusions. Il pensait que l'orateur du barreau n'a pas pour mission d'embrouiller les causes, mais de les éclaircir. Il n'avait pas à surprendre la bonne foi du juge, estimant assez la profession de l'avocat pour ne point la prostituer à la défense de l'injustice. Jamais il n'eût consenti à plaider une cause mauvaise ou simplement suspecte : c'était chez lui une répugnance invincible. Le président du tribunal voulant un jour lui imposer d'office la défense d'un assassin notoire, il refusa net et se tira d'affaire par cette boutade : « Soyez sûr, monsieur le président, qu'il me serait plus facile d'assassiner que de défendre un assassin. » Il éconduisit de la même manière un espagnol, procureur des procès nationaux, qui, connaissant son grand talent, voulut le charger d'une affaire embrouillée et peu délicate. Après avoir examiné le dossier, don Gabriel refusa son concours, malgré les instances de son client, qui plaida quand même et perdit son procès. Le lendemain de sa déconfiture, il exhalait son mécontentement devant Garcia Moreno : « Si j'ai perdu mon procès, c'est votre faute ! lui disait-il avec animation. — Vous l'avez perdu parce que votre cause était mauvaise, répondit l'avocat. — N'importe,

ajouta l'espagnol, vous l'auriez rendue bonne, si vous l'aviez défendue. »

Cependant, malgré son amour passionné de la justice et sa scrupuleuse délicatesse dans le choix de ses causes, il y eut un jour où sa prudence fut en défaut. Nous avons parlé de l'enseignement universitaire sur les rapports de l'Église et de l'État : un procès scabreux dont Garcia Moreno ne craignit pas de se charger, lui fit toucher du doigt l'iniquité d'une telle législation.

Un ecclésiastique indigne avait surpris la bonne foi du jeune avocat au point de s'insinuer dans son intimité. Or, il arriva que l'archevêque de Quito, instruit de la conduite de son subordonné, le suspendit de ses fonctions. Au lieu de demander grâce, le malheureux prêtre protesta de son innocence avec tant de chaleur et d'apparente sincérité que, le croyant victime de fausses dénonciations, Garcia Moreno s'autorisa des lois existantes pour en appeler comme d'abus contre la sentence archiépiscopale. Il était tellement confiant dans la justice de sa cause que, durant une année entière, il soutint ce procès avec acharnement afin de forcer le prélat à lever l'interdit. Ce ne fut qu'après avoir obtenu la preuve irrécusable de l'indignité de son client, qu'il consentit à se désister.

La Providence permit cette malencontreuse aventure pour l'obliger à faire de sérieuses études sur le droit ecclésiastique et sur le virus révolutionnaire dont les modernes législations sont infectées. A cet esprit investigateur il ne put échapper que la loi du patronat, avec ses appels comme d'abus devant les tribunaux séculiers, consacrait tous les empiètements de l'État sur les droits et immunités de l'Église, et son cœur de chrétien dut gémir de voir sa divine mère traitée non comme une reine mais comme une esclave avilie, justiciable d'un tribunal laïque, exposée à ses condamnations !

En vertu de ces usurpations despotiques, lui homme de foi, catholique dévoué, avait traîné à la barre du pouvoir civil le premier représentant de l'Église dans son pays, avec la volonté de faire casser par la force les actes du ministère spirituel! Évidemment, comme il le disait plus tard en gémissant, il fallait attribuer cette erreur de sa vie à ce libéralisme antichrétien dont l'enseignement officiel lui avait inoculé le poison.

Comment ce jeune avocat, qui livrait consciencieusement son évêque au bras séculier, a-t-il pu se transformer en champion des droits de l'Église, jusqu'à détruire de ses mains cette loi du patronat, sur laquelle il appuyait ses revendications laïques? Comment le droit chrétien s'est-il révélé à son âme, alors que livres, magistrats, professeurs, hommes d'État, n'avaient pas assez d'anathèmes pour le foudroyer? Les évènements auxquels il va coopérer et l'étude attentive de l'histoire seront les deux grands instruments de Dieu pour amener sa conversion.

Avant d'entrer avec lui dans l'arène politique, jetons un dernier coup d'œil sur sa vie intime. Depuis longtemps son esprit transcendant, sa conduite irréprochable, et le brillant avenir qui se dessinait devant lui, avaient fait oublier son humble situation de fortune. Il lui était certainement permis d'aspirer à une alliance honorable dans les familles distinguées de Quito. Ses amis le lui disaient souvent; lui seul avait l'air de n'y pas penser.

Or, dans les premiers mois de 1846, il voyageait un jour à travers les montagnes pour se rendre à Guayaquil avec un de ses plus intimes amis. La nuit venue, ils s'arrêtèrent dans un *tambo,* espèce de hutte où l'on recueille les voyageurs. L'ami dormait profondément, quand tout à coup don Gabriel le réveille en sursaut et lui dit très sérieusement : « Sais-tu qu'il y a deux heures

j'ai contracté mariage? » Son compagnon lui demanda s'il avait le cauchemar. « Je te dis la vérité, reprit-il : j'ai laissé ma procuration en quittant la ville, et voilà deux heures que le contrat est signé. » Il avait conduit cette affaire, comme toutes les choses graves dont il s'occupait, sans laisser soupçonner ses intentions même à son meilleur ami.

Il épousait la senora Rosa Ascasubi, noble dame dont les ancêtres avaient été mêlés aux luttes de l'Indépendance. Ses deux frères, Manuel et Robert, vivaient en parfaite communauté de sentiments avec Garcia Moreno. Ils aimaient en lui l'ardent patriote, l'homme d'action qui deviendrait au besoin un chef de parti. Outre les biens de la fortune, la senora Rosa lui apportait beaucoup d'esprit et de dignité, et une parfaite conformité d'idées et de caractère avec l'homme dont elle allait partager les destinées. Jamais union n'eût été plus heureuse si les orages de la vie publique n'avaient bien vite troublé les joies intimes du foyer.

Mais, à cette date, Garcia Moreno avait déjà le pressentiment du rôle important que les circonstances et son amour du bien public allaient lui imposer. A ses amis qui le pressaient d'écrire l'histoire de l'Équateur, il répondit en souriant : « Il vaut mieux la faire. » En effet, son histoire va désormais se confondre avec celle de son pays. Toutefois, pour la comprendre et pour la juger, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rétrospectif sur l'Équateur et ses vicissitudes politiques de 1830 à 1845, c'est-à-dire depuis sa constitution en État indépendant jusqu'à la première révolution à laquelle prit part Garcia Moreno.

CHAPITRE IV

FLORÈS

(1830—1845.)

La république de l'Équateur était née, nous l'avons vu, du démembrement de la Colombie, cette brillante mais éphémère création de Bolivar. L'enfant hérita du vice originel qui tua la mère.

Au nom du peuple souverain, les députés des trois grands départements qui composaient le nouvel État, Quito, Guayaquil et Cuenca, réunis en convention, bâclèrent à la hâte une constitution calquée sur celle de la défunte Colombie, mais d'un républicanisme encore plus accentué. Droit de suffrage à tous les citoyens majeurs en possession de quelques piastres, chambre unique et souveraine, président élu pour quatre ans, exclusion de tout pouvoir extraordinaire, *l'ennemi fût-il aux portes de la capitale,* naturalisation de tous les étrangers militaires ou civils : tels étaient les articles fondamentaux de cette charte ultra libérale.

Quant à la présidence, le choix des députés s'arrêta tout naturellement sur le général Florès[1]. Étranger à l'Équateur, mais depuis longtemps chef militaire du pays, un des plus brillants officiers de Bolivar après le maréchal

[1] Florès était originaire du Vénézuela.

Soucre, le héros de Tarqui dont la vaillance avait sauvé l'Équateur d'une invasion péruvienne : nul ne pouvait lui disputer le premier rang. C'était du reste un parfait gentilhomme, aussi distingué dans un salon que brave au champ d'honneur. On lui reprochait bien d'être ambitieux, peu religieux, ami de la guerre, plus ami du plaisir, mais la gloire couvre tout. Élu président par dix-neuf voix sur vingt, un décret déclara que Florès avait bien mérité de la patrie.

Toutefois la lune de miel s'obscurcit bien vite : entre le nouveau président et la nouvelle république, les sujets de divorce étaient trop nombreux pour ne pas amener des querelles.

L'Équateur se voyait littéralement rongé par la soldatesque étrangère qu'on avait fait la sottise de naturaliser. Ces vieux soudards sans patrie, sans famille, vrais juifs-errants de l'Indépendance, avaient pris l'habitude de rôder d'une province à l'autre, de voler, de tuer, de commettre impunément tous les brigandages. Les officiers ne valaient pas mieux que les soldats, sauf qu'ils faisaient bonne chère, tandis que ceux-ci, souvent sans solde, mouraient de faim. Quant à Florès, considérant cette armée comme sa garde, il refusait de la réduire, et comblait d'honneurs ces étrangers au mépris des indigènes.

Cette jacquerie militaire menait fatalement le pays à la banqueroute. L'agriculture et le commerce ruinés, le trésor se trouvait à sec, et les services de l'État forcément supprimés. C'était pour tous la famine en perspective et la ruine. Florès, lui, banquetait tranquillement au milieu de ses joyeux convives. A voir ces *tertullias* animées et brillantes, personne n'eût soupçonné que le peuple et l'armée étaient aux abois. On l'accusait de se procurer de l'argent par des spéculations et des tripotages indignes d'un homme d'État. On

lui reprochait encore de livrer le pays à des étrangers, pendant que les Matheu, les Saenz, les Montufar, les Elizalde, les Gomez de la Torre, enfants de l'Équateur, vieux guerriers de l'Indépendance, végétaient dans l'oubli et le mépris. On ajoutait, non sans colère, que le président, esprit fin et caustique, n'épargnait point l'ironie, même les lazzis sanglants, aux familles aristocratiques de la capitale.

Il n'en fallait pas tant pour mettre le feu aux poudres. Une guerre malheureuse avec la Nouvelle-Grenade, dans laquelle Florès dut battre en retraite après avoir solennellement promis la victoire, acheva de soulever le peuple contre lui. Le parti des patriotes profita de l'incident pour créer des journaux d'opposition, tels que *l'Homme-libre* à Guayaquil et *le Libre-Quitonien* dans la capitale. Mais pour manier ces engins d'insurrection, il fallait un homme rompu au métier : on le trouva dans Rocafuerte.

Homme de naissance et de talent, mathématicien, géographe, publiciste, Rocafuerte n'avait pas donné jusque-là sa mesure politique. Lors d'un voyage en France, au commencement du siècle, il avait connu le jeune Bolivar, avec lequel il fut vite en pleine communion d'idées républicaines. En 1812, nommé député aux cortès, il quitta Madrid après avoir fait une violente opposition à Ferdinand VII. On le retrouve en 1820 au Mexique, écrivant des pamphlets contre le catholicisme à propos de tolérance religieuse. Il donnait des leçons de français, mais il n'avait d'autres livres pour son enseignement que le *Contrat social* et l'*Esprit des lois*. Il revint à Guayaquil sa patrie, en 1833, juste à temps pour mener la campagne contre Florès.

Sous sa direction, les journaux, multipliant les accusations et les suppositions les plus injurieuses, rendirent le gouvernement à peu près impossible. On insinua

enfin que Florès, malgré la constitution, voulait s'armer de pouvoirs extraordinaires et se perpétuer au fauteuil. Celui-ci laissa dire ; mais dans un congrès composé en majorité de ses créatures, il se fit en effet investir de la dictature et bannit du territoire les membres les plus influents des clubs patriotiques, notamment Rocafuerte. Les patriotes furieux coururent aux armes. A Guayaquil, Rocafuerte, arraché aux sbires qui le traînaient en exil, fut proclamé chef suprême, pendant qu'à Quito des bandes d'insurgés s'organisaient sous le nom d'armée libératrice. Mais Florès était un homme de ressources. Pris entre deux feux, il tourna d'abord ses armes contre Guayaquil dont il s'empara sans difficulté ; et comme Rocafuerte, suivi des patriotes irréconciliables, s'était réfugié sur les vaisseaux du port, Florès le fit saisir au milieu de la nuit et amener dans son quartier. Celui-ci pouvait s'attendre à tout, lorsqu'à son grand étonnement, il entendit Florès lui représenter les malheurs d'une guerre civile, le conjurer de travailler à la pacification du pays, et finalement lui offrir le poste de gouverneur de Guayaquil. L'ambitieux Rocafuerte accepta de grand cœur, et l'Équateur se réveilla ayant deux maîtres au lieu d'un.

Pendant que ce coup de théâtre s'exécutait à Guayaquil, l'armée liberatrice s'était emparée de Quito aux applaudissements de la noblesse et du peuple. Les provinces allaient se déclarer les unes après les autres contre Florès, quand celui-ci, revenant de Guayaquil avec ses troupes victorieuses, écrasa les patriotes dans les champs de Minarica. On ne peut se faire une idée de la consternation qui régna dans le pays à cette nouvelle, ni de la rage des patriotes, courbés de nouveau sous un joug odieux. Certains députés, fous de désespoir, ne parlaient de rien moins que d'incorporer le pays à la Nouvelle-Grenade, pour échapper aux deux tyrans.

De fait, l'Équateur était à leur merci. Son mandat accompli, Florès pesa si bien sur les électeurs que Rocafuerte fut porté au fauteuil présidentiel, tandis que lui, Florès, s'adjugeait le gouvernement de Guayaquil. Les patriotes essayèrent quelques soulèvements partiels, mais Rocafuerte avait la main ferme : il exila les uns et fusilla les autres. Ennemi de la religion et du clergé, il sécularisa l'Université, travailla de toutes ses forces à laïciser les écoles, et même essaya d'introduire le protestantisme à l'Équateur par des machinations indignes de son caractère. Un malheureux quaker, introduit subrepticement à Quito, fut chargé par lui d'une école de jeunes filles. Celles-ci s'étant un jour agenouillées spontanément au passage du Saint-Sacrement, le quaker se mit à rire et proféra des propos irrévérencieux pour nos augustes mystères. Aussitôt les enfants désertèrent l'école. Le quaker voulut continuer sa propagande en colportant des bibles falsifiées; mais les curés le dénoncèrent à leurs paroissiens, et il n'eut que le temps de s'enfuir pour ne pas être lapidé. Du reste, si Rocafuerte avait l'âme d'un sectaire, il était supérieur à Florès comme administrateur. Pendant ses quatre années de gouvernement, il restaura les finances, maintint la paix au dehors et, grâce à son implacable sévérité, fit régner un semblant d'ordre à l'intérieur.

A l'expiration de son pouvoir, Rocafuerte céda la place à Florès et reprit tranquillement son poste à Guayaquil. Pour regagner le cœur ulcéré des patriotes, Florès fit nommer un vice-président qui leur était sympathique, et renonça au droit de bannissement si cher à Rocafuerte. « Aucun équatorien, leur dit-il, ne sera déporté sans arrêt judicaire. Tous les citoyens seront indistinctement appelés aux charges de l'État, selon leurs mérites et leurs aptitudes. Il n'y a pour tous qu'une cause à servir : la cause de la nation. » C'est

l'antique manifeste des républicains assis à l'usage de ceux qui sont debout. Ce qu'ils appellent la nation, ce sont les deux ou trois cents ambitieux qui les ont nommés, et qu'il faut maintenant servir en leur fournissant des places. Florès toutefois se refit une certaine popularité en rappelant de l'exil quelques victimes de Rocafuerte, puis on put constater le même despotisme militaire que durant sa première présidence, le même gaspillage des finances, le même trafic électoral, les mêmes entreprises ruineuses, si bien qu'en 1843, l'exaspération étant à son comble, peuple et président résolurent d'en finir par un coup d'État. Florès prit les devants.

Décidé cette fois à ne plus céder le fauteuil à son compère, il réglementa les élections de manière à s'assurer dans la future convention une majorité certaine, ce qui excita un cri de rage d'un bout de l'Équateur à l'autre. Ses créatures nommées et installées, Florès leur adressa un message sur la nécessité de réformer les institutions existantes. Rien de plus curieux que ce factum académique, où l'on voit défiler tour à tour les républiques anciennes et modernes, Sparte, Athènes, Thèbes avec le conseil des Amphictyons et des Archontes, Rome avec son Sénat, Venise avec le conseil des Dix, la grande République des États-Unis ; le tout, pour montrer que les états à constitution faible meurent dans l'anarchie ou deviennent la proie des états à constitution forte. La pièce se terminait par une sommation aux députés d'avoir à sauver le pays en fabriquant une de ces constitutions qui rendent les républiques éternelles.

La convention n'avait pas l'oreille dure, elle vota tout ce que voulut le maître : la présidence pour huit ans, le sénat pour douze, la chambre des députés pour quatre ans. De plus, le président jouissait du droit de

veto contre tout projet de loi qui ne réunirait pas les trois quarts des voix. C'était l'absolutisme présidentiel très peu déguisé, décrété par Florès pour Florès, car bientôt on apprit qu'il était renommé président par trente-deux voix sur trente-quatre.

Impossible de décrire la fureur des patriotes et l'exaltation populaire contre Florès et sa convention. Interprète des sentiments du pays, Rocafuerte protesta contre « la charte d'esclavage, produit honteux de l'avarice et de l'ambition. » — « Citoyens, s'écria-t-il, comme homme et comme patriote, je répéterai à la convention ce qui se dit partout, dans nos rues comme dans nos maisons. Votre constitution, fruit d'une intrigue infâme, n'a pour objectif que la réélection du général Florès, au grand détriment du trésor et de l'honneur du pays. Je proteste contre cette élection et je demande la mise en accusation du président, du parjure qui n'a pas rougi de déchirer la constitution après avoir fait le serment de lui garder une inviolable fidélité. » Il partit ensuite pour Lima, d'où il ne cessa de lancer contre Florès de nouvelles et foudroyantes philippiques. Et cependant, malgré son indignation, le peuple eût peut-être rongé son frein en silence, si la convention, une fois lancée dans la voie du despotisme, n'eût ajouté à ses violences politiques de véritables attentats contre la religion du pays.

Florès n'avait point le tempérament d'un persécuteur; mais, en bon libéral de 1789, il nourrissait dans son cœur une secrète hostilité contre la suprématie de l'Église, l'indépendance du clergé, et cette unité de culte qui faisait la gloire de l'Amérique espagnole. En outre, il était lié avec les francs-maçons de la Nouvelle-Grenade qui, sous prétexte de bienfaisance, avaient tenté quelques années auparavant d'établir des loges à Quito et dans les autres centres importants de l'Équa-

teur. Ignorant le piège caché sous le voile humanitaire, bien des catholiques prirent part à ces conventicules; mais, quand les affidés commencèrent à prôner la tolérance religieuse et la liberté des cultes, les loges se vidèrent comme par enchantement. Florès s'était montré fort indifférent à cet échec des maçons; la convention, plus hostile, se crut assez puissante pour reprendre à ciel ouvert le travail des loges et démanteler à coups de décrets la vieille citadelle catholique.

Avec de grands airs d'orthodoxie, les députés glissèrent dans la constitution un article stipulant que « la religion de l'État est la religion catholique, apostolique et romaine, à l'exclusion de tout autre culte *public.* » On ouvrait ainsi la porte aux juifs et aux protestants, qui formeraient d'abord des réunions *privées* sous prétexte que le culte public seul était interdit, sauf à demander, après le recrutement d'un certain nombre d'adeptes, l'autorisation d'ériger un temple ou une synagogue, autorisation qu'on ne pourrait plus leur refuser. Ainsi s'implantait dans un pays où n'existait pas un seul dissident, le germe des divisions et des haines religieuses. Bientôt ces conventionnels, si pressés d'accorder aux faux cultes des licences que personne ne réclamait, affichèrent leur intolérance envers le clergé catholique en excluant tous ses membres de la représentation nationale. Ouvertes aux fonctionnaires de tout ordre, les chambres étaient fermées aux prêtres et aux évêques, traités en véritables parias.

Le gouvernement allait apprendre à ses dépens qu'on ne violente pas impunément la conscience d'un peuple dont la foi, pure du venin libéral, n'est point paralysée par cette fatale léthargie qu'on appelle l'indifférence. L'Équatorien aime son Église, ses prêtres, ses religieux, son culte, ses cérémonies saintes. Il déteste le judaïsme qui crucifie Jésus-Christ et l'hérésie qui déchire le

sein de l'Église. On a beau lui vanter hypocritement les bienfaits de la tolérance : le vieux sang espagnol bouillonne à la pensée que les autels de Baal viendraient souiller ces nobles montagnes où jusqu'ici le catholicisme a brillé sans ombre, comme ce splendide soleil qui resplendit sans nuages au-dessus de ses temples. Et voici que, non content de favoriser les faux cultes, le gouvernement ne reculait pas devant l'ostracisme des ministres du vrai Dieu ! Le peuple tout entier, prêtres et laïques, répondit à cet acte insensé par une protestation solennelle contre la constitution. Comme il fallait grouper toutes ces volontés, impuissantes quand elles restent isolées, terribles si l'on parvient à les réunir en faisceau, des sociétés patriotiques se formèrent dans les grandes cités pour organiser la résistance. Les unes réunissaient les citoyens influents, officiers, avocats, négociants, propriétaires, tous hommes de bon conseil. Les autres se composaient plus spécialement de jeunes gens aptes aux coups de main, parmi lesquels, on ne sera pas surpris de retrouver notre Garcia Moreno.

Agé de vingt-trois ans à cette époque, il achevait son cours de droit. Depuis longtemps, uni de cœur et d'âme avec les patriotes contre la tyrannie, avec les survivants de Minarica contre les oppresseurs de son pays, il avait espéré voir la jeune république de l'Équateur s'établir et prospérer à l'ombre de la religion, de la justice, de la science et des arts, sous un gouvernement honnête, laborieux, dévoué au bien public. Comment aurait-il pu rester indifférent devant la force écrasant la religion et la justice? Il se dit que si la force a sa raison d'être, elle doit sauver le peuple, non l'opprimer; défendre la religion, cette clef de voûte de la société, non la détruire. Depuis quelques années il faisait partie d'un cercle littéraire composé de jeunes

gens de talent et d'avenir, tels que le docteur Carvajal, le docteur Nicolas Martinez, etc. dont la plupart s'unirent à lui d'étroite amitié et devinrent plus tard ses appuis et ses collaborateurs dans sa grande œuvre de restauration sociale. Naturellement à leur tête par son éloquence, son esprit de suite, son caractère décidé, il ne manquait pas une occasion de les exciter à la lutte en mettant sous leurs yeux les erreurs et les fautes du gouvernement. Au lieu d'exercices académiques, il leur commentait avec sa véhémence ordinaire des articles de *La lanterne magique,* publication incendiaire qui tous les jours jetait feu et flamme contre le général Florès et ses partisans. Ainsi transformée par son influence en club d'opposition politique, la *Société Philanthropique Littéraire,* c'était le nom du cercle des jeunes gens, ne tarda pas à porter ombrage au pouvoir et dut même disparaître pour ne pas trop éveiller ses défiances.

La résistance s'ouvrit par une protestation du clergé contre la situation que faisaient à l'Église les décrets de la convention. Au nom de la religion catholique et de la dignité de ses ministres, on réclamait à la fois l'abrogation de l'article relatif à la tolérance des cultes et l'éligibilité pour le prêtre comme pour tout autre citoyen. La convention répondit par une fin de non-recevoir, « attendu que l'Inquisition était abolie, que la liberté ne compromettait en aucune manière les intérêts de l'Église catholique bien compris, » et autres rengaînes à l'usage des francs-maçons au pouvoir. Quant à l'exclusion du clergé des chambres législatives, « la convention avait agi dans la plénitude de son droit, et personne n'avait qualité pour faire la leçon au peuple souverain. »

Cette déclaration déchaîna la tempête dans tout le pays. Des bandes parcoururent les rues en criant :

« Vive la religion ! A bas la constitution ! » Au lieu de se rendre aux vœux de la nation, le gouvernement mit au jour un ukase présidentiel enjoignant à tous les fonctionnaires civils, militaires, ecclésiastiques, de prêter serment à la constitution maudite. Un grand nombre de laïques ignorants ou pusillanimes, et même certains membres du clergé partisans de la conciliation à outrance, prêtèrent le serment exigé ; mais la masse du clergé résista. Evêques, docteurs en théologie, professeurs, curés, déclarèrent le serment illicite et les décrets attentoires aux droits imprescriptibles de l'Église, ce qui exaspéra les membres de la convention. Pour avoir raison des réfractaires ecclésiastiques ou civils, ils les condamnèrent à la privation de leurs droits politiques, emplois ou bénéfices, et même à l'expulsion s'ils devenaient une cause de trouble pour l'ordre public. C'était la persécution de 93, moins l'échafaud.

C'était aussi la guerre civile. « Impossible, dit l'historien de l'Équateur [1], que la partie la plus éclairée de la nation se résignât à vivre sous cette loi d'esclavage, sans même que la presse bâillonnée pût faire entendre une plainte ; impossible que les curés et bénéficiers restassent indéfiniment privés de leurs emplois et de leurs biens pour avoir refusé de souscrire à une constitution réprouvée par leur conscience ; impossible que les assermentés ne conçussent pas de scrupules en présence de leurs frères plus timorés ; impossible que les peuples écrasés d'impôts, vexés et torturés de mille manières se contentassent toujours de pleurer et de gémir ; impossible enfin que les patriotes attendissent huit ans la fin de cette tyrannie, surtout avec la perspective de voir le dictateur s'éterniser au pouvoir. »

[1] Don P. Cevallos, *Historia del Ecuador*. V. 534.

Aussi, dès que l'édit de proscription fut connu, le peuple se souleva en masse dans toutes les provinces. Comme le gouvernement, à bout de fonds, avait eu la malencontreuse idée de faire voter par les chambres un impôt de capitation de trois piastres, on poussa le cri de guerre : « Vive la religion ! A bas les trois *pesos !* » Sur tous les points du territoire eurent lieu des escarmouches entre citoyens et soldats, préludes d'une insurrection générale. Pour lutter avec avantage contre les bataillons aguerris de Florès, il fallait trouver des chefs, de l'argent et des armes; les sociétés patriotiques se mirent à l'œuvre avec ardeur, s'efforçant par tous les moyens possibles de se ménager des intelligences dans les places fortes et de se procurer des engins de guerre.

On apprit un jour que le président Florès devait expédier une certaine quantité de fusils au gouverneur du Napo. Des troupes d'indiens étaient chargés d'exécuter ces transports. Garcia Moreno, suivi d'une escouade de jeunes patriotes, s'embusqua dans les montagnes, attendant la caravane et son chargement. Bientôt il vit arriver les naïfs indigènes qui firent halte pour prendre leur repas non loin de l'endroit où il était caché. Garcia Moreno s'approcha du groupe avec quelques-uns de ses compagnons et se mit à raconter des histoires jusqu'au moment où, sous l'influence de la fatigue et de la *chicha*[1], ses auditeurs s'endormirent d'un profond sommeil. A leur réveil, ils furent tout étonnés de ne retrouver ni leur joyeux narrateur, ni leur cargaison de fusils. Garcia Moreno les avait mis en lieu sûr.

Enfin toutes les mesures prises, la révolution éclata à Guayaquil, le 6 mars 1845, sous la direction du général Elizalde. Une partie de la garnison essaya de

[1] Bière du pays.

résister, mais les notables, les jeunes gens, les hommes du peuple assiégèrent les casernes et les forcèrent à capituler. Ce coup de main mit à la disposition des patriotes les troupes de la place, l'arsenal et les embarcations de guerre. Aussitôt tous les pères de famille, réunis en conseil, cassèrent les actes de la convention et prononcèrent la déchéance du président. Un gouvernement provisoire, composé de personnages éminents, Olmédo, Roca et Noboa, se chargea du pouvoir exécutif et fit un appel au peuple en vue de la lutte qui allait s'engager.

A la nouvelle de cette insurrection, Florès dirigea sur Guayaquil un corps d'armée qu'il fit camper dans son hacienda d'Elvira, près de Babahoyo. De là il expédia au gouvernement provisoire un projet d'arrangement; mais on lui signifia que le seul moyen pour lui de mettre fin à la guerre civile c'était de quitter le pays. Il se décida donc à fortifier l'Elvira, où deux assauts infructueux et sanglants lui furent livrés par les patriotes, ce qui donna lieu à de nouvelles explosions de haine et de vengeance. La lutte aurait pu se prolonger fort longtemps, si la révolution ne s'était propagée comme une traînée de poudre dans tout l'Équateur. Pendant que Florès tenait en échec les troupes de Guayaquil, derrière lui, à Loja, à Riobamba, à Cuenca, on arborait sur les places publiques et dans les casernes le drapeau du 6 mars. Les patriotes de Quito, enrôlés sous la bannière de José Maria Guerrero, soulevaient les provinces du nord. Garcia Moreno était du nombre de ces volontaires qui, après avoir battu les troupes du gouvernement à plusieurs reprises, forcèrent le pouvoir exécutif à quitter la capitale. Chaque jour apportait à Florès une nouvelle alarmante : les communications étaient interrompues, les troupes en révolte, les lettres interceptées par le peuple ; de

sorte que, ne pouvant lutter contre l'armée et la nation, il prit le parti de capituler.

Le 17 juin 1845, après deux mois de guerre, le gouvernement provisoire conclut avec le général Florès le traité de la Virginia[1]. Il fut arrêté que le nouveau gouvernement convoquerait immédiatement une convention pour régler les affaires de l'Équateur, et que l'ex-président passerait deux années en pays étranger, afin qu'en son absence on pût travailler librement à la réforme des institutions. A cette condition, on lui maintiendrait son titre de général en chef, ses dignités, ses propriétés, et la juste considération dont jouissait sa famille. Le 24 juin, monté sur le brigantin *Seis de Marzo*[2], en partance pour Panama, Florès put entendre les cris de joie mêlés aux salves d'artillerie qui saluaient le triomphe du droit sur le despotisme.

Garcia Moreno avait été l'un des principaux acteurs dans ce drame national. Frappé de l'ascendant qu'il exerçait sur tous, le gouvernement ne craignit point, après la victoire, de lui confier une mission bien délicate pour un jeune homme de vingt-quatre ans. Comme il fallait, avant de les licencier, payer aux volontaires l'arriéré de leur solde et que le trésor était à sec, on eut recours à un impôt extraordinaire. Déjà écrasés sous le poids de leurs charges, les contribuables refusèrent de payer. Le gouvernement chargea Garcia Moreno du recouvrement de cette taxe. Celui-ci, par son sang-froid, sa ténacité, son indomptable énergie, triompha de toutes les clameurs et désarma toutes les oppositions. Il s'acquitta de cette ingrate et pénible besogne avec un désintéressement absolu, comptant pour rien les sacrifices personnels, pourvu que son pays sortît enfin de l'impasse où le despotisme l'avait acculé

[1] Hacienda du poëte Olmedo.
[2] *Le six mars.*

CHAPITRE V

LE FOUET

(1846-1847.)

La joie fut grande à l'Équateur quand on apprit l'heureuse issue de la révolution du 6 mars et le départ pour l'Europe du général Florès. Après quinze années d'agitation et d'exactions, la jeune République allait donc enfin respirer librement sous un pouvoir répararareur. Pleins de généreuses illusions, les patriotes voyaient déjà le pays voguer à pleines voiles vers le port si longtemps désiré du vrai progrès social. Hélas! l'expérience leur apprendra bientôt que, depuis 1789, si l'on change souvent de gouvernants, on ne change presque jamais de gouvernement.

Après avoir élaboré une nouvelle constitution, la convention s'occupa de pourvoir au remplacement de l'ex-président. Deux candidats se trouvaient en présence, aussi opposés d'esprit et de caractère que le blanc et le noir : le poëte Olmédo et le commerçant Roca. Celui-ci s'était distingué dans ces derniers temps par une grande animosité contre le général Florès. Il ne pouvait pardonner à cet ancien ami d'avoir fait échouer sa candidature à la vice-présidence de la république Bien que d'origine plébéienne et de sang très mélangé il aspirait ouvertement au fauteuil, et bon nombre de

conservateurs, connaissant son habileté dans les affaires, son esprit pratique, son énergie poussée quelquefois jusqu'à la dureté, n'étaient pas loin de lui donner leurs suffrages pour l'opposer comme un rempart aux entrepreneurs de révolutions. Les jeunes gens au contraire, les patriotes, les lettrés, pleins de mépris pour ce politique terre-à-terre, pour ce mulâtre enrichi par la contrebande, appelaient au pouvoir de tous leurs vœux le sympathique Olmédo, l'homme d'État incorruptible, le grand poëte national, le chantre immortel de Bolivar[1]. Entre ce génie et cet homme vulgaire, la convention, pensaient-ils, ne pouvait hésiter un instant.

Les députés au contraire se partagèrent en deux camps opposés, très décidés l'un et l'autre à faire prévaloir leur élu. En vain pendant quatre ou cinq jours multiplia-t-on les scrutins, aucun des deux candidats n'obtenait la majorité requise par la loi. Tous les yeux étaient tournés vers l'assemblée, déjà on parlait dans le public d'électeurs prêts à vendre leurs suffrages, quand tout à coup on apprit que le député Vallejo avait passé du camp d'Olmédo dans celui de Roca, et déterminé par son vote l'élection de ce dernier. Rocafuerte protesta de toutes ses forces contre cette élection qu'il supposait entachée de vénalité. Vallejo eut beau affirmer qu'en se décidant à voter pour Roca contrairement à ses suffrages précédents, il n'avait obéi qu'à sa conscience et au désir de terminer des divisions funestes à la patrie, un sentiment d'indignation éclata dans le public. Bientôt, en voyant certains députés de la majorité nommés par le gouvernement à des emplois honorables ou lucratifs, on en conclut qu'eux aussi

[1] Il venait d'écrire un remarquable poëme sur les victoires du *Libertador*.

avaient vendu leurs votes : conclusion injuste et forcée, mais d'autant plus naturelle que l'agiotage le plus effréné, le plus scandaleux, envahit dès l'avènement de Roca toutes les branches de l'administration.

Il n'en fallait pas tant pour révolter Garcia Moreno, jeune et rigide patriote que la moindre apparence d'injustice ou de corruption faisait bondir. N'écoutant que sa colère surexcitée encore par l'amertume de ses déceptions, il enveloppa dans le même anathème le président Roca et les vingt-huit députés qui l'avaient porté au fauteuil. Au mois d'avril 1846, quatre mois après l'élection il lança dans le public un journal humoristique intitulé : *Le Fouet*[1], véritable Fouet de Juvénal dont il cingla, chaque semaine ceux qu'il appelait les vendus, sans se demander s'il avait le droit, sur de vagues rumeurs, de flageller de la sorte des hommes d'une parfaite honorabilité, qui ont pu commettre des fautes politiques, mais dont la plupart étaient aussi incapables que lui de commettre une infamie. Mais raisonne-t-on dans le feu d'une bataille, surtout quand on croit la patrie en danger? Aussi, dans les satires aussi mordantes qu'originales du nouveau publiciste, faut-il voir plutôt le talent du justicier, ennemi déclaré de la vénalité et de la corruption, que la justice des accusations lancées contre tel ou tel personnage. Rien de plus spirituel ni plus sanglant, par exemple, que la *Soirée de l'élection,* pièce étincelante de verve, où il raconte à sa manière l'embauchage des conventionnels par le président Roca.

« C'était la veille du grand jour où l'on devait résoudre ce fameux problème : l'Équateur aura-t-il enfin un gouvernement juste, ou sera-t-il toujours une boutique entre les mains de la corruption? Impossible d'en

[1] *El Zurriago,* n. 2.

préjuger la solution avant le combat qui allait s'engager entre la vénalité d'une part et le patriotisme de l'autre. En effet, la convention, telle qu'elle était composée, ne ressemblait pas mal à un sphinx du genre de celui de Thèbes : voix d'homme, tête de femme, griffes de lion, ailes de vautour et... queue d'âne. Toutefois, on pouvait croire que la voix tonnante de Rocarfuete et des autres patriotes aurait fait reculer la foule des vendus.

« Aussi l'alarme était-elle grande dans le camp de ces cyniques. Exaspérés par la perspective d'une déroute, ils n'avaient point assez de malédictions pour ces austères que ni menaces ni promesses ne pouvaient fléchir. Ils se creusaient la tête pour deviner le vainqueur, afin de lui offrir leur vote en échange d'un petit emploi. Parfois, se supposant vaincus, ils cherchaient par quel sentier fangeux ils pourraient se replacer sur le chemin de la fortune. Enfin, ne tenant plus en place et désirant connaître à fond la force de leur parti, ils se dirigèrent instinctivement vers l'habitation d'un personnage, où par hasard tous se rencontrèrent comme s'ils s'étaient donné rendez-vous.

« B., l'air déconfit, arriva le premier. Son visage était pâle, ses yeux enflammés, ses lèvres blêmissantes : on eût dit un damné sous le poids du désespoir. Mais, en vrai saltimbanque habitué à jouer tous les rôles, il se métamorphosa en un clin d'œil. Sur un ton jovial, digne d'un collégien ou d'une maritorne, il adressa quelques paroles flatteuses à l'illustre seigneur que nous allons vous présenter.

« Gravement enseveli dans un large fauteuil, emmitouflé dans une ample robe de chambre couleur pourpre, coiffé d'une toque de bourreau, des lunettes sur le nez, le susdit personnage avait l'aspect de Marius, le cœur de Sylla et des entrailles aussi tendres que le

roc[1]. Ses traits étaient teints de cette couleur indécise que revêtent les objets à l'heure du crépuscule. De sa bouche s'échappaient parfois des mots sentencieux et solennels qui faisaient pressentir un triomphe certain.

— « Avez-vous parlé à C.? dit-il en s'adressant au polichinelle qui venait de le complimenter.

— J'ai tout fait pour le gagner, répondit le pauvre diable, mais il résiste à tous les efforts. Il préfère rester pauvre curé que de souiller son nom par ce qu'il appelle une infamie.

— Tant pis pour lui! reprit l'homme à la toque, il s'en repentira. »

A l'instant, l'air contrit et plein de componction, entra dans la salle le révérend A.[2], vivante image du chat ermite :

— « Béni soit Dieu ! s'écria-t-il en prenant son siège et bénie soit la miséricordieuse Vierge! X... a juré de voter pour nous, pourvu que les emplois promis soient accordés aux membres de sa famille. Il fera du zèle pour Votre Excellence qui sera demain, si Dieu veut bien nous bénir, président de la république.

— « *Deo gratias!*... cria sur le seuil de la porte un clerc graisseux, déguenillé, nasillard. C'était le fameux V..., savant pour les idiots, idiot pour les savants... « J'ai travaillé en pure perte, ajouta-t-il ; rien à faire avec des niais qui ne convoitent ni préfectures, ni ministères, ni prébendes d'aucune sorte.

— « C'est-à-dire, observa le fin matois à la robe pourpre, que nous pouvons compter sur vingt-sept voix. Or il en faut vingt-huit : où trouver la vingt-huitième?

Immobile comme un poteau, les yeux cloués au sol, père A. répondit :

[1] De *Roca*, rocher : jeu de mots sur le nom du président.
[2] Recteur laïque de l'Université.

— « Seigneur, la bonne Providence qui prend soin même d'un ver de terre, saura bien faire passer l'un des quatorze opposants à une meilleure vie, ou lui inspirer la sainte pensée d'accepter une petite sinécure pour l'aider à vivre chrétiennement, sans offenser Dieu ni le prochain. »

B. l'interrompt en étouffant un éclat de rire. S'adressant à l'homme de couleur indécise, il dit d'un ton inspiré :

— « Rien de plus facile que de conquérir un vote, à condition qu'on s'y prenne adroitement. Quand un général veut s'emparer d'une forteresse, il commence par chercher l'endroit faible. Il dirige de ce côté ses formidables batteries, et le canon lui ouvre, au milieu des ruines, le chemin de la victoire. Faites de même dans la lutte électorale : cherchez le côté faible de votre adversaire, et vous vaincrez. S'il penche d'un côté, donnez-lui pour le soutenir un bâton... d'or; mettez-lui dans la main une plume... d'or pour signer son bulletin de vote, et je vous assure qu'il fera bon marché de son honneur.

« Un murmure d'approbation accueillit ce discours prophétique, pendant qu'un doux sourire aplatissait encore les lèvres démesurément larges du prétendant. Pour encourager ses créatures, il leur remit sous les yeux les places qui leur seraient octroyées si le succès couronnait leurs efforts. Loin de rougir de cet ignoble marché, plusieurs demandèrent des postes plus à leur convenance, comme on choisit dans un étalage des mets à son goût; et, pleins d'allégresse, ils coururent au combat, les yeux fixés sur l'avenir enchanteur qui s'ouvrait devant eux, lequel consiste à manger de belles rentes les bras croisés. Ainsi l'on se moque insolemment de la patrie; ainsi, dans leur dégradante et crapuleuse oisiveté, ces pervers s'encouragent à de nouveaux forfaits. »

On conçoit, à la lecture de pareils articles, la rage des gouvernants, livrés chaque semaine aux risées et aux colères du public. Quand la prose ne suffisait pas à déchirer les chairs, le « Fouet » s'armait de pièces de vers que ne désavoueraient par les satiriques romains.

Écoutez plutôt la pièce du *Quémandeur*.

« Docteur gradué... en malice, et qui pourrais l'être aussi bien en bêtise, pourquoi viens-tu frapper à ma porte? Pourquoi interrompre mon sommeil, ce doux sommeil qui fait oublier un instant les chagrins de la vie, et la patrie expirante, et cette cohue bruyante de faux patriotes qui déclament aujourd'hui contre le tyran[1], après avoir mendié ses faveurs?

« Que viens-tu demander, maudit? Parle et décampe au plus vite, car je suis capable de fuir aux enfers pour ne t'avoir plus sous les yeux.

« Tu quêtes un emploi, me dis-tu? Tu me donnes pour raison que tu t'estimes trop honnête homme pour te dégrader en travaillant. Un métier est chose vile : aux hommes de ton rang, il sied de vivre sans rien faire.

« D'ailleurs personne n'a servi comme toi la cause de la liberté. Sans toi le despote régnerait encore dans une paix profonde. Évidemment, sans toi aucune insurrection ne peut réussir.

« Et puis, tu as des enfants, une femme, et le diable au fond de ta bourse.

« C'est bien, mais veux-tu m'en croire? Apprends un métier, et mets-toi bien dans la tête que ce n'est pas le travail, mais la fainéantise qui déshonore un homme.

« Cesse de vanter tes mérites : aussi bien personne

[1] Florès.

ne te croira. Il y a de beaux jours qu'à l'Équateur il suffit de mentir pour ne plus tromper personne.

« Ne mets pas en avant ta pauvreté; si c'est un mérite, tous les habitants de Quito peuvent s'en draper aussi bien que toi.

« Que si tu répugnes absolument au travail, si tu t'obstines à te tirer d'affaire par la politique, fais-toi député.

« Tâche d'avoir deux consciences, deux figures, deux langages et une demi-douzaine de volontés. Montre en toute circonstance un babil de perroquet, des griffes de vautour, l'astuce d'un renard et la voracité d'un loup. Sois vil comme B., cynique comme C., hypocrite comme A. et vends-toi comme V [1].

« Et je t'assure, docteur, qu'avant peu tu te feras faire un coffre-fort. Voilà la route à suivre : à toi de naviguer sagement. Maintenant file au plus vite, et que je ne te revoie jamais!

« C'est ainsi que je parlai l'autre jour au docteur don Boniface, qui s'en allait mendiant une place... par charité. »

Comme on le voit, Garcia Moreno avait pris à tâche de flageller l'abjecte race des budgétivores, de ces vampires qui s'attachent aux flancs des peuples sous prétexte de les représenter ou de gérer leurs intérêts, et n'ont d'autre souci que d'accaparer les emplois, tripoter à la Bourse, lancer des spéculations véreuses, en un mot, profiter de leurs mandats pour se gorger d'or et d'argent aux dépens de leurs mandataires. Il les chassait à coup de fouet du temple de la loi, comme le

[1] Comme dans tout ce chapitre la verve du polémiste s'exerce surtout à propos d'un fait très contesté et aux dépens de personnages très honorables, dont certains furent plus tard ses amis dévoués, nous avons remplacé les noms propres par des lettres qui ne sont pas même toujours les initiales de ces noms.

Maître avait autrefois chassé les vendeurs du temple de la prière. Il dénonçait avec indignation ce monde moderne qui ne reconnaît plus qu'une science, le calcul. « Autrefois, disait-il, l'arithmétique servait de guide dans le maniement des intérêts matériels, mais aujourd'hui son domaine est grand comme le monde. Elle dicte ses oracles à des prosélytes sans nombre ; elle impose ses décisions à la justice; elle donne des lois à la conscience. L'amitié, la douce amitié ne dispense point ses consolations sans consulter « la règle d'intérêt ». L'amour, avant de bander son arc, étudie avec soin « la table de Pythagore », et il n'est point jusqu'à la gratitude elle-même qui ne sache varier ses « démonstrations » pour arriver à des résultats plus avantageux. Mais c'est surtout dans la politique que cette belle science des nombres trouve de merveilleuses applications, comme on peut s'en convaincre en jetant les yeux sur la liste des hommes d'État issus de la glorieuse convention.

« Non, non, concluait-il ironiquement, l'Équateur n'est pas un État stationnaire comme on veut bien le dire. Il faut reconnaître, au contraire, qu'il marche à grands pas dans la voie de la démoralisation. Il ne laissera aux générations à venir aucune vilenie à commettre. Tels sont les fruits qu'a produits jusqu'ici l'arbre de la liberté. Et, en parlant ainsi, je n'accuse point la liberté, mais les misérables qui abusent de son nom pour satisfaire leur égoïsme. A l'Équateur, la liberté a toujours été une vierge innocente violée par d'affreux libertins, une fleur suave dans un fumier, un parfum qui s'évapore dans la putréfaction d'un cercueil [1]. »

[1] Son style revêtait toutes les formes pour stigmatiser le président et ses électeurs. Un jour, il fit paraître, sous leur signature, des « aphorismes moraux » dont voici quelques échantillons.

— L'homme sage use de la religion comme un pilote de ses

A ce point de vue général de la corruption qui régnait alors, le pamphlétaire avait cent fois raison, aussi le gouvernement rugissait-il contre ces terribles exécutions. Ses journaux tâchaient de panser les plaies des pauvres fonctionnaires, mais le lendemain le « Fouet » déchirait les bandages et ravivait les blessures. Il fallait en finir ou tomber sous le mépris public. Le pouvoir prit l'offensive et menaça de poursuites le publiciste frondeur. On incrimina le titre même du journal, ses tendances anarchiques, son opposition systématique. On l'accusa d'immoralité, on lui reprocha sa couardise: il se couvrait du voile de l'anonyme, n'osant attaquer à visage découvert. Enfin on fit miroiter à ses yeux le spectre du juge, les amendes, et, qui sait? peut-être la déportation. C'était le vrai moyen d'échauffer l'intraitable polémiste. Sa défense, que nous ne pouvons que résumer, fut plus virulente et plus audacieuse que l'attaque.

« Vous dites que le nom même du journal est ignoble. — Allons donc! Ignoble, le malfaiteur condamné à la flagellation, non celui qui manie le fouet pour châtier le malfaiteur. Ignoble, le misérable qui expie son crime sur l'échafaud, non le juge qui l'y fait monter.

voiles. Si le vent est favorable, il les hisse entièrement; si la tempête gronde, il les cargue prudemment. Ainsi on évite les naufrages. — (R...)

— Un libéral sans emploi, c'est une lampe qui s'éteint, faute d'huile. L'amour de la liberté, c'est la rage de parvenir. — (M..)

— De rien, on ne fait rien, dit-on. Mensonge fieffé: de rien, on fait sans peine un chef de ministère et peut-être avec le temps, quelque chose de plus. — (A...)

— Le temps, c'est de l'argent, disent les Anglais. J'aime mieux mon adage: le bulletin de vote, c'est de l'or. — (V...)

— Pour moi, la patrie est un emploi; la liberté, une rente, et le bonheur... une bourse bien garnie. — (R...)

— Le serment dans ma bouche ressemble aux protestations d'une coquette. Les serments mauvais sont ceux qui ne rapportent rien. Il faut les maudire comme le figuier stérile. — (C...)

« *Le Fouet,* une feuille immorale! — Et pourquoi donc? Un écrit n'est pas immoral, parce qu'il révèle des faits immoraux, pas plus qu'un juge n'est immoral, parce qu'il châtie l'immoralité. L'immoralité ne gît pas dans la peine du crime, mais dans le crime lui-même. Or, *le Fouet,* c'est la peine; et le crime, c'est la vente scandaleuse des suffrages.

« *Le Fouet,* une feuille anarchique! — L'anarchie, c'est vous; vous, le vice; vous, le désordre; vous, le crime provocateur; non pas moi, qui m'efforce d'introduire un peu d'air pur dans la sentine électorale. Les traîtres qui se moquent du peuple, les députés sans conscience qui se traînent comme des reptiles à l'assaut des emplois : voilà les vrais fauteurs de guerre civile!

« *Le Fouet,* un journal d'opposition! — Oui, nous sommes hostiles au gouvernement, et nous le serons toujours, parce qu'il procède de l'infâme vénalité; oui, toujours, parce qu'il met à néant les espérances de la patrie; oui, toujours, parce que son chef, après avoir envahi la maison, la pille et la ruine. Aujourd'hui même, le président Roca, d'accord avec les trafiquants de son espèce, conclut une négociation immorale au premier chef, mais qui lui rapportera de beaux deniers. Depuis longtemps, les employés n'ont point touché leur solde : ils attendaient en silence, espérant qu'au rétablissement de la paix, ils seraient intégralement payés. Et voilà qu'il se trouve un homme assez dur pour spéculer sur le pain de ces malheureux, c'est-à-dire pour racheter au rabais leurs mandats échus, qu'il se fera rembourser un de ces jours en bons du trésor, avec 50 ou 60% de bénéfice. A ce compte, il suffirait d'une petite circulaire ordonnant de ne plus payer un seul agent de l'administration, pour que la société Roca et Cie empochât tous les revenus de la république. Il vous

sied bien d'accuser Florès ! en fait d'arbitraire et de brigandage, il y a longtemps que les disciples ont surpassé le maître.

« Enfin, votre grand grief contre nous, c'est que *le Fouet* est anonyme ! Vous demandez à grands cris les noms des rédacteurs. — Je vais vous satisfaire et vous pourrez exercer contre eux vos redoutables vengeances. Les rédacteurs du *Fouet* sont les vingt-huit auteurs de la farce exécutée par la convention, le jour où elle nous fit admirer la métamorphose du phénix changé en corbeau. En effet que contient *Le Fouet?* La révélation des actes criminels des vingt-huit et l'expression du mépris public qui s'attache à leur nom. Or, nous le demandons à notre tour : qui sont les rédacteurs *du Fouet?* Ceux qui ont commis le crime, ou ceux qui l'affichent dans les colonnes du journal ? Quel est l'auteur d'une lettre, celui qui dicte ou celui qui tient la plume ? Vous êtes bel et bien les rédacteurs du journal que vous incriminez, et c'est vous que la police doit poursuivre. Quant à nous, vous devriez nous remercier pour avoir publié votre histoire, sans exiger de salaire. »

Cette lutte acharnée, qui dura trois mois, acheva de déconsidérer le président Roca. On le detestait à cause de son caractère dur et hautain ; après cette polémique, on fit le vide autour de lui. Les nobles fuyaient le mulâtre ; les partisans de Florès, l'ennemi de leur maître ; les patriotes, l'homme qui livrait le pays aux agioteurs. Le mécontentement allait croissant et la crise tournait à l'aigu, quand une échauffourée du général Florès arriva fort à propos pour rendre au président une certaine popularité, et fournir à Garcia Moreno l'occasion d'entreprendre une campagne vraiment patriotique.

CHAPITRE VI

LE VENGEUR

(1847-1849.)

Le général Florès avait quitté l'Équateur, humilié mais non résigné. Après avoir régné sur ce pays avec autant d'honneur que de profit, il en voulait à la République non seulement de l'avoir chassé, mais de ne pas respecter même le traité de la Virginia, la convention ayant infirmé, en vertu de son droit souverain, des stipulations qui lui parurent trop onéreuses pour le trésor. Dans un moment d'optimisme, l'audacieux général conçut le dessein d'équiper en Europe une flottille et de reconquérir, avec quelques milliers de mercenaires, un pouvoir dont il se croyait injustement dépossédé.

C'était vers la fin de 1846. L'ex-président se trouvait à la cour d'Espagne, où son prestige d'homme de guerre et d'homme d'État, son bel extérieur, sa tenue noble et digne, sa conversation spirituelle, éblouissaient et fascinaient les grands et les princes. La reine Christine elle-même s'occupait beaucoup du brillant officier, qui réussit à s'insinuer dans ses bonnes grâces. Après une grande revue dont elle lui fit les honneurs, elle accepta de coopérer à l'aventureuse expédition. Il fut convenu qu'elle ouvrirait un crédit de dix millions pour armer une flotte et recruter un corps de volontaires, à la con-

ditions, dit-on, que Florès accepterait pour chef de l'Équateur un prince espagnol dont il serait le premier ministre et le protecteur.

Malgré tous les soins que l'on prit pour tenir secrets les préparatifs de l'invasion, Roca en fut averti par des communications particulières. Du reste, les journaux annoncèrent bientôt que Florès avait acquis quatre vaisseaux de guerre, enrôlé cinq cents hommes en Irlande, sans compter les officiers et soldats embauchés en Espagne, et que, ses armements achevés, il ferait voile pour Guayaquil.

Ces nouvelles mirent en feu non seulement l'Équateur mais toute l'Amérique méridionale, dont l'indépendance était menacée si l'Espagne parvenait à rétablir sa domination sur un point quelconque du continent américain. Toutefois, il ne manquait pas d'hommes à l'Équateur qui, par égoïsme, désiraient le retour de leur ancien patron et se montraient disposés à favoriser son expédition. Ils ne faisaient point mystère de leurs espérances, d'autant plus que le peuple, ignorant et indifférent, s'inquiétait assez peu de savoir s'il serait dépouillé par Roca ou par Florès. Dans de pareilles conjonctures, un hardi coup de main pouvait décider des destinées du pays.

Pendant que les patriotes se lamentaient, Garcia Moreno comprit qu'il fallait agir promptement et résolûment. La première chose à faire était de sacrifier tout ressentiment, de cesser toute opposition, et de prêter main forte au gouvernement dans une question où il s'agissait de l'existence même de la patrie. Il offrit donc généreusement ses services au président Roca, et, grâce à l'influence qu'il exerçait sur ses amis politiques, on ajourna toute récrimination pour aviser uniquement au salut de la nation. Comme il était impossible de résister à une invasion étrangère sans

organiser un soulèvement général, une croisade patriotique, Garcia Moreno créa un nouveau journal, *Le Vengeur*[1], dont le programme fut un vrai coup de tocsin :

« Nous n'aurions pas pensé, dit-il, à mettre au jour cette nouvelle feuille, si le danger qui menace jusqu'à notre existence ne nous forçait d'élever la voix pour réveiller le peuple de son sommeil et le préparer à vaincre ou à mourir. L'abandonner dans sa léthargie sur le bord de l'abîme, ce serait une lâcheté et un crime. Le peuple dort, et le tyran s'approche. Le peuple dort, et une horde de flibustiers, rapaces, perdus de vices, s'apprête à fondre sur le beau pays des Incas. Le peuple dort, et dans son sein d'exécrables traîtres ourdissent contre la patrie la plus scélérate des conspirations. Le peuple dort, et les bourreaux cherchent déjà les victimes pour les égorger. L'Amérique dort, et Florès tient dans ses mains les chaînes qui vont une fois encore nous river au despotisme espagnol.

« Que veut donc *Le Vengeur?* — Réveiller par ses accents patriotiques tous les cœurs que la servitude n'a point flétris, défendre notre indépendance contre les ennemis de l'intérieur et du dehors, montrer aux républiques américaines qu'elles doivent se confédérer pour sauver leur existence et l'honneur national. Tel sera le cri du *Vengeur,* et nous espérons qu'il aura de l'écho dans toutes les poitrines républicaines. »

Ce premier article signale déjà le danger qui préoccupait surtout Garcia Moreno : les ennemis de l'intérieur. Florès avait en effet de nombreux partisans, pour ne pas dire des complices, dans les commerçants qu'il avait enrichis, les fonctionnaires qu'il comblait jadis de ses faveurs, les officiers et soldats dont il autorisait ou du

El Vengador.

moins tolérait les déprédations; en un mot, dans cette masse de viveurs qui attendaient son retour pour émarger au budget. *Le Vengeur* ne craignit pas de dénoncer à la vindicte publique ces hommes égoïstes qu'il appelait les « Janissaires » du tyran.

« Chose étrange, disait-il, l'expédition de Florès jette l'alarme dans tous les cœurs américains et en même temps comble d'allégresse des citoyens de l'Équateur. Le contentement qu'ils éprouvent se peint malgré eux sur leur visage et met sur leurs lèvres un sourire infernal. Ces complices du vaincu de l'Elvira se délectent à l'avance du beau spectacle qu'ils vont avoir sous les yeux. Des campagnes dévastées, des populations affamées, des femmes en deuil poursuivies par de féroces envahisseurs, des poignards levés partout pour immoler les fils de la liberté : voilà ce qui les fait tressaillir d'aise. Ils ont raison du reste : il leur fallait travailler pour vivre, et voici venir l'homme qui va les nourrir à rien faire. Périsse la patrie, pourvu qu'ils profitent de sa ruine.

« Équatoriens, ces janissaires de Florès sont ceux qui déjà ont souillé notre sol de cruautés capables d'épouvanter le bourreau lui-même; ceux qui ont versé par torrents le sang de nos pères pour éterniser la servitude; ceux qui, vaincu en 1845, n'ont pas cessé de compter sur des révolutions de casernes pour remonter au pouvoir. Ils supputent déjà les milliers de têtes qu'ils pourront abattre, ils stipendient les assassins qui préparent les voies au tyran, ils rient au spectacle de nos cités fumantes et de nos campagnes couvertes de cadavres!

« Pour vaincre, Florès compte bien moins sur ses bandits espagnols que sur ses janissaires de l'intérieur. Il sait qu'un traître caché fait plus de mal que cent ennemis luttant à découvert. Si donc nous voulons

nous défendre, il faut attaquer d'abord ces satellites de l'envahisseur qui, en ce moment, ruinent l'ordre public, provoquent l'abandon des emplois et spéculent pour tout oser sur la vénalité des juges. Contre les pirates de Florès, nous avons l'enthousiasme populaire, l'énergie du gouvernement et la valeur de nos généraux; contre les traîtres de l'intérieur, il faut au pouvoir exécutif assez de fermeté pour les consigner en lieu sûr.

« Le gouvernement tient du congrès les pouvoirs nécessaires pour sauver notre indépendance. S'il les juge insuffisants, qu'il fasse usage de ceux que la nécessité confère. C'est un axiome connu de tous que le salut du peuple est la loi suprême[1]. Des politiques à courte vue, des janissaires déguisés vous diront que la constitution est inviolable en toute circonstance et dans n'importe quel danger public, comme si la constitution, qui doit assurer la vie de la société, ne cessait pas d'obliger quand elle se transforme en lacet fatal qui l'étrangle. La constitution pour le peuple, et non le peuple pour la constitution; la médecine pour le malade, et non le malade pour la médecine : voilà ma devise. Quel imbécile aimerait mieux mourir que de violer les ordonnances de nos modernes hippocrates? Le premier objet d'une constitution, c'est sans contredit de sauvegarder la nationalité, je veux dire l'existence d'un peuple. Donc, la constitution cesse d'exister quand elle devient impuissante à sauver la nation.

« Si nous étions le gouvernement, nous mettrions l'Océan entre les janissaires et nous, et, en cas de récidive, l'éternité. Nos conseils sont d'autant plus faciles à suivre, que peu d'Équatoriens se vantent d'appartenir à Florès. Qu'ils s'en allaient donc, emportant avec eux les malédictions de la patrie et le mépris de tous

[1] Salus populi suprema lex esto.

les siècles. Au surplus, ils ne doivent pas oublier que, si nous avons été cléments après la victoire, ils nous trouveront implacables au moment du danger. Nous présenterons nos poitrines aux balles de l'étranger, mais après avoir arraché le poignard des mains des fratricides.

« Et maintenant, union et courage! Au lieu de nous terrifier, les rugissements du lion de Castille réveilleront notre ardeur. Les canons de l'Espagne ne prévaudront pas contre les lances américaines. Janissaires! en dépit de vos malédictions et de vos sourires, le peuple se sauvera sans vous et contre vous. Nous jurons de défendre la patrie jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Plutôt la mort que l'esclavage! »

Dans la composition de l'armée qu'il voulait opposer à Florès, le gouvernement, aveugle et indécis, semblait ne pas tenir compte de ce péril intérieur. Obéissant à des considérations de convenance ou d'amitié, il nommait aux différents commandements des chefs plus ou moins dévoués à l'ex-président. Garcia Moreno ne craignit pas de dénoncer cette fausse manœuvre comme une imprudence et une trahison : « Qu'attendez-vous donc de ces officiers? s'écriait-il. De la loyauté? ils vous en ont donné depuis trente-trois ans des preuves inoubliables. Des services? Rappelez-vous les plaines de Minarica et vos pères lâchement assassinés. Vous devez attendre d'eux l'infidélité et la trahison : le passé vous pronostique l'avenir. Pour les janissaires, il ne devrait y avoir que deux chemins : le chemin de l'exil ou celui de l'échafaud. »

Pendant que, soulevé par ces virulentes catilinaires, le peuple courait aux armes, Garcia Moreno suscitait à l'envahisseur des adversaires dans toutes les républiques américaines, et s'efforçait même d'intéresser les cours de l'Europe à la cause de l'Équateur. *Le Vengeur*

lança ce projet de coalition dans une suite d'articles où la violence se combine très habilement avec toutes les finesses de la diplomatie.

« Sans doute, disait Garcia Moreno, nous devons fortifier Guayaquil, la clef de nos provinces ; mais le Pérou n'est pas moins obligé de fortifier ses ports, en particulier le Callao [1], et d'équiper une armée pour couvrir sa capitale à l'approche de Florès. L'escadre des quatre républiques du Pacifique, pourrait anéantir en un combat toutes les forces expéditionnaires. Que notre gouvernement se mette donc d'accord avec les républiques sœurs, puisque tous manifestent hautement leur volonté d'assurer envers et contre tous le triomphe de l'indépendance américaine.

« Nous appelons, en outre, l'attention de tous les Américains sur la perfidie du cabinet de Madrid, de ce cabinet assez cynique pour se faire le complice d'une odieuse invasion. Sans respect pour la souveraineté de l'Équateur reconnue par la mère-patrie, sans considération pour les liens d'amitié qui unissent les deux pays, au mépris des règles les plus vulgaires de l'honneur et de la civilisation, l'Espagne souffre qu'on embauche des troupes sur son territoire contre une nation pacifique et amie. Devant un procédé qui équivaut à une rupture, l'Équateur insulté n'a que deux partis à prendre : employer la force pour se faire rendre justice ou dénoncer le traité d'union. Le premier est impossible pour le moment; reste donc à réaliser le second sans délai. Rappelons notre représentant de Madrid, fermons nos ports aux vaisseaux espagnols, et poussons tous les états d'Amérique à prendre des résolutions semblables. Ce sera le châtiment de la déloyauté castillane et le dernier coup porté au commerce de la péninsule. »

[1] Le port de Lima, capitale du Pérou.

Cet appel chaleureux fut entendu. Les états du Pacifique s'unirent à l'Équateur pour repousser l'ennemi commun. Le Pérou arma des vaisseaux pour défendre ses ports; le gouvernement chilien proposa aux chambres de suspendre toute relation commerciale avec l'Espagne et de négocier une alliance offensive et défensive avec l'Équateur; le président de la Nouvelle-Grenade, Thomas Mosquera, adressa au peuple une proclamation énergique, dans laquelle il déclare marcher avec les peuples du Pacifique contre « les sacrilèges profanateurs du sol américain ». Cette ligue se montrait si belliqueuse qu'au printemps de 1847, les nouvelles devenant plus alarmantes, Garcia Moreno put dire sans trop d'outrecuidance :

« Florès arrive avec ses flibustiers. Partira-t-il des côtes d'Espagne ou des côtes d'Angleterre ? on l'ignore; mais enfin dans quelques mois il apparaîtra sur nos rivages. Qu'il vienne donc : nous tâcherons de le bien recevoir et de lui préparer une tombe assez profonde pour l'ensevelir, lui et ses crimes. Qu'il vienne : nous irons à sa rencontre pour exterminer la race des traîtres ! Qu'il vienne : nous argumenterons contre ses bandits avec des raisons subtiles comme la lance et solides comme le plomb. Qu'il vienne, et de toutes les poitrines sortira ce cri vainqueur : mort aux envahisseurs et vive l'Amérique ! »

Cette levée patriotique de tous les peuples du continent sud-américain força les diplomates européens à se préoccuper d'une expédition réprouvée par le droit des gens, d'autant plus que *Le Vengeur* excitait les républiques confédérées à fermer leurs ports, non seulement à l'Espagne, mais à tous les pays où Florès avait recruté ses vaisseaux et ses soldats. L'Angleterre se sentit atteinte dans ses intérêts, et dès lors l'expédition fut très compromise. Au moment même où la petite flottille

allait quitter les ports de la Grande-Bretagne, les journaux supplièrent le gouvernement de mettre l'embargo sur les vaisseaux. Tremblants pour leurs comptoirs d'Amérique, les commerçants de la Cité présentèrent un mémoire à lord Palmerston dans lequel on rappelait que « le général Florès, manifestement d'accord avec le gouvernement espagnol, se préparait à envahir l'Amérique du Sud ; que l'expédition comptait déjà quatre mille hommes bien armés, des vapeurs de grande force et des transports de guerre ; que cet armement se faisait, au vu et au su de tout le monde, en Angleterre aussi bien qu'en Espagne et au Portugal ; que d'ailleurs, les produits des manufactures anglaises se consommant surtout en Amérique, et de nombreux emprunts ayant été contractés en Angleterre par les républiques du Pacifique, les intérêts britanniques seraient évidemment très menacés par cette expédition. » En conséquence, les négociants de la Cité priaient instamment le ministre de s'opposer à une invasion tout à fait désastreuse pour ses nationaux.

Garcia Moreno avait touché la corde sensible. Lord Palmerston s'occupait peu du droit des gens, mais les représentations du commerce anglais devaient toucher son cœur. Le gouvernement mit l'embargo sur la flottille expéditionnaire, et Florès, obligé de licencier ses Irlandais et ses Espagnols, dut ajourner sa téméraire et coupable entreprise.

Cette nouvelle inattendue fut saluée dans toute l'Amérique par un cri d'allégresse. A l'Équateur particulièrement, on se félicitait d'en avoir été quitte pour la peur, grâce à la vaillante attitude des patriotes, et surtout de l'homme énergique qui avait conduit la campagne. Tout en se réjouissant avec le public de cet heureux dénouement, Garcia Moreno prétendait que cet insuccès ne découragerait ni Florès ni ses partisans.

Il conseillait donc au gouvernement de surveiller plus que jamais les « janissaires ». — « L'avortement de l'expédition, disait-il, dans un des derniers numéros du *Vengeur,* n'est pour Florès qu'un contre-temps, et non comme on se l'imagine trop facilement, le renversement absolu de ses projets. Son auguste protectrice fera de nouveaux sacrifices d'argent, ne serait-ce que pour ne pas perdre les millions déjà déboursés. N'eût-il que vingt hommes à sa disposition, il tentera quelque mauvais coup, car il sait, lui, que sa grande force, c'est la bande de traîtres disséminés dans nos cités. Fort de cette avant-garde, il n'abandonnera jamais ses idées de conquête. Si le gouvernement veut annihiler les forces de Florès à l'étranger, qu'il commence par détruire son armée de l'intérieur. »

L'évènement lui donna raison. L'année n'était pas écoulée qu'on découvrit à Guayaquil un complot ourdi par les *Floréanos*[1], pour renverser le gouvernement au profit de leur ancien maître. Le pronunciamento allait éclater quand les principaux conjurés, dont les mesures avaient été mal combinées, furent saisis et jetés en prison. En présence des partis violemment surexcités, le gouverneur écrivit à Roca qu'il ne répondait plus de l'ordre. Comprenant alors la gravité de la situation, le président fit appeler Garcia Moreno et le chargea sous sa responsabilité de pacifier cette cité de Guayaquil, livrée aux fureurs de l'anarchie. Celui-ci, bien que malade, n'hésita pas devant cette redoutable mission et partit à marches forcées pour Guayaquil.

On vit en cette circonstance ce que peut un homme énergique et résolu. Il trouva les têtes montées jusqu'au dernier degré de l'exaltation ; l'émeute vaincue, mais frémissante ; les patriotes, animés d'une vraie rage

[1] C'est ainsi qu'on désignait les partisans de Florès.

contre les Floréanos, se livrant à de véritables actes de sauvagerie. Le colonel Soler, l'un des conspirateurs, avait été poignardé par les soldats chargés de le garder; les autres prisonniers attendaient le même sort. Garcia Moreno n'eut qu'à paraître au milieu de ces insurgés furibonds et de ces soldats en délire, pour imposer à tous le respect de la loi. Froid comme le marbre, il dicta ses ordres d'un ton qui ne souffrait pas de réplique, et tous comprirent qu'il fallait obéir. En huit jours, l'ordre était rétabli, le sort des prisonniers assuré, la conspiration anéantie. Le pacificateur revint à Quito, trop heureux d'avoir rendu service au pays et aussi trop désintéressé pour accepter la rémunération qu'on voulait lui offrir sous forme de solde, ou d'indemnité, ou de récompense civique. Une autre raison pour laquelle il ne voulut rien recevoir du gouvernement de Roca, c'est qu'après l'avoir servi six mois par amour du bien public, il prévoyait que ce même amour le forcerait derechef à le combattre.

En effet, Garcia Moreno ne pouvait sympathiser avec cette bande d'agioteurs pour qui l'exercice du pouvoir n'était qu'un commerce un peu plus lucratif que les autres. L'équipée de Florès avait troublé leur digestion pendant quelques mois, mais Florès n'était plus à craindre : son parti avait tenté une révolution, mais en somme le gouvernement avait eu le dessus. On pouvait donc se livrer à la joie, drainer la richesse du pays pour la convertir en or et en plaisirs, et puis dormir tranquille. Afin d'effacer tout souvenir importun, le congrès de 1847 vota un acte d'amnistie destiné à jeter le voile de l'oubli sur les rébellions passées. Son naïf président déclara solennellement que « ces insurrections devaient être attribuées à des égarements d'opinion bien plus qu'à une volonté criminelle ou coupable ». Là-dessus, ministériels et Floréanos s'embrassè-

rent comme des frères en libéralisme. Ils avaient échangé des coups de fusil pour savoir à qui appartiendrait le gâteau, mais le plus fort consentait à en céder une partie au plus faible, pour ne pas être troublé dans son festin.

Garcia Moreno reprit son fouet. Ses coups furent plus terribles, sa forme plus sarcastique et plus acérée que jamais. Il appela son nouveau journal *El Diablo,* et comme on lui demandait, à ce diable, ce qu'il voulait, il ne cacha point son but : « Je ne suis, dit-il, ni employé, ni quêteur d'emploi, comme tant de pauvres diables de ma connaissance ; je ne suis pas militaire comme tant de charlatans qui se vantent à tout propos des bons coups qu'ils ont donnés ; je ne suis pas ministériel, n'ayant jamais voulu me vendre ; ni janissaire, parce que le crime me répugne. Ami loyal d'un peuple infortuné qui n'a sur la terre d'autre défenseur que le diable, je viens combattre ceux qui le martyrisent, et dissiper les flots de poussière dont on obscurcit l'air pour couvrir l'arrivée des bandits de Florès. »

Naturellement, la verve railleuse d'*El Diablo* s'exerça sur l'amnistie de ces nouveaux iscariotes « saluant la patrie par un baiser avant de lui planter un poignard dans le cœur; abattant les murs de la moderne Troie pour y faire entrer leur cheval plein de janissaires. » — « Ils chantent l'union, ajoutait-il, boivent à la concorde, s'endorment dans l'enchantement de leurs rêves d'azur, quand soudain, au signal convenu, entre dans le port l'escadre de notre Ulysse du Vénézuela. Les assassins débarquent en silence et égorgent pendant leur doux sommeil ces naïfs héritiers de la simplesse troyenne. »

Pour justifier l'amnistie, le congrès avait fait appel aux grands principes d'humanité et de justice : *El Diablo* demanda méchamment « pourquoi, dans ce malheureux ciel tout peuplé d'esprits rétrogrades, il ne se

rencontrait pas un génie assez progressif pour solliciter de Dieu un décret d'amnistie en faveur des anges rebelles, ses congénères? On n'aurait, disait-il, qu'à lui souffler les beaux traits de la harangue sénatoriale « sur ces pauvres disgraciés qui ont erré dans leurs opinions, à la suite de Lucifer. Évidemment Dieu se rendrait à des raisons de cette gravité, l'enfer se dépeuplerait, et le ciel deviendrait un pandémonium, comme le sera l'Équateur jusqu'à la consommation des siècles. »

Pas une bévue qu'*El Diablo* ne relève avec son infernale malice. Pris subitement d'un tendre amour pour Florès, le congrès avait biffé d'un décret précédent l'appellation d'*ex-général,* pour lui substituer ce titre honorifique : *El Senor don Juan José Florès.* Le malin, émerveillé de cette exquise politesse, chercha quel pouvait bien en être le mobile. Il raconta qu'étant de garde auprès d'un moribond, ci-devant minitre des finances, et peu pressé de rendre ses comptes, il entendit un révérend père qui lui disait d'un ton contrit : « Mon fils, il faut renoncer au démon, si vous voulez vous sauver. » L'agonisant qui avait vécu dans des temps difficiles, était devenu prudent ; d'une voix défaillante, il balbutia ces mots : « Je renie *el Senor don Demonio.* » Le bon père, étonné, demanda au pauvre malheureux pourquoi il traitait avec tant de courtoisie un être aussi ennemi de l'âme que Florès l'est de l'Équateur, et le ministère du sens commun. « Ah ! *padre mio,* répliqua le mourant, je voudrais tant n'être mal avec personne ! » « De là l'urbanité plus que raffinée du congrès envers *el Senor don Juan José Florès ;* de là aussi l'aveuglement de cet Argus aux cent yeux, dont les uns sont crevés par la vanité stupide, et les autres restent hermétiquement fermés par le narcotique puissant de la popularité malsaine. Et pendant qu'Argus endormi contemple avec amour le fantôme de ses rêves, les

hommes clairvoyants découvrent les signes avant-coureurs de la tempête, aperçoivent le sillon de l'éclair, et entendent déjà retentir au loin les sourds grondements de la foudre. »

L'apparition d'*El Diablo* troubla bien un peu la douce quiétude du président Roca, de ses ministres et fonctionnaires, sans déranger toutefois leurs opérations de finances. Jusqu'à l'expiration de leur mandat, ils continuèrent d'exploiter l'Équateur, dévalisant les contribuables et déportant les mécontents, pendant que Florès parcourait l'Amérique à la recherche d'un gouvernement qui voulût bien épouser sa querelle. Dans ces conditions, l'Équateur n'était plus pour notre implacable satirique « qu'une espèce d'enfer où le désordre et la confusion paraissaient aussi bien naturalisés que dans le bagne éternel ». Et cependant sa grande âme ne perdait pas tout espoir : « A côté des traîtres, disait-il, grandit un peuple courageux, décidé à verser la dernière goutte du sang de ses fils plutôt que de sacrifier l'existence, l'honneur et la liberté de la patrie. » C'était vrai dans une certaine mesure ; mais, à ce peuple que ses catilinaires avaient réveillé, il fallait un chef : où le trouver à cette misérable époque? D'ailleurs, Garcia Moreno ignorait encore jusqu'où peut aller la patience d'une nation livrée aux oiseaux de proie de la Révolution. Dans cet enfer dont parlait *El Diablo,* comme dans celui du Dante, il y a différents abîmes dont son œil n'avait pas encore mesuré toute la profondeur. Nous allons le voir aux prises avec une race autrement perverse que celle des Florès et des Roca

CHAPITRE VII

LA DÉFENSE DES JÉSUITES

(1850-1851.)

Durant ces vingt premières années de son existence, l'Équateur avait vécu sous la domination du libéralisme prétendûment conservateur. Florès, Rocafuerte, Roca, ces trois types de faux conservateurs et de faux libéraux, n'avaient pas la moindre idée des droits de l'Église, ni même des principes naturels qui régissent les sociétés. Leur libéralisme consistait à vanter le peuple souverain, et leur *conservatisme* à se maintenir au pouvoir envers et contre tous; du reste, ennemis des émeutes organisées contre eux; amis de ceux qui se faisaient leurs soutiens, et jusqu'à un certain point de l'Église, si l'Église avait pu consentir à n'être qu'un simple rouage de l'État.

Ce faux libéralisme est surtout à craindre parce qu'il porte dans ses flancs un fils plus repoussant que lui, je veux dire le radicalisme. A force d'être exploité et pressuré, le peuple se demande un jour pourquoi, lui souverain, ne mènerait pas un train de roi comme les mandataires éhontés qui vivent à ses dépens. Des orateurs de club et des barbouilleurs de journaux lui répètent tous les jours que, pour arriver à ce progrès social, il suffit de modifier tant soi peu l'Église, la fa-

mille et la propriété, ces trois moyens d'oppression inventés par les tyrans. La multitude imbécile confie à ces tribuns le mandat d'opérer les destructions nécessaires, et les radicaux succèdent ainsi très naturellement et très légalement aux libéraux leurs pères. L'Équateur était mûr pour cette ignominie. Les hommes de valeur avaient disparu de la scène : Rocafuerte, depuis quelques années ; Olmedo, le seul espoir de Garcia Moreno, depuis quelques mois. Florès, mort civilement, fournissait par ses complots au parti avancé une excellente occasion de hurler contre les conservateurs, qualifiés sans distinction de *Floréanos*. Un intrigant, le général Urbina, profita de ce moment d'atonie pour arborer le drapeau du radicalisme et livrer l'Équateur à ses séides.

Comme ce triste personnage va jouer un rôle important dans notre histoire, il convient de rappeler en quelques mots ses antécédents. A dix-huit ans, simple enseigne de vaisseau, on le rencontre dans les antichambres du général Florès, qui l'honorait de ses bonnes grâces et même de son intimité. Le protégé partageait les goûts du maître, et lui rendait, dit-on, des services qui lui valurent bientôt le grade de colonel. En 1837, on le retrouve à Bogota, comme chargé d'affaires. Dans ce nid de francs-maçons, il se lia tout naturellement avec les meneurs de la révolution. Ennemi acharné des institutions religieuses, fougueux partisan des idées anarchiques, on le voyait, au milieu des frères et amis, insulter sans vergogne le général Florès, son bienfaiteur, et même comploter contre le gouvernement qui l'accréditait. Rocafuerte, mis au courant de ses intrigues, l'exila pour cause de rébellion ; mais, en remontant au fauteuil, Florès lui donna le gouvernement de la province de Manabi. En guise de remercîment, Urbina souleva les casernes contre le président au

profit de la révolution du 6 mars 1845, et s'en vint, d'un cœur léger, prêter main-forte aux assaillants de l'Elvira, ce qui lui valut le grade de général. Nommé gouverneur de Guayaquil par Roca, il fit rage contre Florès et les *Floréanos*.

Dès lors, la seconde place ne suffisant plus à son ambition, il se dit qu'avec son astucieuse habileté, son audace de conspirateur, son habitude de la trahison, rien n'était plus facile que d'arriver à la présidence. Cependant, en octobre 1849, à l'expiration des pouvoirs de Roca, pour ne pas se démasquer prématurément, il soutint de toute son influence la candidature de Diego Noboa, vieux conservateur sans portée politique dont il se proposait d'exploiter la simplicité. Ses plans avortèrent grâce aux divisions du congrès qui, ne pouvant réunir sur la tête d'un candidat le nombre de voix exigé par la constitution, remit le gouvernement aux mains du vice-président, Manuel Ascasubi, homme intègre, intelligent, économe des deniers publics, ardent patriote, et de plus beau-frère de Garcia Moreno. Ce dénoûment imprévu ne faisait point l'affaire d'Urbina. A son instigation, le 20 février 1850, la garnison de Guayaquil fit un pronunciamento contre Ascasubi et proclama chef suprême l'ambitieux gouverneur, qui, cédant aux protestations indignées de la population tout entière, remit en avant son homme de paille, le trop confiant Noboa. Acclamé, le 20 mars, par la même garnison de Guayaquil, le bon vieillard accepta le patronage d'Urbina qui l'entoura des soins les plus affectueux et convoqua une convention à l'effet de transformer son élu en président définitif.

Garcia Moreno n'assista point à ces pronunciamentos du général Urbina contre le gouvernement de son beau-frère, Manuel Ascasubi. Fatigué des luttes politiques, il avait quitté l'Équateur à la fin de 1849, et

fait voile vers l'Europe, non sans prévoir les nouvelles crises dont son pays allait être victime. En passant à Guayaquil, il comprit à la fermentation des esprits qu'une révolution était proche et avertit même son beau-frère de se précautionner contre les mesures d'Urbina. Peut-être avait-il alors l'intention de se lancer dans le commerce, à l'imitation de son frère Pablo; mais à peine eut-il mis le pied sur le continent européen, que son esprit se reporta dans les régions qu'il habitait depuis longtemps. En parcourant l'Angleterre, la France et l'Allemagne, il étudia l'état politique de ces pays presque aussi révolutionnés que l'Amérique et en plein désarroi depuis le cataclysme de 1848. Ce qui le frappa surtout en France, ce fut le retour aux idées religieuses. A la vue du gouffre entr'ouvert, les journaux du libéralisme faisaient leur paix avec l'Église, prônant à l'envi les ordres religieux si souvent insultés par eux, et même cette instruction cléricale toujours bafouée par leur antichrétienne et antisociale Université. Sans doute, l'instinct de conservation, plus que la foi, opérait cette soudaine métamorphose, mais le témoignage de ces impies n'en était que plus concluant pour tout observateur impartial. Après six mois passés dans la vieille Europe, Garcia Moreno reprit la mer, de plus en plus convaincu que Jésus-Christ est l'unique sauveur des peuples et qu'un État sans religion est irrémédiablement voué au sabre d'un autocrate ou au poignard des anarchistes.

De retour à Panama, il fit une rencontre qui, malgré les bonnes résolutions qu'il avait prises, le rejeta immédiatement dans la lutte. Au moment de s'embarquer pour Guayaquil, il aperçut un certain nombre de religieux tristement groupés près d'un navire à destination de l'Angleterre. C'étaient des religieux de la compagnie de Jésus que le gouvernement franc-maçon de la

Nouvelle-Grenade venait d'expulser, sans autre raison que la haine de cette Église catholique dont les jésuites sont partout les plus ardents défenseurs. Appelés six ans auparavant par le parti conservateur, alors au pouvoir, leur crime était d'avoir fondé plusieurs collèges dans les villes et un centre d'apostolat dans la région encore sauvage du pays. Naturellement les radicaux avaient dénoncé le grand péril que courait la liberté, non seulement à Bogota, mais dans toute l'Amérique; et il s'était trouvé un congrès pour chasser ignominieusement les jésuites, après les avoir couverts de calomnies et d'outrages. A la recherche d'un sol plus hospitalier, les victimes allaient quitter l'Amérique quand Garcia Moreno se présenta devant le supérieur pour lui faire une proposition aussi simple qu'inattendue. Se demandant pourquoi l'Équateur ne profiterait pas du crime stupide de ses voisins, il offrit aux exilés un refuge à Quito, où depuis longtemps nombre de familles désiraient leur confier l'éducation de la jeunesse. Il leur rappela qu'en différentes circonstances des démarches avaient été faites à cet égard, démarches restées infructueuses faute du personnel nécessaire à la fondation d'un nouveau collège. Or, grâce à l'injustice de leurs persécuteurs, ce personnel longtemps cherché était maintenant trouvé.

Habitués de longue date à suivre le précepte du Maître : « si l'on vous chasse d'une ville, allez dans une autre », les jésuites se montrèrent tout disposés à s'embarquer pour l'Équateur sous l'égide de Garcia Moreno; mais pouvait-il assurer que les autorités de son pays ne s'opposeraient pas à leur débarquement? Le question était douteuse; toutefois, Garcia Moreno opinait pour l'affirmative. Il connaissait particulièrement don Diego Noboa, le nouveau chef suprême, esprit débonnaire disposé par goût à favoriser le catholicis-

me. Sans doute, ce bon vieillard était à la merci d'Urbina, qui l'avait élevé au pouvoir pour gouverner sous son nom et le supplanter à la première occasion; mais, avec un peu d'adresse, on pouvait obtenir le *placet* du bienveillant Noboa avant qu'il eût le temps de consulter son mauvais génie. Garcia Moreno exprimant le ferme espoir de réussir, les jésuites prirent place sur le vaisseau.

Ni les religieux, ni leur guide, ne se faisaient une idée de la rage obstinée des francs-maçons de la Nouvelle-Grenade. Pendant la traversée, Garcia Moreno remarqua, parmi les passagers, un personnage qui l'observait attentivement tout en se dissimulant de son mieux. Quel ne fut pas son étonnement de reconnaître le général Obando, l'un des plus acharnés persécuteurs des jésuites et le principal auteur de leur expulsion? Évidemment cet espion, chargé de les suivre, allait leur fermer tous les ports de l'Amérique; il n'aurait qu'à faire un signe au général Urbina pour leur interdire l'entrée de Guayaquil. Cette découverte ne laissa pas que de déconcerter un peu le protecteur et les protégés; mais les difficultés ne faisaient que stimuler le courage de Garcia Moreno.

Arrivé au port de Guayaquil, il s'empressa de débarquer avant tous les voyageurs, courut, sans perdre une minute, chez Noboa, lui parla chaleureusement de la bonne rencontre qu'il venait de faire et lui demanda l'autorisation d'introduire à Quito les religieux expulsés. Toute la république saurait gré au nouveau chef suprême de cet acte d'humanité et de justice.

Préoccupé de se concilier l'opinion, surtout dans la capitale, où le congrès allait procéder à l'élection présidentielle, le bon vieillard accueillit favorablement cette requête. Quelques heures après, la petite caravane s'embarquait précipitamment sur le fleuve Guayas pour

gagner les Cordillères. Quand Obando vint à son tour, au nom de son gouvernement, réclamer l'interdiction des jésuites, on lui répondit qu'il était trop tard, et que d'ailleurs l'Équateur n'avait pas à s'immiscer dans les querelles politiques ou religieuses de la Nouvelle-Grenade. Pauvre Noboa! Il ne s'imaginait pas que cette affaire, si minime en apparence, habilement oxploitée par son cher Urbina, deviendrait une machine de guerre pour le renverser.

Dès ce moment, la question des jésuites fut à l'ordre du jour et passionna tous les esprits. La convention nationale en fut saisie immédiatement après le vote de la constitution et l'élection définitive de Noboa comme président de la république. Devait-on faire une loi de rappel ou confirmer le décret de bannissement de Charles III édicté contre les jésuites au siècle précédent? telle était l'alternative posée aux législateurs. La discussion fut longue, l'opposition violente, mais enfin la majorité, cédant au vœu populaire exprimé par des pétitions aussi pressantes que nombreuses, vota l'acte solennel de réparation. La foule salua le décret par des applaudissements enthousiastes. On rendit à la compagnie de Jésus l'église qui lui avait appartenu avant la suppression; on lui alloua de plus un couvent spacieux, ainsi que l'hôtel de la Monnaie pour y établir un collège. Un article du décret portait en outre que les pères rentreraient en possession de tous leurs biens non aliénés. Le jour de leur réinstallation dans l'église du Jésus, après un exil de quatre-vingt-trois ans, fut pour les jésuites un jour d'ovation triomphale. Les rues de la capitale étaient tapissées de draperies; la foule se pressait joyeuse sur leur passage. Pour la première fois depuis près d'un siècle, on revoyait à l'autel ces hommes de Dieu dont le dévouement et la science étaient connus de tous, ces héroïques missionnaires qui n'avaient pas

craint de s'aventurer dans les déserts et les forêts de l'Amazone, pour y fonder d'admirables *réductions*, aujourd'hui anéanties. A voir l'émotion et l'enthousiasme de la population, on eût dit que chaque famille retrouvait un ami et un père.

Garcia Moreno triomphait : il pouvait espérer en effet que la loi de rappel, réclamée par un pétitionnement général de la capitale et des provinces, votée par la convention après un débat contradictoire, sanctionnée par le président de la république, fêtée par les acclamations de tout un peuple, il pouvait espérer, dis-je, que cette loi serait respectée de l'opposition prétendûment libérale. Mais les frères et amis, furieux jusqu'à l'exaspération, se chargèrent de lui prouver une fois de plus, et d'une manière péremptoire, qu'ils s'inspirent, non des volontés du peuple, mais uniquement de leur haine contre l'Église et ses institutions. Ils dressèrent aussitôt un plan de campagne d'une simplicité remarquable : il s'agissait d'abattre révolutionnairement Noboa, puis de jeter brutalement les jésuites hors de l'Équateur.

Le général Urbina ne demandait pas mieux que de profiter de cette excellente occasion pour renverser et remplacer le faible Noboa. Ses journaux représentèrent le président comme un esclave des jésuites, et de plus un floréano déguisé. « Il avait évidemment manqué à tous ses devoirs en sanctionnant la loi de rappel. Quelle honte pour le pays de se voir courbé de nouveau sous le joug odieux du jésuitisme ! D'un autre côté, quoi de plus inopportun et de plus funeste pour l'Équateur que cette espèce de défi jeté à la Nouvelle-Grenade ? Car n'était-ce point condamner audacieusement la politique d'un gouvernement voisin, politique vraiment progressiste et vraiment libérale, que d'ouvrir ses portes à des religieux expulsés comme fauteurs de troubles et de rébellion ? »

Encouragé par ces insinuations et d'autres non moins antipatriotiques, le gouvernement grenadin, qui s'entendait avec Urbina, ne craignit point de soulever un conflit international et de réclamer le bannissement des jésuites au nom de je ne sais quelle théorie franc-maçonnique. On lui répondit, comme on devait le faire, en envoyant une division à la frontière.

Les radicaux ne connurent plus de bornes. La patrie était menacée, et cela pour l'amour des jésuites, ces hommes exécrés du monde entier. Furieux de son échec, l'agent diplomatique de la Nouvelle-Grenade s'oublia jusqu'à publier contre la compagnie de Jésus un pamphlet odieux, dans le goût et le style de ces venimeuses productions tant de fois rééditées depuis un siècle. Les constitutions de l'ordre, sa doctrine, sa morale, la conduite de ses membres, leurs actes à la Nouvelle-Grenade, y étaient représentés comme des monstruosités. Ces mensonges, ajoutés à d'insolentes menaces, ne laissaient pas que d'impressionner la masse des conservateurs, trop souvent timides et faibles. Aussi le champion du droit, le chevaleresque Garcia Moreno comprit-il qu'il était de son devoir d'intervenir. Introducteur des jésuites dans son pays, c'était à lui que revenait la tâche et l'honneur de les défendre. Reprenant donc sa plume vengeresse, il opposa au pamphlet du diplomate sa *Defensa de los Jesuitas*[1], un des plus beaux plaidoyers qui aient été composés en faveur de la compagnie de Jésus. On reconnaît l'homme à la déclaration qui termine la préface :

« On m'appellera fanatique et jésuite, parce que j'ai consacré mes loisirs à écrire cette défense, mais cela m'importe peu. Je suis catholique et fier de l'être, bien que je ne puisse compter au nombre des chrétiens fer-

[1] Opuscule de 60 pages in-8°. Quito, 1851.

vents. J'aime ma patrie avec passion, et j'estime que c'est un devoir de travailler à son bonheur. Chrétien et patriote, je ne puis garder le silence sur une question qui intéresse au plus haut degré la religion et la patrie. D'ailleurs, mon caractère me porte naturellement à prendre en main la cause du faible et de l'opprimé. La tyrannie me révolte partout où je la rencontre, et je déteste la froide barbarie de ces hommes qui savent rester neutres entre la victime et le bourreau. »

Après cette profession de foi, empreinte de tant de noblesse et de grandeur, commence l'exécution de l'étourdi pamphlétaire :

« L'auteur d'un écrit calomnieux, récemment publié contre les jésuites nous avertit qu'il est jeune encore, et il le prouve incontinent par un début tout à fait enfantin. Selon lui, nous sommes obligés de le croire, pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'il a vu ce qu'il raconte; puis, parce qu'il se présente comme interprète de son siècle; ensuite, parce qu'à son âge on est d'une sincérité ingénue; enfin parce qu'entre républicains démocrates règnent toujours la franchise et la loyauté. On enseignait autrefois que pour mériter créance, il fallait simplement ne pas se tromper et ne pas vouloir tromper les autres, savoir ce que l'on dit et dire ce que l'on sait. Mais comme cet ingénu ne sait pas toujours ce qu'il dit et dit encore moins ce qu'il sait, il a inventé ces motifs de crédibilité plus que puérils, afin de déraisonner et de mentir à son aise.

« Apprenez donc, jeune homme, que pour avoir droit à notre foi, un témoin oculaire doit se montrer encore témoin intelligent et rapporteur fidèle. Trop souvent en effet l'esprit de parti fait de notre instrument d'optique un prisme trompeur. — Vous parlez, dites-vous, au nom de vos contemporains : mais il y en a qui mentent en parlant au nom de Dieu ! — Cinq lustres à peine

pèsent sur votre tête, et à cet âge on est candide : à cet âge les vices les plus honteux peuvent déshonorer le cœur de l'homme; à cet âge, Néron avait tué sa mère, sa femme et ses maîtres, brûlé Rome pour s'amuser, puis calomnié les chrétiens pour avoir le plaisir de les brûler aussi. — Vous affirmez que les républicains se doivent la vérité les uns aux autres : sont-ils donc si francs, les républicains? Dans leur bouche hypocrite, patriotisme n'est-il pas souvent synonyme d'ambition, liberté de tyrannie, justice et progrès de vol et de vengeance? Combien de constitutions républicaines où l'on parle de garanties qui ne garantissent rien, et d'un peuple souverain toujours couronné d'épines, vêtu de haillons et entouré de bourreaux? En tout cas, si vous êtes franc et loyal avec vos amis, il n'y paraît guère, jeune homme, dans votre pamphlet.

« Vous prétendez nous faire croire que vous exterminez les jésuites par amour et pour la plus grande gloire du catholicisme. — Fourberie et mensonge! Vous ne frappez les jésuites que pour atteindre le catholicisme. C'est une vérité désormais historique que tous les ennemis de l'Église abhorrent la compagnie de Jésus. Vous dites avec Calvin : « Les jésuites sont nos grands adversaires; il faut les tuer, ou les chasser, ou les écraser sous le mensonge et la calomnie. » Avec d'Alembert : « La ruine de l'Église suivra de près l'anéantissement des jésuites. » Avec Manuel de Roda : « L'opération ne laisse rien à désirer; nous avons tué la fille, il ne nous reste plus qu'à tuer la mère, notre sainte Église romaine. » Vous voulez ébranler les colonnes pour renverser le temple, et désarmer l'Église avant de l'opprimer. »

Entrant alors dans le vif du débat, Garcia Moreno poursuit son adversaire pied à pied, jetant par terre tout son échafaudage de calomnies. A propos des tendances

politiques de l'institut, qui, d'après le jeune diplomate, « élève son pouvoir sur des monceaux de cadavres et offre des sacrifices sanglants sur l'autel du Sacré-Cœur, » le vigoureux polémiste lui lance cette apostrophe :

« Comment osez-vous publier ces grossières impostures quand il est notoire qu'à la Nouvelle-Grenade, comme du reste en tous lieux, les jésuites ont uniquement prêché la morale évangélique, le respect dû aux autorités, et même la soumission à la loi quand cette loi les condamnait injustement à l'exil? Ils fomentaient, dites-vous, les passions politiques : mais, à leur arrivée dans votre pays, deux partis se faisaient une guerre sans merci, et tel fut sur tous l'ascendant de ces religieux, telle fut la puissance de leur prédication que, pendant les six années de leur résidence à la Nouvelle-Grenade, la concorde et l'union n'ont pas cessé d'y régner, tandis que leur départ devient le signal de nouvelles guerres. Hommes étranges, n'est-ce pas ? qui maintiennent l'ordre en prêchant le désordre, et font naître la discorde aussitôt qu'ils ne la prêchent plus. Malheureux! si vos provinces du sud sont en conflagration, la faute n'en est pas aux jésuites, mais au général Obando qui, en lançant sur elles une horde de brigands, a mis les citoyens dans la nécessité de recourir aux armes pour défendre leur honneur, leurs biens et même leur vie. »

L'impitoyable athlète poursuit ainsi son adversaire durant soixante pages, l'enserre dans les liens de sa logique de fer, et finit par l'écraser sous le poids du ridicule. Sa conclusion, c'est le cri d'indignation d'un vrai patriote :

« Des calomnieuses et audacieuses invectives lancées contre la compagnie de Jésus, vous inférez que votre gouvernement a le droit d'exiger de nous le renvoi des jésuites. Or, nous venons de voir que vos accusations ne sortent jamais du vague ou de la déclamation, et

que si d'aventure vous hasardez une preuve, c'est un texte falsifié. Votre prétendu droit repose donc sur une fiction et votre justice sur un mensonge.

« Mais eussiez-vous cent fois raison et les jésuites fussent-ils cent fois plus criminels que vous ne les faites, de quel droit une nation étrangère vient-elle nous mettre en demeure de les chasser? Qu'on demande l'extradition d'un individu dans les cas prévus par les traités, d'accord; mais exiger l'expulsion de réfugiés parfaitement inoffensifs que nous avons recueillis par un sentiment de généreuse pitié, c'est un attentat contre la souveraineté d'un peuple indépendant.

« La Nouvelle-Grenade n'aura garde de réclamer de l'Angleterre ou des États-Unis l'expulsion des jésuites. Elle sait trop bien qu'une pareille prétention serait regardée comme une injure par les gouvernements de ces deux pays; mais avec l'Équateur on peut tout se permettre. Elle nous outrage parce qu'elle nous croit faibles; elle nous menace parce qu'elle nous croit tout au plus capables de faire des pronunciamentos. En cela elle se trompe : l'amour de la patrie n'est pas mort dans le cœur des Équatoriens. Au jour du danger, tous les partis s'uniront pour défendre l'indépendance nationale, et le gouvernement s'ensevelira sous les ruines de la république plutôt que de mettre son honneur à la merci de l'injustice : telle est son inébranlable résolution.

« Quant à nous, nous savons que la guerre est déclarée, non pas aux jésuites mais au sacerdoce et à la foi catholique. On proscrira les jésuites, puis le clergé séculier, puis tous les enfants de l'Église. Ainsi sera creusé l'abîme où s'engloutiront la Nouvelle-Grenade, et l'Équateur, et toutes les républiques catholiques, si nous poussons la lâcheté jusqu'à nous soumettre aux infernales exigences de la bande rouge. Mais non, cela ne sera pas; la foi de nos pères ne cessera jamais d'il-

luminer notre Équateur. Pour la défendre, le clergé ne montrera pas d'apathie, le peuple ne s'endormira point dans une silencieuse résignation. Nous marcherons au combat sous la conduite de l'éternelle Providence. Si nous devons, comme les Hébreux, passer par les flots de la mer rouge, Dieu ouvrira un chemin à son peuple choisi, et nous entonnerons sur l'autre rive le cantique du triomphe et de la délivrance. »

Cet écrit, jeté au milieu des passions ardentes, commenté d'un bout de l'Équateur à l'autre, accueilli favorablement par les libéraux eux-mêmes, fit sur les ennemis des jésuites l'effet d'un coup de foudre. Leurs machinations étaient déjouées, les prétentions de la Nouvelle-Grenade ridiculisées, le gouvernement affermi dans sa détermination de ne pas capituler devant l'intimidation, les patriotes énergiquement décidés à lui prêter main-forte. Aussi le gouvernement grenadin cessa-t-il d'enfler la voix, le diplomate imberbe disparut de la scène, et l'intrigant Urbina attendit qu'un nouvel incident lui fournît l'occasion de s'asseoir sur le siège présidentiel, convoité depuis si longtemps. Quant au pacifique Noboa, il s'endormit dans une sécurité absolue. Les provinces de l'intérieur avaient confiance dans son gouvernement conservateur; et, si les provinces maritimes se montraient plus turbulentes, son fidèle Urbina, son cher enfant, comme il l'appelait, n'était-il pas gouverneur de Guayaquil?

CHAPITRE VIII

URBINA AU PILORI

(1851-1853.)

Dans les premiers mois de 1851, alors que le peuple était encore sous l'impression des évènements que nous venons de raconter, le bruit se répandit dans tout l'Équateur qu'un grand danger menaçait la ville de Guayaquil. Il s'agissait d'une nouvelle invasion du général Florès, lequel voulait à toute force rentrer en vainqueur sur ces montagnes équatoriales considérées par lui comme son apanage. Après l'avortement de son expédition d'Espagne, il s'était réfugié à New-York où longtemps il avait cherché des auxiliaires sans pouvoir réussir. On venait d'apprendre, non sans stupéfaction, son arrivée à Lima et l'organisation à bref délai d'une nouvelle expédition de flibustiers, avec la complicité du gouvernement péruvien et le secours de gros capitalistes dévoués à l'ex-président. Il n'en fallait pas tant à un conspirateur de la force d'Urbina pour semer dans tout le pays les germes d'une révolution.

Après avoir fait miroiter à tous les yeux le spectre de Florès, les journaux du parti avancé dénoncèrent tous les conservateurs, Noboa en tête, comme des floréanos déguisés. L'on n'avait rappelé les jésuites que pour aplanir les voies au tyran ; si l'on ne déjouait au plus

tôt leurs manœuvres, c'en était fait de l'Équateur, menacé d'un côté par l'armée de la Nouvelle-Grenade, de l'autre par les bandes péruviennes de Florès. A peine émise, cette idée de trahison fit son chemin dans le peuple et surexcita toutes les têtes. La ville de Guayaquil en particulier, où la main cachée d'Urbina remuait les matières inflammables, fut bientôt dans un état de véritable ébullition.

C'était pour l'habile intrigant l'heure de pêcher en eau trouble. Dans les premiers jours de juillet 1851, Noboa reçut des lettres de son très dévoué gouverneur de Guayaquil, dans lesquelles ce maître en dissimulation l'avertissait qu'une certaine agitation régnait toujours dans la cité au sujet des dissentiments avec la Nouvelle-Grenade, et de l'arrivée de Florès au Pérou. Il ajoutait que la présence du chef de l'État ardemment désirée de tous, contribuerait singulièrement à faire renaître le calme dans les esprits. Pour vaincre les hésitations du bon vieillard, une seconde missive annonçait que l'effervescence allait croissant et qu'une démarche de sa part devenait urgente. Urbina lui conseillait même de se présenter, en grand apparat, afin d'agir plus puissamment sur ce peuple, que la magnificence de ses chefs ne manque jamais d'éblouir. Les intimes de la présidence, flairant un piège, déconseillaient ce voyage; mais don Diégo, plein de confiance en son favori, ne voulut rien entendre, et se mit en route avec toute la pompe qui convient au premier magistrat du pays.

Pendant qu'il descendait les Cordillères, le bruit de la prochaine arrivée du président se répandait à Guayaquil. On faisait de brillants préparatifs pour le recevoir. Des arcs de triomphe s'élevaient, par ordre d'Urbina, le long de la route qu'on devait parcourir.

Or, le 17 juillet, le jour même où le président devait

faire son entrée dans sa bonne ville de Guayaquil, trois généraux vendus à Urbina, Villamil, Roblez et Franco, entraient dans les casernes et distribuaient de l'argent aux troupes; puis, après avoir exalté leur amour de la liberté, les poussaient à prononcer la déchéance de Noboa, cet esclave des aristocrates, des conservateurs et des jésuites, et finalement à proclamer Urbina chef suprême de la République. Habitués aux pronunciamentos, les officiers se laissèrent acheter; les soldats applaudirent; Urbina consentit à prendre sur ses épaules le fardeau du pouvoir et répondit à l'adresse de ses complices par une proclamation cynique, dans laquelle il transforme ces vendus en « vaillants et incorruptibles soldats de la liberté. Ils n'avaient pu voir sans frémir la présence de Florès au Pérou, la réinstallation scandaleuse, de ses séides dans tous les emplois, en un mot, la trahison perfide du gouvernement. Incapables de rester indifférents à l'asservissement de la patrie, ils avaient poussé le cri redoutable qui l'avait sauvé en 1845. » Ces braves étaient d'autant moins indifférents que chefs et soldats, avaient reçu un fort pourboire aux dépens de la trésorerie de Guayaquil.

Cependant le vieux Noboa, toujours radieux malgré les inquiétudes de son entourage, avait franchi les pentes du Chimborazo, et se préparait à descendre majestueusement le cours de Guayas. Un vapeur, orné comme aux grands jours de fête, l'attendait à Babahoyo. Une garde d'honneur le reçut avec force démonstrations enthousiastes. Don Diégo monta sur le vaisseau, s'applaudissant d'avoir fermé l'oreille aux insinuations des craintifs. Dans l'excès de sa joie, il ne vit point une barque légère descendre rapidement le cours du fleuve pour annoncer à Urbina que sa proie ne pouvait lui échapper.

En approchant du quai, le vaisseau qui portait le président vira de bord inopinément, et se dirigea vers un bâtiment à voiles qui semblait l'attendre. Avant que Noboa eût pu demander compte de cette manœuvre, le capitaine des gardes mit la main sur lui, en disant : « Président, je vous arrête. — Vous m'arrêtez, s'écria le vieillard stupéfait, et en vertu de quel droit? — En vertu du mandat que m'a donné le général Urbina, le nouveau chef suprême! » Au nom de l'Iscariote, Noboa baissa la tête comme un homme frappé de la foudre, et ne fit entendre aucune protestation. On le transborda dans le vaisseau à voiles qui leva l'ancre aussitôt et gagna la haute mer. Durant plusieurs mois, Noboa erra sur l'Océan, sans que personne, pas même les membres de sa famille, pussent savoir ce qu'il était devenu. On apprit plus tard, quand Urbina n'eut plus rien à craindre de la réaction, que l'ex-président avait été jeté sur les côtes du Pérou pour y passer le temps de son exil.

Sans perdre de temps, Urbina fit ratifier ce brigandage par un semblant de réunion populaire, puis se laissa conduire triomphalement à l'hôtel de ville où il jura sur l'Évangile fidélité à la nation. Quelques jours après, il lança un corps d'armée dans la montagne pour soumettre les provinces de l'intérieur, qui se rendirent après quelques escarmouches. Une convention composée presque exclusivement de ses créatures, inaugura le règne de la terreur, en rapportant toutes les lois conservatrices émanées du pouvoir déchu.

Naturellement, pour satisfaire sa haine autant que pour payer sa dettes à la Nouvelle-Grenade, le persécuteur s'acharna contre les jésuites. Il voulait à toute force un décret d'expulsion ; mais pour ne pas assumer sur lui la responsabilité d'une mesure absolument impopulaire, il fit rendre ce décret par sa convention. Au dernier jour de leur mandat, en séance secrète, comme des criminels

qui assassinent dans l'ombre, les députés votèrent la déportation des jésuites malgré les cris d'un peuple exaspéré, malgré d'innombrables pétitions couvertes de milliers de signatures. Encore une fois qu'importe à ces hommes la volonté de ce peuple qu'ils appellent ironiquement leur souverain?

Le décret rendu, le peuple s'obstinait à croire que Garcia Moreno pourrait en empêcher l'exécution. En ce mois de décembre 1852, celui-ci s'était blessé gravement à la jambe en déchargeant un révolver. Comme il revenait un soir à son domicile, marchant péniblement appuyé sur un bâton, il se vit tout à coup entouré d'une grande foule qui le suppliait d'agir en faveur des victimes ; mais Urbina comprit le danger des manifestations populaires. Le lendemain, ordre fut donné au soudard Franco et à cinquante de ses bandits d'expulser les jésuites de leurs résidences sans leur laisser aucun délai, sans même leur permettre d'emporter avec eux les effets nécessaires au voyage. Comme on pouvait craindre dans les grands centres l'explosion d'une indignation difficile à contenir, on traîna les exilés par des chemins déserts vers le petit port de Naranjal, où, sans s'inquiéter de la destination choisie par eux, on les jeta sur un vaisseau qui les conduisit à Panama.

Dès ce moment, l'Équateur fut traité en pays conquis. Le despote s'installa dans sa capitale comme un sultan dans son sérail, sous la garde de ses mameluks, les célèbres Tauras, espèces de sauvages qu'il appelait plaisamment « ses chanoines ». Roblez et Franco, les principaux instruments du pronunciamento qui avait renversé Noboa, surveillèrent les provinces maritimes en qualité de gouverneurs de Guayaquil et de Manabi. Le vol, le pillage, l'assassinat, le sacrilège furent à l'ordre du jour, aussi bien que les contributions forcées et les déportations au Napo. L'Équateur goûtait

les douceurs du radicalisme démocratique, c'est-à-dire de l'état sauvage. Armés de lances et de poignards, les Tauras vagabondaient à leur aise, attaquant les citoyens inoffensifs, insultant les femmes, assassinant sans pitié quiconque osait se défendre. Si l'on s'enhardissait jusqu'à porter plainte contre eux, le tyran répondait qu'à partir de six heures un honnête homme devait se renfermer dans sa maison, et qu'en tout cas il ne répondait point de l'ordre après le coucher du soleil. Pour mener joyeuse vie avec ses prétoriens, Urbina épuisait le trésor public et commettait les plus infâmes exactions contre les particuliers. La convention, avant de se dissoudre, avait décidé qu'un si grand homme était au-dessus de tout contrôle, et qu'on ne pouvait sans affront lui demander des comptes. Comment d'ailleurs mettre sur la sellette cet usurpateur éhonté, quand la moindre allusion à ses crimes était punie journellement de la prison ou de l'exil? La tête courbée sous le joug, les conservateurs recevaient en silence les coups de cravache du tout-puissant dictateur.

Il y a dans la vie des peuples modernes de ces moments d'expiation douloureuse. Comme Adam, ils ont rejeté Dieu pour être libres : ils deviennent comme lui les esclaves du serpent révolutionnaire, qui les fascine jusqu'à leur faire perdre l'idée de la vraie liberté. Alors on voit les bornes de l'avilissement se reculer comme à l'infini. Les uns encensent humblement les tyrans au pouvoir, les autres mendient platement ses faveurs ; ceux-ci prêchent la conciliation entre Bélial et Jésus : il faut céder quelque chose à Bélial pour ne pas l'irriter davantage et l'amener doucement à résipiscence ; ceux-là prétendent que, de nos jours, le meilleur moyen de sauver le monde, c'est de hurler avec les loups en arborant franchement le drapeau de la Révolution. Si quelqu'un relève le drapeau du Christ de dessous les

pieds ignobles qui le foulent, on l'accuse d'exagération et de témérité, on le dénonce comme un ennemi public.

Un homme cependant ne put se résigner à contempler froidement le meurtre d'une nation. « Incapable de rester indifférent entre la victime et le bourrreau », Garcia Moreno était non moins incapable de rester silencieux. Il savait par cœur toutes les raisons des prudents ; mais il pensait qu'il est toujours opportun de troubler le repos des méchants en donnant une voix à la conscience publique; que plus les voleurs aiment le silence, plus on a raison de faire du bruit ; et qu'enfin à force de patience, les peuples habitués au joug, finissent par s'endormir dans le plus abject matéralisme. Au milieu d'un peuple terrorisé, alors que la presse était bâillonnée et la chaire muette, il ne craignit pas de clouer au pilori le tout-puissant dictateur. L'indignation dont son cœur débordait fit explosion dans une satire d'une virulence sans égale et dont chaque trait restera comme un honteux stigmate sur le front du coupable. La pièce signée et adressée « au général Urbina », portait cet en-tête :

« Non contents d'oublier qu'ils ont autrefois traîné votre nom aux gémonies, vos vils adulateurs déchargent aujourd'hui leur colère sur l'auteur supposé de je ne sais quelle pièce satirique. Ces écrivains de taverne, qui chantent vos louanges à tant par jour, devraient bien se contenter de faire leur besogne avec l'irrésistible logique et le gracieux langage qui les distinguent, sans attribuer à un mien ami une œuvre dont il est aussi innocent que je le suis des vôtres. Ne croyez pas que le repentir ou la crainte me dictent cette rectification, car, avec votre permission, je vais ajouter à la susdite pièce un autre essai que vous pourrez appeler défectueux, prosaïque, illisible même ; toutefois, comme il est signé de ma main, vos illustres apologistes ne

pourront plus équivoquer sur le nom de l'auteur. »

Après cette préface, où le poète se livre aux vengeances d'Urbina, vient cette épigraphe de Moratin : « J'ai vu d'audacieux tyrans s'élever de la poussière, régner un instant et périr ». Puis la flagellation commence sous la forme antique d'une ode « *à Fabius* ».

« Fuis loin d'ici, vertueux Fabius, si tu veux préserver du vice ton âme candide encore. Ici, tu le vois, le crime lève bien haut son front déshonoré ; ici l'astucieuse ambition, après s'être roulée dans la fange des égouts, monte subitement au pouvoir comme ces miasmes infects qui s'élèvent en empoisonnant les airs. Ici sous des oripeaux guerriers, se cache l'infâme !... Son bras énervé brandit le fer immaculé, que n'empourpra jamais le sang d'un ennemi ! Son pâle visage est marqué de stigmates indélébiles[1]... Aucun des vices qui ont souillé l'humanité en de longs siècles de perversité ne lui est inconnu : trahison, parjure, escroquerie, brigandage, barbarie, sauvagerie, rien n'y manque. Son ignoble vie est racontée, chapitre par chapitre, dans les articles du code !

« Et ce composé de toutes les corruptions, ce monstre qui par son contact déshonorerait jusqu'à l'échafaud, il triomphe, il règne, il vit en paix ! De sa voix perfide, il fait appel au peuple imbécile, pour l'outrager ensuite avec un cynisme brutal. Et le peuple ainsi torturé pleure et... se résigne. La probité proscrite est réduite à se cacher, traquée pour délit d'innocence, exposée aux embûches du délateur vendu qui l'espionne.

« Fuis loin d'ici, te dis-je, et ne tarde pas. N'espère point améliorer par la patience ta condition misérable : le sentier de l'honneur ne mène point à la fortune.

[1] Nous retranchons plusieurs vers contenant des allusions à la vie privée.

Celui qui poursuit sa marche audacieuse jusqu'au sommet des hautes montagnes, n'obtient d'autre résultat que de s'approcher de la foudre; mais, s'il laisse les Andes pour les vallées fécondes de la terre de feu, il arrête bientôt ses regards enchantés sur les campagnes fleuries et les bois verdoyants. Ainsi, l'homme intrépide qui gravit les cimes orageuses de la vertu marche sûrement à sa ruine, tandis que le méchant, dans les sentiers de l'ignominie, recueille fortune et jouissances.

« Veux-tu à toute force arriver à l'opulence ou au pouvoir? Tu n'as qu'à regarder autour de toi pour découvrir le secret. Sois menteur, calomniateur, voleur; profane à tout propos les noms de patrie et de liberté; bassesses ignobles, adulations hypocrites, noires dissimulations, n'épargne rien. Fais du sordide intérêt ta loi suprême, et tes infortunes disparaîtront comme les terreurs d'un songe.

« N'entends-tu pas le cynique Espino entonner l'*hosanna* triomphal sur les pas du vainqueur du jour? Que le malheureux monte au Golgotha, Espino le poursuivra de ses cris de mort. Eh bien! de trahison en trahison, sa vie se déroule paisiblement, comme un torrent de lave impure s'écoule, au milieu des cendres et des quartiers de roche, sur les flancs déchirés du Sangaï. Et Corredor, et Viperino, et tous ces rebelles qui doivent leurs galons, non aux luttes guerrières, mais aux lâches séditions; et ce renégat de Turpio Vilio, qui se donne à tous les partis pour les vendre tous; n'ont-ils pas fini par émerger de la poussière, et par conquérir la célébrité de l'ignominie?

« Sur cette terre de malédiction, à quoi servent la loyauté, la bravoure, la constante honorabilité, l'héroïsme d'un grand cœur qui poursuit la gloire, même au prix de la vie? L'ingratitude l'abreuve de son fiel, l'envie lui distille ses poisons, et trop souvent le poi-

gnard d'un assassin !... Telle est la récompense que l'Équateur réserve à la vertu. Malfaiteur ou malheureux, pas d'autre alternative : choisis bien vite, avant que la sombre disgrâce ne t'enveloppe de son voile funèbre.

« Mais non ! intrépide et magnanime, méprise ces lâches calculs. Incline la tête sous le couteau, jamais sous l'affront. Que la grande voix de l'ouragan résonne, que la foudre éclate et tombe : reste immobile et sans peur. Ils pourront te traîner à l'échafaud, mais non t'avilir.

« Je sais, oui, je sais le sort qui m'attend. De sombres présages attristent mon âme, des images sanglantes tourbillonnent autour de moi dans mes nuits agitées. Je vois, je vois l'avenir qui s'ouvre devant moi ; je sens les dures épines qui vont blesser mon front. J'approcherai de mes lèvres le calice des douleurs ;... la balle d'un scélérat me percera le cœur !... Mais si ma patrie, délivrée de l'oppression qui l'étouffe, peut enfin respirer librement, c'est avec joie que je descendrai au tombeau. »

Il est difficile de se figurer l'impression que produisit cette espèce d'éruption volcanique sur des natures équatoriales, inflammables comme la poudre, à ce moment surtout où personne n'osait espérer un vengeur. Plusieurs fois déjà, Garcia Moreno avait exercé sa verve satirique aux dépens des puissants, jamais avec cette énergie solennelle d'un homme qui, à défaut de juges, se fait lui-même grand justicier. On lut cette pièce comme on va voir les criminels marqués à l'épaule. C'était bien le despote dans sa hideuse laideur ; c'étaient bien ses séides, peints au naturel et très reconnaissables sous le voile transparent du pseudonyme. On éprouva l'intime satisfaction que durent ressentir les cœurs honnêtes lorsque l'anathème tomba des lèvres du Maître sur les hypocrites pharisiens.

Urbina frémit de rage, mais devant l'effervescence publique il crut prudent de dissimuler. Poursuivre Garcia Moreno, c'était attirer l'attention sur le portrait sorti de sa plume et par là même en multiplier les exemplaires; le déporter sans aucune forme de procès, c'était peut-être provoquer une insurrection. Il voua une haine implacable à l'homme qui venait de le fustiger devant tout le pays, attendant toutefois pour se venger une occasion moins compromettante.

Garcia Moreno n'était pas d'humeur à le faire attendre longtemps. L'ode « à Fabius » inaugurait une guerre à outrance, dans laquelle il ne reculerait pas devant le sacrifice de sa vie pour délivrer sa patrie. Familiarisé, comme il le dit lui-même, avec les « images sanglantes, » il prévoyait qu'un jour « le poignard ou la balle d'un scélérat » lui percerait le cœur. Cette sinistre perspective, il l'a bien montré depuis, ne pouvait l'émouvoir. Il entreprit donc de continuer l'agitation au moyen de sa vaillante plume, afin de réveiller dans les masses, avec la honte de la servitude, les nobles passions qui donnent le courage de s'en affranchir.

Un mois à peine après le cri d'alarme qui avait retenti dans tous les cœurs, il fonda de concert avec quelques amis un journal hebdomadaire intitulé : *La Nacion*[1]. Ce titre indiquait suffisamment l'idée des rédacteurs : la nation esclave allait tous les huit jours agiter ses chaînes et protester contre l'oppresseur.

Dans le premier numéro, Garcia Moreno traçait un programme net et fier. On relevait de dessous les pieds du président le drapeau de la civilisation catholique, le vrai drapeau de la patrie. On l'arborait intrépidement en face de l'ennemi. « Il était temps, disait-on, de déchirer tous les voiles et de montrer au pays que, sous

[1] *La Nacion* parut le 8 mars 1853.

le gouvernement des radicaux, la loi constitutionnelle n'est qu'un leurre, la souveraineté du peuple une chimère, et les garanties légales de ridicules fictions. » On apportait en preuve les illégalités sans nombre, les proscriptions, les crimes honteux qui composaient l'histoire du dictateur. Les principes étaient fermes, le style nerveux, le ton d'une ironie sanglante.

« Vous parlez de progrès et de civilisation, s'écriait *La Nacion :* sachez-le donc, point de progrès ni de civilisation là où ne progressent pas simultanément la société et l'individu ; nul progrès social là où règne le mépris du progrès matériel, où la misère dévore la population, où l'astuce révolutionnaire devient le seul moyen de s'enrichir. Nul progrès individuel là où l'intelligence abrutie s'endort dans les bras de l'ignorance, où les doctrines désorganisatrices relâchent chaque jour les liens de la morale, et éteignent avec une rapidité terrible la brillante lumière des révélations divines ».

Urbina comprit que *La Nacion* allait devenir une véritable machine de guerre contre son gouvernement. Il avait pu tolérer une poésie fugitive, mais la seule pensée d'une feuille périodique d'opposition le rendit furieux. En vertu de son pouvoir discrétionnaire sur la presse, il informa Garcia Moreno que, s'il osait lancer un second numéro de *La Nacion,* lui et ses complices seraient inexorablement déportés, ce qui signifiait internés au milieu des sauvages du Napo, ou fusillés dans un défilé quelconque par une escouade de Tauras. Le commandant général de Quito reçut l'ordre de lui notifier cet ukase.

— « Dites à votre maître, lui répondit Garcia Moreno, qu'aux nombreux motifs de continuer le journal, se joint maintenant celui de ne point me déshonorer en cédant à ses menaces. »

La ville entière, vivement surexcitée, observait avec

attention ce duel d'un nouveau genre. Au jour marqué, parut le second numéro de *La Nacion,* plus fort, plus agressif que le premier. Comme on n'avait pas longtemps à vivre, il fallait s'expliquer clairement. Sous ce titre : « Politique du cabinet, » on lisait en tête du journal une critique violente des actes du gouvernement depuis son origine ; puis, Garcia Moreno libellait contre Urbina ce formidable réquisitoire :

« Il y a longtemps que le pouvoir est débarrassé des périls extérieurs qui lui servaient de prétexte pour couvrir ses fautes et colorer ses erreurs. Une invasion inattendue [1], moins redoutable par les forces de l'ennemi que par les mécontentements d'un peuple opprimé, faisait oublier en partie les horreurs de la dictature. Quand une nation combat pour son existence, les autres intérêts deviennent secondaires. Ceci soit dit sans vouloir excuser les spoliations et autres agissements « démocratiques » qui ont valu aux agents du gouvernement une juste célébrité. Je crois, au contraire, que ces exactions ont créé un péril imminent et que les autorités, eussent-elles été payées par l'envahisseur, n'auraient pu lui rendre un plus grand service que de pousser la population au désespoir en la broyant sous leurs pieds.

« Quoi qu'il en soit, depuis le mois de juillet, les obstacles à l'action régulière du gouvernement ayant disparu, on pouvait croire qu'il chercherait un titre de légitimité dans le bien qu'il ferait au peuple. Vain espoir ! Plein de témérité et d'insanité, il veut dominer par la terreur ; il voile son impuissance sous les apparences de la force : il met sa gloire à insulter l'opinion. Fier de récolter la haine pourvu qu'il sème l'effroi, il di-

[1] L'invasion de Florès, dix mois auparavant. Le 14 mars 1852, après le renversement de Noboa, Florès avait en effet paru devant Guayaquil avec quelques vaisseaux équipés au Pérou ; mais, le 4 juillet, ses braves condottieri livrèrent la petite flottille à Urbina.

rait volontiers comme Tibère : *Oderint dum metuant*[1] !

« Dans notre système actuel d'administration, on n'aperçoit pas le moindre atome d'esprit, de cœur ou de bon sens. Le trésor est à sec, le budget de l'année courante dévoré, le soldat sans solde. N'importe ; au lieu d'introduire dans les finances une économie sévère et de réduire les dépenses militaires, on continue les dilapidations, les négociations ruineuses, les malversations les plus révoltantes. On maintient sur pied une armée déguenillée et affamée, insuffisante pour une guerre extérieure, écrasante pour un pays pauvre et ruiné. Avec tout cela, le gouvernement affecte des airs belliqueux qui font pitié. S'il se rencontre quelque part un jeune rodomont aussi couard que rapace, aussi rapace qu'insolent, on peut être sûr que ce propre à rien deviendra gouverneur d'une province ou premier magistrat d'un canton. Il volera, il écrasera le peuple jusqu'à ce qu'il ait enfin lassé sa stoïque patience. »

Après ce tableau de la politique gouvernementale, Garcia Moreno rappelait les crimes commis contre l'Église et notamment la scandaleuse et brutale expulsion de la Compagnie de Jésus. Il montrait comment « un perfide et lâche conspirateur n'avait pas craint d'acheter la protection d'un état voisin au prix du sang du juste et de l'honneur national ; comment une assemblée prostituée, composée de toutes les incapacités, plus platement servile que le parlement de Cromwell, n'avait pas reculé devant l'exécution de l'infâme complot tramé par un assassin et un traître ; comment elle avait voté son décret de proscription, dans le huis-clos d'une session secrète, à la dernière minute de son existence, et comme en se bouchant les oreilles pour ne pas entendre les cris de réprobation d'un peuple exaspéré »

[1] Qu'on me haïsse pourvu qu'on me craigne.

Il stigmatisait enfin la barbarie de l'exécution et l'ignoble conduite d'un gouvernement assez éhonté pour calomnier ses victimes avant de les torturer. « Honte éternelle, ajoutait-il, à ces lâches oppresseurs de l'innocence, à ces implacables persécuteurs de la vertu ! »

En guise de conclusion, il dépeignait avec son pinceau d'artiste les terreurs et les affolements de ce gouvernement sans boussole. « C'est, disait-il, un homme ivre, à la démarche incertaine, à la vue trouble, à la voix balbutiante. Il fait mille détours pour trouver son chemin, heurte à toutes les bornes, et attribue ses vertiges à la hauteur des édifices. Toujours vacillant, il se plaint qu'on le pousse et qu'on lui fait perdre l'équilibre. Il roule des yeux hagards, lève la main pour saisir une ombre tenace, sans se douter qu'elle est produite par son propre corps. Il accuse le soleil et se plaint qu'il fait nuit en plein midi, parce que ses yeux obscurcis ne distinguent plus les objets. Épouvanté, il affirme que le sol tremble, parce qu'il ne tient plus sur ses jambes, jusqu'à ce qu'enfin, haletant, somnolent, n'en pouvant plus, il tombe et s'endorme pour cuver son vin. C'est la parfaite image de notre gouvernement : il prépare sa chute, et sa chute sera celle d'un ivrogne [1]. »

Garcia Moreno ne se fait aucune illusion sur le dénoûment de cette tragédie. Avec un dévoûment digne des anciens romains, il sacrifiait à l'amour de la patrie son repos et son bonheur. Il avait trente-deux ans ; il venait d'épouser une femme digne de lui ; un avenir brillant s'offrait à ses regards. Lancer sa feuille, c'était l'exil, mais c'était aussi pour l'homme néfaste qui égorgeait son pays un coup de massue capable de l'étourdir. La persécution qui allait l'atteindre rendrait le persécuteur plus odieux encore et réveillerait dans les

[1] Voir *La Nacion* du 15 mars 1853.

cœurs la noble passion du devoir. Sans hésitation il lança sa feuille et attendit le bourreau.

La Nacion parut dans la matinée du 15 mars 1853 : deux heures après, Urbina signait l'arrestation de Garcia Moreno. L'irritation du président ne connaissait plus de bornes, mais l'exaltation du peuple croissait aussi. Averti que la police avait reçu l'ordre de le saisir, Garcia Moreno sortit de sa demeure, escorté de deux complices comme lui décrétés d'exil, et se rendit sur la place publique afin de forcer les sbires à l'appréhender en pleine rue devant toute la population. De fait, on vit arriver bientôt les agents de la force publique, en nombre respectable. Après qu'ils eurent exhibé le mandat d'arrêt, les trois prisonniers montèrent à cheval sans opposer de résistance ; puis, saluant leurs amis, ils sortirent de Quito sans savoir où leur escorte allait les conduire.

Au silence de mort qui accueillit cette nouvelle infamie, à la sombre indignation peinte sur tous les visages, aux larmes qui coulaient de tous les yeux, Urbina put savoir combien il était craint, mais aussi combien il était détesté. Évidemment le cœur du peuple accompagnait l'exilé, et tous allaient l'attendre comme un libérateur.

CHAPITRE IX

UNE VOIX DE L'EXIL

(1853-1854.)

L'homme vraiment héroïque, c'est celui qui poursuit sa noble tâche aussi bien dans les revers qu'au milieu des succès, sans tenir compte des sacrifices auxquels il se condamne ni des dangers qu'il rencontrera sur son chemin. Ce caractère chevaleresque était si naturel à Garcia Moreno qu'en suivant les sbires sur la route de l'exil, il pensait moins à son infortune qu'aux moyens à prendre pour délivrer son pays. Cependant, tout en rêvant de nouvelles luttes, il s'aperçut que l'odyssée menaçait d'être des plus aventureuses. La caravane se dirigeait, par les provinces du nord, vers la Nouvelle-Grenade. Sans doute, Urbina voulait confier les trois déportés à ses bons amis, les francs-maçons de Bogota. En peu de jours, ils arrivèrent à Pasto, premier poste du territoire grenadin, où le gouverneur les fit incarcérer.

De pareils hommes on pouvait tout craindre. Estimant moins dangereux de tenter une évasion que de rester entre leurs mains, Garcia Moreno profita d'un moment où la garde n'avait point l'œil sur lui pour franchir subtilement les portes de sa prison, traverser la ville à la faveur des ténèbres et se jeter dans la cam-

pagne. Quelques jours après, à la faveur d'un déguisement, il rentrait à Quito pour combiner avec ses amis un nouveau plan d'attaque. Mais il s'aperçut bien vite que, si l'indignation était grande chez les conservateurs, ils n'avaient pas encore assez souffert pour regimber contre l'autocrate. Il prit alors le chemin de Guayaquil, voulant voir par lui-même avant de s'expatrier si, dans cette province plus ardente, il trouverait les esprits disposés à secouer le joug. Des entrevues secrètes avec ses amis politiques suffirent pour lui démontrer que le moment de la délivrance n'était point venu. Jugeant inutile dans ces conditions de prolonger son séjour au milieu de ses ennemis, il s'embarqua sur un vaisseau étranger qui faisait voile vers le Pérou

Toutefois il acquit bientôt la preuve de l'immense influence que les protestations d'un homme de cœur exercent sur l'opinion publique, surtout s'il affronte l'exil et la prison plutôt que de fléchir le genou devant un tyran. A peine sur la terre étrangère, il apprit que, malgré les déclarations furibondes des journaux ministériels, les conservateurs de Guayaquil l'avaient choisi comme leur représentant au sénat, en vue du congrès qui devait s'ouvrir au mois de septembre. C'était une condamnation de l'odieuse conduite du président et même une invalidation indirecte du décret d'exil, car la constitution stipulait l'inviolabilité des membres du congrès pendant la durée des sessions [1]. La loi interdisait de plus d'exercer des poursuites contre eux ou de les mettre en arrestation avant d'avoir obtenu l'autorisation de la Chambre à laquelle ils appartenaient. En vain le gouvernement employa-t-il les moyens les plus iniques pour tromper ou intimider les électeurs; ils résistèrent à toutes les séductions, et Garcia Moreno

[1] Article 92.

fut élu sénateur à une forte majorité. La résistance active portait ses fruits.

Cet affront, d'autant plus sanglant qu'il lui venait de sa bonne cité de Guayaquil, jeta le président dans une grande perplexité. Garcia Moreno, usant de son droit, ne manquerait pas d'occuper son siège au congrès, ni de profiter de l'occasion pour mettre à nu devant le pays les turpitudes du dictateur. Il fallait à tout prix conjurer cet éclat. D'un autre côté, après tant de méfaits révoltants, fouler aux pieds l'immunité d'un sénateur légitimement élu, immunité garantie par le pacte constitutionnel, n'était-ce point serrer trop violemment les freins et s'exposer à un soulèvement populaire? Urbina balança les chances, et, comptant avec raison sur la servilité des députés comme sur le dévoûment de son ami Roblez, il décida que Garcia Moreno ne siégerait pas au congrès.

Celui-ci s'attendait bien à un coup de force, mais il entrait précisément dans ses vues de pousser le despote à multiplier les actes de brutalité afin de le mettre au ban de l'opinion. Il se présenta donc, à l'ouverture des chambres, pour prendre possession de son siège. Le gouverneur de Guayaquil, l'âme damnée d'Urbina, l'ivrogne Roblez, exécuta ponctuellement la consigne qu'il avait reçue du maître. Ses agents empoignèrent le sénateur sans plus de façon que s'il se fût agi d'un simple vagabond, et le traînèrent, après quelques jours de détention, sur un vaisseau de guerre qui le déposa sur les côtes du Pérou, dans le petit port de Payta.

Cette audacieuse violation des droits les plus sacrés marquait au peuple de l'Équateur son degré de servitude. Non seulement on l'écrasait sans pitié, mais on se moquait ouvertement de ses suffrages et de sa prétendue souveraineté. Le congrès, véritable réunion d'esclaves, fit à peine de cet abus de pouvoir l'objet d'une

motion dérisoire. *La Democracia*, organe du ministre Espinel, déclara que « c'était un scandale de confier le mandat de député à un équatorien expulsé du territoire, et indigne par le fait même de la confiance publique. » Prenant un ton de pédagogue, elle administrait ensuite une verte correction au peuple souverain. « Voilà où aboutissent, s'écriait-elle en se voilant la face, ces intrigues électorales où pour suivre l'inspiration de passions mesquines et de basses vengeances, l'on ne tient compte ni de la morale, ni de la politique. La mesure que vient de prendre le gouvernement rendra les électeurs plus avisés ; ils apprendront à se défier des suggestions perverses et à repousser ces prétendus défenseurs de la religion, dont l'unique objectif est l'intérêt personnel, mais qui se drapent d'un manteau d'emprunt pour tromper les âmes candides et forcer ainsi les portes des assemblées législatives. » Quelle âme candide que cet Espinel ! On ne peut pas se moquer plus ouvertement des électeurs, après avoir jeté à la porte leur candidat.

Pour colorer les violences dont on s'était rendu coupable à l'égard de Garcia Moreno, il fallait aussi travailler à le perdre dans l'esprit public ; Urbina s'y essaya de son mieux. Dans son message au congrès, il présenta ses exécutions non seulement comme opportunes, mais comme absolument urgentes ; il parla vaguement de « conspirations », de « plans liberticides », de « traîtres à la patrie », de « perturbateurs de l'ordre public ». Son digne Espinel vint à la rescousse dans son « Exposition politique », accusant nettement les rédacteurs de *La Nacion* d'avoir tenté d'embaucher différents officiers de l'armée pour organiser un mouvement révolutionnaire contre le gouvernement établi. Ces deux misérables croyaient pouvoir calomnier et mentir à leur aise parce qu'ils avaient étouffé la voix

du grand justicier. Ils oubliaient qu'il lui restait une plume.

Garcia Moreno habitait alors, avec ses compagnons d'exil, le petit bourg maritime de Payta, sur les confins de l'Équateur. Cette plage déserte, sablonneuse, sans aucune trace de végétation, convenait bien à un proscrit de sa trempe et de son caractère. Travailleur opiniâtre, son suprême bonheur était de s'isoler des foules bruyantes, pour s'ensevelir dans un cabinet d'étude au milieu des livres. Une fois dans la solitude, la passion de savoir, plus vivante que jamais, revint tourmenter son esprit, et déjà il se replongeait avec délices dans ses méditations scientifiques, oubliant les repas, la promenade, et jusqu'au soin de ses yeux fatigués et malades, lorsque les journaux de l'Équateur vinrent lui apprendre que, non content de l'avoir chassé, Urbina s'efforçait encore de le déshonorer.

Cette nouvelle lâcheté ne l'étonna point, car il connaissait de longue date « ces hommes habitués à mentir sans pudeur[1]. » Il avait prévu que, pour justifier leur infâme conduite, ils n'hésiteraient pas « à appeler la calomnie au secours de l'injustice ». Et même en lisant leurs odieuses imputations, il ne pensait point d'abord à les réfuter, « car le nom de leurs auteurs suffisait à les flétrir ». — « Des Espinel et des Urbina, disait-il, ne déshonorent point ceux qu'ils insultent, mais ceux qu'ils osent louer. Ils ne louent que leurs valets, et, pour se faire les valets de pareils hommes, il faut avoir bu toute honte. »

Cependant il ne voulut point, en se taisant, faire le jeu de Machiavels au petit pied qui n'eussent pas manqué de « signaler son silence comme un argument incontestable à l'appui de leurs inventions. » Ensuite, il

[1] Les mots placés entre guillemets sont extraits de *La Verdad*, opuscule de Garcia Moreno dont nous allons parler.

n'était pas fâché de saisir l'incident pour « expliquer la véritable cause de ses deux expulsions, arracher au tyran hypocrite le masque dont il osait se couvrir, et le flageller une fois de plus devant le public. » — « Ils pousseront des cris de rage, dit-il, des imprécations de vengeance, des hurlements de désespoir; mais à qui la faute? Ils m'obligent à dire la vérité pour me défendre, et la vérité, c'est le feu qui éclaire, mais aussi qui dévore. »

Le pamphlet qu'il lança contre Urbina et les siens, daté du 17 novembre 1853, porte en titre : *La vérité à mes calomniateurs* [1]. Certains passages paraîtraient injurieux, si l'on ne se rappelait que la victime a le droit de dire la vérité au bourreau qui l'insulte après l'avoir frappée. L'homme qui se défend contre un injuste agresseur, n'a pas à répondre des blessures qu'il lui inflige. Du reste, Garcia Moreno ne croyait pas blesser la charité en dénonçant à la vindicte publique les assassins de l'Église et de la société. *La Verdad* débute par ce portrait du président et de son ministre.

« Voulez-vous connaître mes accusateurs? Demandez à Espinel ce qu'il pense d'Urbina, et à Urbina ce qu'il pense d'Espinel. Dans *Le Vétéran* de 1849, Espinel disait d'Urbina, que, c'était le général [2]..... expression outrageante au premier chef, qu'on emploie dans les provinces pour désigner les maritornes de l'armée. De sorte que, si l'on en croit son digne ministre, Urbina n'est qu'un être dégradé, aussi corrompu que la plus avilie des créatures. Entendons maintenant Urbina sur son comparse Espinel. Dans son journal *L'Opposition* il le dépeint comme « un salarié du despotisme, un diffamateur à gages, dont le vocabulaire consiste à calom-

[1] *La verdad a mis calumniadores,* Payta, 1853.

[2] Nous supprimons l'adjectif.

nier, et le gagne-pain, à semer la discorde. » Tel est Espinel dépeint par Urbina. Ainsi d'après leurs propres aveux, de mes deux accusateurs, l'un est calomniateur de profession ; l'autre, un type d'immoralité. »

Abordant ensuite les charges que ces deux cyniques personnages faisaient peser sur lui, au lieu de se défendre, il prend l'offensive. Les coups de massue tombent sur eux, drus comme grêle.

« Dans leur odieux factum, mes persécuteurs se gardent bien de traiter la question de proscription au point de vue constitutionnel et légal. Ils préfèrent se rabattre sur l'opportunité, les convenances, l'urgence même de leurs décrets sauvages. L'opportunité ! la convenance ! Est-ce que je reconnais au général de toutes les hontes et de toutes les souillures le droit de bannir du pays quiconque lui déplaît, sous prétexte que cela lui paraît opportun ou convenable ? Admettre cette théorie, que le Grand Turc repousserait avec horreur, ce serait légitimer le vol, la trahison, l'assassinat, tous les crimes enfin qu'un Urbina déclare opportuns pour se hisser ou se cramponner au pouvoir. Et quel est donc le misérable qui professe ces scandaleuses doctrines ? Un Espinel, un républicain, un libéral, un démocrate. Et cela, en face du congrès, devant toute l'Amérique !

« On m'accuse d'avoir conspiré contre le gouvernement. J'ai tenté, paraît-il, de séduire les officiers de l'armée : eux-mêmes m'ont dénoncé. — Je réponds à Espinel, à l'homme « dont la calomnie est le seul gagne-pain, » qu'il en a menti. Si ce mot l'offusque, qu'il publie la preuve de ses accusations, qu'il publie les dénonciations des militaires embauchés par moi ; oui, qu'il les publie, si le rouge de la honte peut encore se peindre sur son front d'airain. Non je n'ai pas commis le crime de conspiration ; si j'ai commis un crime, c'est celui de ne pas conspirer contre un régime d'oppression

et d'ignominie, contre l'organisation du vol et du brigandage. Voilà le délit de lèse-patrie que je confesse et que je me reprocherai toujours.

« On m'accuse d'avoir qualifié de « prostituée » l'assemblée de Guayaquil et d'avoir affirmé que toutes les incapacités y étaient largement représentées. » — Oui, je l'ai dit, seigneur Espinel; et suis-je donc un conspirateur pour avoir délivré un brevet d'incapacité à des rustres qui ne pourraient pas même concourir avec l'âne de Balaam? Mais, dans ce cas, je conspire depuis que je suis au monde, car la nature m'a mis au cœur le penchant irrésistible de donner à chaque chose son vrai nom, et, comme Boileau, j'appelle un chat un chat, Urbina un traître, et la convention de Guayaquil une prostituée. De quelle épithète qualifier une assemblée qui, en dépit de la constitution, de la justice, de la volonté du peuple, de l'honneur national, décrète la barbare expatriation des jésuites, uniquement parce que l'assassin Obando réclame du traître Urbina l'exécution d'un pacte infâme?

« On m'accuse d'avoir paralysé l'action du gouvernement au moment de l'invasion et de n'avoir pris la plume que pour favoriser la faction de Florès. — J'aurais été bien étonné de ne pas voir Florès dans cette affaire. Florès répond à tout, Florès tient lieu à Urbina de raison et de logique, Florès légitime les décrets de proscription et toutes les formes de contribution. Un « floréano », ce n'est plus un partisan de l'ex-despote, mais l'homme de bien qui censure un scélérat dont tous les châtiments de la justice humaine ne sauraient assez punir les excès; un floréano, c'est le citoyen indépendant qui vote par conviction ou dévoile, chiffres en main, les mystérieuses opérations des financiers au pouvoir; un floréano, c'est le riche propriétaire, le négociant heureux dont les biens provoquent l'insatiable

voracité de la bande officielle. Le rusé général délivre même des brevets de floréano à ses créanciers, ce qui le débarrasse du soin de payer ses dettes. Évidemment cette arme qu'on emploie contre tous, on devait s'en servir contre moi.

« J'ai donc en favorisant Florès, annulé l'action du gouvernement. — Et la preuve, ô Espinel ? Rien, rien d'autre que votre insolente affirmation. Ce qui paralyse un gouvernement, misérables hypocrites, c'est son impopularité. La nation finit par se redresser contre ses oppresseurs et cherche à les abattre par l'hostilité ouverte ou la force d'inertie. Les partisans de Florès, les organisateurs de ses futurs triomphes, c'est vous, dilapidateurs des deniers publics ; vous, fauteurs de trahisons ; vous, cyniques violateurs des lois constitutionnelles, qui autorisez tous les délits en jetant vous-mêmes l'odieux et le mépris sur votre gouvernement. Les vrais agents de Florès, ce sont les Espinel et les Urbina.

« La cause réelle de mon expulsion, c'est d'avoir créé un organe périodique pour dénoncer au peuple les abus et les crimes dont le gouvernement se rend journellement coupable. Le tyran ne peut supporter cette voix importune, écho de la conscience publique et de sa propre conscience. Il étouffa cette voix ; il me bannit de Guayaquil malgré l'inviolabilité parlementaire ; il me bâillonna, sachant bien que j'aurais fait sans crainte le hideux tableau de ses brigandages. J'aurais dit pourquoi il refusait de rendre des comptes ; comment six mille piastres ont disparu mystérieusement du trésor de Manabi ; comment Urbina paya son médecin, le docteur Arcia, sur la caisse des contribuables ; par quels moyens il tenta de s'approprier sept mille piastres, destinées à différents commerçants de Guayaquil et de Quito ; avec quelle générosité il assigna au général Roblez mille piastres au-dessus de sa solde ordi-

naire; avec quel désintéressement il remit vingt-sept mille piastres au receveur de Babahoyo sur les quarante mille que ce dernier devait verser au trésor. Vous avez craint ces révélations, et voilà pourquoi vous m'avez jeté hors de l'Équateur. »

Ces quelques citations suffisent pour expliquer l'émoi que produisit sur le peuple cette véhémente catilinaire. Malgré la surveillance de la police, le pamphlet circula dans la capitale et les provinces avec un tel succès que le président et ses ministres, flétris publiquement comme imposteurs, crurent devoir se disculper. Dans une nouvelle apologie de leur conduite, Espinel discuta les faits déshonorants reprochés à Urbina, ainsi que les dénégations de Garcia Moreno relativement au crime de conspiration. C'était d'une faiblesse et d'une pauvreté décourageantes, mais au moins espérait-on avoir le dernier mot. Malheureux Espinel! le 15 mars 1854, se répandait en dépit des sbires un second numéro de *La Verdad,* plus écrasant, et, si je puis parler ainsi, plus outrageant que le premier. Les essais d'arguments y étaient pulvérisés, les justifications mises en pièces. A propos de l'embauchage militaire, Garcia Moreno avait donné au ministre un démenti formel, le sommant de produire ses preuves. Espinel ne s'avisa-t-il pas de répondre « qu'il fournirait ses preuves quand cela lui conviendrait. » — Non pas, réplique son antagoniste : il y a pour vous devoir d'honneur de prouver immédiatement vos accusations. « Accuser sans preuves, avez-vous dit vous-même dans votre brochure, c'est faire acte de mensonge et d'imposture, puisque en bonne justice on tient tout homme pour innocent aussi longtemps qu'il n'est pas déclaré coupable. Espinel, vous avez vous-même prononcé votre sentence : vous n'êtes qu'un menteur et un imposteur. » A la critique violente des pouvoirs dictato-

riaux usurpés par Urbina, Espinel répondait qu'autrefois, dans *Le Vengeur,* Garcia Moreno en avait reconnu la nécessité éventuelle. « Je la reconnais encore, s'écrie le rude logicien, dans un cas de nécessité sociale, quand l'intérêt de tout le peuple l'exige. Mais je suis loin d'identifier Urbina avec l'Équateur, et les intérêts d'un traître avec le salut de la nation. Il est trop absurde d'entendre un scélérat réclamer, au nom du salut public, l'autorisation de commettre tous les crimes. »

Les dernières pages de la brochure sont consacrées à prouver les dilapidations d'Urbina. L'auteur établit, pièce en main, les faits allégués, de manière à défier toute objection; puis il ajoute ces paroles qui durent exciter un certain frémissement dans tous le pays : « Le budget de la guerre, si écrasant pour nos provinces de l'intérieur, devient le patrimoine de ces hommes rapaces; le soldat marche sans solde; l'employé mendie son pain; le docteur Cueva, l'honorable ministre de notre cour suprême, se voit contraint d'abandonner son poste, parce que ne recevant plus de traitement, il lui est impossible de subsister à Quito. *La Democracia,* qui connaît ces faits, s'applaudit néanmoins de voir « le maniement des finances confié à des citoyens dont l'honorabilité et la probité offrent toutes les garanties désirables. » Si ce n'est point là le comble de l'ironie, je ne sais ce qu'il faut appeler de ce nom. Espinel, le ministre des finances, accusé par Urbina lui-même de spéculations immorales sur la dette étrangère, enrichi subitement par son passage aux affaires; Espinel, un citoyen probe et honnête! Urbina, qualifié de bandit par Espinel, poursuivi par une armée de créanciers, ignominieusement châtié par Rocafuerte pour avoir extorqué et dissipé en orgies des sommes considérables, Urbina le Colomb de l'infamie, qui dans le monde des vices a découvert des régions ignorées jusqu'à lui;

Urbina un homme honorable! Franco.... mais suffit : il ne manque que l'honorable Briones [1] pour compléter la série. »

Il termine par ces accents prophétiques, véritable inspiration du patriotisme dont brûlait son grand cœur :

« Je pardonnerais à mes ennemis tout le mal qu'ils ont voulu me faire, s'ils eussent travaillé au bonheur de mon pays au lieu d'accroître chaque jour sa disgrâce et de ruiner ses espérances. Je leur pardonnerais, s'ils n'abusaient de la stupeur d'un peuple aux abois pour s'engraisser de sa chair comme de vils oiseaux de proie. Ils ont cru que la léthargie, c'était la mort, et, semblables à des chacals affamés, ils ont bondi sur le pauvre patient comme sur un cadavre. Ils ont cru que l'éternelle Providence permettrait toujours de décerner au brigandage un culte et à la prostitution des autels. Mais qu'ils se détrompent! l'aiguillon de la douleur va tirer le peuple de son engourdissement, un cri de fureur s'échappera bientôt de toutes les poitrines, et le cadavre, retrouvant la chaleur et la vie, se redressera dans la conscience de son droit et le sentiment de sa dignité. Vienne alors l'heure de la justice, et nous jetterons à la côte la horde des tyrans. Avant peu, quiconque voudra trouver Urbina, ira chercher sa tombe dans le champ réservé aux infâmes et aux parricides. »

Garcia Moreno entrevoyait le jour de la délivrance, parce que, grâce à ses excitations énergiques les tyrans n'avaient pu assez chloroformiser le peuple pour le rendre insensible à leurs attentats. Sans doute ce peuple laissait sous ses yeux ébranler la morale et la religion, les deux colonnes de la société ; mais, à ses sourds rugissements, on entrevoyait le moment où l'instinct

[1] Briones était une espèce de Barabbas. « Malvado mas sanguinario y feroz que en el Ecuador se ha conocido (*La Verdad* II, 1). »

de conservation lui arracherait le cri redoutable qui met en fuite les assassins. Alors, si un homme se rencontrait, capable de faire l'œuvre de Dieu, la nation se relèverait de ses ruines. L'ardent patriote pressentait vaguement qu'il était cet homme, et que la plume bientôt devrait le céder à l'épée. Il résolut donc, pendant qu'Urbina comblerait la mesure de ses iniquités, de consacrer à son propre perfectionnement le temps qu'il devrait passer encore sur la terre étrangère. Et comme il ne pouvait dans ce désert de Payta, sans maîtres et sans ressources, pousser bien loin ses observations scientifiques et politiques, il prit le parti de traverser une seconde fois les mers et de demander asile à la France. Vers le mois de décembre 1854, après dix-huit mois passés à Payta, il dit adieu à ses compagnons d'exil et s'embarqua pour Panama. Un mois après, il arrivait à Paris.

CHAPITRE X

PARIS

(1854-1856.)

Paris est pour les étrangers de toute provenance et de toute condition, européens, asiatiques, américains, littérateurs ou politiques, exilés ou touristes, jeunes princes ou empereurs déjà mûrs, la ville par excellence des plaisirs et du *dolce far niente*. C'est la Babylone moderne : dans ses murs, on trouve peu de Juifs qui pleurent Jérusalem, je veux dire la patrie absente. Garcia Moreno n'allait-il pas, après tant d'autres, se laisser prendre au sourire de la grande fascinatrice, et subir, après avoir résisté dix ans aux tyranneaux de son pays, le joug d'une tyrannie plus ignoble et plus impérieuse? A trente-trois ans, à deux mille lieues de ses montagnes, après un long internement dans les sables de Payta, n'irait-il pas chercher dans les plaisirs faciles l'oubli de ses chagrins ? Sans doute, il emportait dans son cœur l'image de son pays martyrisé; mais à cette distance, on n'entend ni les cris des persécuteurs, ni le râle des victimes, et l'on s'endort, comme Renaud, aux pieds d'une nouvelle Armide. Que de belles âmes ont connu ces défaillances !

L'exilé de Quito n'eut pas même à combattre cette tentation. Son cœur était trop élevé, son tempérament

trop chrétien, son caractère trop énergique, pour dévier un instant du chemin de l'honneur. D'ailleurs, le pressentiment dont nous avons parlé « pressentiment qui ne manque jamais aux grandes âmes, l'avertissait qu'avec le temps il aurait quelque chose à faire pour son pays[1]. Or, pour travailler à la régénération d'un peuple, il faut monter, non descendre. Il le comprit, et Paris devint le Manrèze où tous les nobles germes déposés par Dieu dans son cœur, reçurent leur complet épanouissement.

Nos lecteurs se souviennent de sa constante passion pour l'étude et de ses brillants succès à l'Université de Quito. Depuis ses jeunes années, malgré ses devoirs d'avocat, ses préoccupations et travaux politiques de chaque jour, il n'avait jamais cessé d'approfondir les science du droit, de l'histoire, et surtout les sciences naturelles et mathématiques. Il professait un culte spécial pour la chimie, et ce qu'il chercha de prime abord à Paris, ce furent des maîtres, des instruments, des laboratoires. Il eut la bonne fortune de trouver, dans l'illustre naturaliste Boussingault, un professeur distingué entre tous. Boussingault avait vingt ans auparavant parcouru l'Équateur, étudié ses volcans, distancé Humboldt lui-même dans l'ascension du Chimborazo : il se lia d'amitié avec ce singulier exilé, qui trouvait moyen de pénétrer dans le cratère du Pichincha, en même temps qu'il travaillait à endiguer les torrents de lave impure du volcan révolutionnaire. Malgré ses nombreuses occupations, l'illustre maître consentit à le recevoir au nombre de ses élèves privilégiés.

Dès lors, Garcia Moreno reprit la vie d'étudiant, d'étudiant reclus, sans autres compagnons que ses livres. Confiné dans un appartement très modeste, rue

[1] Louis Veuillot.

de la Vieille-Comédie, loin des boulevards tumultueux, des théâtres bruyants, de la foule oisive, il se levait de grand matin, travaillait toute la journée, et bien avant dans la nuit, les habitants du quartier voyaient briller la lampe qui veillait à côté de l'infatigable chercheur. Aussi les maîtres de la maison où il était logé, ses commensaux, et jusqu'aux simples serviteurs, témoignaient-ils le plus profond respect pour cet étranger dont la vie et les habitudes contrastaient si étrangement avec l'immoral vagabondage du trop fameux quartier latin.

Il écrivait en ce temps à l'un de ses anciens compagnons d'exil : « J'étudie seize heures par jour, et, si les jours avaient quarante-huit heures, j'en passerais quarante avec mes livres, sans broncher. » De fait, ces seize heures de travail opiniâtre lui paraissant trop courtes, il voulut économiser les quelques minutes consacrées à une distraction bien inoffensive. Comme tous les Américains, il était grand fumeur. Aussi, en passant aux Antilles pour se rendre en France, avait-il fait une ample provision de cigares de qualité superfine. Un jour qu'un de ses amis, sur le point de retourner à l'Équateur, lui faisait ses adieux, Garcia Moreno lui offrit pour son voyage le coffret qui contenait son trésor. Son interlocuteur lui faisant observer qu'il ne trouverait rien de comparable à Paris, tandis que lui serait bientôt à la source : « Prenez, lui dit-il, vous me rendrez un grand service. Il me faut étudier, étudier toujours, et je ne veux plus perdre le temps que je passe à allumer ces malheureux cigares. » Il n'était point de la race de ces sybarites qui s'entretiennent télégraphiquement de leurs « cigares exquis », pendant que leur pays agonise sous les coups de cinq cent mille envahisseurs.

Avec un pareil régime, il fit en peu de temps des progrès merveilleux. Il recevait les leçons du professeur en compagnie d'un américain du nord, familiarisé

depuis deux ans avec les matières dont il entreprenait l'étude. « Il sera peut-être difficile de vous mettre à son niveau, » avait dit le maître. — Nous essayerons, répondit l'élève, et en quelques semaines, il avait atteint son compagnon. Il trouva bientôt que celui-ci marchait lentement, trop lentement à son gré. Le malheureux Yankee, piqué au vif, jura de le suivre ou de mourir à la tâche, et tint si bien son serment que l'excès d'application le conduisit au tombeau cette année-là même. D'une constitution robuste, habitué depuis l'adolescence à se surmener sans pitié, Garcia Moreno ne souffrit aucunement de ce labeur exagéré.

Pour se délasser, il se mettait au courant du mouvement politique, littéraire, industriel et militaire de la France. Il étudiait spécialement nos collèges, nos lycées, nos écoles primaires, en un mot, l'organisation de l'instruction publique. Rien ne lui était indifférent, parce qu'il ne voulait rester étranger à aucune des connaissances qu'un homme d'État doit posséder. Une fois renseigné sur les méthodes, sur les systèmes, il se réservait de les juger à la triple lumière de la religion, de l'expérience et du bon sens.

Paris fut donc pour Garcia Moreno une école de haute science; mais, par la grâce de Dieu qui voulait faire de cet homme un instrument de salut pour tout un peuple, « cette vaste fabrique d'antechrists et d'idoles[1] » devint encore pour lui le foyer de la vraie vie chrétienne. Depuis plusieurs années, sa piété, autrefois si fervente, s'était sensiblement refroidie. Les luttes politiques et les préoccupations de la science avaient trop absorbé son âme, et naturellement cette surexcitation des facultés intellectuelles avait fini, en desséchant le cœur, par compromettre la vie surnaturelle. Quand il

[1] Louis Veuillot.

disait, dans sa belle défense des jésuites : « Je suis catholique, je suis fier de l'être, *bien que je ne puisse compter au nombre des chrétiens fervents,* » l'exacte vérité sortait de son noble cœur. Enfant dévoué de l'Église, soumis à toutes ses lois, il n'avait plus pour Dieu la filiale piété d'autrefois. Sa conscience le lui reprochait souvent, mais qu'il est difficile de retrouver la vie du cœur !

Un singulier incident vint donner à cette âme engourdie le coup d'éperon dont elle avait besoin. Garcia Moreno se promenait un jour dans les allées du Luxembourg avec quelques compatriotes, exilés comme lui, mais dont les idées religieuses différaient des siennes. L'entretien roula bientôt sur un malheureux qui, s'obstinant dans son impiété, avait refusé les sacrements en face de la mort. Quelques-uns, fanfarons d'athéisme, trouvaient cette conduite irréprochable, car enfin, disaient-ils, cet homme a pris son parti dans la plénitude de sa conscience et de sa liberté. Garcia Moreno prétendait, au contraire, que si l'irréligion s'explique assez facilement pendant la vie, par suite de la légèreté humaine et des affaires qui absorbent l'attention, l'impiété à la mort est une véritable monstruosité. Ses adversaires s'en prirent alors au catholicisme, ressassant toutes les objections que l'incrédulité oppose à nos dogmes ; mais, sur ce terrain encore, ils virent bientôt qu'ils avaient affaire à plus fort qu'eux. Avec sa foi ardente, sa logique impitoyable, il mit en poussière leurs vaines arguties; puis, s'animant par degrés, il leur montra non seulement la vérité, mais encore la souveraine grandeur et l'idéale beauté des mystères chrétiens, et cela avec tant d'enthousiasme et de sagacité qu'un de ses interlocuteurs, pour esquiver la discussion, lui dit avec une franchise un peu brutale : « Vous parlez très bien, cher ami; mais cette religion si belle, il me semble

que vous en négligez un peu la pratique. Depuis quand vous êtes-vous confessé ? »

Cette observation, qui frappait juste, arrêta court l'éloquent polémiste. Déconcerté, il baissa la tête un instant, puis regardant dans les yeux son contradicteur : « Vous m'avez répondu, dit-il, par un argument personnel qui peut vous paraître excellent aujourd'hui, mais qui demain, je vous en donne ma parole, ne vaudra plus rien. » Et il quitta brusquement la promenade. Rentré dans sa chambre, en proie à une vive surexcitation, il médita longtemps sur les années écoulées depuis le jour où, plein de ferveur, il se consacrait à Dieu aux pieds de l'évêque de Guayaquil. Dieu ne l'avait point appelé au service des autels, mais l'avait-il dispensé de l'aimer de tout son cœur? Sous une vive impression de douleur, il tombe à genoux dans sa chambre, prie longtemps, et s'en va, le soir même, se confesser au premier prêtre qu'il rencontre dans une église. Le lendemain, il était à la sainte table, remerciant Dieu de l'avoir forcé à rougir de sa négligence et de sa tiédeur.

Dès lors il reprit ses habitudes de piété, pour ne plus les quitter jamais. On le rencontrait presque tous les jours à Saint-Sulpice, où il entendait la messe avant de se mettre au travail. Chaque jour aussi, il récitait le chapelet en l'honneur de la sainte Vierge, dévotion que sa pieuse mère avait inspirée à tous ses enfants. Le dimanche, les paroissiens de Saint-Sulpice admirèrent longtemps un étranger, au maintien noble et sérieux, à l'air profondément recueilli, priant assidûment devant l'autel : c'était l'exilé, recommandant à Dieu son âme, sa famille et sa patrie. On le coudoyait aussi parfois dans la chapelle des Missions-Étrangères, où il allait demander aux martyrs l'héroïsme qui ne recule jamais, même devant la mort, alors qu'il s'agit d'accomplir un devoir.

Aux sciences humaines il joignit ainsi la science de Dieu qui les domine toutes, pour en faire les instruments et les ornements de la véritable civilisation.

Soutenu par ces deux forces, le travail et la prière, Garcia Moreno vécut à Paris aussi solitaire qu'à Payta. Jamais il ne mit le pied dans un théâtre, jamais il ne chercha d'autre distraction qu'une promenade, le dimanche, dans les environs de la ville. Les grandes *attractions,* rendez-vous des foules superficielles, le faisaient fuir. Ce qu'il admirait dans notre capitale, c'étaient les merveilles de la science et de l'industrie, et non cette corruption dorée du Bas-Empire qui se glorifie de payer une actrice autant qu'un maréchal de camp, fait litière de la morale et abaisse les caractères en dégradant les âmes. Il s'indignait de l'ignoble vie d'un grand nombre d'étudiants, qui perdent leur temps, leur argent et leur honneur, au milieu d'ignominieuses créatures. « Quand une de ces *étudiantes,* disait-il, m'adressait un sourire en s'attachant à mes pas, je lui criais avec mépris : inutile ! ma bourse est vide. Avec ce refrain, à Paris comme ailleurs, on se débarrasse vite de ces faméliques à qui tant de jeunes gens sacrifient leur avenir. »

Si nous ajoutions maintenant qu'avec la science et la piété, Garcia Moreno trouva dans la capitale de la France le complément de son éducation politique, nous comprendrons par quel dessein providentiel Dieu permit ce douloureux mais nécessaire repos de l'exil.

Garcia Moreno était trop bon appréciateur des hommes et des choses pour n'avoir pas remarqué l'immense influence que peut exercer une personnalité puissante sur les destinées d'un peuple. Même quand les vents sont déchaînés et que les peuples, secoués par l'ouragan révolutionnaire, sont comme pris de frénésie, le mot du poëte reste vrai : qu'un dominateur apparaisse sur

la scène, le calme se fait à l'instant[1]. Il sentait d'instinct qu'un jour il aurait à exercer le rôle de dompteur : aussi fut-il heureux d'étudier sur place une de ces soudaines métamorphoses opérées dans une nation par la volonté d'un homme. De 1848 à 1852, la France, semblable à une furie, se débattait dans une sorte de rage épileptique. Le monde tremblait à l'aspect de ses convulsions, et l'on se demandait si l'année 1852 ne serait point l'année fatidique de l'agonie d'un grand peuple. Lors de son dernier voyage, Garcia Moreno avait pu entendre ses cris de fureur à la seule pensée d'un maître et d'un frein quelconque. Le maître était venu, lui avait mis le frein, et la bacchante, souple et calme, se taisait. Ses journaux les plus échevelés, comme ses énergumènes de tribune, avaient retrouvé la raison ; sauf quelques enragés de parlementarisme, la France, s'applaudissait de n'avoir plus en main le poignard avec lequel elle voulait se suicider. De cette expérience accomplie sous ses yeux, Garcia Moreno concluait qu'avec le secours d'en haut, un homme sage et fort sauve un peuple malgré lui, et il demandait à Dieu assez d'énergie pour délivrer son pays du banditisme révolutionnaire.

Mais à quoi sert d'arracher une nation au Moloch démocratique, si on la livre aux étreintes du Moloch césarien? Le vrai sauveur, c'est celui qui rend la vraie liberté en la courbant devant Dieu seul. Plus heureux que Napoléon III, qui substitua la tyrannie impériale à la tyrannie républicaine, Garcia Moreno eut encore la bonne fortune, en ce temps-là, de s'initier à la plus magnifique révélation du droit chrétien.

Nous connaissons l'enseignement universitaire de Quito sur les rapports de l'Église et de l'État : union

[1] Virum.... si quem conspexere.... silent. *Virgile.*

des deux puissances, mais à la condition pour l'Église d'accepter la suprématie de l'État. Nous avons dit comment Garcia Moreno, induit en erreur, comme tous ses contemporains, par les doctrines officielles, avait été amené, par suite d'un procès scandaleux, à étudier d'une manière plus attentive les rapports du droit canonique avec le droit civil. Mais pour étudier, il fallait des livres. Or, depuis plusieurs siècles, les livres de droit, comme les livres d'histoire, avaient pour objectif principal de ruiner, au profit des rois, l'autorité souveraine de l'Église. Les histoires ecclésiastiques, gallicanes ou libérales, torturaient les faits pour les plier à leur thèse. Fleury dénonce, en vingt volumes in-folio, les usurpations de l'Église romaine sur les libertés gallicanes. Les plus modérés de cette école écrivent timidement que, si les papes au Moyen-âge ont déposé les rois, ils n'agissaient point en vertu de leurs prérogatives divines, mais d'un droit concédé par les peuples, d'où il suit qu'à notre époque, les peuples ayant changé d'avis, le droit des papes n'existe plus.

Tel était le chaos doctrinal dans lequel les universités gallicanes avaient replongé le monde, pour la plus grande gloire de l'omnipotence royale, quand, au milieu du dix-neuvième siècle, Dieu suscita un vrai missionnaire des droits de l'Église et de la papauté. Ce missionnaire, l'abbé Rohrbacher, éleva le gigantesque monument qui tua le gallicanisme dans tous les esprits sérieux, je veux dire *l'Histoire universelle de l'Église catholique*[1]. Dans cette encyclopédie doctrinale, la théologie, la politique et l'histoire, harmonieusement fondues ensemble, s'appuient sur la tradition des siècles comme sur les mystères les plus profonds de la nature

[1] Le premier des vingt-neuf volumes qui composent cette *histoire* parut en 1842, le dernier en 1849.

humaine, pour arriver à cette conclusion que personne n'ébranlera jamais : l'Église catholique est la reine du monde, à laquelle doivent obéir les rois aussi bien que les peuples ; elle est la tête du grand corps social dont l'État n'est que le bras : donc, pas de lutte entre l'État et l'Église; pas de divorce non plus, mais l'harmonie la plus intime par la subordination de l'État à l'Église. La chute des empires dans l'antiquité et les révolutions incessantes du monde moderne servent de contre-épreuve à cette exposition saisissante.

A la lecture de cet ouvrage qu'on peut appeler providentiel, Garcia Moreno vit s'élever devant ses yeux éblouis comme une apparition de la céleste vérité, devant laquelle s'évanouirent ces droits révolutionnaires tant vantés : quatre articles, droits de l'homme, lois du patronat, articles organiques, et autres chaînes forgées par l'État pour garrotter l'Église. Il comprit dès lors que le peuple du Christ a le droit d'être gouverné chrétiennement, et qu'on ne peut le déposséder de l'Église sans lui ravir la liberté, le progrès, la civilisation. Il comprit également que la tyrannie ne peut être inviolable. Le Christ Rédempteur a dû pourvoir son Église du droit de sauver les âmes et les peuples, en écartant les tyrans qui lui barrent le chemin. Les peuples de leur côté, guidés par leur céleste directrice, ont le droit de choisir le moment opportun pour défendre, même par les armes, leurs autels et leurs foyers.

Garcia Moreno aimait dans le nouvel historien de l'Église précisément ce que d'autres lui ont reproché, le mélange de la théologie avec l'histoire. Son génie scrutateur éprouvait le besoin d'analyser les faits pour en chercher la raison dernière, c'est-à-dire la loi théologique. Il estimait aussi, dans ce défenseur de la vérité, l'homme entier, ennemi des compromis et des palliatifs, le chevalier sans peur et sans reproche, frappant et

de taille et d'estoc sur l'erreur, cette erreur eût-elle pour patrons Fleury, Bossuet ou Pascal. Ce paladin à l'humeur joyeuse, mais terrible jusque dans ses joyeusetés, allait tout naturellement à son caractère franc et généreux.

Nous devions insister sur cette *Histoire,* car en lui révélant le rôle politique de l'Église, que tant d'hommes d'État mourront sans connaître, elle fit pénétrer dans son âme l'esprit de Charlemagne et de saint Louis. Aucun livre sorti de la main des hommes n'exerça sur lui pareille influence. Il en lut trois fois les vingt-neuf volumes, approfondissant à chaque reprise les thèses exposées par l'auteur, dont il admirait de plus en plus le génie. Grâce à son excellente mémoire, il en citait souvent des pages entières pour appuyer ses opinions,

L'exil avait donc grandi et mûri Garcia Moreno. Assez fort pour se mesurer avec la Révolution, assez humble pour s'agenouiller devant l'Église, il était de la race des vrais libérateurs, et Dieu pouvait lui rouvrir les portes de sa patrie. Avant de le montrer aux prises avec l'ennemi, qu'on nous permette encore, sur son séjour à Paris, d'emprunter quelques lignes au grand écrivain qui fut, avec Rohrbacher, le plus vaillant défenseur des droits de l'Église en notre siècle : « Sur la terre étrangère, seul, inconnu, mais soutenu de sa foi et de son grand cœur, Garcia Moreno s'éleva lui-même pour régner, si telle était la volonté de Dieu. Il apprit ce qu'il devait savoir afin de gouverner un peuple autrefois chrétien, mais qui redevenait sauvage et ne pouvait plus être ramené à la civilisation de la croix qu'avec un frein brodé des verroteries de l'Europe. Dans ce but, il avait voulu être savant. Paris, où l'amenait la Providence, était bien l'atelier convenable à cet apprenti. Paris, chrétien aussi, et en même temps barbare et sauvage, offre le spectacle du combat des deux élé-

ments. Il a des écoles de prêtres et de martyrs, il est une vaste fabrique d'antechrists, d'idoles et de bourreaux. Le futur président et le futur missionnaire de l'Équateur avait là sous les yeux le bien et le mal..... Quand il retourna dans son lointain pays, son choix était fait. Il savait où se trouvaient la vraie gloire, la vraie force, les vrais ouvriers de Dieu. S'il fallait préciser le seuil d'où il partit, le dernier lieu où s'attacha son cœur, nous nommerions sa chère église de Saint-Sulpice, ou peut-être quelque humble chapelle de missionnaires où il avait coutume de venir prier pour sa patrie [1]. »

[1] Louis Veuillot, *Univers*, 27 septembre 1875.

SECONDE PARTIE

LA CROISADE

CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

(1857-1869.)

SECONDE PARTIE

LA CROISADE

CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE I

LE RÉVEIL D'UN PEUPLE

(1857.)

Pendant que Garcia Moreno se préparait dans l'exil à son rôle de régénérateur, sa patrie descendait rapidement les degrés de l'abîme où les nations se décomposent et périssent. Ne pouvant régner que par la force brutale, le président Urbina, comme tous les despotes, travaillait à la dégradation progressive du peuple, afin d'étouffer dans ce naufrage universel des consciences toute idée de revendication ou de révolte. Pour porter un jugement équitable sur les graves évènements qui vont suivre, il est donc nécessaire de retracer succinctement le tableau de cette intelligente, mais exécrable tyrannie.

L'Église étant la première force vitale d'une nation, Urbina vit en elle la grande ennemie à détruire ou du moins à enchaîner. Il n'eût point osé chasser les évêques et leurs prêtres comme il avait chassé les jésuites, mais il espérait qu'en usant largement des prétendus droits

conférés par la loi du patronat, il parviendrait à les corrompre ou à les dominer. Dès son arrivée au pouvoir, il destitua l'évêque de Guayaquil, régulièrement nommé et pourvu de l'institution canonique, pour lui substituer une de ses créatures. Naturellement l'intrus n'obtint pas l'investiture du Saint-Siège, et Urbina recula devant le schisme; mais il se vengea de sa déconvenue sur son agent d'affaires à Rome, le marquis de Lorenzana, qu'il révoqua brutalement, sous prétexte qu'un marquis ne peut représenter dignement un état démocratique [1].

Alors commença une longue série d'attentats contre le clergé régulier et séculier, dans le but évident de le démoraliser. Prétextant l'insuffisance des casernes, comme aux beaux temps des guerres de l'Indépendance, le dictateur fit main basse sur les couvents pour y loger ses soldats. De là des excès et des désordres qui achevèrent de ruiner la régularité déjà fort ébréchée. Nul moyen de protester, nul espoir de réforme, car la loi du patronat investissant Urbina du droit d'*Exequatur* dans l'élection des supérieurs provinciaux et locaux, il en usait contre tout religieux assez fort pour contrarier son œuvre de corruption systématique. Ainsi désorganisés, les corps religieux tombèrent très vite dans un état de décadence irrémédiable.

Le clergé séculier n'avait pas moins à souffrir. A la faveur des lois qui lui donnaient la haute main sur les séminaires, Urbina choisit pour directeurs des hommes

[1] Dans le même temps, il essaya de jouer du rodomont avec le chargé d'affaires de France, M. de Montholon, qu'il soupçonnait faussement d'avoir favorisé l'expédition de Florès. Il l'exposa aux injures de la populace et aux diatribes de ses journaux. M. de Montholon indigné demanda ses passeports, puis quelques vaisseaux français apparurent devant Guayaquil. Le brave Urbina s'empressa de s'humilier aux genoux des puissants de ce monde, moins tolérants que les jésuites

dévoués à sa politique, sans tenir nul compte de la science ou de la vertu. Il tenta même de séculariser complètement les établissements ecclésiastiques en y introduisant des administrations mixtes, composées de prêtres et de laïques si bien triés que, dans les conseils, jamais l'évêque ne parvenait à faire prévaloir une idée salutaire. Pour déconsidérer le ministère paroissial, les journaux libéraux, favorisés par ce grand maître en corruption, ne cessaient d'entretenir le peuple des abus et des scandales du clergé, exagérant les moindres fautes, dénaturant les actes les plus innocents, ou même calomniant avec la plus cynique audace. Système exécrable, mais toujours en faveur près de ceux qui conspirent la ruine de toute morale et de toute religion !

L'instruction publique ne trouva point grâce devant cet Érostrate. On vit bientôt les collèges transformés en casernes, les leçons données au milieu des exercices militaires, ou même suspendues pour un temps indéterminé, les écoles primaires complètement abandonnées. L'Université aurait pu faire entendre une voix accusatrice : Urbina la tua par une loi, dite de la liberté des études, qui autorisait les élèves à prendre leurs grades sans suivre les cours des facultés. Il s'ensuivit qu'après avoir parcouru rapidement un traité, les étudiants couraient au bureau d'examen et, moyennant quelques recommandations ou quelques piastres, revenaient coiffés du bonnet doctoral. De là, paresse, ignorance, corruption, ruine absolue des études, extinction calculée de toute civilisation, abrutissement général de la nation.

Dès ce moment, l'autocrate gouverna l'Équateur comme un pays de nègres ou d'ilotes. Pendant que les provinces de l'intérieur gémissaient sous son joug de fer, ses deux satrapes, Roblez et Franco, terrorisaient le littoral. On ne racontait qu'assassinats d'officiers, de

juges, et même de prêtres. Le brave général Campos, saisi par les sicaires du président, tomba sous leurs coups. Partout le vol, le brigandage, la licence la plus effrénée.

Pour remplir ses coffres toujours vides, le despote avait inventé, comme nous l'avons vu, le délit de floréanisme. Depuis la tentative d'invasion qui avait servi de prétexte à sa dictature, ses journaux signalaient à chaque instant de nouvelles bandes révolutionnaires organisées par Florès, demandant à grands cris de nouveaux enrôlements. Aussitôt apparaissait un décret financier qui prenait le nom de contribution forcée. Les caisses du fisc remplies, l'ombre de Florès s'évanouissait comme par enchantement. Urbina riait sous cape avec ses « chanoines », du bon tour qu'il venait de jouer aux bourgeois. Si les spoliés se montraient récalcitrants, il les jetait en prison, ou vendait leurs meubles à l'encan.

Seigneur et maître du pays, il osa concevoir le dessein d'aliéner une partie du territoire. En 1864, les Équatoriens apprirent un beau matin par une notification du journal officiel, que les îles de Gallapagos [1] renfermaient d'immenses dépôts de guano. Le ministre Espinel, comme témoin oculaire, certifiait l'existence de ces trésors que personne n'avait jusque-là soupçonnés. Or, le gouvernement de l'Équateur ne possédant pas une flotte assez considérable pour défendre cette précieuse Californie contre les pirates de toutes les nations, en avait très judicieusement cédé l'exploitation aux États-Unis, moyennant une somme de trois millions de piastres [2]. On applaudissait à cette découverte, qui venait parfaitement à point pour combler les vides du

[1] Groupe d'îlots, situé à quatre-vingts lieues de Guayaquil, et partie intégrante de la République de l'Équateur.

[2] La piastre équivaut à 5 fr. environ de notre monnaie.

trésor, quand le corps diplomatique, informé que les îles de Gallapagos ne renfermaient aucune parcelle de guano, mais qu'Urbina les avait purement et simplement vendues aux États-Unis, éleva une protestation solennelle contre cet odieux marché. Là-dessus, grand émoi dans toute l'Amérique, résiliation forcée du contrat, et pour Urbina perte sèche des trois millions de piastres. On ne peut dire qu'il y perdit son honneur, qui depuis longtemps n'était plus en cause, mais il descendit encore d'un degré dans le mépris de ce peuple qu'un jour ou l'autre il vendrait comme un vil bétail.

On se demandera peut-être comment une dictature aussi insolente peut s'exercer sous un gouvernement constitutionnel parlementaire? C'est que les deux chambres étaient faites à l'image du maître, par le maître lui-même. Les comices électoraux se hasardaient-ils à nommer quelques députés consciencieux et indépendants, Urbina réclamait leur invalidation, et la majorité servile applaudissait. Le message du président annonçait alors une ère de prospérité sans pareille, si toutefois le congrès consentait à l'investir, contre les partis vaincus, de pouvoirs extraordinaires, ce que évidemment la susdite majorité ne pouvait refuser à son chef. Alors, aussi libre dans ses allures qu'un pacha turc, l'autocrate exilait les opposants au Pérou, à la Nouvelle-Grenade, et jusque dans les plaines sauvages du Napo. On n'épargnait ni le sexe, ni l'âge, ni le rang : de nobles dames, des jeunes filles même, furent jetées en prison ou internées dans des couvents pour raisons politiques.

Quant aux journaux, leur mission consistait à encenser le maître qui les payait. Loin de blâmer sa tyrannie, *La Democracia* ne croyait pas encore Urbina suffisamment armé contre les floréanos, c'est-à-dire les prêtres, les nobles et les riches. Cette aimable feuille

demandait « qu'on les traitât, non comme un parti politique, mais comme un ramassis de bandits. » Elle invitait le gouverneur de l'Orient à préparer des logements pour les futurs déportés, car il fallait, disait-elle, « couper les ailes aux oiseaux de nuit, avant qu'ils prissent leur vol. » On rencontre de ces plats valets dans toutes les démocraties. Il se trouva même des jeunes gens, habitués des orgies présidentielles, qui ne rougirent pas de fonder un nouveau journal, *La Liberté* [1], pour saper, de concert avec Urbina, toutes les institutions sociales et religieuses.

Cependant, lorsque Urbina fut sur le point de terminer sa carrière présidentielle, des citoyens courageux, décidés à combattre pour s'assurer un meilleur avenir, s'enhardirent jusqu'à créer à Quito un organe périodique, *L'Expectateur* [2], dans le but de revendiquer les droits « de la religion et de la patrie. » « Nous ne voulons, disaient les rédacteurs, ni du despotisme qui enchaîne la pensée, ni de la démagogie qui la corrompt. Nous haïssons également le cimeterre des tyrans et le poignard des révolutionnaires. Catholiques et patriotes, nous voulons la religion, parce qu'elle a brisé les chaî-

[1] *La Libertad.* Une feuille étrangère, ennemie d'Urbina, avait montré l'Équateur honteusement réduit à ne lire d'autre journal que le Journal officiel. Urbina aida quelques jeunes gens de ses amis à fonder *La Libertad,* puis, par l'intermédiaire d'un de ses affidés à Cuenca, poussa le P. Solano, vieux franciscain de grand mérite, à réfuter la nouvelle feuille. Celui-ci fonda *La Escoba,* c'est-à-dire *Le Balai,* et balaya si bien les étourneaux de la capitale que les rieurs ne furent pas longtemps de leur côté. Un jour qu'il les avait criblés de ses mordantes ironies, ils s'avisèrent de lui répondre qu'il était facile à un vieux moine de soixante ans d'avoir raison de jeunes gars de vingt ans. — « Qui est plus vieux, à votre avis, répliqua Solano, un âne de vingt ans ou un moine de soixante ? » Urbina riait plus fort que tous les autres. « Voyez-vous, disait-il à ses censeurs, que la liberté de la presse règne à l'Équateur ! »

[2] *El Expectador,* janvier 1855

nes de la servitude et relevé les malheureux broyés sous le pied des despotes. Cette religion, nous la défendrons jusqu'au dernier soupir. »

Ce dernier supir, *L'Expectateur* n'eut pas à l'attendre longtemps. Dans un de ses numéros, les rédacteurs s'enhardirent jusqu'à comparer Urbina à l'autocrate de toutes les Russies. « Le tzar, disaient-ils, fait trembler son monde en criant toujours : Sibérie ! Sibérie ! fier de l'imiter, notre gouvernement répète du matin jusqu'au soir : Au Napo ! Au Napo ! » Naturellement *La Democracia* se mit à rugir. On osait critiquer Urbina, parler d'abus, de décrets illégaux, de libertés violées, de guano problématique : autant de crimes de lèse-majesté, pour lesquels la feuille gouvernementale, trouvant le Napo trop doux, réclamait la déportation au Pont-Euxin ou en Afrique. Ainsi s'annonçait une nouvelle exécution. On apprit en outre que le prétendant Florès, ayant gagné les bonnes grâces du général Castilla, président du Pérou, allait fondre sur l'Équateur avec une armée d'auxiliaires, auxquels il avait promis la riche province d'Esmeraldas et tous les terrains qui bordent l'Amazone depuis la Cordillère jusqu'à la frontière du Brésil. Pour sauver l'État d'un pareil danger, Urbina s'empressa de lancer un décret de proscription contre toutes les familles suspectes de floréanisme. Des vieillards, des soldats, des généraux furent nuitamment arrachés de leurs lits, internés à Guayaquil, transportés à Panama, ou déportés en Orient. C'est dans ces déserts du Napo, pour y mourir d'une mort lente mais sûre, que furent confinés les rédacteurs de *L'Expectateur* . Une fois encore le silence régnait à Quito.

Cette razzia de conservateurs, au moment de l'élection présidentielle, était tout simplement un coup de maître. Le parti décapité par la perte de ses chefs, son

organe tué, les électeurs terrorisés, il fallait renoncer non seulement au triomphe, mais même à la lutte. Ces quatre années qui pesaient sur l'Équateur comme quatre siècles, allaient fatalement aboutir à une nouvelle période d'oppression. De fait les patriotes ne présentèrent pas même de candidat, et le débat se circonscrivit entre cinq ou six personnalités appartenant aux différentes nuances du parti démocratique, tels que Pedro Moncayo, un des docteurs du radicalisme ; Gomez de la Torre, riche propriétaire, désireux de faire prédominer l'élément civil sur l'élément militaire ; le ministre Bustamante, ennemi des persécutions religieuses ; le général Roblez, gouverneur de Guayaquil, créature et doublure d'Urbina. Au milieu de ces rivalités, Urbina pensa peut-être un instant conserver le pouvoir, mais les démocrates mécontents s'étant ralliés autour de Gomez de la Torre, il soutint la candidature du général Roblez, lequel manœuvrerait selon ses désirs et assurerait sa réélection dans quatre ans.

Le difficile était d'imposer au pays ce ridicule mannequin, surtout en présence d'un concurrent aussi honorable que Gomez de la Torre. Urbina trouva le moyen de tourner les cœurs, même vers Roblez. Comme les prisons et les casernes de Guayaquil regorgeaient des malheureux incarcérés par ses ordres, il investit subitement le gouverneur Roblez d'un pouvoir discrétionnaire sur ces pauvres disgraciés, justement inquiets du sort qui les attendait. Roblez n'eut que la peine de les mettre en liberté pour se faire couvrir de bénédictions, juste au moment de chauffer sa candidature. Moyennant ces hypocrisies raffinées, jointes aux menaces et aux promesses du gouvernement, il l'emporta de soixante-dix-neuf voix sur son concurrent.

Avant de lui céder le fauteuil, Urbina lut au congrès un compte-rendu de sa gestion. Il montra « qu'il avait

tiré l'Équateur d'un abîme pour le lancer dans la voie du progrès. Sa gloire, c'était d'avoir sauvé la République des invasions de Florès. Cette besogne avait coûté plus d'un million de piastres, mais un pareil bienfait ne saurait être payé trop cher. Il laissait du reste l'Équateur pacifié, et ennobli par le développement progressif des libertés publiques, des bonnes mœurs, de la prospérité matérielle, et des vertus nécessaires à un peuple libre. » Jamais charlatan sur ses tréteaux ne se moqua plus effrontément d'une nation ruinée et assassinée.

Un mois après, Roblez prenait possession de la présidence, sans autre consolation pour les martyrs que de voir au bas des décrets d'exil son nom remplacer le nom d'Urbina. Pour le reste, ainsi que s'exprime un orateur du Chili, « c'était toujours la révolution, toujours la guerre civile et la guerre étrangère se disputant les lambeaux des cadavres sanglants, toujours la persécution de l'Église, l'usurpation sacrilège de ses biens, la proscription de ses ministres, la profanation de ses temples, la déportation de ses enfants, la banqueroute en permanence, le commerce anéanti, l'instruction publique transformée en poison corrupteur, tous les vices s'étalant au grand jour, en un mot, le règne du mal dans toute son horreur[1]. » Et tout était perdu, si Dieu qui dirige invisiblement le cours des évènements. n'eût ramené à l'Équateur, contre toute prévision, l'homme qu'il tenait en réserve, dans une cellule de Paris, pour en faire le porte-drapeau de la contre-révolution.

A la fin de 1856, après une délibération du congrès sur une proposition d'amnistie, les amis de Garcia

[1] Voir *Collection de algunos escritos* par Eloy Proano : *Oracion funebre del Exc. d. Gabriel Garcia Moreno,* por el Senor D. V. S. Chaparro.

Moreno, demandèrent au président Roblez un sauf-conduit pour ce grand citoyen, depuis si longtemps, éloigné de sa famille et de son pays. Roblez l'accorda, comme don de joyeux avènement et peut-être aussi par un sentiment d'intérêt personnel. Redevable de sa popularité d'un moment à l'élargissement des prisonniers de Guayaquil, il put croire que le rappel d'un homme aussi apprécié du public que Garcia Moreno, lui gagnerait le cœur des habitants de Quito. C'était une faute que l'implacable et prudent Urbina n'eut pas commise, mais Roblez n'avait pas assez d'intelligence pour deviner l'homme à craindre.

L'exilé rentra dans la capitale avec tout le prestige d'un chevalier qui a beaucoup souffert pour la sainte cause de la religion et de la patrie. On ne l'avait point perdu de vue durant ses trois années d'absence; on vantait sa force d'âme qu'aucune persécution n'avait pu abattre, mais plus encore cet intrépide courage qui lui avait fait préférer les veillées solitaires de l'étude aux distractions bruyantes du monde parisien; on savait qu'il revenait à l'Équateur muni de toutes les connaissances nécessaires pour élever son pays au niveau des nations les plus civilisées de l'Europe, et l'on comptait sur son audace bien connue pour terrasser ceux qu'on appelait déjà *les deux jumeaux*, Urbina et Roblez.

A peine arrivé, les distinctions les plus flatteuses et les plus honorables vinrent le chercher avec un empressement d'autant plus marqué qu'on voulait en l'exaltant, rabaisser ses persécuteurs. La municipalité de Quito le nomma d'abord *Alcade,* emploi qui correspond à celui de juge de première instance. C'était un témoignage rendu à sa noble passion de la justice, dans un temps où, comme il l'avait dit, « l'arithmétique imposait trop souvent ses décisions aux tribunaux ». Quel-

que temps après, la charge de recteur de l'Université étant devenue vacante, les docteurs, investis du droit de nomination, n'hésitèrent pas à la lui conférer comme au plus digne d'occuper ce poste éminent mais difficile. Il fallait relever l'enseignement du mépris dans lequel il était tombé sous l'administration précédente, et opérer pour cela des réformes radicales que n'accepterait jamais le gouvernement de Roblez. Toutefois Garcia Moreno se mit à l'œuvre, résolu de faire le possible en attendant des temps meilleurs. Il stimula au travail les professeurs et les élèves en accordant les grades non plus à la faveur, mais au savoir. Lui-même présidait aux examens, écartant impitoyablement tout candidat incapable. Cette mesure contraignit les étudiants à fréquenter les cours, en dépit de la liberté que leur octroyait la loi des études.

La Faculté des sciences n'existait que de nom. Elle n'avait ni professeur, ni cabinet de physique, ni cabinet de chimie, ni laboratoires, ni instruments d'aucune sorte. Le gouvernement estimait les expériences dangereuses, et en tout cas trop coûteuses. Tout dévoué à son œuvre, Garcia Moreno fit présent à l'Université d'un magnifique cabinet de chimie qu'il avait apporté de Paris pour son usage personnel, et se chargea lui-même d'enseigner cette science, alors presque inconnue. Ses élèves apprécièrent bientôt l'étendue de ses connaissances, sa puissance d'investigation, et surtout la ténacité de sa mémoire qui lui permit de réciter un jour, sans hésiter un instant, toute la nomenclature des éléments simples. Aux leçons quotidiennes il ajouta des cours publics, dans lesquels il montra par des expériences saisissantes l'application des sciences à l'agriculture et à l'industrie, de manière à en faire ressortir, même aux yeux des plus aveugles, l'excellence et l'utilité. Aussi tous l'admiraient, mais parti-

culièrement les jeunes gens, que passionne et subjugue toujours la flamme du génie, jointe à l'énergie du caractère.

Cependant le plaisir de présenter à ses compatriotes ces « verroteries de l'Europe » ne lui faisait pas oublier le grand but à poursuivre, c'est-à-dire la délivrance de son peuple. Il considérait les charges publiques comme un acheminement aux fonctions parlementaires qui lui permettraient de débattre les grands intérêts de la nation. Aussi, comme en mai 1857 devait avoir lieu l'élection des membres du congrès, il résolut d'entrer au sénat avec quelques-uns de ses amis politiques et d'y arborer enfin le drapeau de l'opposition en face des adulateurs dont le pouvoir s'entourait depuis cinq ans. Il n'ignorait pas qu'il faudrait forcer les portes, mais on ne sauve point sans combattre un pays livré à la Révolution.

Pour poser sa candidature, il fallait créer un journal arme dangereuse qui lui avait valu, à lui, trois années d'exil, et naguère aux rédacteurs de *L'Expectateur*, l'internement au milieu des sauvages. Il y avait tout à craindre, si l'on dressait contre le gouvernement une nouvelle machine de guerre. Cette considération l'arrêta si peu que, quatre mois après son retour de France, paraissait à Quito le premier numéro de *La Union Nacional*[1], organe électoral des candidats de l'opposition.

Le titre seul était un programme. Il s'agissait de grouper en faisceau tous les mécontents pour écraser sous cette coalition les candidats du gouvernement. Lors de l'élection présidentielle, Roblez n'avait obtenu, sur neuf cents votants, qu'une majorité de soixante-dix-neuf voix. En embrigadant dans une liste de conci-

[1] *La Union Nacional* fit son apparition le 21 avril 1857.

liation tous les ennemis d'Urbina, catholiques déterminés, patriotes libéraux, démocrates avancés, on avait l'espoir de contrebalancer l'immense influence dont disposait le gouvernement au profit des candidatures officielles. Sans doute, on ne fonde rien avec des coalitions, mais ce sont d'excellents béliers pour démolir. Garcia Moreno traça d'une main ferme le but que poursuivait le nouveau journal.

« Quand une cité ensevelie dans les ténèbres d'une nuit profonde se livre aux douceurs du sommeil, un grand silence règne autour d'elle : c'est à cette heure que l'assassin saisit son poignard, quitte son repaire, et se rend sur le théâtre choisi par lui pour un nouveau crime. Sûr de l'impunité, car la nuit lui sert de voile et ses victimes sont endormies, il avance hardiment, attaque dans l'ombre la demeure paisible de l'honnête homme, et d'une main le dévalise pendant que de l'autre il s'apprête à l'égorger. Mais que soudain retentisse le cri d'alarme, que les citoyens émus se précipitent au secours de la victime, le brigand s'enfuit en jetant son butin.

« De même, une nation, abreuvée d'outrages, réduite au désespoir par une longue série de revers, cherche dans le sommeil, l'oubli de ses douleurs. Malheur à elle, si elle ne se réveille pas avant l'attentat final ! Malheur à ses fils, si au lieu de voler à son secours, ils se plongent dans un lâche repos, ou se livrent aux fureurs de la discorde !

« L'Équateur se trouve-t-il aujourd'hui dans cette effroyable passe ? Les actes, ou plutôt les scandales du gouvernement répondent douloureusement à cette question. Or, sachez-le, si dans une monarchie le silence des peuples est la leçon des rois, dans une république, c'est la mort à bref délai. Inutile de chercher en pays étranger la preuve de cette vérité : qu'il suffise d'évoquer le nom

maudit d'Urbina, ce synonyme de toutes les infamies et de tous les crimes.

« Aujourd'hui que les urnes électorales vont décider de l'avenir de la république, le silence du peuple équivaudrait à l'atonie du cadavre. Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut l'union loyale et le concours de tous les citoyens qui s'intéressent encore à l'honneur de la patrie. Voilà pourquoi nous agitons le drapeau de l'*Union Nationale*, persuadés que, si nous marchons ensemble, on ne verra plus se hisser au pouvoir des misérables qui devront, au jour de la justice, gravir les marches de l'échafaud [1]. »

Après ce coup d'éperon aux engourdis, toujours très nombreux dans le parti de l'ordre, Garcia Moreno les pousse aux urnes, l'épée dans les reins, en leur faisant remarquer que les électeurs primaires, dont les comices vont faire choix à l'occasion du renouvellement du congrès, auraient à nommer plus tard le futur président. Il s'agissait donc ou de préparer la réélection d'Urbina ou d'éliminer à jamais le despote exécré. A la pensée que cet homme de malheur pourrait régner encore sur son pays, le polémiste donne libre cours à son indignation :

« Cinq ans durant, il a fait peser sur nous son despotisme immoral, sans qu'un acte honorable ait légitimé son usurpation, ni couvert ses crimes aux yeux de la postérité. Bâillonner la presse pour étouffer la conscience publique, transformer les collèges en casernes, abrutir la nation en supprimant toute espèce d'enseignement, ériger le vol en système sous le nom d'emprunts forcés, décréter l'impunité des bandits à sa solde, calomnier pour persécuter, persécuter pour terroriser, exiler au désert des innocents, des prêtres

[1] *La Union Nacional*, 21 avril 1857.

même, trop fiers pour l'encenser du haut de la chaire, s'abreuver du sang et des larmes d'un peuple : tel fut le gouvernement d'Urbina à l'intérieur. Dans ses relations avec les nations étrangères, duplicité, mauvaise foi, mensonge, couardise, félonie : voilà sa politique. Et cet homme ressaisirait le pouvoir ! Et nous serions ainsi livrés au crime et à la barbarie à perpétuité ! Donc voter pour les listes ministérielles, c'est se déshonorer, car derrière ces noms se cache celui d'Urbina ! Hormis les employés besogneux ou les courtisans faméliques qui sacrifient le patriotisme au salaire, le peuple tout entier, las d'être victime, marchera comme un seul homme à la conquête de ses droits [1]. »

A la suite de ces excitations virulentes, le peuple se réveilla en effet de sa longue léthargie. Les jeunes gens surtout, que l'air malsain de la servitude n'avait pas eu le temps de corrompre, se préparaient à lutter énergiquement pour la bonne cause et pour l'homme héroïque qui les menait au combat. De son côté, le gouvernement, décidé à triompher *per fas et nefas*, employait tous les moyens de pression et d'intimidation dont sont coutumiers les pouvoirs d'aventure. Les municipalités suspectes de patriotisme, comme celle de Quito, furent désorganisées par d'indignes procédés ; des chefs de police, arbitrairement destitués pour faire place aux hommes de poigne ; les gardes nationaux, embrigadés par leurs chefs respectifs, afin de marcher aux urnes avec ensemble. Même on ne rougit pas d'afficher au début de la période électorale l'édit concernant la provision des cures vacantes, afin d'influencer les candidats aux cures et bénéfices, et par eux tout le public. Les agents de police et la troupe des employés furent lancés sur chaque électeur pour en faire le siège.

[1] *La Union Nacional*. 28 avril 1857.

Urbina comprenait, lui aussi, que son avenir dépendait du scrutin.

Garcia Moreno dénonça au pays ces scandaleuses pratiques. « Vous nous disiez autrefois, s'écrie-t-il, que Florès s'éternisait au pouvoir par son adresse, sa force, et surtout la pression qu'il exerçait sur les électeurs ; mais un tour d'adresse que n'a pas trouvé Florès, c'est de créer des gardes nationaux au moment de l'élection pour les faire voter militairement ; un magnifique tour de force, c'est d'escorter les citoyens jusqu'aux urnes ; le comble de la pression, ne serait-ce pas d'ouvrir un marché simoniaque de bénéfices ecclésiastiques ? Équateur, les voilà ces hommes qui te vantent chaque jour la souveraineté du peuple ! Voilà comme ils t'outragent en préparant ta ruine [1]. »

Après trois mois de préparatifs, arriva le jour de la grande bataille. Pour animer ses troupes, Garcia Moreno ne craignit pas de comparer cette lutte à celle de 1845 : « Les 3 et 10 mai 1845, dit-il, vous avez enterré vos chaînes dans les tranchées de l'Elvira, d'où vous pensiez qu'elles ne sortiraient jamais. Vous vous trompiez : pour être libres, il faut encore vous débarrasser d'Urbina, le plus méprisé mais aussi le plus astucieux des séides de Florès. En 1845, vous avez salué l'aurore de la liberté ; en 1857, vous chasserez les nuages qui ont empêché le soleil de la régénération d'illuminer notre beau pays. »

Au moment du vote, les deux partis se trouvèrent en présence, comme deux corps d'armée prêts à fondre l'un sur l'autre. Les employés du gouvernement, transformés en espions, surveillaient chaque électeur pour surprendre le secret des votes. On ne s'approchait des urnes qu'en traversant les bataillons parqués sur la

[1] *La Union Nacional,* 5 mai 1857.

place. Leurs dignes officiers, l'épée au poing, répétaient les commandements du colonel Patricio Vivero, la terreur du pays. Des menaces, des injures même, étaient adressées aux citoyens calmes et inoffensifs. Irrités de ces violences, de nombreux jeunes gens appartenant aux meilleures familles de la capitale, décidés à repousser la force par la force pour maintenir la liberté du vote, vinrent se placer en escouades devant les soldats. Ceux-ci dégainèrent, les jeunes patriotes ripostèrent à coups de canne, et le sang coula dans les rues de Quito.

Néanmoins, en dépit de ses illégalités tyranniques, le gouvernement fut battu par Garcia Moreno, qui l'emporta de haute lutte, entraînant après lui un assez grand nombre de candidats de l'opposition. Déroute pour le ministère, mais triomphe national dont l'organisateur ne manqua pas de faire ressortir l'importance pour l'avenir :

« Pénétré de cette vérité que l'union fait la force, et que pour vaincre il faut énergie et discipline, le peuple de Quito a sacrifié sur l'autel de la patrie les germes de division qui fermentaient dans son sein. La nation entière enveloppant dans ses rangs enthousiastes tous les citoyens distingués par leur probité et leur patriotisme, s'est rendue aux urnes bien déterminée à exclure pour toujours du gouvernement le misérable tyranneau qui nous a perdus. Avec de tels combattants, la victoire ne pouvait être douteuse. En vain les agents ministériels prodiguèrent-ils promesses et menaces ; en vain les officiers de la garnison entourèrent-ils l'urne électorale, comme l'avant-garde de la violence et du désordre, en vain versa-t-on le sang du peuple, le sang du peuple cette fois encore fertilisa le champ sacré de la liberté.

« Le ministère a prouvé par ses mesures de rigueur et de vengeance qu'il avait conscience de son impopularité. Le peuple, au contraire, en opposant une invin-

cible fermeté aux provocations d'une soldatesque arrogante, a montré que, pour vaincre des ennemis acharnés, l'union suffit, sans qu'il soit besoin de sortir de la légalité. Qu'il forme un corps solide et compact, et nul tyran ne pourra le subjuguer. Les gouttes de pluie dispersées dans les champs sont absorbées par la terre ou s'évaporent aux rayons du soleil ; rassemblées au contraire, elles forment un torrent impétueux dont la force irrésistible brise tous les obstacles. Ainsi une nation bien unie s'avance, d'un pas rapide, dans le sentier que lui ouvre la main de la Providence. »

Urbina comprit que cette défaite était un coup mortel porté à son despotisme jusque-là sans contrôle. Désormais il aurait dans les chambres à compter avec l'opposition, et de plus avec un peuple honteux de sa trop longue patience. Quatre ans auparavant, il avait fait empoigner pour le déporter au Pérou le sénateur élu de Guayaquil ; mais qui donc oserait aujourd'hui mettre la main sur le sénateur élu de Quito ? Le 15 septembre 1857, aux applaudissements de tout le peuple, Garcia Moreno, entouré de ses collègues de l'opposition, prenait place au congrès.

CHAPITRE II

OPPOSITION PARLEMENTAIRE

(*1857-1859.*)

La session législative s'ouvrit par un de ces messages optimistes qui feraient sourire de pitié si la littérature officielle pouvait exciter dans l'âme un sentiment quelconque. Roblez « adressait de ferventes actions de grâces au suprême Législateur de ce que la République, pendant cette première année de l'administration nouvelle, avait suivi une marche tranquille, normale, constitutionnelle et progressive à l'intérieur, cordiale et harmonieuse avec les nations étrangères. » On était bien en procès avec le Vénézuela, en discussion avec la Nouvelle-Grenade, en délicatesse avec le Pérou, mais ces dissonances ne brisaient point l'harmonie. A l'intérieur, un gouverneur de province avait failli périr sous les coups de ses subordonnés ; mais on avait fini par s'arranger avec les mutins. L'instruction publique, l'armée, les finances étaient en désarroi ; mais rien de tout cela n'arrêtait la marche du progrès. Quant au scandale électoral, le gouvernement préparait un petit projet de loi destiné à ruiner l'influence et l'action des municipalités, afin de laisser au gouvernement le soin de diriger les électeurs sans aucune opposition.

Roblez pouvait se permettre ce langage insensé, car

il comptait à bon droit pour le soutenir sur la majorité des députés. Même au sénat, où l'opposition dominait, figuraient plusieurs démocrates qui, bien que hostiles à la politique générale du gouvernement, voteraient selon ses idées dans les questions d'affaires. Quant aux irréconciliables, on en aurait raison, fallût-il revenir au régime de la terreur dont Urbina s'était si bien trouvé. Déjà l'on avait brisé les employés réfractaires, menacé les municipalités, et si bien accrédité certains bruits de vengeance particulière que *La Union Nacional,* après plusieurs interpellations restées sans réponse, avait cru prudent de cesser sa publication. On pouvait donc espérer que le peuple, un instant ému par la lutte électorale, reprendrait sa « marche tranquille et normale » sous la férule du gouvernement.

Garcia Moreno espérait bien troubler un peu cette quiétude. Sans faire d'opposition systématique, il avait résolu de battre en brèche le ministère toutes les fois que les droits de l'Église ou du peuple le demanderaient. En pareil cas, la paix lui paraissait une lâcheté, et le silence une complicité. De plus, pour affermir ses collègues contre toute tentative de séduction, il reprit, peu après l'ouverture des chambres, la publication de *La Union Nacional,* interrompue depuis trois mois. Un compte-rendu des séances du congrès mettait tous les jours sous les yeux des députés la terrible responsabilité qu'ils encouraient devant la nation.

« L'immunité d'un représentant, disait-on, n'existe pas devant l'opinion, qui voit tout et juge tout sans se laisser dérouter ni pervertir par l'imposture ou la déloyauté. Les oui et les non donnés au sein du congrès pour la ruine ou la prospérité de la nation, ont leur retentissement au delà de l'enceinte où nous siégeons. Ils seront répétés par un million de voix avec accompagnement d'opprobres ou de bénédictions. Chacune de nos

paroles sera jugée par un tribunal incorruptible, sévère comme la vérité, terrible comme la conscience, puissant comme le peuple qui nous a confié la défense de ses droits. La nation se tait, mais elle écoute. Elle n'oublie ni ne pardonne. Le législateur et le magistrat ne peuvent impunément faire le mal ou omettre le bien. Parfois le jour des responsabilités se fait attendre, mais il finit toujours par arriver.

Guidé par cette main ferme, le sénat ne se laissa point entamer. Tous les projets ministériels destinés plus ou moins, sous le nom de réformes constitutionnelles, à satisfaire les rancunes du pouvoir, furent impitoyablement jetés par terre. Lors de la discussion des lois de finances, Garcia Moreno demanda un compte scrupuleux des dépenses, et s'exprima d'une manière si violente et si indignée contre les dilapidateurs de la fortune publique qu'on hésita à reproduire ses discours dans le journal officiel. Il intervint surtout dans trois délibérations d'une souveraine importance.

La première concernait l'impôt de capitation, qui pesait depuis le temps de la conquête sur la pauvre race indigène. Véritables parias exclus de toutes les charges publiques, les indiens payaient annuellement au trésor la somme de trois piastres, comme l'équivalent des services qu'ils étaient impropres à remplir. Rien de plus odieux qu'un pareil tribut dans une république basée sur l'égalité devant la loi. Sous les précédentes législatures, on avait souvent tonné contre cet impôt mais d'une manière tout à fait platonique. Au moment d'en voter l'abolition, on évoquait le spectre de la banqueroute, et l'on remettait à des temps plus heureux la libération des bons indigènes. La question de nouveau mise sur le tapis, les libéraux plaidèrent, comme de coutume, le renvoi aux calendes grecques, tout en ver-

sant des larmes de crocodile sur la misère des pauvres indiens ; mais, d'un mot, Garcia Moreno pulvérisa leur sempiternelle objection.

« Pourquoi, dit-il, tant de discours sur une loi de justice et d'humanité ? Laissez donc là tous ces prétextes, et soyez conséquents avec vous-mêmes. Si ce tribut vous paraît manifestement contraire à l'égalité, pourquoi en différer l'abolition et conserver au milieu de nous ce que vous appelez une révoltante iniquité ? Vous cherchez une matière imposable pour remplacer cette contribution ! Depuis 1846, vous cherchez cet impôt nouveau sans le trouver, et voilà dix ans que ce sophisme vous sert à prolonger l'esclavage des indigènes. Dans dix ans vous nous chanterez le même refrain, et ainsi jamais ne s'accomplira l'acte de rigoureuse justice que la nation réclame. »

On voulut temporiser au moins jusqu'au renouvellement de l'année afin de ne pas susciter des embarras au gouvernement, et aux employés, des tentations de fraude. « Pas de délai, s'écria Garcia Moreno. Le mal que vous maintenez surpasse celui que vous craignez. Si vos employés profitent de la loi pour voler les indiens ou le fisc, jugez-les et châtiez-les selon la rigueur du code. » Le tribut fut aboli, aux applaudissements de tout le peuple.

Une autre question, l'instruction publique, préoccupait à bon droit celui que ses concitoyens avaient jugé digne de diriger l'Université centrale de Quito. Peu d'écoles, très peu de collèges, et, depuis l'abominable loi de la liberté des études, presque pas d'étudiants sérieux : c'était, en dépit de tous les efforts, l'ignorance progressive et la décadence irrémédiable. Roblez l'avait avoué dans son message, mais sans proposer aucune amélioration pratique. Garcia Moreno présenta, sur l'enseignement à tous les degrés, une loi organique éla-

borée avec le plus grand soin d'après les lumières puisées dans l'étude des systèmes européens ainsi que dans ses méditations personnelles. Mais il échoua, malgré son éloquence, contre l'obstination du gouvernement, l'entêtement de la routine, et surtout cette raison dernière qu'on opposait à toute espèce de progrès : la pénurie du trésor. Avant de donner la science aux jeunes gens, il fallait donner du pain aux fonctionnaires et aux soldats : donc le *statu quo* sans espoir. « Ainsi, disait Garcia Moreno dans un rapport au ministre de l'instruction publique, on légalise la paresse, on éteint toute lumière, et l'on se tranquillise parce qu'on a sauvé les apparences au moyen de faux titres et de grades immérités [1]. » Cette protestation n'empêcha pas Roblez de répéter aux députés, un an après, la même hypocrite complainte : « L'enseignement, disait-il, reste stationnaire, faute d'argent et d'organisation; mais le gouvernement, ne possédant aucun moyen d'écarter ces obstacles, n'est pas responsable de l'ignorance qui pèse sur les jeunes générations. A vous, législateurs, de multiplier les foyers de lumière et de moralité sans lesquels, vous ne l'ignorez pas, la République démocratique ne peut se perfectionner, ni même se conserver [2]. » Et voilà comment tous les ans, après avoir mangé les rentes de l'État, ces misérables farceurs gémissaient sur l'ignorance du peuple !

Garcia Moreno réussit mieux dans une autre discussion qui passionna singulièrement l'opinion publique. Urbina avait laissé plusieurs loges maçonniques s'établir subrepticement à Guayaquil. Au nom de la religion qui les anathématise, et de la société dont ces institutions sataniques ne cessent de saper les fondements, Garcia Moreno demanda la fermeture des loges. Il par-

[1] *El Seis de Marzo*, 26 octobre 1858.
[2] Message de 1858.

la contre ces frères et amis du gouvernement avec une passion si éloquente et si communicative, que la motion fut votée dans des termes assez désagréables pour le ministère. « La religion catholique étant la religion de tous les citoyens, la seule reconnue par la constitution, on ne peut sans inconséquence admettre la création de sociétés irréligieuses ; cependant, comme par négligence ou connivence, on a laissé s'introduire à l'Équateur des sociétés secrètes d'un caractère notoirement irréligieux, le congrès décrète la dissolution des loges maçonniques et autres associations réprouvées par l'Église[1]. »

Il en fut de cette loi comme de toutes les autres issues de l'initiative parlementaire. Usant de ses prérogatives, le gouvernement en appela au congrès mieux informé. Dans l'intervalle des sessions, ses journaux représentèrent les membres de la majorité comme des apôtres de l'intolérance, des nouveaux Torquemadas, impatients de rallumer à l'Équateur les bûchers de l'Inquisition ; puis quand il crut l'opinion suffisamment préparée, le ministre remit la question sur le tapis, prétendant que les sociétés visées n'avaient aucun caractère irréligieux ; et que, d'ailleurs, fussent-elles impies et réprouvées par l'Église, ni la constitution ni la loi n'autorisaient le gouvernement à les dissoudre. La majorité libérale consentit à se déjuger, et la loi resta lettre morte.

Sauf l'abolition du tribut indien, cette session de 1857 fut donc absolument stérile au point de vue législatif. Moralement, elle exerça une immense influence sur le pays, car il fut désormais prouvé à tous, qu'après avoir jeté le peuple au plus bas degré de l'abjection, le gouvernement se trouvait impuissant à le relever.

[1] Loi du 13 novembre 1857.

L'instruction radicalement détruite, le trésor épuisé par le militarisme, et la bureaucratie, les hommes du gouvernement livrés aux sociétés maçonniques jusqu'à prendre leur défense contre le congrès : il n'en fallait pas tant pour exciter le mépris et la colère contre les détenteurs exécrés du pouvoir. De plus, ce pouvoir absolu et despotique avait enfin devant lui une opposition résolue à le contrôler, à le renverser même, plutôt que de tolérer de nouveaux attentats contre la nation. Conduite par un homme de la trempe de Garcia Moreno, elle n'hésiterait pas à se mesurer avec le despote : Roblez en eut bientôt la preuve.

En dépit de ses affirmations emphatiques, les relations avec les puissances étrangères n'étaient ni « cordiales » ni « harmonieuses ». Depuis longtemps déjà une question litigieuse, relative aux frontières, tenait en agitation l'Équateur et le Pérou. En vue d'amortir sa dette extérieure, l'Équateur avait cédé à ces créanciers anglais et américains des terrains assez considérables dans la province orientale, terrains incultes, forêts vierges, contrées absolument improductives, que les émigrants coloniseraient à leur profit, mais dont l'État conservait le haut domaine. Le Pérou réclama contre cette aliénation d'un territoire qu'il prétendait injustement lui appartenir en vertu d'anciennes délimitations. A l'âpreté des revendications se joignait une antipathie profonde pour Urbina et Roblez, antipathie du reste parfaitement justifiée.

Le général Castilla, président du Pérou depuis 1856, avait refusé de se faire l'exécuteur des hautes œuvres d'Urbina contre Florès. Urbina voulait absolument fermer tous les ports d'Amérique à son ancien seigneur et maître, dont l'ombre seule lui donnait maintenant le cauchemar. Loin d'acquiescer à cet ostracisme, Castilla reçut Florès à Lima avec toutes sortes de démonstra-

tions d'amitié et lui accorda même une pension. Selon ses habitudes, Urbina se vengea bassement, favorisa des tentatives de révolution contre Castilla, dépouilla ou emprisonna même des nationaux du Pérou, enfin prodigua l'insulte et l'outrage par ses scribes officiels à l'ambassadeur Cavero, qui de son côté révoltait les équatoriens par sa hauteur et ses prétentions outrecuidantes. A la suite d'une correspondance diplomatique d'une nature très violente, Roblez rompit les négociations avec Cavero, et lui envoya ses passeports. Castilla répondit par un ultimatum dans lequel il exigeait la réadmission de l'ambassadeur outragé et menaçait en cas de refus de bloquer immédiatement le port de Guayaquil.

Ceci se passait en octobre 1858, juste au moment où le congrès venait de retirer, sur les instances et doléances du gouvernement, la loi précédemment édictée contre les loges maçonniqnes. Dieu finit toujours par prendre en main sa cause et celle des nations opprimées : il intervient par la guerre qui purifie les peuples et balaie les tyrans. Les francs-macons de l'Équateur eurent bientôt raison de s'en convaincre.

Députés et sénateurs avaient suivi avec attention les péripéties de cette longue négociation qui paraissait devoir se dénouer par une guerre avec le Pérou. Tout en blâmant les formes peu courtoises des diplomates équatoriens, ils s'accordaient à trouver injustes les revendications de Castilla. Aussi, quand Roblez réclama du congrès les pouvoirs extraordinaires nécessités par la situation, les représentants, sous la seule inspiration du patriotisme, rendirent un décret qui autorisait le gouvernement « à transporter le siège de l'État à Riobamba ou à Cuenca tout le temps que durerait le péril actuel, et de plus à contracter un emprunt de trois millions de piastres. » Toutefois pour ne pas confier des pouvoirs illimités à des autocrates tels qu'Urbina

et Roblez, le congrès spécifia certaines restrictions, par exemple la défense de transférer la capitale à Guayaquil ou de conserver après la guerre les facultés exceptionnelles dont le gouvernement se trouvait momentanément investi.

Telles étaient les dispositions des représentants et l'on peut dire de tous les citoyens, quand Urbina quitta son gouvernement de Guayaquil et revint s'installer à Quito, pour exercer au nom de son comparse les pouvoirs dictatoriaux, je veux dire ses basses vengeances. Le recrutement des soldats s'opéra d'une manière arbitraire et de façon à froisser toutes les populations. On décréta des emprunts forcés, dont la répartition injuste et souverainement déloyale excita de telles fureurs qu'il fallut mettre la troupe sur pied pour en opérer le recouvrement. Le gouvernement paraissait faire ses préparatifs de combat, non contre le Pérou, mais contre l'Équateur. Diverses nouvelles plus ou moins alarmantes circulaient dans la capitale ; on parlait ouvertement d'un coup d'État, de la dissolution des chambres, de la translation de la capitale à Guayaquil malgré le décret du congrès. Le gouvernement, disaient les officieux, avait les baïonnettes pour se soutenir : les délibérations de caserne l'emporteraient sur les radotages des députés. Enfin, un écho de Guayaquil acheva de bouleverser les têtes : on racontait qu'Urbina et Roblez traitaient de nouveau avec un agent des États-Unis de la cession des îles de Gallapagos contre une somme de trois millions de piastres. S'ils s'obstinaient à transférer le gouvernement à Guayaquil, cette mesure inconstitutionnelle au premier chef, absurde au point de vue de la défense, s'expliquait par la nécessité de fuir la capitale pour conclure ce honteux marché.

Sous le coup de l'émotion générale, le congrès se réunit d'office afin de conjurer le nouveau danger qui

menaçait le pays. Dans une séance des plus agitées, le sénat délibéra sur le retrait des pouvoirs extraordinaires concédés au gouvernement, en alléguant pour motif que l'imminence de la guerre avait disparu. « Le président, disait-on, ne semble pas croire à de prochaines hostilités ; au lieu de fortifier son armée, il venait de dissoudre et de désarmer la garde nationale de Quito. Urbina n'y croyait pas davantage : autrement il n'eût pas quitté Guayaquil, le vrai poste de combat, pour demeurer dans la capitale, où sa présence n'était nullement requise. » Garcia Moreno insista vivement sur la nécessité de dépouiller le gouvernement de pouvoirs facultatifs dont on abusait jusqu'à l'extrême licence ; il montra le despotisme relevant la tête, et le devoir, pour le congrès de défendre la constitution menacée. Après une discussion des plus orageuses, l'assemblée se sépara sans rien conclure.

Le lendemain, le président intervint dans la délibération par un message où l'indignation était jouée à merveille. « Il avait appris l'odieuse accusation, qu'on avait colportée jusqu'au sein du sénat. Lui, Roblez, vendre les îles de Gallapagos ! Il fallait que les sénateurs eussent été bien peu maîtres de leurs impressions pour discuter sérieusement une pareille imposture, suspecter la loyauté d'un soldat de sa trempe, mettre tout l'Équateur en émoi, donner au Pérou le spectacle de divisions intestines au moment où il s'apprête à envahir le sol de la patrie. Quelle indignité ! Évidemment l'horrible faction de Florès avait mis en avant cette infâme calomnie. Du reste, si le président consentait à se défendre, c'était moins pour venger son honneur outragé, que pour rejeter sur les sénateurs la responsabilité du décret par lequel ils allaient enlever au pouvoir le moyen de sauver la patrie[1]. »

[1] Voir message du 28 octobre 1858.

Cette irritation, ce dédain blessèrent au vif les membres du sénat. Le message fut discuté avec une sanglante acrimonie. Plusieurs sénateurs du parti démocratique mirent le gouvernement au défi de nier les charges qui pesaient sur lui. « Oui ou non, le cabinet avait-il eu la pensée de dissoudre les chambres ? Oui ou non, avait-il essayé de mutiler le sénat pour empêcher le cours de ses sessions ? Oui ou non, avait-il décrété la translation de la capitale à Guayaquil, malgré l'interdiction formelle du congrès ? N'est-ce pas à cause de ce décret, déjà redigé, qu'un ministre avait démissionné, sans qu'on pût trouver un homme pour ramasser son portefeuille ? » Garcia Moreno mit à néant le message, en prouvant que le gouvernement possédait les moyens de résister à l'ennemi, c'est-à-dire des hommes et de l'argent, et que, s'il exigeait des pouvoirs arbitraires, c'était uniquement pour continuer ses brigandages.

Après deux jours de délibération, la ville entière participait à l'effervescence qui animait les sénateurs. Urbina voulut en finir. Comme Garcia Moreno ne manquait pas une occasion de le mettre en scène et de lui attribuer tous les crimes imputés au gouvernement, il donna l'ordre à une escouade de Tauras de se porter le lendemain à la barre de l'assemblée et d'arrêter en pleine séance le terrible lutteur s'il se permettait de nouvelles invectives. Heureusement la capitale était en éveil par la crainte d'un coup d'État. Le bruit de ce guet-apens ayant transpiré dans le public, les jeunes gens, enthousiastes de Garcia Moreno, le supplièrent de ne pas assister à la séance du lendemain parce que les sbires apostés par Urbina n'hésiteraient pas à l'assassiner. Il répondit que jamais il ne reculerait devant ces vils criminels, ni devant un danger quelconque. En effet, à l'heure accoutumée, il se rendit au

vieux couvent de Saint-Bonaventure, où le sénat tenait ses séances. Dès son arrivée, il se trouva escorté d'une nombreuse compagnie de jeunes patriotes accourus de tous les points de la ville pour le défendre en cas de besoin.

Cette garde improvisée n'était point inutile. Les Tauras, à leur poste, l'œil enflammé, l'épée au poing, la menace à la bouche, regardaient fièrement l'assemblée. Le public attendait avec effroi le dénouement d'une tragédie si bien préparée, quand Garcia Moreno reprit les débats avec plus d'animosité que la veille. Jamais il ne fut plus agressif ni plus mordant. Amené par son sujet à dépeindre les brutalités du gouvernement, son mépris de la loi, de la constitution, des assemblées souveraines, il s'interrompt tout-à-coup et, désignant du geste les odieux sicaires debout à la barre, il dénonce d'une voix vibrante l'abominable projet d'Urbina contre la représentation nationale ainsi que la lâcheté de ces soldats transformés en bourreaux. Il les presse, les poursuit tellement de ses paroles enflammées, que les malheureux perdent contenance et quittent la salle en tremblant. Le retrait des pouvoirs fut enfin voté à une grande majorité. Après la séance, les Tauras stationnaient à la porte du couvent, bien décidés à mettre la main sur Garcia Moreno au moment où il regagnerait sa demeure, mais les patriotes avaient deviné leur dessein. Au sortir de la salle ils entourèrent le vaillant tribun, le comblèrent de félicitations et le reconduisirent triomphalement à son domicile.

Les deux despotes crurent qu'il serait plus facile d'intimider la chambre des députés. Pendant qu'elle délibérait à son tour sur le retrait des pouvoirs, Roblez fulmina un nouveau message contre l'opposition; les sbires d'Urbina se montrèrent chaque soir, le poignard en main, près de la demeure des députés hostiles,

comme pour leur signifier le sort qui les attendait; mais rien ne put décider la majorité à laisser la nation sous l'arbitraire de ces deux misérables, mille fois plus à craindre que les flottes du Pérou : elle vota le retrait des pouvoirs.

Toutefois le congrès prouva bientôt qu'en opposant une inébranlable barrière au despotisme dictatorial, il n'entendait nullement mettre obstacle à la défense nationale. Dans les premiers jours de novembre, parvint à Quito la nouvelle du blocus de Guayaquil. Les deux chambres offrirent immédiatement leur concours au gouvernement avec l'intention de voter les ressources nécessaires en hommes et en argent pour soutenir l'honneur et l'indépendance de la nation ; mais cela ne suffisait point à Urbina, qui guettait cette circonstance pour se débarrasser de tout contrôle et s'engraisser aux dépens du peuple. N'osant employer la force pour dissoudre le congrès, il eut recours à la ruse. Onze députés à sa dévotion désertèrent lâchement le poste d'honneur qu'on leur avait confié et, par cette manœuvre déloyale, rendirent impossible toute délibération de l'assemblée. Faute du nombre de votants exigé par la constitution, la représentation nationale fut anéantie de fait, pour faire place à une nouvelle dictature qui prit le nom de « Direction suprême de la guerre ». Après avoir créé Urbina général en chef de l'armée, Roblez, le « Directeur suprême, » partit pour Guayaquil, muni, disait-il dans une adresse à la nation, « des pouvoirs que le peuple lui avait confiés ».

Roblez se moquait du peuple, après avoir foulé aux pieds ses représentants. Il oubliait, l'insensé ! qu'on n'entreprend pas une guerre avec l'étranger, en laissant derrière soi une nation au paroxysme de la fureur. Mais Dieu aveugle ceux qu'il veut perdre.

CHAPITRE III

SOULÈVEMENT NATIONAL

(1859.)

On ne peut se faire une idée de l'exaspération des esprits après le coup d'Etat du gouvernement contre le congrès. Sauf pour les employés et les radicaux, habitués à baiser la main qui les nourrit, Urbina et Roblez apparurent comme deux mauvais génies dont il fallait se débarrasser sous peine de mort. Le brigandage érigé en système, les contributions forcées, les déportations arbitraires, l'écrasement des populations, et cela devant l'invasion menaçante : n'était-ce pas la mort à bref délai ? Guidé par son patriotisme et sa religion, le peuple allait se sauver lui-même, ou c'en était fait de l'Équateur. Dans ces conjonctures, les représentants de la majorité, injustement dépossédés de leur mandat, comprirent toute l'étendue du péril et résolurent de ne point abdiquer. Sous l'impulsion de Garcia Moreno, députés et sénateurs rédigèrent une protestation indignée contre la dissolution du congrès, surtout contre les manœuvres déloyales auxquelles le gouvernement avait eu recours pour annuler la représentation. Après avoir dénoncé la dictature comme absolument illégale et inconstitutionnelle, ils déclaraient laisser aux deux usurpateurs la responsabilité des effroyables calamités

qui allaient fondre sur le pays et peut-être l'anéantir. Urbina essaya de réfuter ce manifeste, mais quel moyen d'obscurcir des faits aussi éclatants que la lumière du jour? Le peuple tout entier applaudit ses représentants.

Alors, comme pour lasser la patience de ce peuple, le gouvernement quitta la capitale pour se transférer à Guayaquil, en face de l'ennemi. C'était narguer la majorité, qui avait accordé tous les pouvoirs sauf celui de transporter à Guayaquil le siège du gouvernement; c'était en outre abandonner les provinces de l'intérieur à la merci d'une soldatesque sans frein et provoquer la guerre civile. Au nom de la ville délaissée, au nom de tous les intérêts compromis, le conseil municipal de Quito protesta contre l'illégalité et l'iniquité d'une pareille mesure. Ses énergiques réclamations parvinrent à la connaissance du public, grâce à l'héroïque dévouement de l'imprimeur Valentia, qui ne craignit point d'affronter la colère des deux despotes.

Cette colère devint bientôt du délire. Sur l'ordre du gouvernement, plusieurs conseillers municipaux, des vieillards aussi distingués par leurs talents que par leurs services, furent saisis et déportés. L'imprimeur Valentia condamné à l'exil quittait la patrie sous bonne escorte avec les docteurs Herrera, Mestanza et autres victimes de la tyrannie, lorsque ces malheureux prisonniers s'aperçurent qu'ils avaient affaire, non à des soldats, mais à des assassins. Arrivés dans la plaine de Cunchibamba, ils essayèrent de fuir, mais Valentia, monté sur un mauvais cheval, fut repris, attaché à un arbre et fusillé, pendant que ses compagnons, plus heureux, parvenaient à s'évader. Il n'y eut qu'une voix pour flétrir cet attentat aussi lâche que féroce. Garcia Moreno prit la plume pour dénoncer au pays l'incarcération barbare de nobles généraux que tout le peuple vénérait et admirait. Les démocrates eux-mêmes stigmatisèrent le régime

barbare qui s'imposait à l'Équateur. Alors, traqués de toutes parts, comme l'animal en fureur qui se jette sur le premier venu, les dictateurs ne distinguèrent plus entre amis et ennemis. Le docteur Moncayo, un des soutiens d'Urbina, fut appréhendé et jeté en prison. « Ce noble martyr, disait son journal le lendemain de l'arrestation, vient d'être pris d'assaut par un des « chanoines » envoyés ici pour terroriser et assassiner les gens de cœur. Inutile de demander à ces magistrats de la mort quel crime a commis notre illustre compatriote. Chacun sait qu'aujourd'hui les exploits sanguinaires, les violences, les crimes, les assassinats, sont comptés par leurs auteurs comme titres de gloire. Moncayo gémit dans les fers pour avoir réclamé l'exécution des lois, blâmé la dictature et défendu la constitution. » Peu s'en fallut que Garcia Moreno ne subît le même outrage. S'étant rendu à Guayaquil pour conférer avec ses amis sur le moyen de sauver le pays, on le suspecta de comploter contre le gouvernement. Décrété d'exil, il n'eut que le temps de gagner un vaisseau et s'enfuir au Pérou.

Réduits à cette espèce d'agonie, les hommes influents dans l'armée comme dans la noblesse et la bourgeoisie, pensèrent qu'on ne doit pas assister impassible au meurtre d'une nation, mais que le moment était venu de proclamer la république en danger et de combattre pour l'autel et le foyer, comme autrefois nos braves Vendéens. D'ailleurs, en ordonnant le blocus de Guayaquil, le général Castilla avait déclaré faire la guerre, non au peuple équatorien, mais aux tyrans qui l'opprimaient; les dictateurs à bas, on se délivrait du même coup de la guerre étrangère.

Le ciel sembla donner lui-même le signal du bouleversement. Le 22 mars, un épouvantable tremblement de terre, en moins d'une minute, menaça de ruiner la capi-

tale. Les temples, les palais, les monuments ébranlés ou sérieusement endommagés, nombre de maisons renversées, parurent le triste présage d'ébranlements plus profonds dans l'ordre politique et moral. Le 4 avril, l'armée de Guayaquil aux ordres du très brave, mais très imprudent général Maldonado se prononça contre les dictateurs. A onze heures du soir, le commandant Darquea, suivi de vingt hommes bien armés, se présenta chez le président Roblez, qu'il trouva jouant tranquillement aux cartes avec son ami Franco. Il l'arrêta sans éprouver de résistance, et l'emmenait à la caserne pour l'y incarcérer, lorsque Franco, qui s'était échappé, revint sur la petite troupe, le pistolet au poing, et brûla la cervelle à Darquea. Pendant ce temps, au lieu d'appuyer le mouvement de ses inférieurs, Maldonado campait sur une hauteur avec ses meilleures troupes. En apprenant la mort de Darquea, il perdit contenance, et, sur les avances qu'on lui fit, entra en pourparlers avec Roblez. Les troupes mutinées rentrèrent dans leurs quartiers, sauf cinq cents hommes qui profitèrent de la bagarre pour déserter.

Cet échec était de mauvais augure pour les patriotes. Les dictateurs enhardis exercèrent de nouvelles vengeances contre les chefs de l'opposition ; mais ils n'avaient pas fini de plaisanter sur l'échauffourée de Guayaquil qu'une insurrection populaire balayait leur gouvernement à Quito. Comme le gros de l'armée se trouvait soit à Guayaquil sous les ordres de Roblez, soit à Cuenca sous ceux d'Urbina, il ne restait dans la capitale que quelques bataillons de garde nationale et un peloton de cavalerie. Ces forces ne suffisaient pas pour contenir le parti des mécontents qui grossissait chaque jour. Aussi le 1er mai 1859, une troupe de jeunes gens, armés de vieux fusils, de lances et de bâtons se ruèrent sur la caserne qui se rendit après

une résistance assez faible. Quand le ministre Espinel, dépositaire du pouvoir, accourut avec quelques démocrates de son espèce pour prêcher la soumission, il trouva les militaires fraternisant avec les civils et jugea prudent de s'éclipser. La déchéance du gouvernement fut prononcée aux acclamations de la multitude. A entendre les cris d'allégresse et d'enthousiasme qui retentissaient dans toute la ville, on eût dit que Quito venait d'échapper à un nouveau tremblement de terre.

Il fallait substituer un gouvernement à celui qu'on venait d'abattre. A cet effet, les personnages influents de la cité, convoqués par les chefs du mouvement, se réunirent au palais de l'Université, et décidèrent de former un gouvernement provisoire composé de trois membres. Dans l'élection qui suivit immédiatement, on ne pouvait oublier le grand patriote dont la parole et les écrits avaient, depuis dix ans, aux prix de son repos et de sa liberté, préparé ce grand jour de la délivrance. Le nom de Garcia Moreno retentit le premier au milieu d'une tempête d'applaudissements. On lui adjoignit comme membres du triumvirat Carrion et Gomez de la Torre[1]; puis, le pouvoir ainsi constitué, l'assemblée signifia le pronunciamento du 1er mai aux gouverneurs de provinces. Le mouvement s'étendit comme une traînée de poudre dans tout l'intérieur, et bientôt, des cantons et des cités, arrivèrent de chaleureuses lettres d'adhésion au gouvernement provisoire. Il ne resta de fait aux deux dictateurs que les districts occupés par leurs troupes, Cuenca et Loja à l'intérieur, Guayaquil et Manabi sur la côte.

Tout en se félicitant de cet heureux coup de main, les patriotes comprenaient qu'il était plus facile de ré-

[1] L'assemblée nomma aussi trois suppléants : Chiriboga, Avilez et Carvajal.

volutionner le pays que de le défendre contre les bataillons aguerris d'Urbina et de Roblez. Il fallait se préparer à une lutte terrible, et l'on ne connaissait qu'un homme assez hardi pour l'entreprendre, assez fort pour la mener à bonne fin : l'intrépide Garcia Moreno, alors réfugié au Pérou. Le gouvernement provisoire lui dépêcha un courrier pour lui annoncer comment le peuple avait disposé de lui sans le consulter, persuadé que son courage serait toujours à la hauteur des circonstances. On le conjurait d'arriver en toute hâte pour se mettre à la tête des volontaires embrigadés pour faire face à l'armée des despotes. Le vaillant patriote n'était pas homme à temporiser en un pareil moment. Pour éviter les embuscades de l'ennemi, il prit le chemin de Quevédo et s'en vint à marches forcées, au milieu des forêts et des déserts, par les défilés des montagnes, vers la capitale de l'Équateur. Mais que d'épreuves l'attendaient sur cette route ! Bientôt son guide, piqué par une vipère, expira sous ses yeux. Ne sachant plus alors comment se diriger sur les hauteurs des Cordillères, il s'égara dans ces affreuses solitudes. Ses vivres étaient épuisés et depuis deux jours il n'avait pris aucune nourriture, quand, pour comble de malheur, sa mule, à bout de forces, s'affaissa sur le chemin. Force lui fut de continuer la route à pied. Après une journée de marche, brisé de fatigue, mourant de faim, il aperçut une hutte de berger, mais il eut beau frapper à la porte pour demander un peu de nourriture, personne ne lui répondit. Il ouvrit alors la pauvre cabane, trouva un peu de farine d'orge, s'en fit une espèce de gâteau, et, après avoir ainsi réparé ses forces, continua sa route jusqu'à Quito, où les patriotes l'accueillirent comme un sauveur.

Sans prendre un instant de repos, Garcia Moreno voulut se rendre compte de la situation, et converser avec ses collègues sur les nécessités les plus urgentes.

Pour entretenir dans le peuple le feu sacré du patriotisme et la volonté de lutter jusqu'à la mort contre les tyrans, il créa un organe périodique dont le titre seul, *Le Premier Mai*, rappelait à tous l'aurore de la régénération. Le programme, qui parut bientôt, était écrit en traits de flammes. « A bas les tyrans! Tel fut le cri qui s'échappa de la poitrine du peuple, lorsque le 1er Mai il brisa ses chaînes. Ce cri de liberté, la presse de l'Équateur si longtemps bâillonnée par Urbina et Roblez, doit le répéter tous les jours, unissant sa voix à la grande voix de la nation pour la défendre contre la force brutale et les entreprises criminelles.

« A bas les tyrans! Là où ils règnent, l'intelligence est enchaînée, la loi violée, la nation martyrisée, la république au bord de l'abîme.

« A bas les tyrans! Ils ont confisqué l'Équateur par la force des baïonnettes, ils en ont fait leur patrimoine, ils l'ont opprimé, dégradé, saccagé. Le pauvre esclave n'a plus qu'à rendre l'âme sur le vil grabat où ils l'ont couché!

« A bas les tyrans! que tous les citoyens s'unissent au gouvernement provisoire pour créer enfin des institutions civilisatrices et une république digne de ce nom! C'est dans ce but que *Le Premier Mai* fait aujourd'hui son apparition. »

Quelques jours après, Garcia Moreno déposait la plume du journaliste pour prendre en main l'épée du capitaine. Cédant le commandement des troupes de Guayaquil au général Franco, Roblez gravissait les Cordillères avec douze ou quinze cents hommes bien armés, et s'avançait à grands pas vers la capitale. Un corps de volontaires marchait à sa rencontre; mais à ces soldats improvisés il fallait un chef, et ce chef ne pouvait être que Garcia Moreno. Sans être soldat de profession, il s'était initié au noble métier des armes.

Dans un pays si souvent troublé par des révolutions de caserne, où l'escarmouche la plus insignifiante peut décider du sort des citoyens, on n'exerce une influence sérieuse qu'à condition de défendre son droit. Aussi voulut-il par l'exercice acquérir l'adresse et la vigueur d'un soldat, et par l'étude, les ressources et les capacités d'un général. Maniant l'épée comme un maître d'escrime, très habile tireur, il passait également pour le plus fort lancier et le meilleur cavalier de tout l'Équateur, ce qui n'est pas peu dire. Pour se former au commandement, il avait étudié avec grand soin les ouvrages les plus remarquables sur l'art militaire, comparé la tactique des différents pays, assisté fréquemment aux manœuvres et consulté sur les détails de la stratégie les officiers de tout grade. Avec cela, corps vigoureux et robuste, tempérament de fer, coup d'œil d'aigle, audace de lion. Si l'on pouvait regretter quelque chose dans un pareil chef, c'était un excès de bravoure qui confinait à la témérité, et cette ardeur impatiente du résultat qui précipite l'action quand il faudrait gagner du temps.

Les recrues lancées contre le corps d'armée de Roblez, se composaient de sept à huit cents hommes raccolés en toute hâte, mal équipés, mal exercés, véritable troupeau envoyé à la boucherie. Il fallait encore plus d'abnégation que de courage pour se mettre à la tête d'une pareille troupe. Garcia Moreno se dévoua sans hésitation. Après avoir recueilli l'impôt volontaire que les patriotes souscrivirent avec une généreuse émulation, il partit pour Santiago, village des environs de Guaranda, où les soldats, impatients de combattre, l'accueillirent avec des transports de joie.

Emporté par cette ardeur un peu fébrile qui ne connaissait ni délai ni retard, Garcia Moreno ne tarda pas à subir l'entraînement impétueux de ses bandes inex-

périmentées. Inférieur en nombre et surtout en armement, il aurait dû peut-être éviter une rencontre immédiate avec Urbina, accouru de Cuenca pour se mettre à la tête de l'armée ennemie. Sans doute Urbina ne passait pas pour un foudre de guerre, mais il commandait à quinze cents hommes habitués au feu. Quoi qu'il en soit, le lendemain de son arrivée, 3 juin, Garcia Moreno rencontra l'ennemi campé près de Tumbuco dans une excellente position qui lui permettait de combattre à l'abri de retranchements naturels, tandis que les patriotes entièrement découverts se trouvaient exposés à tous les coups. Le combat s'engagea vers dix heures du matin et dura jusqu'à quatre heures du soir. Chefs et soldats firent des prodiges de valeur. Garcia Moreno affronta vingt fois la mort, se multipliant pour exciter ses soldats là où l'action paraissait faiblir. Mais ce fut en vain; la déroute fut complète. Vers 4 heures du soir, la majeure partie de ses compagnons jonchaient de leurs cadavres le champ de bataille; les survivants fuyaient dans les montagnes, traqués par les vainqueurs.

Garcia Moreno montra dans cette circonstance une bonté d'âme égale à son intrépidité. On le vit, au milieu du feu, oubliant tout danger personnel, s'occuper activement des blessés et verser des larmes sur un malheureux jeune homme expirant à côté de lui. Il ne pouvait se résoudre à quitter ce champ de mort où il laissait tant de braves sacrifiés à la patrie. Quand il voulut fuir pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi, il se trouva seul, à pied, car son cheval avait été tué sous lui, perdu dans des défilés inconnus, exposé à rencontrer à chaque détour des soldats d'Urbina qui se fussent réjouis de cette glorieuse capture. Tout à coup, il voit passer devant lui le colonel Vintimilla qui, monté sur un bon cheval, cherchait aussi son salut dans la fuite.

En l'apercevant, Vintimilla met pied à terre et lui offre généreusement sa monture. — « Non, dit Garcia Moreno ; que deviendrez-vous si je vous laisse ici ? — Peu m'importe, s'écrie noblement le colonel, il ne manquera jamais de Vintimillas, mais nous n'avons qu'un Garcia Moreno. » Et, d'un geste qui ne souffrait point de réplique il le força de prendre son cheval et de s'éloigner au galop [1].

Garcia Moreno disparut dans les bois. Sur la route il vit couler bien des larmes, il entendit des cris de joie. On pleurait les morts, on oubliait tout à la pensée qu'il était vivant. A Ambato, l'on put juger de l'ascendant qu'exerçait sur tous cet homme extraordinaire. En apprenant la déroute de Tumbuco, déroute à laquelle ne survivrait pas selon toute apparence la révolution du premier mai, les urbinistes joyeux avaient repris leurs emplois. Ils se félicitaient de l'évènement avec leurs partisans de l'endroit, quand tout à coup, vers 8 heures du matin, on vit arriver le vaincu de Tumbuco, absolument seul, monté sur une pauvre bête de somme qu'il avait louée en chemin [2], les pieds embarrassés dans de mauvais étriers de bois et de jonc, les vêtements en lambeaux, la tête couverte d'un vieux sombréro de laine. En l'apercevant dans ce triste équipage, ses amis, qui six jours auparavant, l'avaient félicité à son passage, l'entourèrent pour lui exprimer leurs condoléances. « Je vous remercie, leur dit-il, mais avant tout, un morceau de pain, car voilà trois jours que je n'ai rien pris. » Après qu'il se fut réconforté, on lui donna des habits décents, un bon cheval, un écuyer, et il reprit sa route. Or de toute la multitude qui l'entourait, dans laquelle se trouvaient de nombreux urbinistes, deux

[1] Ignacio Vintimilla fut président de la république de 1876 à 1881. *Quantum mutatus ab illo!*

[2] Après avoir perdu le cheval de Vintimilla.

voix seulement osèrent insinuer qu'on ne ferait pas mal de livrer à Urbina ce chef de la révolution ; encore ces deux voix furent-elles étouffées par les cris d'indignation de toute l'assemblée.

Au sortir d'Ambato, Garcia Moreno rencontra un de ses plus fidèles amis, le docteur Léon Méra. En quelques minutes il lui raconta les détails et la malheureuse issue du combat qui venait de se livrer, et comme celui-ci lui demandait ce qu'il pensait faire dans une situation aussi désespérée : « Je vais continuer ma tâche, répondit-il, jusqu'à ce que nous en ayons fini avec Urbina et les urbinistes. Nous dominerons la situation, si difficile qu'elle soit, pourvu que nous ne perdions ni confiance ni courage. » Deux jours après, il arrivait à Quito où la population, bien qu'abattue, le reçut avec enthousiasme, heureuse de le voir sain et sauf et de lui montrer que, malgré cet insuccès, il restait l'homme de la patrie.

Les circonstances étaient extrêmement critiques. Dans une conférence avec ses collègues du gouvernement provisoire, Garcia Moreno émit l'opinion que, la lutte à main armée devenant absolument impossible, il fallait recourir à la diplomatie. Il se proposait donc de retourner immédiatement au Pérou, afin de s'entendre avec le président Castilla sur les difficultés pendantes entre les deux pays, et obtenir son appui contre Urbina et Roblez. Durant ces négociations, le gouvernement quitterait la capitale qu'il était impossible de défendre, et se transférerait dans les provinces du Nord, sur les frontières de la Nouvelle-Grenade. Il exhortait vivement ses collègues à ne pas capituler avant de connaître les résultats de la mission qu'il allait remplir.

Ce plan accepté, Garcia Moreno partit en toute hâte pour Payta, où se trouvait alors le président du Pérou, mais cette fois encore il ne parvint au littoral qu'en

courant les plus grands dangers. Urbina avait pris toutes les précautions imaginables pour s'emparer de son ennemi mortel ; ses agents le suivaient partout, ses espions surveillaient toutes les routes. Après avoir traversé la Cordillère par le chemin d'Angamarca, le voyageur trouva un canotier qui consentit, moyennant une forte somme, à le transporter jusqu'à la mer, mais comment éviter, le long de la rivière, les regards des gens intéressés à faire une aussi bonne capture ? Garcia Moreno se fit entourer et couvrir de dattes et fruits de toute espèce, de sorte que le patron de la barque, ainsi transformé en marchand de comestibles, arriva à destination, sans que personne eût pu soupçonner qu'il avait à son bord celui que cherchaient tous les sbires d'Urbina.

Cependant le gouvernement provisoire, avec la petite garnison de Quito, les épaves de Tumbuco, et trois ou quatre cents notables trop compromis dans la Révolution pour n'avoir pas tout à craindre des vengeances d'Urbina, se retirait à Ibarra. Mais ce dernier, rentré victorieux dans la capitale le 15 juin, ne tarda pas à poursuivre l'ennemi. Le gouvernement provisoire recula jusqu'à San-Vicente, à deux journées de la frontière où il attendit avec anxiété des nouvelles du Pérou. Aucun secours n'étant annoncé, l'un des membres du triumvirat, Carvajal passa la frontière avec quelques chefs militaires, pour n'avoir point à signer la capitulation. Resté maître de tout le pays, Urbina accorda une amnistie générale en se réservant de torturer à son aise ceux dont il voulait se venger, sous prétexte que, sur les trois membres du gouvernement provisoire, un seul avait signé l'acte de soumission. Bientôt après, Roblez rentra dans sa capitale, écrasée plutôt que pacifiée; Urbina revint à Cuenca piller les caisses publiques; Franco gouverna Guayaquil sous le titre de commandant militaire. Avec un triumvirat de cette force et

toute l'armée pour l'appuyer, la révolution du 1er mai, plus qu'agonisante, n'avait guère chance de revivre. Il lui restait cependant une lueur d'espoir. Le brave Carvajal organisait une nouvelle armée de volontaires sur le territoire de Pasto ; sa petite troupe comptait déjà un millier d'hommes, décidés à passer la frontière au moment favorable pour réorganiser le gouvernement provisoire. D'un autre côté, Garcia Moreno, toujours à Payta, n'avait pas dit le dernier mot du général Castilla. Celui-ci, plein d'égards et de courtoisie, affirmait encore qu'il s'était vu forcé de bloquer Guayaquil pour obtenir réparation des injures faites à son ambassadeur, qu'il répugnait aux sentiments fraternels du Pérou d'infliger à l'Équateur les calamités d'une guerre entreprise par un gouvernement de flibustiers contre la volonté de la nation, et qu'il réglerait les questions en litige avec le successeur de Roblez . Mais, en dépit de ses belles paroles, Garcia Moreno s'en convainquit bien vite, Castilla convoitait tout simplement une portion du territoire équatorien, et n'accorderait ses faveurs qu'à l'homme assez lâche pour conclure avec lui un odieux marché. On ne pouvait donc, sans forfaire à l'honneur, rien attendre de ce politique.

En désespoir de cause, le négociateur résolut de s'adresser au patriotisme du général Franco. S'étant rendu à Guayaquil sur un vaisseau péruvien, il lui proposa par lettres d'abandonner le parti des deux misérables que le pays repoussait avec horreur, pour se rattacher avec son armée au gouvernement provisoire. Franco sollicita une entrevue, dans laquelle Garcia Moreno essaya de lui faire comprendre que jamais la nation ne subirait le joug des deux dictateurs, et que d'ailleurs, Castilla refusant de traiter avec eux, la guerre civile et la guerre étrangère dureraient aussi longtemps qu'ils exerceraient le pouvoir. Le commandant de

Guayaquil suivait parfaitement ce raisonnement simple et logique, mais il avait aussi son plan secret qui l'empêchait d'accepter les conclusions de son interlocuteur. Il voulait débarrasser l'Équateur d'Urbina et de Roblez, non au profit du gouvernement provisoire, mais pour s'élever lui-même à la présidence de la république. Au fond, Castilla et Franco s'entendaient comme deux larrons en foire : Franco deviendrait président par la grâce de Castilla, et Castilla obtiendrait du très peu scrupuleux Franco un lambeau de territoire, peut-être même cette perle de Guayaquil que le Pérou n'a cessé de convoiter. Un mois après cette entrevue, le 21 août, on apprit, non sans stupéfaction, que, par suite d'une convention entre Castilla et Franco, les provinces maritimes allaient se donner un gouvernement. C'était l'annonce d'un pronunciamento en faveur de Franco contre Urbina et Roblez. Ce dernier le comprit si bien, qu'à cette nouvelle il se rendit à Guayaquil pour aviser aux moyens de parer ce coup imprévu. Mais Dieu attendait ce moment pour arracher aux deux despotes le pouvoir dont ils abusaient depuis huit ans. Au lieu de discuter avec Roblez, le sauvage Franco le fit saisir et déporter sans aucune forme de procès. Et comme Urbina, informé de l'exil du président, venait se mettre à la disposition du nouvel autocrate, celui-ci l'embarqua sur un vaisseau qui venait de Panama et l'envoya brutalement rejoindre son comparse en pays étranger. Ainsi l'Équateur fut débarrassé de ces deux hommes néfastes par un troisième larron.

Sur ces entrefaites, de graves évènements se passaient à Quito, où régnait une grande effervescence depuis le départ de Roblez. On apprit que Carvajal avait, avec sa petite armée, battu à Cuarantum, dans la province d'Ibarra, les troupes du gouvernement. Il marchait sur la capitale, mais les patriotes n'eurent pas la

patience de l'attendre. Le 4 septembre, à la suite de nouvelles vexations du gouverneur, la population se souleva tout entière contre ses oppresseurs. Armés de fusils, de pierres, de tous les instruments qui leur tombaient sous la main, les insurgés se ruèrent sur la caserne d'artillerie, et forcèrent les soldats à mettre bas les armes. Le commandant de place, plusieurs militaires et patriotes restèrent sur le terrain. Quelques jours après cette victoire du peuple, Carvajal arrivait à Quito avec sa troupe, et le gouvernement provisoire, solennellement rétabli, reprenait ses fonctions dans la capitale. De son côté le général Franco, jouant à Guayaquil la comédie concertée avec Castilla, convoquait les citoyens pour l'élection d'un chef suprême. Le 6 septembre, sans tenir compte des provinces de l'intérieur, ni même des populations du littoral dévouées au gouvernement de Quito, au mépris des règles les plus élémentaires du droit électoral qui dans un vote de cette nature exigent la majorité absolue, il mettait en avant une majorité relative de cent soixante-une voix contre cent soixante données spontanément à Garcia Moreno, et se proclamait chef civil et militaire de la République.

Ainsi se termina cette première campagne.

CHAPITRE IV

LE DRAME DE RIOBAMBA

(1859.)

L'Équateur était délivré des deux « jumeaux », mais à ses flancs restait attaché le sauvage Franco, le dernier survivant de l'infâme triumvirat, le traître qui ne rougissait pas de s'appuyer sur l'invasion étrangère pour accaparer le pouvoir suprême. Il s'agissait maintenant pour Garcia Moreno de l'envoyer rejoindre ses deux compagnons, projet éminemment patriotique, mais de tout point irréalisable si l'on considère les forces respectives des deux partis au moment de la révolution de septembre.

Le gouvernement provisoire représentait presque toute la nation. Les provinces d'Imbabura, de Pichincha, du Chimborazo, s'étaient dès l'abord prononcées en sa faveur ; Cuenca fit acte d'adhésion immédiatement après le départ d'Urbina. Sauf trois cents hommes ralliés au parti de Franco, les troupes du despote prirent fait et cause pour le gouvernement de Quito. Même dans la province de Guayaquil, la majorité n'hésitait point à adhérer par des protestations publiques au pronunciamento de septembre. A ne considérer que la volonté populaire, Garcia Moreno et ses collègues avaient pour eux le droit ; mais comment vaincre et dé-

sarmer l'usurpateur? Avec la petite armée de Carvajal et les bataillons indisciplinés d'Urbina, sans arsenaux, sans approvisionnements, quel moyen de tenir tête aux soldats de Franco, appuyés par cinq ou six mille péruviens et les canons de l'escadre qui bloquait Guayaquil?

Garcia Moreno embrassa d'un coup d'œil toutes ces difficultés, et, néanmoins, déclara résolûment qu'il ne se donnerait pas une minute de repos avant d'avoir assuré le triomphe complet de la nation. Il lui faudrait jouer tous les rôles, se faire recruteur, instructeur, ingénieur, diplomate, général, chef d'État, mais il sentait en lui ce génie universel qui suffit à toutes les nécessités.

L'expérience de Tumbuco lui avait appris que la bravoure est impuissante contre le nombre et la tactique. Point de victoire sans une armée régulière, armée qui n'existait pas même à l'état d'embryon. Il commença par envoyer au camp de Guaranda des recrues destinées à former le noyau des troupes libératrices. Les bataillons d'Urbina, sur lesquels il comptait moins, restèrent en réserve à Riobamba. Il fit ensuite un appel chaleureux aux volontaires, qui accoururent de toutes les provinces pour contribuer au salut de la nation. Des officiers dévoués les exercèrent aux manœuvres militaires, souvent sous les yeux de Garcia Moreno qui, présent partout, inspirait à tous le courage, l'esprit d'ordre et de discipline.

La difficulté n'était pas tant de recruter des soldats que de les empêcher de déserter. Les jeunes gens arrivaient de tous côtés, et l'effectif des compagnies diminuait au lieu d'augmenter. Pour couper le mal dans sa racine, Garcia Moreno crut devoir recourir aux grands moyens : il annonça dans les casernes que dorénavant tout déserteur serait immédiatement fusillé. On s'imagina que c'était une vaine menace, et cette nuit-là même

plusieurs recrues prirent la fuite. Trois furent saisis, jugés et fusillés sans miséricorde. A partir de ce moment, les chefs ne constatèrent plus une seule disertion, Mais comment créer des ressources pour l'entretien de cette armée? Où trouver, dans ce pays épuisé, de l'argent, des vivres, des chevaux, des approvisionnements de toute espèce? Il mit à contribution la bonne volonté de tous. Ce qu'il ne put obtenir du libre sacrifice, il l'exigea par des réquisitions et des impôts répartis avec justice et impartialité. Ses ennemis les plus acharnés n'osèrent jamais articuler à ce sujet une plainte contre lui.

La question en apparence insoluble était celle de l'armement. Fusils, canons, munitions se trouvaient aux mains de Franco, qui se disposait à les braquer contre le gouvernement provisoire. Et comme on ne pouvait espérer aucun secours de l'étranger, il s'ensuivait que pour avoir des armes, il fallait en créer sur place. Garcia Moreno ne recula pas devant cette extrémité. A quatre lieues de la capitale, dans l'hacienda de Chillo, propriété d'un de ses intimes amis[1], existait une grande manufacture de coton : il en fit une fabrique d'armes. Par ses soins les vieux canons, les fusils hors de service trouvés dans les arsenaux de Quito, et d'autres qu'il réussit à introduire dans le pays, furent transportés dans ce chantier improvisé, où à force de recherches et de combinaisons, il parvint à les transformer et à leur donner la justesse et la sûreté de nos meilleurs produits. De là sortirent les boulets, les obus, la poudre et autres munitions dont on fit usage pendant cette guerre; de là les lances dont furent armés les jeunes recrues. Mais que de travaux et d'études pour établir ses calculs avec la précision mathématique exi-

[1] M. Juan Aguirre.

gée en pareille matière, renseigner les ouvriers sur chaque branche de leur art, surveiller même en détail chacune de leurs opérations ! Le jour, on le voyait partout donnant ses ordres ; le soir, au milieu des livres, la tête dans les mains, il cherchait la solution d'un problème ou d'une difficulté. Souvent il devait interrompre les calculs les plus compliqués pour traiter une affaire urgente ou entreprendre un long voyage. Doué d'une activité prodigieuse et d'une santé de fer, il suffisait à toutes ces besognes.

Jamais il n'abandonna pendant la durée de cette guerre les travaux de Chillo, les regardant à bon droit comme les plus nécessaires. Un jour qu'il revenait de Guayaquil à marches forcées, on lui annonça qu'ils étaient suspendus. Immédiatement il se mit en route au milieu des ténèbres, fit à cheval les quatre lieues qui séparent la capitale de Chillo, et ne consentit à prendre un peu de repos qu'après avoir vu les ouvriers à la besogne. Dans une autre circonstance, après une course non interrompue de quarante-huit heures à travers les montagnes, il arriva au milieu des ouvriers tellement accablé de lassitude et de sommeil qu'il s'endormit en descendant de cheval et ne se réveilla que fort longtemps après. « Je puis tout dominer, disait-il, même la faim ; mais le sommeil, je ne puis le vaincre. » Il le regrettait amèrement, car la journée lui paraissait de beaucoup trop courte pour toutes les tâches si importantes et si disparates que la force des choses lui mettait sur les bras.

Cependant, tout en se préparant à la guerre, Garcia Moreno ne désespérait point encore d'arriver à un arrangement pacifique. Dans les premiers jours d'octobre, c'est-à-dire un mois après la chute des dictateurs, il se rendit à Payta, où se trouvait l'escadre péruvienne : Là, dans une dernière entrevue avec Castilla, il lui

remit sous les yeux sa proclamation dans laquelle il affirmait n'avoir point pris les armes contre le peuple équatorien mais contre ses oppresseurs. En supposant cette parole sincère, les hostilités n'avaient plus de raison d'être après la disparition de Roblez et d'Urbina. Poussé dans ses derniers retranchements, Castilla démasqua ses batteries et demanda formellement, comme condition du retrait des troupes, la cession du territoire en litige. Indigné d'une conduite aussi déloyale, Garcia Moreno répondit que jamais le gouvernement de Quito, le seul gouvernement de l'Équateur, n'accepterait une proposition absolument contraire à la justice et à l'honneur national. Alors, en vrai chevalier qui met sous le pied toute répugnance quand le salut de la patrie est en jeu, il condescendit à s'aboucher avec le traître Franco pour lui proposer une dernière fois d'unir leurs forces contre l'ennemi commun. Il lui montra la tache indélébile dont il allait souiller son nom s'il acceptait le démembrement du territoire, et, afin de lui prouver son absolu désintéressement, offrit de donner à l'instant sa démission pour introduire dans le gouvernement provisoire un membre de celui de Guayaquil et céder à Franco le titre de général en chef de l'armée. Ainsi s'éteindraient les divisions des équatoriens, qui tourneraient leurs armes contre l'étranger au lieu de s'égorger dans ces luttes fratricides. Ne pouvant opposer à ce noble langage aucune raison spécieuse, Franco se tira d'affaire en feignant d'accepter ce compromis; mais Garcia Moreno déjoua sa ruse en lui proposant d'amener immédiatement des renforts à Guayaquil pour commencer les hostilités contre Castilla. Pris dans ses filets, Franco refusa net et rompit la conférence.

Après avoir ainsi passé tout le mois d'octobre en négociations infructueuses, Garcia Moreno reprit la

route de Quito, avec l'intention de visiter les troupes échelonnées sur son passage. Il apprit dans son voyage à mieux connaître les moyens que ne rougissent pas d'employer les politiques peu scrupuleux pour se débarrasser d'un ennemi gênant. A peine avait-il quitté Guayaquil, que des scélérats, armés de poignards et de révolvers, s'élancèrent à sa poursuite. Ils croyaient l'atteindre facilement, mais il trompa leurs prévisions par sa manière extraordinaire de voyager. Il franchissait en effet les étroits défilés des montagnes, leurs escarpements tortueux et presque impraticables, avec une telle célérité que personne ne pouvait le suivre. Grâce à cette course furibonde, les assassins apprirent à chaque station qu'il gagnait du terrain sur eux et renoncèrent à leur criminel projet. Mais, à peine échappé aux sicaires, le fugitif tomba dans une embuscade plus dangereuse encore, où son âme héroïque dut déployer toute son énergie. Malgré les invraisemblables péripéties de ce drame tant soit peu romanesque, nos lecteurs sont priés de croire à la parfaite exactitude de notre récit.

Après la fuite d'Urbina, les troupes, en grande majorité rattachées au gouvernement de Quito, se trouvaient, comme nous l'avons dit, casernées à Riobamba. Tout naturellement Franco, pour amoindrir les forces du gouvernement provisoire, entreprit de gagner à sa cause ces vétérans d'Urbina et de Roblez, dont il connaissait mieux que tout autre l'esprit d'indiscipline et de violence. Ayant parmi leurs officiers des amis d'ancienne date, il ne lui fut pas difficile d'entretenir des intelligences avec eux et de semer ainsi au milieu des régiments des germes de discorde et de rébellion. On en a la preuve écrite [1], Franco et même Castilla

[1] Voyez *El Primero de Mayo*, n° 8 : *Documentos importantes.*

étaient renseignés avant l'évènement sur les troubles futurs de Riobamba, ce qui prouve évidemment leur complicité.

Quoi qu'il en soit, après avoir visité les troupes campées à Guaranda, Garcia Moreno arrivait, le 7 novembre, à Riobamba, avec l'intention de s'y reposer quelques jours de ses travaux et de ses courses. Voilà qu'en pleine nuit, au bruit des cris tumultueux, ses serviteurs effarés se précipitent dans sa chambre et le réveillent en sursaut, lui annonçant que les casernes mutinées sont en pleine insurrection ; les soldats ameutés se plaignent d'être mal nourris, mal vêtus, et de ne pas recevoir leur solde ; les chefs déclament avec fureur contre le gouvernement provisoire, en particulier contre le chef suprême ; les têtes sont tellement échauffées qu'on peut craindre les plus grands malheurs. Calme et silencieux, Garcia Moreno réfléchissait aux moyens d'étouffer cette sédition, lorsque le commandant Cavero se présente avec l'arrogance d'un révolté, et lui intime l'ordre de renoncer au mandat qu'il a reçu du peuple. — « Jamais ! » lui répond fièrement Garcia Moreno. Et comme le commandant se permettait de le menacer : — « Assez ! s'écrie-t-il, vous pouvez briser ma vie, mais aucun de vous n'est assez fort pour briser ma volonté. » Sur un signe de Cavero, le capitaine Palacios, désigné pour une telle besogne par ses tristes antécédents, arrêta l'intrépide représentant du pouvoir et le jeta en prison, en lui signifiant que s'il persistait dans sa résolution, le lendemain serait son dernier jour.

Débarrassés de leur chef, officiers et soldats se répandirent dans les divers quartiers de la ville pour se livrer au pillage, à l'ivrognerie et à la débauche, selon leurs vieilles habitudes. Seules quelques sentinelles de faction à la porte du cachot se désolaient de ne pou-

voir prendre part au sac de la cité. Un gardien veillait dans une chambre attenante à celle du prisonnier. La première pensée de Garcia Moreno fut de recommander son âme à Dieu, n'ignorant pas que ces brigands étaient hommes à l'assassiner sans miséricorde; puis, avec un admirable sang-froid, il s'occupa tranquillement des moyens de prolonger une vie qu'il n'estimait pas inutile à la patrie. D'une lucarne donnant sur la rue, on voyait les gardes, l'air assez maussade, suivre de l'œil leurs compagnons plus heureux; d'où le prisonnier conjectura, que l'instinct triomphant de la consigne, ils ne tarderaient pas à déserter le poste pour se gorger avec les autres de liqueurs et de butin. En ce moment, le serviteur d'un de ses amis fidèles ayant obtenu sous un prétexte quelconque la faveur de l'entretenir un instant, lui fit observer qu'il était facile d'escalader le mur de sa prison, après avoir descellé les barreaux d'une fenêtre. Une fois libre, il trouverait à la porte de la ville un cheval tout sellé pour fuir. — « Dites à votre maître, répondit le prisonnier, que je sortirai d'ici, non par la fenêtre, mais par où je suis entré. »

Ses prévisions se réalisèrent de point en point. Les gardes disparurent les uns après les autres, abandonnant toute surveillance à la sentinelle de l'intérieur. Après quelques instants de réflexion, Garcia Moreno s'approche de cet unique gardien et lui dit d'un ton de maître, ou plutôt de juge : — « A qui donc as-tu fait serment de fidélité ? — Au chef de l'État, répond le soldat tremblant. — Le chef légitime de l'État, c'est moi : tu me dois donc obéissance et fidélité; tes officiers sont des rebelles et des parjures. N'as-tu pas honte de leur prêter main-forte et de trahir ainsi ton Dieu et ta patrie ? » Le soldat effrayé tombe à genoux et demande grâce : « Je te ferai grâce, si tu veux m'obéir et accomplir ton devoir. »

Quelques instants plus tard, avec l'aide de ce brave militaire, il avait franchi les portes de la prison. Accompagné d'un fidèle général, il sortait de Riobamba et s'élançait à bride abattue sur la route de Calpi, où il avait donné l'ordre à ses partisans les plus résolus de le rejoindre sans délai.

Après cette étrange aventure, voyant le terrain s'effondrer partout sous ses pas, va-t-il désespérer du succès et abandonner la partie ? Le croire ce serait méconnaître l'homme qui ne connut jamais d'obstacle, parce que jamais il ne recula devant la mort. Une heure après sa sortie de Riobamba, il se trouvait à Calpi avec quatorze braves, accourus pour se mettre à sa disposition et décidés à le suivre partout où il les conduirait. Sans leur laisser le temps de réfléchir, il leur suggère l'étrange idée de reprendre à l'heure même le chemin de Riobamba, pour ressaisir le commandement des troupes mutinées et châtier les principaux rebelles. Tous l'approuvent, et la petite troupe se met en marche, comptant pour l'exécution du projet, sur l'audace bien connue de son chef. A leur entrée dans la ville, au milieu des maisons saccagées, régnait le calme plat qui suit une nuit d'orgie. Plusieurs chefs, chargés de butin, avaient disparu avec leurs compagnies; les autres, parmi lesquels le capitaine Palacios, le grand fauteur de la rébellion, étaient ivres ou endormis. Sans perdre un instant, Garcia Moreno saisit Palacios avec les principaux bandits, et les traîne sur la place où il installe un conseil de guerre composé de ses quatorze compagnons à cheval et armés jusqu'aux dents. Palacios comparaît le premier sans trop se rendre compte, par suite de l'ivresse, de sa terrible position. Condamné à mort, il répond à ses juges par des insolences ; mais bientôt la voix sévère de Garcia Moreno le rappelle à la réalité : « Vous avez une demi-heure pour vous préparer à la mort, s'écria-t-il,

pas une minute de plus. » Un prêtre était là pour réconcilier ces coupables avec Dieu, mais Palacios refusa son ministère. A l'heure fixée, le bandit tomba sous les balles du peloton d'exécution.

Un autre officier avait subi le même sort, lorsque comparut devant le conseil de guerre un malheureux capitaine qui protestait de son innocence. On avait cru le reconnaître comme un des principaux meneurs de l'insurrection, mais une dame des plus honorables de Riobamba affirma qu'en effet, au lieu d'exciter à la rébellion, cet homme s'était tenu caché dans sa maison aussi longtemps qu'avait duré le sac de la ville. Implacable devant le crime, mais toujours juste, Garcia Moreno s'en remit au témoignage de cette dame et rendit la liberté au condamné.

Ce coup d'audace terrifia cette soldatesque aussi lâche qu'indisciplinée. En voyant tomber ses chefs, elle comprit qu'elle avait un maître et rentra dans l'ordre. Alors, non content d'avoir éteint le foyer de l'incendie, l'infatigable lutteur résolut de poursuivre les fuyards, afin de les châtier et de les assujettir, eux aussi, au joug de la discipline. Au déclin du jour, il partit avec ses quatorze compagnons renforcés de quelques autres braves, pour donner la chasse au gros de la troupe, qui avait pris la direction de Mocha. Arrivés dans cette petite ville à la tombée de la nuit, les brigands s'étaient couchés dans les galeries qui entourent la place, leurs fusils en faisceaux à côté d'eux. Ils dormaient profondément sous la garde des sentinelles placées à toutes les avenues.

L'épée au poing, Garcia Moreno, suivi de ses compagnons, arriva vers minuit à Mocha. Le temps était pluvieux, les ténèbres assez épaisses. A leur approche soudaine, la sentinelle voulut fuir, mais un coup de baïonnette l'étendit par terre. Surpris dans leur sommeil au milieu de l'obscurité, les bandits se crurent envelop-

pés par une troupe nombreuse et n'essayèrent pas même de résister. Quelques-uns furent blessés dans la bagarre, d'autres réussirent à s'enfuir, quatre-vingts désarmés et garrottés furent expédiés à Riobamba sous la garde de cinq braves, qui reçurent l'ordre de les fusiller tous à la première tentative de fuite ou de rébellion.

Garcia Moreno se croyait maître du terrain, quand tout à coup on lui signale dans les environs une autre troupe de plusieurs centaines d'hommes. Il lance ses compagnons à leur rencontre; on se bat avec fureur dans les ténèbres; plusieurs tombent morts ou blessés.
— « Rendez-vous, crie Maldonado, au chef de la bande.
— Jamais! répond celui-ci percé d'un coup de lance.
— Rendez-vous, brigands, » crie Moreno à son tour, frappant de son épée à droite et à gauche. Un soldat reconnaît sa voix, le nom de Garcia Moreno vole de bouche en bouche, et l'on reconnaît avec douleur que de part et d'autre on a été victime d'une fatale méprise. Cette troupe, composée non de pillards, mais de soldats fidèles, arrivait d'Ambato pour combattre les insurgés de Riobamba.

Après avoir pleuré la mort du malheureux chef et de ses compagnons, Garcia Moreno, à la tête de ces renforts, continua la poursuite des révoltés, et réussit enfin à en incarcérer trois cents qui, leur peine terminée, furent réincorporés dans l'armée. Les restes insignifiants de ces cohortes prétoriennes, si chères à Urbina et à Roblez, se dispersèrent dans les montagnes pour y vivre en brigands, ce qui n'était pas pour elles changer de métier.

Ainsi se termina cette sombre tragédie qui aurait dû finir par un désastre. Le génie et la valeur d'un seul homme avaient triomphé des traîtres, d'une armée en révolte et de la mauvaise fortune la plus opiniâtre. Brisé de fatigue, mais plus encore de douleur à la pen-

sée de l'anarchie qui désolait son pays, Garcia Moreno revint en toute hâte à Quito, pour activer les préparatifs d'une campagne, désormais inévitable, contre le pseudo-gouvernement de Guayaquil.

CHAPITRE V

NÉGOCIATIONS ET BATAILLES

(1859-1860.)

Pendant que Garcia Moreno désarmait les insurgés de Riobamba, Castilla et Franco découvraient plus clairement leurs projets. Au milieu de novembre, Castilla paraissait à l'embouchure du Guayas avec une escadre forte de six mille hommes. Le lâche Franco autorisait le débarquement de ces soldats étrangers, livrant ainsi au Pérou la clef de son pays ; puis, pour colorer cette trahison, il signait, le 4 décembre, une convention avec Castilla à l'effet d'ouvrir des négociations, auxquelles serait convié le gouvernement de Quito, pour statuer définitivement sur les revendications territoriales du Pérou. Traiter avec Castilla, entouré de six mille troupiers ! Quel habile diplomate que ce Franco !

Édifié sur ces deux larrons, Garcia Moreno savait qu'aucune négociation n'empêcherait le démembrement de l'Equateur, parce que aucune considération ne les ferait renoncer à leurs plans ambitieux. Il fallait donc selon lui, payer d'audace et répondre à la force par la force. Dans cet ordre d'idées, il envoya un renfort de mille hommes au camp de Guaranda pour surveiller les opérations de Franco ; mais évidemment on ne pouvait, avec des recrues peu exercées, alors que les travaux

d'armement commençaient à peine, tenir tête à une armée régulière soutenue par toutes les forces d'un état étranger. Garcia Moreno entretint donc ses collègues d'une pensée qui dominait son esprit, surtout depuis l'insurrection de Riobamba. Au sein de pareilles dissensions, de soldats sans discipline et sans mœurs, de traîtres prêts à toutes les félonies, l'existence même de la République lui paraissait menacée, si on ne l'abritait sous le protectorat d'une puissance européenne. Il nomma la France, qui toujours tint à honneur de protéger les faibles, et qui naguère encore avait tiré l'épée pour arracher le turc aux serres du vautour moscovite. Il avoua qu'il avait à ce sujet échangé plusieurs lettres[1] avec le représentant du gouvernement français à l'Équateur.

Il ne s'agissait pas, fit remarquer Garcia Moreno, d'annexer l'Équateur à la France, ni d'en faire une colonie dépendante ou vassale, mais de se couvrir du pavillon français pour échapper à une invasion de pirates, appelés au sac du pays par une horde de traîtres. Le noyé s'attache à la barre de fer qu'on lui présente, fût-elle rougie au feu : pourquoi une nation devrait-elle mourir, sans crier au secours? La non-intervention dans un cas d'égorgement est un principe sauvage. Ainsi pensait Bolivar qui, dans des circonstances analogues, avait tenté de placer sa naissante Colombie sous le patronage d'un peuple illustre et puissant. Du reste, il avouait que ni lui, chef suprême, ni ses collègues du gouvernement provisoire, n'avaient mission pour réaliser ce projet. Le peuple seul, consulté directement ou par l'organe de ses représentants, pouvait décider de ses destinées.

Telle fut la proposition de Garcia Moreno. On se demande encore en quoi cette idée de protectorat, quand il

[1] Ces lettres, divulguées plus tard, fournirent aux ennemis de Garcia Moreno une ample matière d'accusations et d'insultes.

s'agit d'un pays agonisant comme l'était l'Équateur, répugne à l'honneur national, ainsi qu'on l'a tant de fois affirmé depuis. Comment des hommes assez peu fiers pour se traîner à la remorque d'un Urbina et d'un Franco, osent-ils donner des leçons d'honneur à des patriotes tels que Bolivar et Garcia Moreno ?

Du reste, cette proposition resta toujours à l'état de projet. Elle parut inefficace aux autres membres du gouvernement provisoire et de plus, vu les dispositions du gouvernement français, irréalisable. Nous pouvons ajouter qu'elle était inutile. Sans doute Castilla paraissait incomparablement le plus fort, mais avec un homme de la taille de Garcia Moreno, d'un génie aussi élevé, d'un courage aussi chevaleresque, on peut espérer des prodiges. Le génie, plus que l'épée de Washington et de Bolivar, a délivré les deux Amériques. A ceux qui blâment Garcia Moreno d'avoir trop souvent compté sur lui-même, nous osons répondre qu'en cette circonstance, et surtout après le drame de Riobamba, il ne rendit pas suffisamment justice.

L'idée de protectorat écartée, le gouvernement provisoire, voulant épuiser tous les moyens de pacification, accepta la conférence officiellement proposée par Castilla et Franco au sujet de la délimitation du territoire. Dans les dépêches expédiées de Guayaquil, on demandait que quatre plénipotentiaires, choisis dans les deux camps, fussent autorisés à régler cette question spéciale. En conséquence, le gouvernement de Quito députa deux de ses membres, Avilez et Gomez de la Torre, munis de pleins pouvoirs, mais sous la réserve expresse de ne « compromettre en rien l'intégrité du territoire ni l'indépendance de la nation ». Le premier janvier 1860, ces deux délégués, mis en rapport avec ceux de Franco, arrêtèrent un projet de *convenio* stipulant que « le gouvernement de Guayaquil, chargé dans cette circons-

tance de représenter tout l'Équateur, ne pourrait ni céder, ni annexer la moindre parcelle du territoire à un gouvernement quelconque, et cela sous n'importe quelle formule ou prétexte ». Les démarcations des frontières tracées antérieurement resteraient jusqu'à nouvel ordre obligatoires pour les deux états. Les doutes relatifs aux terrains situés à l'orient de la Cordillère seraient soumis à un tribunal arbitral, et ces terrains déclarés neutres jusqu'à la délimitation définitive.

Rien de plus équitable que cette convention, dont les termes du reste furent acceptés sans difficulté par les représentants de Franco. Ils reconnurent qu'on ne doit jamais, dans l'intérêt de la paix, sacrifier la nationalité d'un pays. « Le gouvernement de Guayaquil, ajoutèrent-ils, saurait répondre à la confiance qu'on voulait bien lui témoigner. » Déjà les deux délégués de Quito se félicitaient d'avoir eu plus de foi que Garcia Moreno dans leurs très peu scrupuleux adversaires, mais ils furent bientôt détrompés. La clause restrictive insérée dans le *convenio* déplut à Castilla. Il n'avait pas mis six mille hommes sur pied pour s'en retourner les mains vides : aussi s'efforça-t-il de faire comprendre au général Franco qu'on les avait dupés tous deux. Sur ce, l'irritable « doyen des chanoines » entra dans une violente colère contre les plénipotentiaires de Quito qui lui avaient tendu ce piège et contre ses ministres assez stupides pour s'y être laissé prendre, et refusa nettement de ratifier la convention. Ajoutant les voies de fait à la déraison, il fit jeter en prison et tenir au secret les deux délégués ; puis, quand il les crut assez démoralisés pour céder à ses volontés, il leur offrit la liberté mais à la condition qu'ils bifferaient de la convention la clause relative à l'aliénation du territoire. « Ils devaient se rappeler que Franco avait à sa disposition l'armée de la République, la forteresse de Guayaquil et l'escadre de

Castilla ! En cas d'obstination de leur part, Franco gravirait la Cordillère avec ses bataillons, et les gens de Quito, au premier coup de clairon, verraient leurs misérables recrues de Guaranda s'enfuir à toutes jambes. »

Insensibles aux menaces de ce bravache et prêts à sacrifier leur vie plutôt que de compromettre l'honneur du pays, les deux ambassadeurs refusèrent d'outrepasser leurs pouvoirs. Franco allait peut-être céder à un accès de rage furieuse mais, sur l'intervention du chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, il consentit à délivrer des passeports aux deux délégués, en leur intimant l'ordre d'avoir à quitter Guayaquil dans les six heures. Ceux-ci rédigèrent une protestation sévère, dans laquelle, après avoir rappelé les faits ci-dessus mentionnés, ils répondaient aux menaces réitérées d'une invasion prochaine. « Par cette conduite, disaient-ils, le général Franco violera les principes les plus élémentaires de la justice et entassera victimes sur victimes, quand il est si facile de pacifier le pays sans recourir aux armes. Notre gouvernement décline la responsabilité d'une guerre qui va diviser nos forces en présence de l'étranger, et proteste devant le monde entier contre l'inqualifiable politique du gouvernement de Guayaquil. »

Après un tel outrage à ses ambassadeurs, le gouvernement de Quito comprit qu'il fallait vaincre ou mourir. Garcia Moreno démasqua devant tout le peuple l'inqualifiable conduite de Franco. « Équatoriens, vous n'apprendrez pas sans surprise ni sans indignation, qu'à l'issue de la conférence, le général Franco rompit les négociations, jeta nos ambassadeurs en prison malgré l'immunité dont ils jouissaient, et n'eut pas honte de leur donner un délai de six heures pour quitter Guayaquil ! Et il nous fait cette sanglante injure, au moment où les soldats du Pérou sont logés dans les caser-

nes de notre vieille cité maritime. L'héroïque peuple de Guayaquil sous la garde d'une armée étrangère, et cela jusqu'au jour où un traité définitif consacrera la honte et la ruine de notre nation ! Équatoriens, les lâches seuls préfèrent la trahison à la guerre, l'intrigue à l'épée, l'infamie à la mort. Aux armes donc, pour défendre l'honneur, la nationalité, la patrie ! Union et vaillance ! La Providence nous protège, et les peuples américains, nos frères, ne regarderont pas avec indifférence la lutte héroïque qui va s'ouvrir ! »

Les deux partis brûlaient d'en venir aux mains. Immédiatement après la rupture des négociations, Franco donna l'ordre au colonel Léon de gravir la Cordillère avec un millier d'hommes, pour sonner ce fameux coup de clairon qui devait faire sur le camp de Guaranda l'effet des trompettes de Jéricho. Il comptait d'autant plus sur la victoire que depuis deux mois ses partisans avaient révolutionné l'importante ville de Cuenca, dont un de ses fidèles, le commandant Zerda, avait pris possession. Zerda n'avait qu'à combiner ses mouvements avec ceux du colonel Léon pour mettre entre deux feux la petite armée de Guaranda et l'écraser au premier choc.

Afin de ne pas laisser à ces deux chefs le temps de se concerter, Garcia Moreno se rendit immédiatement au camp pour prendre le commandement des troupes. Ses soldats, exaspérés contre Franco, ne demandaient qu'à combattre. Ce fut avec des trépignements de joie et d'enthousiasme qu'ils entendirent cette proclamation du chef suprême :

« Nobles défenseurs de l'indépendance nationale, après avoir vendu à l'étranger vos frères du littoral pour satisfaire à son ambition, l'infâme gouvernement de Guayaquil tourne contre vous et les peuples de l'intérieur des armes qui auraient dû servir à défendre la

patrie. Il veut ouvrir au perfide envahisseur de nos provinces un chemin couvert de votre sang. Il veut abattre le drapeau national pour arborer celui de l'étranger. Il veut lui faire hommage de notre patrie, de nos foyers, de nos gloires et de nos libertés. Soldats, ce vil instrument du brigandage a oublié sans doute que vous êtes ici les fermes remparts de notre nationalité. A vous de lui faire payer cher ses odieuses insultes et son exécrable trahison.

« Officiers et soldats, comme le gouvernement provisoire, vous n'avez qu'une tâche à remplir : sauver l'honneur et l'intégrité du pays. Le gouvernement a fait pour cela de grands sacrifices ; il ne déposera point les armes avant d'avoir assuré l'indépendance de la patrie. Il compte sur vous pour accomplir cette glorieuse mission; il est à côté de vous, confiant dans la victoire qui fera de vos noms l'honneur du pays et l'orgueil de la postérité. »

Stimulée par les paroles brûlantes de son chef, la petite armée s'élança, le 20 janvier, à la rencontre de l'ennemi. Le colonel Léon s'était fortifié sur les hauteurs de Piscurco, attendant pour commencer l'attaque l'arrivée du commandant Zerda, et des renforts de Guayaquil. Il s'agissait de déjouer ce plan en lui livrant immédiatement bataille. Au signal donné par Garcia Moreno, les troupes se ruèrent avec fureur sur leurs adversaires, mais la position était tellement avantageuse, que, malgré les efforts d'une audace plus que téméraire, elles ne purent les déloger de leurs retranchements, Garcia Moreno résolut alors, en tournant l'ennemi, de tomber sur son arrière-garde, ses munitions et sa cavalerie. Pour cacher cette manœuvre, il laissa devant Piscurco le colonel Davallos avec plusieurs compagnies d'infanterie et un escadron de cavalerie, pendant que lui, prenant à droite, se jetait dans le

chemin d'Yagui. Une pluie diluvienne inondait la route en ce moment et la convertissait en un ravin boueux au point qu'il fallut plus de sept heures pour faire un trajet de deux lieues. Enfin, vers deux heures du soir, il rencontra l'ennemi campé dans l'hacienda d'Yagui d'où, par une charge vigoureuse, il le délogea en cinq minutes. C'était assez pour le but, qu'on voulait obtenir; mais, une fois lancées, les jeunes recrues ne connurent plus de rappel. Acharnées à la poursuite des fuyards, elles infligèrent à l'ennemi des pertes considérables et le mirent en complète déroute. De leur côté, le colonel Davallos et ses braves compagnons soutinrent durant trois heures consécutives une très vive fusillade : une charge brillante de lanciers les rendit enfin maîtres du camp et détermina la victoire. Le lendemain, Garcia Moreno chercha de nouveau le colonel Léon, mais, avec les débris de sa troupe, il descendait rapidement les pentes abruptes de la montagne, pour éviter une nouvelle attaque.

L'occasion était excellente pour se débarrasser de tous les adhérents de Franco dans les provinces de l'intérieur. Pendant que les troupes victorieuses rentraient au camp de Guaranda, Garcia Moreno détacha quelques compagnies d'élite, aux ordres du colonel Maldonado, pour marcher à la rencontre du commandant Zerda, qui accourait de Cuenca, comme nous l'avons dit, au secours du colonel Léon. Maldonado attendit son adversaire dans les plaines de Sabun, où nul obstacle ne pouvait entraver la bouillante ardeur de ses soldats. Le 7 février, lorsque les colonnes ennemies se furent assez engagées pour ne pouvoir plus reculer, l'infanterie de Maldonado se précipita sur elles à la baïonnette et les mit en déroute, malgré leur courage. La cavalerie se chargea d'achever les malheureux fuyards. Le gros de la troupe, le commandant Zerda et bon nombre

d'officiers, tombèrent dans les mains du vainqueur.

Maldonado profita de son succès pour marcher sur Cuenca. La place était défendue par le colonel Ayarza, flanqué de soudards urbinistes qui avaient trempé dans toutes les révolutions. Ils sortirent de la ville et attendirent Maldonado dans la plaine de Machangara ; mais en voyant l'infériorité numérique de ses bandes, le pauvre Ayarza, qui connaissait du reste la bravoure de Maldonado, capitula sans coup férir. Il s'engagea même à rentrer dans la vie privée, pendant que ses soldats s'incorporeraient à la troupe de Maldonado. La province de Cuenca put enfin respirer à l'aise et suivre ses sympathies en adhérant, comme elle l'avait fait d'abord, au gouvernement de Quito.

Restait à soumettre la province de Loja, située sur les frontières du Pérou. La ville de Loja, hésitante d'abord, s'était rattachée au parti de Franco ; mais, depuis le succès de ses adversaires, elle flottait derechef entre les deux gouvernements. C'était de la politique marchande : en réservant l'acte de soumission, on trouverait peut-être moyen de l'échanger contre une exonération totale ou partielle des charges publiques. Pour couper court à ces tergiversations intéressées, Garcia Moreno se rendit personnellement à Loja. En deux jours il aplanit toutes les difficultés, et la ville fit sa soumission, aux acclamations de la province entière.

Cette série de brillants succès ne laissa guère au général Franco que la province de Guayaquil, dévouée de cœur au gouvernement national, mais de fait occupée par l'usurpateur. Garcia Moreno se hâta de rentrer au quartier général de Guaranda pour descendre les Cordillères et se mesurer enfin, dans une action décisive, avec Franco et Castilla.

CHAPITRE VI

PRISE DE GUAYAQUIL

(1860.)

Après une année de pourparlers infructueux et d'escarmouches sans résultats, il devint clair pour tous que la paix réelle et définitive ne serait signée qu'à Guayaquil. Aussi, bien qu'on se rendît parfaitement compte des difficultés presque insurmontables d'une marche en avant, citoyens et soldats la désiraient de tout leur cœur, confiants dans le Dieu qui bénit les causes justes et dans le patriote incomparable dont on célébrait partout le courage et le génie.

L'admiration pour Garcia Moreno s'accroissait du mépris voué à Franco, mépris qui devint de la haine le jour où se consomma l'attentat préparé depuis longtemps. Le 25 janvier, cinq jours après sa défaite d'Yagui, par un traité signé, ratifié et déclaré immédiatement exécutoire, Franco cédait au Pérou le territoire en litige, « déclarant nulle et de nul effet l'adjudication faite aux créanciers de l'Équateur, lesquels seraient indemnisés par la concession d'autres terrains non disputés. » En revanche, « le gouvernement du Pérou s'engageait à soutenir celui de Guayaquil jusqu'au jour où l'ordre serait rétabli [1]. »

[1] Voir le texte du traité du 25 janvier; *El Primero de Mayo*, 23 mars.

A la divulgation de ce traité, qui stipulait la vente officielle du territoire, un concert de malédictions s'éleva contre Franco. Il n'y a plus à balancer, disait-on de toutes parts : il faut ensevelir le traître dans son repaire, et avec lui son abominable marché. Sous le coup de l'indignation, un riche propriétaire accourut de son hacienda pour offrir à la trésorerie de Quito ses capitaux et ses propriétés, heureux de sacrifier tous ses biens et au besoin d'affronter la mort pour sauver l'honneur de la nation. De toutes les provinces arrivaient au gouvernement provisoire des protestations indignées. Les jeunes gens, les étudiants, par lettres collectives, réclamaient des armes pour voler au secours de la patrie. Garcia Moreno profita de ce mouvement et de quelques mois de répit obtenus par ses récentes victoires, pour discipliner ses troupes, fortifier ses armements, et préparer ainsi le dernier acte de cette longue tragédie.

Toutefois, avant d'affronter les canons de l'ennemi, il se demanda s'il avait assez fait pour que la responsabilité du sang versé ne retombât point sur lui. Trois fois il avait supplié Franco de revenir à des sentiments d'honneur, sans émouvoir cette âme abjecte ; mais, aujourd'hui que sa honteuse défaite avait dû lui inspirer quelque crainte relativement au dénoûment final, aujourd'hui qu'un cri de réprobation s'élevait contre lui de tous les points de l'Équateur, refuserait-il un sacrifice à la patrie, si lui, Garcia Moreno, proposait de faire un sacrifice semblable ? Sous l'empire de ces généreuses pensées, il écrivit à l'usurpateur l'admirable lettre que voici :

« Général, le désir d'épargner le sang de nos frères me pousse à faire un dernier appel à votre patriotisme. La nation a fait des sacrifices très onéreux, mais absolument nécessaires, pour défendre et son indépendance et l'intégrité de son territoire. Pour défendre votre cause

vous avez versé le sang équatorien ; afin d'empêcher une nouvelle effusion de ce sang au profit du lâche et perfide Castilla, je vous propose un moyen honorable de terminer nos divisions.

« La lutte fratricide que les peuples de l'intérieur ont dû soutenir, a rejeté dans les casernes de Guayaquil les restes de cette armée que vous employez à défendre les intérêts de l'étranger. Ce résultat, c'est-à-dire la victoire du parti national et l'impuissance notoire du parti opposé, doit terminer la guerre. Les défenseurs du pays n'ont à s'occuper désormais que de son organisation et du rétablissement de l'ordre constitutionnel. Castilla, de son côté, doit être satisfait des sacrifices sanglants et des humiliations imposés à notre patrie, sans qu'il lui ait coûté autre chose qu'une vaine parade militaire. Continuer cette lutte atroce, après la résistance scandaleusement obstinée que vous avez opposée à toutes les propositions si honorables et si patriotiques du gouvernement provisoire, ce serait ruiner toute espérance pour le jour du repentir, alors que votre cœur d'Équatorien tremblera sous le poids des anathèmes que lancent déjà contre vous les peuples de l'Amérique. Il est temps, il est plus que temps de mettre un terme à cette guerre sauvage.

« Comme moyen d'en finir, je propose pour vous et pour moi l'exil volontaire. Éloignons-nous tous les deux; laissons le pays, libre de toute pression étrangère, se constituer selon sa volonté et recueillir enfin le fruit amer de tant de sang répandu. La province de Guayaquil adhérera comme celles de l'intérieur au gouvernement provisoire, et une convention librement élue mettra un terme à nos malheurs. Si vous acceptez cette proposition, qui vous fournit le moyen d'assurer l'intégrité du territoire sans blesser votre honneur, je renonce à l'instant au pouvoir et je quitte le pays.

J'aurais mauvaise grâce de vous demander un sacrifice, si je n'étais disposé à vous donner l'exemple. En m'imposant pour le salut de la patrie cet exil volontaire, mon ambition sera pleinement satisfaite. Ainsi tomberont les misérables calomnies que vos journaux de Guayaquil entassent tous les jours contre moi. »

Loin d'être attendri par ce langage sublime, Franco entra en fureur à la pensée d'abdiquer la présidence, unique objet de ses convoitises. Il se répandit en injures contre Garcia Moreno, déclara sa lettre outrageante, et s'emporta jusqu'à jeter en prison le messager qui l'avait apportée. Garcia Moreno mit sous le pied les ignobles procédés de cet âme vile et n'en fut que plus tenace dans ses efforts désespérés pour éviter l'effusion du sang. Vraiment, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer durant cette période de sa vie, ou de son ardeur à préparer la guerre, ou de son obstination à combiner les moyens d'une paix honorable pour tous. Voici la pièce que, le 28 avril, un mois après sa lettre à Franco, il adressa comme dernière ressource à tous les agents du corps diplomatique, pour réclamer leur médiation collective :

« Le malheureux traité du 25 janvier a élevé entre le gouvernement de Quito et celui de Guayaquil un mur de séparation qu'aucun des deux ne peut abattre. Le premier ne reconnaîtra jamais un pacte contraire aux droits, aux intérêts, à l'honneur du peuple équatorien ; de son côté, le général Franco ne déchirera pas sa signature, d'autant plus qu'elle lui vaut l'appui des baïonnettes étrangères. Pour renverser ce mur, je ne vois d'autre alternative que l'abdication ou la guerre ; l'abdication de l'homme qui a signé le traité, ou une guerre d'extermination. Avant d'en venir à cette terrible extrémité, à laquelle cependant nous sommes suffisamment préparés, nous proposons l'abdication du général

Franco, non pas comme une condition humiliante, mais comme un moyen de salut inspiré par le patriotisme et basé sur les considérations de respect et de fraternité que se doivent les habitants d'un même sol et les membres d'une même famille.

« Et pour que le général Franco ne regarde point cette abdication comme déshonorante pour lui, le gouvernement provisoire propose également son abdication, laquelle sera suivie de l'exil volontaire pour un temps déterminé de tous les membres des deux gouvernements. Nous donnerons ainsi un témoignage irrécusable de notre désintéressement ; nous aurons la gloire d'avoir terminé nos discordes civiles sans verser le sang de nos frères, et de conserver à la nation des forces si nécessaires à sa défense et à sa sécurité.

« Au moment de l'abdication, il faudra nommer un chef chargé de convoquer une convention nationale. Comme l'élection de ce chef par des assemblées populaires serait difficile et paraîtrait à bon droit suspecte, le gouvernement provisoire disposant de la majeure partie des électeurs, nous proposons aux deux gouvernements de nommer conjointement le citoyen intègre, intelligent et impartial qui sera jugé digne du pouvoir suprême. Nous demandons en outre l'exclusion des gouvernants actuels, soit pour la présidence, soit pour n'importe quelle charge publique. La patrie n'a besoin de personne en particulier, et le gouvernement provisoire est au-dessus des intérêts de parti ou d'ambition personnelle.

« En vous associant à ces propositions, vous aurez assuré les intérêts les plus chers de l'Équateur, écarté la guerre civile, et contribué au relèvement du pays. Mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, cette dernière tentative de conciliation ne devait pas aboutir, elle nous laissera au moins la conviction de n'avoir point assumé sur nous

la responsabilité du sang qui va couler pour l'honneur, l'indépendance et l'intégrité de la République. »

Nous avons voulu citer cette page remplie, à chaque ligne, des sentiments patriotiques les plus purs et les plus généreux. Dans ce siècle d'affaires et de pot-au-feu, où l'on voit fourmiller partout, et à tous les degrés de la hiérarchie, les Castillas et les Francos, on s'émerveille de découvrir un chef d'État qui propose de rentrer dans la vie privée, de s'exiler même pour le salut de son pays. Cette abnégation, véritable anachronisme, nous cause presque autant de surprise et d'aise qu'une bouffée d'air pur au malheureux tombé dans un égout.

Naturellement Franco résista aux instances du corps diplomatique, comme il avait résisté aux efforts de Garcia Moreno. Pour faire division, il osa même réclamer l'expulsion de son rude antagoniste, l'auteur principal, disait-il, de tous les maux qui pesaient sur l'Équateur. A l'occasion du 1er mai, glorieux anniversaire de la révolution de Quito, sa rage ne connut plus de bornes. Partout cet anniversaire fut célébré par des acclamations de joie et d'espérance. Des villes même du littoral, de Babahoyo, de Manabi, arrivèrent des protestations d'union au gouvernement provisoire, ainsi que des volontaires désireux de combattre avec leurs frères contre les persécuteurs de la patrie. Pour empêcher ces désertions, Franco fit traquer tous les hommes capables de porter un fusil : on les conduisait enchaînés dans les casernes, où plusieurs expirèrent sous les coups.

La magnanime initiative du gouvernement provisoire produisit un tout autre effet sur Castilla. Le président du Pérou comprit la victoire morale que ses adversaires venaient de gagner, non seulement devant les citoyens de l'Équateur, mais devant les membres du corps diplomatique. Supposé maintenant que les colonnes de Gar-

cia Moreno attaquassent Guayaquil après avoir battu Franco, pouvait-il, lui président du Pérou, exterminer cette armée victorieuse pour défendre un misérable que tout le pays repoussait avec horreur? D'autre part, lui convenait-il d'assister, les bras croisés, en simple spectateur, à la lutte qui allait s'engager? S'apercevant un peu tard de sa fausse position, Castilla donna l'ordre à ses troupes d'évacuer Guayaquil pour rentrer au Pérou. Quant à lui, il resta dans le port avec quelques divisions et une partie de l'escadre pour suivre les évènements, conseiller son ami Franco, et l'appuyer de ses canons si l'intervention du Pérou devenait nécessaire pour sauver le traité du 25 janvier.

La situation s'éclaircissait et les forces des deux partis tendaient à s'équilibrer, quand le gouvernement provisoire reçut un renfort aussi précieux qu'inattendu par l'arrivée au camp de Guaranda du vieux général Florès. Exilé du pays depuis quinze ans, l'ex-président avait fait, comme nous l'avons vu, plusieurs tentatives inutiles pour y rentrer à main armée, puis s'était établi au Pérou grâce à la bienveillance de Castilla dont il était l'ami. Ce dernier se croyant en droit de solliciter la coopération de son protégé dans cette guerre déloyale contre l'Équateur, lui demanda formellement de soutenir la cause de Franco, à la tête d'un corps d'auxiliaires péruviens; mais, si le vieux soldat de l'Indépendance voulait bien guerroyer pour régner sur son pays, il se révoltait à l'idée de le livrer à Castilla. Il réprouva publiquement les prétentions du Pérou, le soulèvement militaire de Riobamba qu'on disait organisé par ses partisans et poussa tous ses amis à s'unir au gouvernement provisoire pour défendre l'indépendance, l'honneur et la dignité de la patrie. De plus, oubliant ses malheurs, ses longues années d'exil, ses ressentiments, il écrivit à Garcia Moreno : « Dans les circonstances diffi-

ciles où vous vous trouvez, faites-moi savoir si je puis vous être utile, et je suis à vos ordres. » En recevant cette lettre, Garcia Moreno ne se rappela point ses anathèmes d'autrefois contre le général Florès ; il ne vit point dans cet homme de guerre un rival qui venait, au moment de terminer cette mémorable campagne, lui dérober une partie de sa gloire, il ne pensa qu'à remercier Dieu du secours providentiel qu'il lui ménageait au plus fort du danger, et se contenta de répondre à Florès : « Venez immédiatement, et soyez notre général en chef. » Quelques jours après, les deux adversaires politiques, unis dans un même sentiment de patriotisme, s'embrassaient à la vue de toute l'armée, ivre de joie et d'enthousiasme.

Florès prit le commandement des troupes, juste au moment où l'on avait besoin de ses talents militaires et de sa longue expérience des combats. Un mois après son arrivée au camp de Guaranda, l'on apprit que Franco remontait le fleuve Guayas avec ses soldats et ses canons pour s'établir à Babahoyo, au pied de la montagne, et de là s'élancer sur les provinces de l'intérieur. Les deux chefs décidèrent aussitôt qu'on ne lui laisserait pas le temps de gravir la Cordillère, mais qu'on irait le chercher dans la plaine, au milieu des populations écrasées sous son joug. En attendant, Garcia Moreno adressa aux habitants de Guayaquil et de Manabi la proclamation suivante :

« Mes chers concitoyens, j'ai vu vos souffrances et j'y ai compati plus que personne. Vos provinces opprimées et humiliées par une horde de bandits ont été comme noyées durant tout le cours de cette année dans l'opprobre et l'infamie. Le trafic exécrable de l'honneur et du territoire, la tyrannie immorale et sauvage, la proscription pour crime de probité, l'enrôlement sous peine de mort, la guerre sans pitié à la propriété et à

l'industrie, les grades conférés aux criminels des prisons; la licence d'une soldatesque sans frein, tout ce que l'immoralité peut inventer et le crime exécuter : voilà l'affreux tableau des misères qui ont couvert de deuil notre beau, mais malheureux pays.

« Concitoyens, l'heure de la justice a enfin sonné. Vos frères de l'intérieur ont pris les armes pour vaincre les barbares qui vous tyrannisent. Dans les rangs de ces vaillants fils des montagnes, trouveront un fraternel accueil tous ceux qui viendront combattre avec nous pour la patrie, la liberté, la propriété, l'honneur et la sécurité des familles. Déjà les belliqueux habitants de Babahoyo et des contrées voisines se sont enrôlés dans l'armée libératrice. La cause sainte que nous défendons compte à Manabi d'intrépides et nombreux partisans. Bientôt vos oppresseurs n'auront pour les escorter que les malédictions du peuple, et les remords qui les accompagneront bien au delà de la vie présente.

« Mes amis, c'est sur la division des gens de bien que les méchants fondent leur puissance. L'union et la concorde seront, dans l'avenir, la solide garantie de l'ordre et le plus sûr présage de la prospérité de la patrie. »

Le même jour, 28 juillet, avant de lever le camp de Guaranda, il adressait à l'armée cette allocution :

« Soldats, grands ont été vos sacrifices, mais aussi grande sera votre gloire. Quand, après avoir vendu le sol de la patrie, on lança contre nous les forces qui auraient dû nous défendre, nous manquions encore de troupes régulières, d'armes et d'approvisionnements. On put taxer de téméraire notre résolution d'accepter le combat sans les éléments de résistance nécessaires; mais nous avions foi dans la protection du ciel : forts de son appui, nous avons marché de victoire en victoire et assuré la liberté de nos provinces intérieures.

« La difficulté de continuer les opérations militaires

par des chemins que l'hiver rend impraticables, la nécessité de reformer vos rangs, et par-dessus tout le désir de terminer à l'amiable cette guerre sanglante, ont forcé le gouvernement provisoire à vous accorder quelques mois de repos; mais en vain avons-nous voulu assurer la paix sans sacrifier nos frontières, en vain avons-nous proposé l'exil volontaire des détenteurs du pouvoir comme moyen de déchirer l'infâme traité du 25 janvier : nos efforts ont échoué contre l'aveuglement de nos ennemis. Ils ont attribué à la faiblesse les avances généreuses du patriotisme ; ils ont poussé l'audace jusqu'à exiger de nous la reconnaissance de leur pacte honteux, et nous ont ainsi placés dans l'alternative de nous déshonorer ou d'en appeler aux armes.

« Soldats, je vois que l'indignation éclate dans vos yeux : prenez donc en main le fer vengeur, et poussez le cri de guerre qui retentira des vallées du Chimborazo au rives de Guayas. Oui, guerre aux traîtres et aux bandits, guerre aux oppresseurs de nos provinces maritimes, guerre sans trêve aux ennemis de la patrie !

« Soldats, l'issue de la campagne n'est pas douteuse. Vous défendez la plus pure, la plus sainte de toutes les causes, la cause de l'indépendance nationale, de la justice et de la civilisation; votre nombre a triplé depuis nos derniers combats ; vous avez à votre tête un général illustre, des officiers pleins d'intelligence et de bravoure, et par-dessus tout vous pouvez compter sur la protection visible de la Providence.

« Laissez nos ennemis s'amuser au souvenir des discordes des anciens jours ; laissez-les vomir contre nous le torrent fangeux de leurs ignobles calomnies ; laissez ces poltrons nous lancer leurs insultes pour se consoler de leurs déroutes, et préparez-vous à de nouveaux combats, je veux dire à de nouveaux triomphes. Sol-

dats, je n'ai qu'un ordre à vous donner : marchez à la victoire! »

Il ne fallait rien moins que les commotions électriques de cette éloquence passionnée pour inspirer aux soldats confiance et courage au début de cette périlleuse campagne. Le lecteur comprendra les difficultés d'une marche sur Guayaquil, s'il se rappelle la configuration du pays que l'armée devait traverser. Au sortir de Guaranda, se présentaient les pentes abruptes et sauvages de la Cordillère. Plusieurs jours durant, au milieu des précipices, par des sentiers étroits, sinueux, défoncés, impraticables, les troupes avaient à descendre les escarpements de ces monts gigantesques, traînant après elles armes et bagages, munitions et approvisionnements. En débouchant dans la plaine, elles pouvaient s'attendre à rencontrer l'armée de Franco, supérieure en nombre, supérieure surtout en artillerie et en cavalerie. Si, contre toute espérance, la victoire les favorisait en race campagne, Franco reprendrait le Guayas sur la flotte qui l'avait amené, pour s'abriter derrière les fortifications de Guayaquil où il faudrait l'assiéger. C'était une entreprise formidable et digne des vétérans de Bolivar. De là les plaisanteries des soldats de Franco sur ces pauvres recrues de l'intérieur, qu'ils s'apprêtaient à reconduire la baïonnette dans les reins jusque dans les neiges de leur Chimborazo.

Ils comptaient sans le génie militaire de Florès et l'invincible audace de Garcia Moreno. Ces deux chefs, de nature différente, se complétaient l'un par l'autre. Ils posèrent en principe qu'on chercherait à surprendre l'ennemi et qu'on éviterait toute rencontre directe, sauf à l'attaquer avec la dernière vigueur quand les circonstances paraîtraient opportunes. Ce plan, le seul possible dans les conditions d'infériorité où ils se trouvaient, fut exécuté avec la plus merveilleuse habileté.

Les troupes de Guayaquil formaient deux corps d'armée. Le premier occupait Babahoyo, ville située au pied de la Cordillère, et reliée avec Guayaquil par le fleuve Guayas. Se réservant le soin de défendre cette importante position, Franco commandait ce premier corps. Le second, sous les ordres du général Léon, occupait Catarama, petit village situé sur la route de Ventanas, à droite du fleuve. Or, l'armée de Quito devait nécessairement ou suivre la route ordinaire de Babahoyo et se heurter au corps d'armée de Franco, ou prendre celle de Ventanas, beaucoup plus longue et plus mauvaise, et entrer en collision avec celui du général Léon. Voulant à tout prix empêcher la jonction des deux généraux, Florès entreprit de tourner l'armée de Franco pour l'attaquer à l'improviste, et cela sans donner l'éveil au général Léon.

Afin de masquer ses intentions, il fit descendre une division à Bilovan, près de Babahoyo, pendant qu'à la faveur de cette fausse démonstration, le gros de l'armée se dirigeait à marches forcées, par les sentiers inconnus de la montagne, sur la route de Ventanas. Le 15 août, à six heures du soir, les deux premiers corps étaient arrivés ; les autres suivirent de près. Malgré d'indicibles fatigues, il fallut se remettre en route dans le secret de la nuit, en silence, afin d'échapper au général Léon dont le camp n'était pas éloigné. Heureusement les campagnards, dévoués à Garcia Moreno, donnaient les renseignements les plus précis sur la position et les forces de l'ennemi. Servant de guides et même de sapeurs, ils ouvraient à coups de hache un chemin au travers des bois quand les sentiers connus pouvaient être dangereux. On marche de la sorte seize mortelles heures avant d'arriver à Babahoyo. Les mouvements furent si rapides et si bien concertés, le secret si strictement gardé, que le voyage s'effectua sans brûler une cartouche.

Le 7 à dix heures du matin, commença l'attaque de Babahoyo. Surpris dans son quartier, Franco voulut se défendre ; mais ses soldats, décontenancés par cette alerte soudaine et inattendue, ne purent tenir contre l'impétueuse ardeur des troupes de Quito. Toutefois le feu des batteries ennemies avait durant deux heures retardé et même rendu incertaine l'issue du combat, quand Florès donna l'ordre à la cavalerie de charger les artilleurs, qui furent sabrés sur leurs pièces ou mis en fuite. Dès lors la déroute devint générale ; Franco lui-même, blessé à l'épaule, poursuivi par un lancier qui le serrait de près, n'eut que le temps de se jeter sur un vaisseau pour aller cacher sa honte à Guayaquil.

Après trois heures de combat, Garcia Moreno se trouva donc maître de la place importante de Babahoyo. Grand nombre d'officiers et de soldats, trois canons, quantité de fusils et de munitions, l'imprimerie du gouvernement, les salines de l'État, tombèrent en son pouvoir. Un an auparavant il avait juré de ne prendre aucun repos avant d'avoir assuré le triomphe de sa cause ; après cette victoire, il écrivit à ses collègues du gouvernement provisoire : « J'ai tenu parole, et je crois bientôt pouvoir vous annoncer la fin de cette campagne visiblement bénie du ciel. » Puis, avec un oubli de soi-même dont les grands hommes seuls sont capables, il ajoutait : « Ces avantages, nous les devons principalement au génie guerrier de notre général en chef, nous les devons ensuite aux vertus militaires de nos officiers et soldats.

La prise de Babahoyo avait mis le général Léon dans une situation critique. Coupé de sa ligne de communication, il ne pouvait sans témérité attaquer des troupes supérieures en nombre, et dont la victoire avait décuplé les forces. Pour se dégager, il descendit jusqu'à Zamboroddon avec l'intention d'y embarquer ses troupes

et de rejoindre Franco à Guayaquil; mais déjà Florès, qui l'avait deviné, se trouvait à Bocca Corvina, en face de Zamboroddon, avec artilleurs et canons, pour couler ses vaisseaux. L'infortuné fut réduit à gagner la cité maritime en traversant bois et rivières sous les feux d'un soleil dévorant.

Le terrain balayé, il restait aux vainqueurs à forcer l'ennemi dans la forteresse de Guayaquil, où Franco préparait une résistance désespérée. Tous les cantons de la province fraternisant avec les troupes de Garcia Moreno, le traître, pour colorer ses prétentions, imagina de concert avec Castilla une comédie plus ridicule que toutes les autres. Un certain nombre de mercenaires à sa solde, réunis en comité, proclamèrent Guayaquil ville libre et indépendante sous le protectorat du Pérou. Moyennant cette farce grossière, Franco restait le défenseur de la cité, et Castilla, en sa qualité de protecteur, s'autorisait à bombarder sans scrupule les envahisseurs de Quito. Tel est le respect de ces démocrates pour la volonté nationale !

Il fallut tout un mois pour s'approcher de Guayaquil. Transportées sur le Guayas jusqu'à Zamboroddon, les troupes suivirent alors le chemin de terre au prix d'énormes fatigues et vinrent camper à Mapasingue, en vue de la cité. Les deux chefs y établirent leur quartier général pour combiner les dernières dispositions à prendre avant de livrer le terrible assaut.

L'entrée de Guayaquil est défendue de ce côté par une colline hérissée de batteries qui la rendent inexpugnable. A gauche de cette forteresse naturelle coule le Guayas, dont les eaux vont se jeter à la mer en cotoyant la ville. A droite s'avance l'Estero Salado, espèce de marécage boueux planté de grands arbres appelés mangliers, véritable bras de mer isolant complètement Guayaquil et la belle plaine qu'elle domine.

Pour pénétrer dans la place sans se jeter tête baissée sur les canons de l'ennemi, les deux chefs durent cette fois encore, recourir à un habile et audacieux stratagème.

Depuis quelques jours déjà, Florès préparait ostensiblement un assaut en règle de la colline et du fort qui la relie à l'Estero Salado. De son côté, Franco disposait ses batteries de manière à foudroyer ses adversaires au premier choc. Le 22 septembre au soir, chacun s'en alla prendre son repos, persuadé que la bataille aurait lieu le lendemain, lorsque, la nuit, pendant que les feux brillaient au camp comme à l'ordinaire, l'armée des assaillants se mit en marche, sauf un régiment de lanciers et une compagnie d'artilleurs chargés de défendre en cas d'attaque le quartier général de Mapasingue et d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi. L'armée se transportait à une lieue de là, sur les bords de l'Estero Salado, pour le traverser cette nuit-là même et surprendre Guayaquil du seul côté où Franco ne pouvait l'attendre, car il ne venait à l'imagination de personne que des troupes en armes s'aventurassent jamais dans cet inextricable labyrinthe.

Sous l'habile et énergique direction de leurs chefs, les soldats défilèrent dans le silence et l'obscurité de la nuit, emportant canons et munitions, canots et radeaux, tout le matériel lourd et encombrant qui devait servir à effectuer le passage du Salado et à livrer bataille. Après deux longues heures de marche par des sentiers étroits et tortueux, à travers les collines, les rochers et les broussailles, on déboucha enfin dans une petite vallée où les soldats épuisés se livrèrent au sommeil. Sur pied dès l'aurore, ils arrivèrent promptement à l'Estero Salado. Ce bras de mer, pris dans sa largeur, se divise en trois parties. C'est d'abord un marais fangeux, d'où émerge une forêt de mangliers. Ces arbres étranges élèvent leurs racines jusqu'à plusieurs mètres

au-dessus du sol, de sorte que celles-ci, se croisant et s'entrelaçant comme les mailles d'un tissu, forment une haie impénétrable de cinq à six cents mètres d'étendue. Au delà, le marais est coupé dans toute sa longueur par un canal profond, d'environ trente mètres de large, qu'on appelle le Rio Salado ; puis reparaissent les terrains marécageux et le bois de mangliers jusqu'à la savane. C'est cette barrière trois fois infranchissable qu'il fallait traverser pour se jeter dans la vaste plaine qui s'étend de l'Estero jusqu'à Guayaquil.

Le général en chef, entouré d'une compagnie de tirailleurs se rendait compte, avec une grande attention des difficultés du passage, quand un feu de peloton, parti du Salado, lui apprit qu'on l'observait. Sans perdre de temps, il s'élança suivi de ses hommes à travers les mangliers pour reconnaître l'ennemi. C'étaient des éclaireurs montés sur deux embarcations, qui, aux premiers coups de fusil, s'empressèrent de gagner le large. Le Rio rendu libre, les tirailleurs le traversèrent en canots, pour s'établir sur la rive opposée, et protéger la terrible opération du passage des troupes. De l'autre côté, les canons déjà montés sur leurs affûts attendaient le moment de balayer les lignes ennemies.

Alors, au moyen de canots et de radeaux, les différents corps, compagnie par compagnie, s'efforcent de franchir l'affreux bourbier. On ne voit plus que des soldats accrochés aux mangliers, et suivant péniblement la direction tortueuse des racines, tantôt hissés jusqu'aux branches des arbres, tantôt enfouis dans la boue gluante sous un toit d'arbustes et de broussailles. Plusieurs bataillons avaient heureusement gagné l'autre rive, quand du fort de Liza part une vive fusillade ; le canon gronde à son tour ; quelques balles, lancées par les tirailleurs, parviennent jusqu'au Salado : ce sont des détachements ennemis qui accourent pour barrer le

passage, difficulté qu'avait prévue l'habile général en chef. A l'instant, sur son ordre, vingt trompettes placées à l'avant-garde au milieu des tirailleurs sonnent la charge comme si toute l'armée suivait. Trompée par cette ruse, une bande de deux cents hommes, après avoir brûlé quelques cartouches, crut prudent de se replier en bon ordre.

Le gros de l'armée se trouvait alors dans les mangliers, déployant une activité prodigieuse. Bientôt les artilleurs, après avoir protégé leurs frères, arrivent eux-mêmes au bord du labyrinthe, traînant leurs canons, leurs affûts, leurs obus, leurs caissons. A la vue de leur chef qui s'élance dans le marais, chargé d'un caisson de cinquante kilos, ces braves le suivent avec leurs pièces. Les canons, attachés dans le sens de la longueur à un levier de quatre mètres de long, sont portés chacun par douze hommes. Dix autres traînent les affûts, pendant que leurs camarades chargent sur leurs épaules ou attachent à leur cou les caissons de munitions. Chacun de ces groupes n'avance de quelques mètres qu'au prix des plus héroïques efforts. Les uns, suspendus aux branches des mangliers, soulèvent le levier, pendant que d'autres, enfoncés dans la vase, soutiennent de leurs bras nerveux les lourds affûts. Ceux-ci les dirigent au moyen de cordes à travers les obstacles ; ceux-là écartent les broussailles ou coupent les racines qui embarrassent la marche. Parfois, après de longs efforts, une branche pourrie cède sous le poids de quatre ou cinq hommes qui tombent dans la vase, avec le canon suspendu à leurs bras, et il faut alors tout le génie des officiers pour les dégager de l'ornière. Enfin, la figure couverte de boue, les pieds et les jambes ensanglantés, l'uniforme en lambeaux, ruisselants de sueur, mourants de soif au point d'approcher de leurs lèvres le liquide nauséabond dans lequel ils pataugent, ces

braves aussi durs que le bronze de leurs canons, arrivent dans la plaine avec armes et bagages aux applaudissements de toute l'armée. On avait mis huit heures à franchir l'Estero Salado, huit heures d'héroïsme silencieux dont nous n'avons voulu omettre aucun trait, afin de montrer ce que peuvent des hommes de cœur conduits par des hommes de génie.

Vers le soir, l'armée, formant un vaste quadrilatère, se développa dans la plaine et attendit frémissante, le signal du combat. Garcia Moreno et Florès parcoururent les rangs pour donner leurs dernières instructions. A onze heures, les clairons sonnèrent la marche en avant, c'est-à-dire la victoire ou la mort. Derrière les combattants s'ouvrait le tombeau de fange qui devait les ensevelir en cas de reculade ; devant eux, les canons de Franco. Chefs et soldats n'eurent plus qu'une seule pensée : vaincre les traîtres ou vendre chèrement leur vie.

A ce moment, tonnèrent à l'unisson les batteries de Franco et les canons du vapeur péruvien *Tumbez*. Les assaillants répondirent par un cri formidable de : « Vive l'Équateur ! » et se précipitèrent avec une telle fureur que plusieurs compagnies de l'avant-garde ennemie s'enfuirent en désordre, reconduites au pas de charge, l'épée dans les reins, par le bataillon du colonel Vintimilla. Le commandant Barreda, appuyé par l'artillerie du général Salazar, dispersa un fort bataillon d'artillerie et lui prit une de ses pièces. En même temps, les volées de mitraille balayaient la plaine si bien que les troupes de Guayaquil, qui ne comptaient nullement sur le canon après le passage du Salado, se retirèrent complètement démoralisées derrière les batteries de la colline[1], après avoir abandonné presque sans résistance la caserne et le parc d'artillerie.

[1] Le Cerro.

Les hauteurs et les forts continuaient à se défendre. García Moreno et Florès, établis au centre des opérations, donnèrent vers quatre heures le signal d'une attaque générale. Le colonel Vintimilla, sous un feu terrible, prit d'assaut les fortifications de la Legua et s'empara de ses batteries. Vers six heures, le général en chef, entouré d'une faible escorte, s'approcha des retranchements du Cerro pour inviter l'ennemi à ne point prolonger une résistance inutile, et déjà les troupes levaient la crosse en l'air, quand un mulâtre furieux brandit sa lance pour en percer le trop persuasif orateur. Florès n'eut que le temps de fuir au plus vite, sous une pluie de balles auxquelles il échappa comme par miracle. Quelques instants après, il revint à la tête des Vengeurs de Quito, qui s'élançant à la baïonnette sur les parapets, tuèrent les artilleurs sur leurs pièces et se rendirent maîtres du Cerro. Pendant ce temps, les colonels Salvador et Vintimilla démontaient toutes les batteries depuis la Legua jusqu'à l'hôpital militaire.

L'ennemi affolé s'enfuit à la débandade à travers les rues de la ville, s'embusquant dans les maisons pour tirer encore sur les vainqueurs. A neuf heures, les survivants de cette lutte sanglante étaient tous prisonniers. Le général Franco, embarqué sur un vaisseau péruvien, laissait entre les mains de l'ennemi plus de quatre cents soldats, la plupart de ses officiers, vingt-six pièces d'artillerie, son armement et ses munitions, Après cette brillante victoire, le général en chef put dire sans forfanterie à ses compagnons d'armes : « Maîtres de ce boulevard où s'était réfugié le chef sauvage des Tauras, vous avez ceint votre front de lauriers qui ne se flétriront pas. Le passage du Salado avec nos canons, les combats qui ont décidé notre triomphe, seront des faits mémorables dans l'histoire militaire des nations. »

La prise de Guayaquil, qui terminait cette lutte de

quinze mois, fut saluée par des acclamations qui retentirent jusqu'aux confins de l'Équateur. On eût dit qu'on célébrait la conquête d'une nouvelle indépendance. Pour donner à cet évènement sa vraie signification et en perpétuer à jamais la mémoire, Garcia Moreno voulut que la bannière déshonorée par les traîtres disparût avec eux de l'Équateur. « Cette bannière, dit-il dans un décret solennel, portée par un chef indigne, couvert d'une tache indélébile, doit s'effacer devant l'antique drapeau teint du sang de nos braves, drapeau toujours immaculé, toujours triomphant, vrai trophée de nos gloires nationales. A partir de ce jour, le noble drapeau colombien redevient le drapeau de la République. »

Le chrétien se souvint alors que la victoire doit s'attribuer moins au génie de l'homme qu'à l'intervention du Dieu des armées. La prise de Guayaquil ayant eu lieu le 24 septembre 1860, fête de Notre-Dame de la Merci, il décréta que « pour remercier la Mère du divin Libérateur comme pour mériter son assistance dans l'avenir, l'armée de la République serait placée désormais sous la protection spéciale de Notre-Dame de la Merci et que, chaque année au retour de ce grand anniversaire, le gouvernement et l'armée assisteraient officiellement aux solennités de l'Église. » De fait, Notre-Dame de la Merci, l'antique rédemptrice des captifs, l'avait aidé à délivrer son pays d'hommes plus à craindre que les Sarrasins, je veux dire les hommes de la Révolution.

CHAPITRE VII

GARCIA MORENO PRÉSIDENT

(1860-1861.)

Durant les quinze années que nous venons de traverser, nous avons admiré en Garcia Moreno les merveilleuses qualités d'un chef d'opposition qui, pour délivrer sa patrie des tyrans libéraux ou radicaux, n'a cessé de combattre avec n'importe quelle arme, plume, parole ou épée. Mais tel brille dans l'opposition qui s'éclipse au gouvernement. On s'était heureusement débarrassé du pouvoir révolutionnaire ; mais comment restaurer l'édifice social ébranlé jusque dans ses fondements, surtout dans l'Amérique du Sud, cette fille enthousiaste de la liberté, bercée pendant un demi-siècle au bruit des pronunciamentos militaires, des élections bruyantes et des congrès orageux ? Éprises de la souveraineté du peuple et du parlementarisme moderne, qui en est l'expression pratique, les républiques américaines consentiront-elles jamais à les répudier ? D'autre part, avec un peuple souverain et des chambres omnipotentes, un chef d'État arrachera-t-il jamais son pays à l'odieuse marâtre de 1789 pour le prosterner aux pieds de sa vraie mère, l'Église ? A cet émancipé, tout fier des droits de l'homme et du citoyen, comment réapprendre ses devoirs ?

Le faible Équateur était moins accessible que tout autre État à cette tentative de restauration. Surveillé par les républiques voisines, jalouses les unes des autres mais toujours prêtes à se donner la main pour soutenir les droits de la Révolution, l'Équateur ne pourrait accepter la direction de l'Église sans soulever des tempêtes à la Nouvelle-Grenade et au Pérou. A l'intérieur, tous les partis, infatués des idées modernes, crieraient à la trahison. Les libéraux en effet ne voyaient dans l'Église qu'une esclave asservie à l'État; les radicaux francs-maçons, une ennemie à détruire; les catholiques eux-mêmes hésitaient, pour la plupart, entre les droits inaliénables de l'Église et les prétendus droits du peuple. Partisans de la conciliation à outrance, ils s'ingéniaient à résoudre le problème de l'Église libre dans l'État libre, comme autrefois on cherchait la quadrature du cercle. Ces éléments disparates, Garcia Moreno avait pu les rassembler un instant sous le drapeau de l'union nationale : l'instinct de la conservation matérielle suffisait pour déterminer des libéraux et des démocrates comme Borrero, Moncayo, Gomez de la Torre, Pedro Carbo, à lui prêter leur appui contre Urbina, l'ennemi commun; mais, excellentes pour gagner une bataille, les coalitions présentent de graves inconvénients le lendemain de la victoire : chacun des partis se redresse de toute sa hauteur, et demande sa part de butin, sinon le butin tout entier.

Outre les revendications de ses alliés, Garcia Moreno avait à craindre l'opposition violente du parti vaincu. Le triumvirat Urbina-Roblez-Franco laissait derrière lui des adhérents nombreux dans les administrations civiles et militaires, phalange de viveurs évincés ou qui tremblaient de l'être si un réformateur arrivait au pouvoir. De cette conjuration des vicieux avec les ambitieux, pouvait surgir un danger immédiat : celui d'une

convention semblable à celle de 1845, qui déterrerait dans le clan libéral un nouveau Roca pour exploiter l'Équateur.

Garcia Moreno n'était alors que simple chef du gouvernement provisoire. Son rôle consistait à faire élire la convention nationale, qui devait donner au pays une constitution et un président. Si donc, après avoir renversé les révolutionnaires, il aspirait à réformer les institutions, à lui d'obtenir par son influence personnelle une assemblée de représentants conservateurs et catholiques.

En république, la question électorale prime toutes les autres. Aussi doit-on qualifier d'insigne folie la théorie souvent émise par l'opposition, qu'un gouvernement doit se désintéresser dans les élections. C'est lui demander d'abandonner le peuple aux roueries de plats valets qui le courtisent aujourd'hui et l'écraseront demain sous leurs pieds. Puisque Jacques Bonhomme est souverain, le gouvernement a le devoir d'user des moyens légitimes dont il dispose, pour obtenir du pauvre sire qu'il remette son sceptre entre les mains de ses vrais amis. Or, Garcia Moreno ne pouvait arriver à ce résultat sans réformer complètement le système électoral accepté jusqu'alors.

Sous la domination espagnole, l'Équateur était divisé en trois grands districts ou départements, Quito, Cuenca et Guayaquil. Dès l'origine de la République, on statua que ces trois districts, très inégaux en population, nommeraient chacun six députés à la convention : système injuste et absurde au premier chef, mais contre lequel les révolutionnaires n'avaient jamais protesté parce qu'ils y trouvaient leur profit. Avec cette égalité de représentation, Guayaquil, vrai nid de démocrates, trouvait moyen de faire échec à Quito, dont la population, composée en général de conservateurs, était trois

fois plus nombreuse. La jalouse Cuenca s'unissait volontiers à Guayaquil, pour faire pièce à la capitale. De là cette anomalie d'un peuple catholique presque toujours représenté par des libéraux ou des radicaux ; de là les scandales donnés par les congrès depuis 1830. A l'instigation de Garcia Moreno, le gouvernement provisoire résolut de couper le mal dans sa racine en basant le nombre des députés, non plus sur le nombre des districts, mais sur le chiffre de la population. Chaque fraction de vingt mille âmes aurait droit à un représentant au congrès, ce qui portait un coup mortel à la suprématie révolutionnaire. Les radicaux le comprirent si bien qu'ils mirent tout en œuvre pour intimider le gouvernement et empêcher le fatal décret. Sous la direction de Pedro Carbo, démocrate avancé qu'on avait eu le tort de nommer gouverneur de Guayaquil, les électeurs de cette cité organisèrent même un pronunciamento en faveur de l'ancien mode électoral, enjoignant ainsi au gouvernement d'avoir à se soumettre.

Garcia Moreno releva le gant par une lettre à Pedro Carbo, dans laquelle il le bat en brèche au nom de la souveraineté du peuple, l'arche sacro-sainte des républicains.

« Vous préconisez, dit-il, un principe absurde en théorie, désastreux en pratique, aussi contraire à la raison qu'à la saine morale, car votre égalité de représentation par district constitue une évidente inégalité, relativement à l'étendue du territoire et au chiffre de la population. Votre égalité, c'est la soumission de la majorité à la minorité, et, par conséquent, la destruction du système représentatif, qui exige le respect des majorités ; c'est l'inégalité du droit pour chacun ; c'est l'antagonisme des provinces, la violation de la justice, le germe de tous les désordres, la consécration de l'anarchie.

« Et de fait vous n'avez qu'à relire, pour vous en convaincre, les pages récentes de votre histoire. Ce système électoral ne manqua jamais de fournir à des gouvernements sans vergogne l'appui d'une majorité stupide et vénale pour étouffer la voix du peuple et légaliser les actes de la plus monstrueuse tyrannie. Sans cette anomalie révoltante, qui donne droit à une province de trente mille âmes de nommer quatre députés pendant qu'une autre de quatre-vingt-dix mille n'en nomme que deux, le pays n'aurait pas roulé de chute en chute jusqu'à cet épouvantable abîme, d'où, grâce à la divine Providence, nous venons de le tirer ; jamais ils n'auraient gardé ou usurpé le pouvoir, ces hommes néfastes qui ont trafiqué si longtemps de la richesse, de l'honneur et de l'indépendance du pays.

« J'ai la conviction qu'un régime social fondé sur l'injustice ne peut être ni bienfaisant ni durable. Pour mon compte, je m'opposerai de toutes mes forces à cette menteuse et détestable égalité. Mon opinion, comme membre du gouvernement, comme citoyen, comme enfant de Guayaquil, c'est que la République doit être une famille. Pour cela, brisons les démarcations d'un autre âge, et finissons-en une bonne fois avec toutes ces prétentions de provincialisme. Je sais que cette opinion choquera certains politiques intéressés au maintien des anciens abus, ou incapables de comprendre les leçons de l'expérience. J'écris non pour ceux-là, mais pour l'ensemble de mes concitoyens, persuadé que l'esprit de justice ne s'éteint jamais dans le cœur d'un peuple. »

Les journaux révolutionnaires se jetèrent sur cette lettre avec une rage d'autant plus furieuse qu'elle défiait tout semblant de réfutation. Mais le gouvernement leur ménageait une bien autre surprise, je veux dire l'élection par le suffrage universel et direct.

Jusque-là le peuple formait des comices composés de trois cents électeurs par district; lesquels nommaient ensuite les députés. Cette élection à deux degrés constituait une véritable oligarchie des classes dirigeantes, en général beaucoup moins catholiques et conservatrices que les simples paysans. Isolé dans ses montagnes, préservé des journaux qui chaque matin viennent irriter les passions ou pervertir le bon sens, le peuple a conservé les habitudes de foi, d'ordre et de soumission. Dans les villes, au contraire, à part un petit nombre de familles où l'on garde précieusement le trésor des principes religieux et sociaux, le libéralisme plus ou moins révolutionnaire a envahi les lettrés, et c'est pour la satisfaction de ce millier d'ambitieux que l'anarchie dévore un million d'hommes. Afin de ruiner ces influences démoralisatrices, Garcia Moreno s'appuya sur le peuple et, malgré l'exaspération des faux démocrates, libella ainsi le décret de convocation aux urnes : « L'élection aura pour base le chiffre de la population. Toute fraction de vingt mille habitants nommera un député. L'élection sera directe, et le suffrage universel. Est électeur tout citoyen de vingt-et-un ans, sachant lire et écrire.

A ceux qui trouveraient mauvais ce recours au suffrage universel, il faut répondre que, dans les pays réduits au régime parlementaire, le meilleur système électoral est celui qui, vu les circonstances, produit une majorité de catholiques et d'honnêtes gens. Investi par les peuples du pouvoir souverain afin de sauver la patrie agonisante, Garcia Moreno usait d'un droit strict en adoptant le moyen le plus apte à procurer le bien du pays. Les amis secrets du régime déchu ne partageaient pas son avis, cela va sans dire ; mais avait-il conquis le pouvoir pour leur plaire et les remettre au pinacle? D'ailleurs n'appliquait-il pas le principe fondamental

du droit constitutionnel républicain, et comment des démocrates osaient-ils invectiver contre un décret si flatteur pour le peuple souverain, leur idole ?

Ils invectivaient cependant, et sans même se donner la peine de dissimuler une colère qui prêtait à rire. Dans son journal *L'Industriel* le docteur Riofrio[1] n'avait pas assez d'anathèmes pour accabler le gouvernement provisoire, et Garcia Moreno en particulier. *La République* de Cuenca s'éleva contre le décret au nom des « capacités ». Le chef de cette opposition insensée, Pedro Carbo, déclara par l'organe du *Progrès* de Guayaquil que, dans de pareilles conditions, il renonçait au mandat de député, ce qui dénotait de sa part autant de prudence que d'indignation. Malgré ces vaines déclamations, le peuple se rendit aux urnes avec allégresse, heureux de donner des collaborateurs au grand homme qui venait de le sauver. La victoire des conservateurs, aussi complète que possible, remplit d'espoir tous les cœurs sincèrement dévoués à la république.

Pour se venger de son échec, l'opposition démocratique eut recours à ses moyens ordinaires : la sédition et le poignard. Quelques jours après les élections, on découvrit le fil d'une conspiration contre le gouvernement. Trois individus mal famés, Cortez, Castro et Proano, avaient formé le projet d'assassiner Garcia Moreno (alors à Guayaquil), de révolutionner les casernes et de proclamer Pedro Carbo chef suprême. Appelé inopinément à Quito avant le jour fixé pour l'assassinat,

[1] Le docteur Miguel Riofrio ne manquait ni de talents, ni de patriotisme, mais il était libéral. Partisan de Garcia Moreno jusqu'à Tumbuco, ses idées politiques l'entraînèrent ensuite dans une opposition violente qui ne reculait pas devant les plus atroces calomnies. Un jour que l'*Industriel* se préparait à lancer un numéro plus incendiaire que les autres, Garcia Moreno fit briser les planches avant le tirage. Épouvanté, Riofrio s'enfuit au Pérou et ne revint plus.

Garcia Moreno échappa comme par miracle. On apprit alors, non sans étonnement, que Pedro Carbo, dont la conscience méticuleuse se révoltait à l'idée d'une réforme électorale, entretenait des relations avec les assassins. Sans doute il ignorait leur exécrable dessein, car nous ne pouvons croire qu'aux yeux de ce politique peu intelligent, il est vrai, mais incapable d'un crime, le poignard paraîtrait un moyen plus honnête que le suffrage universel, de porter au pinacle sa très importante personnalité.

Sur ces entrefaites, s'ouvrit la convention, où Garcia Moreno rencontra des dissentiments plus inquiétants pour ses grands projets que les conspirations des irréconciliables. L'assemblée se composait d'une quarantaine de députés, tous plus ou moins acteurs dans la croisade libératrice. Ils s'entendaient tous pour acclamer Garcia Moreno, le héros de cette croisade; mais, à part ce trait d'union, jamais éléments plus hétérogènes n'avaient figuré dans un parlement.

En tête paraissait le général Florès, encore brillant, bien que sur le retour. Ses collègues n'avaient point perdu le souvenir des quinze années de despotisme, ni de la défaite de l'Elvira, ni des tentatives d'invasion; mais sa noble conduite à l'heure où la patrie expirante réclamait son épée, son héroïsme pendant la campagne de Guayaquil, l'influence de Garcia Moreno, son ennemi d'autrefois, qui ne voulait plus voir en lui que le vieux guerrier de l'Indépendance et le sauveur de la patrie, le firent nommer président du congrès. Néanmoins, les vieux lutteurs de 1845 ainsi que les jeunes patriotes élevés dans l'horreur du *floréanisme* dissimulaient avec peine leur instinctive répulsion. Ils reprochaient au général sa fierté, ses idées dominatrices, ses revendications pécuniaires. De là des sentiments d'aigreur qui trop souvent donnèrent lieu à de véritables batailles

parlementaires, et quelquefois aux apostrophes les plus injurieuses. A propos d'un projet de loi combattu par lui, Florès s'étant avisé de dire que, si ce projet obtenait la majorité des voix, il quitterait « non seulement le Congrès, mais la République » : — *Senor presidente,* répondit le plus jeune des députés, c'est le plus grand service que vous puissiez rendre à la nation. »

Autour du président se groupaient certaines notabilités du parti conservateur et catholique, même quelques membres du clergé ; mais aujourd'hui, grâce au libéralisme qui déteint sur tout, il y a différentes nuances de conservateurs, différentes nuances de catholiques et, faut-il le dire ? différentes nuances d'ecclésiastiques. La majorité des députés se composait de jeunes gens dont la plupart avaient fait leurs premières armes, et aussi leurs premiers pas dans la politique, durant la période insurrectionnelle qu'on venait de traverser. Catholiques plus ou moins pratiques, mais presque tous libéraux exaltés, ils arrivaient au congrès la tête farcie des idées américaines sur la séparation de l'Église et de l'État, sur le système fédératif, et autres utopies alors très prônées à la Nouvelle-Grenade. Ils admiraient en Garcia Moreno, l'invincible ennemi du despotisme mais on les aurait bien embarrassés en leur demandant une définition de la liberté. N'était-il pas à craindre que cette assemblée, chargée par la nation de panser ses blessures, ne tuât le malade au lieu de le guérir ? Heureusement Garcia Moreno veillait sur ce souverain doué de quarante têtes, et capable par là même d'une infinité de bévues.

Après la séance d'ouverture, qui eut lieu le 10 janvier 1861, le gouvernement provisoire rendit compte de ses actes à la convention et lui remit ses pouvoirs. Au récit de cette épopée de quinze mois, sénateurs et députés ne purent s'empêcher de battre des mains et

de pousser de longues acclamations. Séance tenante on décréta que les membres du gouvernement provisoire avaient bien mérité de la nation et que les bustes de ces illustres citoyens figureraient au palais du gouvernement pour perpétuer le souvenir de leurs services. Garcia Moreno, chaudement félicité devant tout le peuple, fut nommé président intérimaire. Les représentants n'oublièrent point l'armée qui, par sa bravoure, avait sauvé le pays, ni cette Vierge de la Merci dont la fête avait coïncidé avec la prise de Guayaquil. On confirma le décret qui la déclarait patronne spéciale et protectrice de la République. Malheureusement cet enthousiasme du cœur, cette touchante unanimité, fit place à la discorde, dès que s'ouvrirent les débats sur la révision de la constitution.

Garcia Moreno désirait ardemment doter l'Équateur d'une constitution catholique, seul moyen de « moraliser le pays par l'énergique répression du crime et l'éducation solide des jeunes générations, de protéger la sainte religion des ancêtres et de réaliser les réformes que ni le gouvernement ni les lois ne peuvent obtenir par eux-mêmes [1]. » Mais, au lieu de heurter des législateurs incapables de le comprendre, il crut mieux faire d'ajourner à des temps meilleurs l'exécution complète de ses plans et se borna pour le présent à écarter toute disposition de nature à paralyser l'action de l'Église.

Le projet de constitution déclarait la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'État à l'exclusion de toute autre. Loin de constituer une innovation, cet article consacrait un principe toujours admis dans les républiques américaines et, de plus, un fait aussi éclatant que le soleil. Mais le vent était à la liber-

[1] Message de 1861.

té des cultes, n'était-ce point là le droit nouveau, accepté dans les deux mondes, et tout récemment à la Nouvelle-Grenade, aux portes de l'Équateur? Après avoir chassé les tyrans qui l'opprimaient, la nation équatorienne ne devait-elle pas entrer résolûment dans le mouvement d'émancipation qui entraînait tous les peuples, abolir une législation rétrograde, effacer les derniers vestiges de l'Inquisition? Une fois lancés dans cette voie, les jeunes politiciens se répandirent en tirades échevelées sur la liberté de conscience, les progrès modernes, et autres clichés à l'usage des parlementaires sans idées. Un ecclésiastique sous l'action de ce feu très peu sacré, s'oublia jusqu'à déclamer avec emphase un discours de Mirabeau. Il affirma solennellement que Dieu, visible comme le soleil, s'impose à tous et par conséquent c'est une superfluité presque injurieuse de le reconnaître officiellement. On applaudit ce naïf au lieu d'en rire. Pour quelques-uns cependant, toute cette argumentation cachait plus de malice que de niaiserie. En supprimant l'article comme inutile, on ouvrait frauduleusement une porte détournée par laquelle entreraient bientôt les faux cultes. Quant aux jeunes gens, piqués dans leur amour-propre national, ils voulaient montrer à tous les peuples que le soleil de la liberté luit sur leurs montagnes aussi bien qu'à la Nouvelle-Grenade.

Ces ridicules déclamations n'eurent heureusement d'autre effet que de soulever tout le pays contre leurs auteurs. Scandalisé de voir l'abominable hérésie placée sur le même pied que la vieille religion des ancêtres, le peuple fit entendre contre l'assemblée des murmures significatifs. Pour sa part, Garcia Moreno usa de toute son influence pour ramener les égarés à des idées plus saines, et l'article fut maintenu. Dans les délibérations relatives aux rapports de l'Église et de l'État, il réussit

même à briser certaines entraves qui gênaient plus ou moins l'action du clergé.

Une autre question vitale vint alors passionner les esprits au dedans et au dehors de l'assemblée. L'Équateur conserverait-il sa forme unitaire, ou se morcellerait-il en petits États indépendants reliés entre eux par un lien fédératif, comme les États-Unis ou les cantons suisses ? Cette discussion était partout à l'ordre du jour depuis que la Nouvelle-Grenade, infatuée de la république modèle de Washington, exaltait avec emphase les avantages du système fédéral et proposait de s'y rallier sous le nom d'États-Unis de Colombie. Beau thème pour nos jeunes constituants, dont la tête abondait en réminiscences de collège. Quoi de plus poétique que les cantons suisses et de plus grandiose que les États-Unis ? Avec la fédération, plus de guerres, plus de despotisme, mais la plus touchante fraternité. Sans doute le gouvernement fédéral suisse opprime parfois les cantons catholiques ; les états du Nord, en Amérique, écrasent de temps en temps ceux du Sud ; mais on n'y regardait pas de si près. Pour les ambitieux, la fédération constituant beaucoup d'États, avait surtout l'immense avantage de nécessiter beaucoup de fonctionnaires, et de favoriser ainsi le rêve des nullités qui veulent régner à tout prix, fût-ce sur les infiniment petits.

Il n'était pas difficile de montrer aux moins clairvoyants que le fractionnement de l'Équateur en plusieurs états, établirait entre eux un antagonisme détestable, fomenterait la guerre civile, et ruinerait d'un coup tout espoir de progrès en anéantissant toute ressource dans ce pays d'une immense étendue et d'une population très restreinte. Garcia Moreno s'opposa énergiquement à la division. « Vous voulez, disait-il agréablement, briser le plat pour en rajuster ensuite les

morceaux. Vous rendra-t-il plus de services, ainsi rapiécé, que dans son état d'intégrité? » Après les débats très orageux, accompagnés d'une inondation de pamphlets, la majorité se rallia au système unitaire. En somme beaucoup de bruit pour rien, et c'est souvent ce qu'on doit espérer de mieux d'une assemblée de constituants.

La convention n'avait plus qu'à délibérer sur les droits constitutionnels du pouvoir exécutif, question brûlante au lendemain d'une insurrection contre la tyrannie. Quelle belle occasion de lancer des fusées oratoires sur les droits de l'homme et les libertés imprescriptibles du citoyen! On rappela que le pouvoir exécutif n'est que le mandataire du peuple souverain; on voua les despotes aux dieux infernaux; on oublia que le gouvernement, chargé de veiller à la sécurité de tous, doit être armé de pouvoirs suffisants pour réprimer les perturbateurs. C'est d'une main parcimonieuse et comme à regret que les députés accordèrent au président les facultés nécessaires pour gouverner, même en temps de paix. Pour l'empêcher de tyranniser les citoyens, on en faisait le jouet des entrepreneurs de révolutions. Aux jours de bouleversement, il se verrait dans l'alternative ou de livrer aux séditieux la société dont il avait la garde, ou d'agir en dictateur pour la sauver. Mais que peut la raison sur des libéraux qui croient avoir gagné tout ce que perd l'autorité? Garcia Moreno se contenta de demander pour le pouvoir une double garantie contre les menées des radicaux : d'abord la ratification de sa réforme électorale, et ensuite la scission en deux parties de la province de Guayaquil [1], afin de soustraire la plaine à l'influence désas-

[1] La province issue de ce dédoublement s'appelle *Lios Rios*, les Rivières.

treuse de la cité. On lui accorda ces deux points, et l'ensemble de la constitution fut voté.

L'assemblée mit alors à l'ordre du jour l'élection du président. Elle avait décrété que pour l'avenir le suffrage universel nommerait le chef de l'État, mais en se réservant l'élection actuelle. A l'unanimité des voix [1] et sans débats, Garcia Moreno fut élevé à la présidence de la république. Ainsi la nation, par ses représentants, rendit hommage et justice au grand citoyen qui depuis quinze ans n'avait vécu que pour elle. Sauf les urbinistes, qui frémirent de rage, le peuple répondit au choix des députés par d'unanimes applaudissements.

Garcia Moreno refusa d'abord le mandat qu'on lui offrait, alléguant avec raison l'insuffisance des pouvoirs octroyés au gouvernement par la nouvelle constitution. Désarmer l'autorité en face de la Révolution, c'était, disait-il, décréter l'anarchie perpétuelle. On verra plus tard combien ses prévisions étaient justes. Il finit cependant par céder aux instances de ses amis qui, voyant en lui le seul homme capable de régénérer la nation, firent appel à sa conscience et à son dévouement. Du reste, pour lui prouver leur bonne volonté, les représentants votèrent, sous son impulsion, plusieurs lois organiques dont ils n'apprécièrent peut-être pas toute la portée. Ils décidèrent qu'un concordat serait proposé au souverain pontife, et mis à exécution *sans attendre la ratification au futur congrès*. Par cette porte qu'ils lui ouvraient, le président allait à leur insu faire passer toutes les libertés de l'Église. On décréta également la réorganisation des finances, de l'armée, de l'instruction publique, et la construction d'un chemin carrossable de Quito à Guayaquil. Garcia Moreno,

[1] Moins une, qui fut donnée à Pedro Carbo

dont on connaissait le génie et l'activité, reçut la mission d'exécuter ce magnifique programme. C'était précisément le plan du bel édifice dont il voulait doter son pays. En en traçant l'esquisse les députés obéissaient à ses inspirations, mais nul ne pouvait deviner les proportions colossales qu'il allait lui donner. Somme toute, malgré les dispositions peu favorables de la convention, Garcia Moreno avait écarté tout projet de loi contraire aux intérêts de l'Église et de l'État, et obtenu un blanc-seing pour opérer les réformes qu'il jugerait nécessaires : c'était, pour ses débuts, un assez beau succès.

CHAPITRE VIII

RÉFORMES

(1861.)

Garcia Moreno se mit immédiatement à son œuvre de réformateur, vrai nettoyage des étables d'Augias dans un pays où la Révolution s'est installée durant un quart de siècle.

Pour apprécier la nécessité du coup de balai donné par Garcia Moreno à tous les échelons de la hiérarchie, il suffit de se remettre sous les yeux un principe cent fois établi par les faits : c'est que le parti révolutionnaire, lugubre essaim de frelons bourdonnants et dévorants, n'a d'autre spécialité que de consommer sans produire. S'il s'empare d'un pays par un coup de force ou par la sottise des électeurs, ce n'est point pour aider le peuple à mieux vivre, mais pour vivre à ses dépens. Sa tactique consiste à mettre la main sur l'Église afin de l'empêcher de crier au voleur, et d'expulser des administrations les hommes honnêtes et consciencieux dont il convoite les places ou craint les regards ; puis, quand toutes les abeilles ouvrières et industrieuses d'un pays sont tombées sous l'aiguillon de ces parasites, la curée commence. Les frelons se faufilent dans les ministères, les préfectures, les mairies, les casernes, les tribunaux, les comptoirs, les ban-

ques, les agences financières, partout où l'on trouve à s'engraisser. Là ils dévorent le plus possible, avant qu'un autre essaim de frères et amis les force à vider la place. Après quinze ou vingt ans de ce régime, un peuple, si riche qu'il soit, est rongé jusqu'aux os. Il se réveille un beau matin sans religion, sans honneur, sans crédit, sans agriculture, sans industrie, sans commerce, sans finances, avec des milliards de dettes et la banqueroute à ses portes. Pour consoler le pauvre Job, les frelons gros et gras bourdonnent à son oreille quelque refrain monotone en l'honneur du progrès et de la liberté.

Tel était le misérable état auquel la Révolution avait réduit l'Équateur, quand Garcia Moreno prit en main les rênes du gouvernement. Lui qui considérait le pouvoir comme un instrument non de jouissance mais de bienfaisance, comme un levier placé dans la main d'un homme pour lancer un peuple dans la voie du progrès matériel, intellectuel, moral et religieux, après avoir arraché aux révolutionnaires le cadavre de son pays à demi rongé déjà, que pouvait-il faire pour lui infuser une nouvelle vie, sinon remplacer les frelons par des abeilles, c'est-à-dire s'entourer dans tous les services publics de coopérateurs intègres, au risque d'affronter la haine d'une multitude d'individus dont il allait troubler la quiétude ou déranger les calculs?

Son premier soin fut de s'associer un personnel administratif irréprochable, laborieux, dévoué corps et âme à la réalisation de ses gigantesques desseins. Sans égard pour leur noblesse ou leur richesse, il écartait impitoyablement des emplois les hommes incapables de les bien remplir. De plus, les fonctions et services rétribués par l'État, jusque-là véritables sinécures redevinrent des charges dont le titulaire ne toucha les appointements qu'après les avoir gagnés par un labeur

assidu. Les employés de bureaux restaient à leur poste de dix heures du matin à cinq heures du soir. Le président exerçait lui-même un contrôle sévère et une justice si inflexible que les infracteurs aux règlements, à n'importe quel degré de l'échelle administrative, étaient punis d'un renvoi immédiat. De ce chef,il écarta du budget grand nombre de rongeurs qui naturellement conservèrent une dent contre lui. Si, de nos jours, un président de république s'affranchissait, par impossible, du népotisme, du favoritisme et même du banditisme administratif, quels cris de rage on pousserait de tous côtés contre cet Hercule d'un nouveau genre !

Le département des finances exerça surtout le zèle et l'attention du réformateur. Pour exécuter les entreprises qu'il méditait, il lui fallait, outre un personnel intelligent et actif, des finances prospères. Or, depuis ses trente années d'existence, jamais l'Équateur n'était parvenu à équilibrer ses recettes et ses dépenses. Chargé pour sa quote-part de la dette contractée par la Colombie pendant la guerre de l'Indépendance, ruiné par les parasites et les soudards qui s'engraissaient aux frais de l'État, il n'avait ni crédit ni revenus. L'agriculture restait à l'état d'enfance, faute de routes, de bras et même d'instruments aratoires. Le commerce végétait, pour ne pas dire se mourait, à cause des révolutions incessantes qui bouleversaient le pays, et plus encore par la difficulté des communications non seulement avec l'étranger mais encore entre habitants d'une même province. On avait vécu au jour le jour, de la contribution des indigènes, assez productive, mais qu'on venait justement de supprimer comme une odieuse exaction, puis des contributions forcées, plus odieuses encore. Pour se procurer des ressources, un gouvernement honnête ne pouvait avoir recours à des briganda-

ges de prétoriens aux abois : mais comment subsister dans un pays écrasé sous le poids de taxes exorbitantes, et où tout emprunt devenait impossible parce que les emprunteurs avaient prouvé depuis longtemps par leurs dilapidations la nécessité de leur donner, au lieu d'argent, un conseil judiciaire ? Garcia Moreno résolut le problème par des moyens qui, malgré leur simplicité, dépassent cependant les capacités de nos plus illustres financiers.

En attendant qu'une administration sage et progressive le mît à même de multiplier les sources de revenus, il établit une stricte économie dans les dépenses. Réduire ses dépenses quand la bourse est vide, cela paraît élémentaire, et cependant cela fait sourire nos économistes modernes, suivant lesquels on est d'autant plus riche qu'on enfle davantage le chiffre de sa dette. Encouragé par ces belles doctrines, tel pays que nous pourrions nommer, avec une dette de trente milliards et des déficits annuels de plusieurs centaines de millions n'hésite pas à voter des milliards nouveaux pour bâtir, non point des écoles, mais des palais scolaires ! Garcia Moreno prétendait que seuls les agioteurs et les banqueroutiers s'enrichissent au moyen d'emprunts qu'ils ne pourront jamais amortir ; aussi retrancha-t-il impitoyablement du budget tout crédit dont la nécessité ne lui parut pas suffisamment démontrée.

Une autre méthode, tout aussi primitive, de grossir son trésor, fut de ne plus le mettre dans un sac percé, autrement dit de réformer complètement l'administration financière. Inutile de s'ingénier à diminuer ses dépenses si les économies sont absorbées par les publicains et les bureaucrates. Or, sous les gouvernements précédents, le gaspillage des deniers publics, l'agiotage officiel, la contrebande effrontée, florissaient à l'Équateur comme dans leur terre natale. Les présidents donnaient

l'exemple de ces malversations cyniques : Roca spéculait ouvertement sur les créances des employés ; Urbina puisait à pleines mains dans les caisses publiques, et faisait déclarer par une convention qu'un homme de son mérite ne s'abaissait pas à rendre des comptes. Naturellement on a mauvaise grâce à morigéner ses subordonnés quand on s'accorde à soi-même de telles licences.

Garcia Moreno entreprit de faire la lumière dans ces antres ténébreux qu'on appelle bureaux de finances. Avant lui, les provinces, les cantons, les municipalités terminaient leurs comptes particuliers sans avoir à redouter l'œil exercé d'un vérificateur suprême. Cet excellent régime de décentralisation forçait un ministre des finances à faire devant les chambres la déclaration suivante : « Après plusieurs mois de travail assidu, je me vois dans l'impossibilité de présenter les comptes en temps opportun. Les complications de notre système de comptabilité, ajoutées aux inexactitudes des pièces envoyées au ministère, rendent tout contrôle impossible. C'est une tâche supérieure aux forces humaines que d'établir, sur de pareilles données, un état sérieux de nos finances. J'ai acquis la preuve que notre comptabilité est un véritable chaos, et c'est le seul fruit que j'ai recueilli de mon travail[1]. » Maintes fois on se plaignit de ce chaos, mais on eut soin de l'entretenir, par la raison que les ténèbres conviennent aux malfaiteurs. Il fallait un homme d'ordre mathématique et de rigoureuse justice, un Garcia Moreno, pour entreprendre de le débrouiller.

Afin de régulariser les livres des comptes, il se condamna à l'ingrat et pénible travail d'une vérification

[1] Compte-rendu d'Icaza, ministre de Roblez, 1857. Ce témoignage est d'autant plus probant que le rapporteur était très entendu dans la matière.

générale de toutes les dettes contractées par l'État depuis l'origine de la République. Que de jours il lui fallut passer au milieu de registres trompeurs et de créanciers trompés ! Les titres n'étaient pas même enregistrés ; les emprunts forcés qu'on décrétait chaque semestre sous prétexte d'invasion ne figuraient pas au grand livre. Garcia Moreno dut se faire présenter tous les bons du trésor, lesquels souvent n'étaient pas légalisés, pour arriver à la liquidation d'une dette qu'il vit monter à quatre millions de piastres. Une fois sorti de ce dédale, il introduisit notre système de comptabilité française, de manière à établir nettement le tableau comparatif des entrées et des sorties, de l'actif et du passif. De plus, une cour des comptes centralisa dans la capitale le contrôle de tous les employés. Déclarés responsables de leur gestion, les agents du fisc comparurent chaque année devant ce tribunal pour y rendre un compte détaillé de leurs opérations. En cas de négligence ou d'infidélité, le coupable était immédiatement jugé, condamné à l'amende, et destitué. Pour prévenir même au sommet de la hiérarchie toute tentation de complaisance ou de fraude, le président révisait lui-même le travail de la cour, et souvent ses yeux d'Argus découvraient des erreurs qui avaient échappé à la perspicacité des plus rigides contrôleurs. Ce n'est pas sous son gouvernement qu'ont eût trouvé trois cent millions de déficit dans la caisse d'un ministre de la guerre[1], sans que la cour des comptes pût mettre la main sur le voleur : Garcia Moreno l'eût trouvé, et de plus il eût osé le punir.

Vint ensuite le tour des agioteurs qui achetaient au rabais les créances arriérées des employés civils, pour en

[1] On signala ce déficit énorme dans la caisse d'un de nos ministres après la guerre de 1870.

trafiquer avec les agents du fisc. Il fit rendre gorge aux coupables et destitua les fonctionnaires qui se prêtaient à ces honteuses spéculations sur la misère publique. On profitait même de l'ignorance des contribuables pour substituer aux rôles officiels des pièces fausses portant surtaxe : l'employé, auteur ou complice de la fraude, empochait la différence. Un décret condamna ces malfaiteurs à une amende égale à la somme indûment perçue, puis au châtiment édicté par le code contre les falsificateurs de documents officiels. Il n'épargna pas davantage les contrebandiers ni les employés concussionnaires qui détournaient à leur profit la principale source des revenus de l'État.

L'incorruptible financier donnait à tous l'exemple du plus absolu désintéressement. Bien que sans fortune privée, jamais il ne voulut profiter des douze mille piastres affectées au traitement annuel du président. Vu la pénurie du trésor, il faisait remise à l'État de la moitié de cette somme, et consacrait le reste à des œuvres de charité. Cette noble conduite ne put le soustraire aux rancunes des nombreuses victimes de l'épuration. Les fonctionnaires pris la main dans le sac et chassés sans miséricorde, les parasites congédiés, les paresseux forcés au travail, les escrocs démasqués, crièrent à l'intolérance, et, faut-il le dire, certains libéraux trouvèrent ce nouvel Aristide un peu fatigant, sa chasse aux voleurs trop opiniâtre, et sa justice trop inexorable. Le libéralisme aime les transitions et les transactions.

Une réforme non moins urgente, celle de l'armée, s'imposait au nouveau président. La République se mourait de militarisme. Nous l'avons vu, depuis les guerres de l'Indépendance, les soldats disposaient du pays, des propriétés, de la vie des citoyens et, par leurs pronunciamentos quotidiens, du gouvernement lui-même. Les présidents, portés au pinacle par un pronun-

ciamento, s'appuyaient sur les baïonnettes pour se maintenir. Aussi ces vieux troupiers sans mœurs et sans vergogne, fiers de leur importance, affectaient-ils un profond mépris pour l'élément civil. Ce mal, arrivé à son comble sous Urbina et Roblez, Garcia Moreno avait été à même d'en mesurer la profondeur dans la dernière révolte de Riobamba.

En montant au fauteuil il jura d'en finir avec ce despotisme militaire. « Une armée ainsi constituée, dit-il un jour, c'est un chancre qui ronge la nation : ou je la réformerai, ou je la détruirai. » Il se mit à l'œuvre sans délai, édicta des règlements sévères contre les sorties nocturnes, l'immoralité, le brigandage, et fit jeter en prison tous les récalcitrants, officiers ou soldats. On regimba contre l'aiguillon, on se moqua de ce civil qui prétendait faire la loi aux généraux, on s'efforça de le rendre odieux dans les casernes, et déjà des complots s'ourdissaient contre lui ; mais son œil voyait dans les ténèbres, et son bras, prompt comme l'éclair, s'appesantissait sur les coupables.

Dès les premiers jours de son gouvernement, un exemple montra aux émeutiers de caserne que les insurrections coûteraient cher à leurs auteurs. Nous avons dit qu'après la capitutation de Cuenca, le général Ayarza s'était retiré comme simple particulier dans sa résidence de Quito. Profitant de la considération dont il jouissait à juste titre, il ne tarda pas à rallier autour de lui un parti de mécontents pour ourdir de nouvelles trames contre l'autorité. Garcia Moreno sentit qu'il fallait désarmer par un coup de force ces révolutionnaires de profession. Le coupable fut traîné à la caserne et fustigé comme un simple soldat. « Fusillez-moi, s'écriait Ayarza furieux : on ne fouette pas un général, un vieux soldat de l'Indépendance. — On ne gaspille pas de la poudre pour fusiller un traître ! » répliqua

Garcia Moreno. Il ne consentit que sur d'instantes supplications à faire grâce d'une partie de la peine. Quelqu'un lui demandait à cette occasion où il voulait en venir par cette implacable sévérité : « Je veux, s'écria-t-il dans son style pittoresque, je veux que l'habit noir commande à l'habit rouge. Ma tête sera clouée au poteau, ou l'armée rentrera dans l'ordre. » Domptée par cette main de fer l'armée rentra dans l'ordre, mais que de colères concentrées et de rages sourdes au fond des cœurs ! On pardonna difficilement à Garcia Moreno d'avoir infligé au vieux général une peine aussi infamante, et quelle que soit notre admiration pour le grand homme qui ne craignit point, selon le mot d'un libéral, « de mettre un de ses pieds sur la souveraineté du peuple et l'autre sur la souveraineté de l'armée, » nous croyons qu'en cette rencontre il eût pu maintenir l'ordre sans recourir à cette extrémité.

Une fois en possession de ce triple élément d'action : un personnel dévoué, des ressources financières assurées, une force militaire suffisamment disciplinée pour maintenir la paix à l'intérieur, il jeta immédiatement les bases de cette civilisation chrétienne dont il voulait doter son pays, et qu'il regardait à bon droit comme la condition essentielle du véritable progrès matériel, intellectuel et moral.

Le fondement de toute régénération, c'est l'instruction publique, qui, en pétrissant pour ainsi dire l'esprit et le cœur des enfants, prépare l'avenir d'une société. Les hommes de la Révolution le savaient si bien que leur premier soin en s'emparant du pouvoir, avait été de laïciser les écoles, ce qui veut dire de les isoler de la morale et de la religion. Cette idée franc-maçonnique, ou plutôt diabolique, qui fait aujourd'hui son tour d'Europe, a pris corps en Amérique, sous le nom perfide de neutralité scolaire. Rocafuerte, et plus tard

Urbina, travaillèrent de toutes leurs forces à séculariser l'Université, les collèges, les écoles, et même les séminaires. Pour réussir dans son œuvre, l'homme de la contre-révolution devait donc réformer l'enseignement de fond en comble. En sa qualité de recteur de l'Université, Garcia Moreno avait, sous le gouvernement précédent, indiqué plusieurs fois la nécessité de cette réforme, mais sans pouvoir la réaliser. Le moment était venu, sinon de l'accomplir dans son entier parce qu'il ne disposait ni des forces ni des éléments nécessaires, au moins d'en poser la pierre d'attente par la création d'écoles libres placées sous la direction de religieux enseignants. Dès l'année 1861, il fit appel au dévouement des congrégations françaises, où l'on trouve toujours, disait-il, des ouvriers et des ouvrières pour travailler sous tous les climats à la vigne du Christ. Des colonies de frères des Écoles chrétiennes, de dames des Sacrés-Cœurs, de sœurs de Charité, établirent dans tous les grands centres des écoles primaires et des pensionnats. Les jésuites, qu'il avait autrefois ramenés dans la capitale et défendus avec tant de courage, furent rappelés et installés à Quito dans leur antique maison de Saint-Louis, puis dans un établissement d'instruction secondaire, d'où sortirent bientôt des essaims de professeurs pour fonder les collèges de Guayaquil et de Cuenca. L'enseignement catholique s'implantait dans le pays au grand désespoir des radicaux, toujours pressés de semer l'athéisme dans l'âme des enfants, et toujours scandalisés de voir leurs adversaires réparer, autant qu'ils le peuvent, ce crime de lèse-divinité et de lèse-humanité. Ils ne manquèrent pas de transformer Garcia Moreno en jésuite, disposé à faire de l'Équateur un immense couvent, d'autant plus qu'il étendait sa sollicitude religieuse, non seulement aux écoles, mais aux hôpitaux et aux prisons. La di-

rection des hôpitaux fut confiée aux sœurs de charité, et celle des prisons à des hommes spéciaux que le président sut animer de son esprit.

En même temps, ce que ni les Incas, ni les Espagnols, ni les progressistes de la Révolution n'avaient osé concevoir, le président l'exécuta. Il s'agissait de construire un immense réseau de voies carrossables à travers l'Équateur afin de relier les villes entre elles et le plateau des Cordillères au port du Pacifique : c'était ouvrir des horizons merveilleux à ce pauvre pays perdu dans les montagnes, sans autres voies de communications que des sentiers à peine praticables pour les bêtes de somme, et privé par là même de commerce, d'agriculture et d'industrie. On traita ce projet d'utopie, de rêve absurde, d'abîme sans fond où allaient s'engloutir les dernières ressources des villes et des campagnes : Garcia Moreno laissa clabauder routiniers et gens à courte vue, traça d'une main ferme le grand chemin de la capitale à Guayaquil, et se mit résolûment à l'œuvre au mépris des vaines déclamations et des mille obstacles que lui suscitèrent la paresse, l'égoïsme et la cupidité. Ce travail de géant, entrepris au commencement de sa première présidence, continué jusqu'à son dernier jour, comme nous le verrons plus tard, suffirait à lui seul pour immortaliser dix présidents de républiques.

Contentons-nous pour le moment d'assister à l'éclosion de ces germes précieux et, pour ainsi dire, à la naissance de l'œuvre immortelle réalisée par Garcia Moreno. Nous la contemplerons dans son épanouissement et sa splendeur quand, après dix ans de nouvelles luttes, maître enfin de la Révolution terrassée et enchaînée à ses pieds, il pourra déployer au service de la civilisation toute son activité et son énergie.

CHAPITRE IX

LE CONCORDAT

(1862.)

García Moreno avait émondé l'arbre en s'attaquant aux abus les plus criants dans l'ordre matériel et moral, osera-t-il maintenant porter la cognée jusqu'à la racine du mal, jusqu'au principe fondamental de la Révolution, c'est-à-dire la souveraineté du peuple et la subordination de l'Église à l'État? Depuis plus de quatre siècles, légistes, rois, empereurs, parlements, professaient cette doctrine de l'antique despotisme : un simple président de la république aura-t-il l'audace de s'incrire en faux contre nos législateurs et de rompre en visière avec nos chefs d'État? Le corcordat négocié avec Pie IX nous fournira la réponse à cette grave question.

Nos lecteurs se rappellent les origines du patronat ecclésiastique. Vu la difficulté des correspondances et pour simplifier l'administration, les rois d'Espagne, avaient obtenu des souverains pontifes de nombreux privilèges relatifs aux propriétés et aux personnes ecclésiastiques, par exemple le droit de présentation aux évêchés. Peu à peu le pouvoir du roi se substitua au pouvoir du pape, et les lois de la couronne aux lois canoniques. De là des abus et des conflits; mais les

Rois Catholiques désirant sincèrement le bien de leurs peuples, la discipline et les mœurs n'avaient pas trop à souffrir de cette situation; la foi, du reste, était sauve, puisque ces privilèges émanaient de l'autorité légitime. Il en fut tout autrement quand la Révolution triomphante, après avoir dépossédé les monarques espagnols, se déclara héritière de tous leurs privilèges, y compris celui de patronage.

Le congrès constituant de la Grande Colombie prétendit que le gouvernement, outre les droits qu'il possédait comme protecteur de l'Église, devait maintenir ceux qui lui étaient dévolus en vertu de la discipline sous laquelle les églises du territoire avaient été fondées. « La république, dit-il, continuant l'exercice du droit de patronat sur les églises métropolitaines, cathédrales et paroissiales, exigera du Saint-Siège qu'il ne soit fait sur ce point aucune innovation [1]. » Ces législateurs n'ignoraient pas qu'en transformant une pure concession du Saint-Siège en un droit inhérent à la nation, ils commettaient une usurpation schismatique : aussi, pour ne pas trop émouvoir les consciences, ajoutèrent-ils qu'on négocierait plus tard un concordat avec le pape, concordat qui resta toujours dans les futurs contingents.

Ces prémisses établies, le congrès attribua au gouvernement la surintendance de toutes les affaires ecclésiastiques. Au pouvoir civil, par conséquent, d'ériger de nouveaux diocèses, d'en tracer les circonscriptions, de déterminer le nombre des prébendes dans chaque cathédrale ; à lui de permettre ou de convoquer les conciles nationaux ou provinciaux, et jusqu'aux simples assemblées synodales; à lui d'autoriser la fondation de nouveaux monastères ou de supprimer les anciens, selon qu'il le jugera opportun ou convenable ; à lui de nom-

[1] Congrès de 1824, *Loi du patronat ecclésiastique.*

mer les évêques, curés, chanoines, et autres dignitaires ecclésiastiques, jusqu'aux prêtres sacristains et vicaires forains ; à lui de donner l'*Exequatur* aux bulles pontificales et aux constitutions des réguliers, ou d'en interdire la publication si ces pièces lui paraissaient attentatoires aux droits de l'État. Ajoutez à cela la mainmise du pouvoir civil sur les biens ecclésiastiques, l'appel comme d'abus contre les évêques, le jugement des clercs par les tribunaux ordinaires, et vous aurez l'inféodation complète de l'Église à l'État. En somme, le pouvoir civil se substituait au pape, et se décernait même des attributions plus étendues que celles du pape. L'Église laisse aux évêques la liberté de réunir des conciles provinciaux quand bon leur semble, et de nommer des vicaires-généraux, comme elle abandonne aux communautés religieuses le soin de désigner leurs supérieurs : le gouvernement, lui, intervenait dans toutes les questions, jusqu'à exiger des évêques la présentation des décrets rendus en visite pastorale, pour les réformer ou les annuler selon son bon plaisir.

Au fond, c'était un essai d'Église nationale. Les papes maintinrent leurs droits par certaines réserves dont faisaient mention les bulles d'institution canonique expédiées aux évêques nouveaux ; ceux-ci se montrèrent généralement dignes, grâce à la miséricordieuse bonté du Dieu qui voulut sauver la religion dans ces contrées ; mais la situation n'en était pas moins schismatique et désastreuse pour la discipline et les mœurs. Avec des gouvernements qui laissaient les évêchés [1] vacants pendant un demi-siècle afin d'en toucher les revenus, et nommaient leurs créatures à toutes les fonctions et bénéfices, faut-il s'étonner de voir reparaître les prêtres courtisans et les scandales du siècle de fer ? Pendant

[1] L'évêché de Guayaquil resta vacant plusieurs années ; celui de Cuenca, de 1805 à 1848.

que les vrais catholiques soupiraient après le jour de la délivrance et que les curés consciencieux, inquiets sur la validité de leur élection, refusaient de prendre possession de leurs bénéfices avant d'avoir obtenu la sanction du souverain pontife, la force de l'habitude, l'ascendant des doctrines libérales, et la dégénérescence morale façonnaient à la servitude un grand nombre d'ecclésiastiques, au point de les attacher à cette maudite loi du patronat, source de leurs malheurs. Hélas ! n'avons-nous pas vu en France les fanatiques partisans des quatre articles rompre des lances en faveur des libertés gallicanes ! Quant aux laïques, imbus généralement des théories modernes prêchées par les universités, les légistes et les gouvernements sécularisés de tous les pays, ils vantaient la loi du patronat comme l'application la plus complète de leur dogme fondamental : la suprématie de l'État sur l'Église.

Ce dogme maçonnique, Garcia Moreno l'avait en horreur. Chrétien, il gémissait de voir l'Église, la reine du monde, courbée comme une esclave aux pieds du pouvoir civil ; homme d'État, il comptait sur cette divine institutrice des peuples pour régénérer son pays : mais comment pourrait-elle remplir sa mission, si on ne la relevait de son impuissance et de son abjection ? Comprenant pourquoi, « Dieu n'aime rien tant que la liberté de son Église [1] », il résolut de briser des chaînes qui paraissaient rivées pour jamais. C'est dans ce but qu'il avait sollicité du congrès l'autorisation de conclure un concordat avec le Saint-Siège. Sans développer toutes ses vues à cet égard, son Mémoire aux députés les laisse cependant pressentir. « Pour que l'influence religieuse, disait-il, s'exerce avec tous ses avantages dans la vie sociale, il faut que l'Église marche à côté

[1] Saint Anselme.

du pouvoir civil dans de véritables conditions d'indépendance. Au lieu de l'absorber ou de la contrarier, l'État doit se borner à la protéger d'une manière efficace et conforme à la justice. Donc, plus d'ingérence du pouvoir civil dans la nomination des prélats séculiers ou réguliers, et vous cesserez de voir des prêtres indignes éclipser de vrais apôtres du Christ, au grand préjudice de la religion et de la société ; plus d'appels des tribunaux ecclésiastiques aux juges séculiers, et alors disparaîtra le spectacle immoral de criminels assurés de l'impunité. Ensuite, organisons des collèges, des séminaires, des missions, pour que l'influence sociale du clergé réponde enfin au but de son institution [1]. » Ces idées, il s'agissait maintenant de les faire passer dans les articles du concordat.

Son premier soin fut de chercher un négociateur bien intentionné, ce qui constituait déjà une difficulté grave. Beaucoup de catholiques, plus ou moins libéraux, désiraient une entente avec Rome pour régulariser une situation fausse, mais dans l'unique but de transformer en lois concordataires les dispositions un peu remaniées du patronat ecclésiastique. Choisir un de ces hommes pour agent, c'était tout perdre : si le pape cédait pour éviter un plus grand mal, l'Église devenait plus esclave que jamais ; si, au contraire, le pape exigeait la reconnaissance de ses droits, on aboutirait à une rupture, peut-être même à un schisme. Quelque temps auparavant, le ministre de Buenos-Ayres s'étant opiniâtré à faire entrer dans son concordat une clause favorable à la liberté des cultes, Pie IX avait rompu les négociations. Aussi plusieurs personnages influents, présentés ou recommandés à Garcia Moreno pour remplir cette délicate mission, se virent-ils écartés. Son

[1] *Informe à la Convencion Nacional de* 1861, page 9.

choix s'arrêta sur un prêtre, jeune encore, mais dont il avait pu apprécier le désintéressement, les idées saines aussi bien que les intentions droites : D. Ignacio Ordonez, alors, archidiacre de Cuenca[1].

Envoyé en France vers la fin de 1861, avec mission de ramener une colonie de religieux et de religieuses pour la réorganisation des écoles primaires, D. Ignacio Ordonez avait poussé jusqu'à Rome. Il y reçut de son gouvernement une missive officielle qui l'instituait, à sa grande surprise, ministre plénipotentiaire de l'Équateur près du Saint-Siège, à l'effet de négocier le concordat projeté. Son premier mouvement fut de décliner une charge à laquelle il se croyait insuffisamment préparé ; mais Pie IX le rassura par ces paroles pleines de sagesse et de bonté : « Comme prêtre, vous devez connaître les droits de l'Église ; et, comme équatorien, les besoins de votre pays ; d'ailleurs, vous êtes muni des instructions de votre président : que voulez-vous de plus ? » Et il ajouta avec son fin sourire : « Faut-il donc être un Metternich pour traiter avec Pie IX ? »

On pourrait dire qu'il était encore moins difficile de traiter avec Garcia Moreno. Le grand homme d'État donnait à son mandataire ces instructions aussi simples que sublimes :

« 1° Le gouvernement de l'Équateur n'a point la pré-

[1] Don Ignacio Ordonez fut toujours honoré de la confiance de Garcia Moreno, confiance qu'il méritait par ses talents et ses vertus. Sénateur, il défendit l'Eglise dans les congrès ; évêque de Riobamba, il créa de ses deniers toutes les œuvres nécessaires à un nouvel évêché; exilé par la révolution qui mit à mort Garcia Moreno, il passa plusieurs années en France, et se démit de son siège de Riobamba avec le plus admirable désintéressement. La paix rétablie, Léon XIII le promut au siège archiépiscopal de Quito, et l'y maintint, malgré les instances de l'humble prélat, qui estimait le fardeau au-dessus de ses forces. Dieu veuille, pour les progrès de l'Eglise à l'Equateur, prêter longue vie à cet ami constant, à cet auxiliaire fidèle de Garcia Moreno.

tention d'imposer au Saint-Père des concessions, mais il le supplie humblement de mettre un terme, par les moyens qu'il jugera les plus efficaces, aux maux qui désolent l'Église en ce pays. Notre ministre plénipotentiaire exposera au Saint-Siège l'état des affaires ecclésiastiques, comme un malade expose au médecin qui peut le guérir les souffrances qui le minent. L'unique désir du gouvernement, c'est que l'Église jouisse de toute sa liberté, de cette indépendance complète dont elle a besoin pour remplir sa divine mission ; il n'a d'autre ambition que de défendre cette indépendance et de garantir cette liberté.

2° La Constitution de la république stipule l'exercice exclusif de la religion catholique, de même qu'une loi récente autorise le libre établissement de toute corporation approuvée par l'Église ; mais il ne manque pas d'esprits égarés qui, pour favoriser l'impiété et l'apostasie, ouvriraient volontiers la porte aux nouveaux cultes. Il conviendra donc de viser dans le concordat les dispositions ci-dessus mentionnées et, loin d'autoriser les cultes dissidents, de proscrire n'importe quelle société condamnée par l'Église.

3° Aucune réforme n'est possible aussi longtemps que les bulles, brefs et rescrits pontificaux seront soumis à la sanction de l'autorité civile. La suppression de l'*Exequatur* s'impose donc comme une nécessité de premier ordre.

4° Il est évident que les mauvaises doctrines inoculées à l'enfance et à la jeunesse produisent les désordres et cataclysmes sociaux, comme les miasmes pestilentiels engendrent les épidémies. Pour prévenir ces effets pernicieux, les évêques doivent avoir la faculté de requérir, et le gouvernement le pouvoir d'exiger qu'on bannisse des écoles, collèges, facultés, universités, tout livre et toute doctrine condamnés par l'Église.

5° Et cela ne suffit pas : la réforme du clergé ne peut s'effectuer aussi longtemps que la juridiction ecclésiastique sera tenue en échec par le recours à l'autorité civile, recours qui permet aux délinquants d'échapper à toute répression. Il faut supprimer cet appel aux tribunaux séculiers et recourir à Rome s'il y a lieu.

6° Le for ecclésiastique a été aboli pour les délits graves de droit commun, d'où résulte souvent l'impunité. Cet état de choses exige aussi une prompte réforme,

7° L'intervention de l'autorité civile dans la provision des bénéfices a toujours causé de grands abus. L'ambition, la cupidité, la simonie, l'ignorance, l'immoralité, la démagogie, se donnent libre carrière depuis qu'il est facile, grâce aux révolutions, d'obtenir des postes qui devraient être réservés au mérite et à la vertu. Il convient donc que le Saint-Siège nomme les évêques, et les évêques les autres bénéficiers. Le gouvernement peut jouir du droit de faire opposition à la promotion d'un ecclésiastique, mais pour un laps de temps très court et à la condition de fonder son opposition sur des raisons sérieuses. »

Suivaient deux instructions spéciales, l'une relative aux biens ecclésiastiques dont l'État s'arrogeait injustement une grande partie, l'autre à la réforme du clergé régulier, réforme urgente, mais impossible d'après le président si l'on ne mettait les Ordres dégénérés dans l'alternative de reprendre la vie commune ou de disparaître. Aussi demandait-il au Souverain Pontife d'envoyer à l'Équateur un nonce muni de pouvoirs suffisants pour transformer ou détruire.

Après six mois de discussion, le projet de concordat *ad referendum* fut signé, le 26 octobre 1862, par le cardinal Antonelli, ministre d'État et par D. Ignacio Ordonez, plénipotentiaire de l'Équateur. En voici les

principaux articles, reproduction presque textuelle du président :

« La religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de l'État, à l'exclusion de tout autre culte ou de toute société condamnée par l'Église. Elle y sera conservée perpétuellement dans son intégrité, avec tous ses droits et prérogatives, conformément à l'ordre établi par Dieu et aux prescriptions canoniques.

« L'instruction à tous les degrés se modèlera sur les principes de l'Église catholique. Les évêques auront seuls le droit de désigner les livres dont on devra faire usage pour l'enseignement des sciences ecclésiastiques et de celles qui intéressent la foi ou les mœurs. De plus, ils exerceront avec une pleine liberté le droit qui leur appartient de proscrire les livres contraires à la religion et à la morale. Le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction de pareils livres dans la république. Quant à l'université, aux collèges, aux écoles primaires, les évêqûes, investis par Dieu du droit de veiller sur la doctrine et les bonnes mœurs, en auront la haute inspection.

« Le souverain pontife ayant juridiction dans toute l'Église, évêques et fidèles pourront communiquer librement avec lui, sans que les lettres ou rescrits pontificaux soient soumis à l'*Exequatur* du pouvoir civil. Les évêques jouiront d'une pleine liberté dans l'administration de leur diocèse, ainsi que dans la convocation ou la célébration des synodes provinciaux ou diocésains.

« L'Église exercera sans entrave son droit de posséder et d'administrer ses biens. Le for ecclésiastique sera rétabli dans son intégrité. Les causes des clercs seront dévolues à l'autorité ecclésiastique, sans qu'on puisse en appeler aux tribunaux séculiers. Les

appels comme d'abus sont et demeurent supprimés

« L'Église accorde au président de la républiqué le droit de présentation aux évêchés et aux cures. Les évêques désigneront au président trois candidats parmi lesquels il devra faire son choix dans un délai de trois mois; passé ce temps, la nomination appartiendra au Saint-Siège [1]. »

Enfin, après quelques dispositions relatives aux besoins spéciaux de l'Équateur, le concordat portait ce dernier article : « La loi du patronat est et demeure supprimée ». Comme Jésus-Christ, l'Église de l'Équateur ressuscitait, débarrassée de ses gardes, de ses liens et du suaire dont on l'avait enveloppée. Il ne faudra pas trop s'étonner du cri de rage que va pousser Satan, ni des efforts désespérés que feront les suppôts de la Révolution pour recoucher l'Église dans son sépulcre.

Les articles du concordat ainsi déterminés, l'échange définitif des signatures devait avoir lieu à Quito. Pie IX y envoya un délégué apostolique pour représenter le Saint-Siège. Ce prélat, Mgr Tavani, était porteur d'une lettre autographe de Sa Sainteté. Pie IX y félicitait Garcia Moreno « de sa piété profonde envers le Saint-Siège, de son zèle ardent pour les intérêts de l'Église catholique, et l'exhortait à favoriser de toutes ses forces la pleine liberté de cette épouse du Christ, ainsi que la diffusion de ses divins enseignements, sur lesquels reposent la paix et la félicité des peuples. » Quant au délégat, en remettant ses lettres de créance, il s'applaudit de la noble mission qui lui était confiée. « Le concordat, dit-il, allait fournir au monde une nouvelle démonstration de l'unité catholique, du soutien mutuel que doivent se prêter la tiare et l'épée, et des liens indestructibles qui unissent la Rome éternelle à la terre privilégiée de l'Équateur. »

[1] Voir le texte du concordat, *El Nacional,* 22 avril 1863.

Garcia Moreno aimait Pie IX, le bon, mais aussi le ferme et vaillant Pie IX, alors aux prises avec les Garibaldi et les Cavour. En recevant son ambassadeur, il ne put s'empêcher d'exprimer l'indignation qui bouillonnait au fond de son âme, contre les odieux persécuteurs d'un père si tendre et si dévoué[1]. « Je remercie Dieu, dit-il, qui nous a ménagé ce jour de joie et d'espérance; j'en remercie le saint-père, qui nous prodigue ses tendresses alors qu'on l'accable de tribulations; je vous en remercie également, vous, son digne représentant, messager de la bonne nouvelle, qui nous arrivez au nom du Seigneur. Grande est la tâche qui vous incombe d'implanter parmi nous ce concordat destiné à devenir, par notre union plus étroite au centre de l'unité, la pierre angulaire de notre félicité sociale.

« Je vous prie de transmettre au saint-père nos sentiments de reconnaissance, et, de lui faire savoir que nous équatoriens, catholiques de cœur et d'âme, ne sommes ni ne pouvons être insensibles aux attaques dirigées contre le Saint-Siège et sa souveraineté temporelle, cette indispensable condition de sa liberté et de son indépendance aussi bien que du repos et de la civilisation du monde. Dites-lui que, si la force nous manque pour élever un rempart de fer contre l'impiété et l'ingratitude des uns, la lâcheté et l'indifférence des autres, il nous appartient au moins d'élever la voix pour condamner le crime et d'étendre la main pour signaler le criminel. Dites-lui enfin qu'unis plus étroitement à lui en ce temps de calamités, au sommet des Andes comme sur les rives de l'Océan, nous prions pour notre père ; nous demandons que Dieu mette un terme aux maux qu'il endure, avec l'intime et consolante conviction que ces jours d'épreuves passeront

[1] Voir la séance de réception du délégat : *El Nacional,* 25 août 1862.

bientôt, car si la force dispose du présent, Dieu, lui, se réserve l'avenir. »

Quelques mois après la réception solennelle du délégat, arrivait à son tour D. Ignacio Ordonez, porteur du projet de concordat. Le président en accepta toutes les dispositions ; mais, avant d'apposer sa signature au bas de cet acte, il s'informa si l'on avait tenu compte de sa demande relative à la réforme du clergé. Or, sur cette question subsidiaire, l'entente n'avait pu s'établir. Pénétré de la nécessité comme de la difficulté d'une réforme, Garcia Moreno avait sollicité l'envoi d'un délégué pontifical disposant de moyens de coercition assez énergiques pour faire rentrer les délinquants dans le devoir; à l'égard des religieux prévaricateurs, il n'admettait d'autre alternative que la réforme ou la sécularisation. Ces mesures de contrainte et de sécularisation en masse répugnèrent à la cour de Rome, et le ministre Ordonez fut chargé de dire au président que le saint-père voulait comme lui arriver à la réforme, mais par la douceur et la persuasion.

Cette fin de non-recevoir renversait tous les plans de Garcia Moreno sur la régénération du pays par l'Église. Il admirait la longanimité du pape, mais il crut, non sans raison, que des hommes déshabitués de toute règle ne se remettraient jamais bénévolement aux observances rigides de la vie religieuse, et qu'on ne pouvait attendre de la persuasion seule ce miracle de transformation. D'un autre côté, laisser subsister cet état de choses, c'était temporiser avec la gangrène et infester de son poison le corps social tout entier. Le concordat resterait lettre morte et ne tiendrait pas deux mois devant l'opposition des libres-penseurs unis aux libres-viveurs. Persuadé que ces deux points, le concordat et la réforme, étaient essentiellement liés ensemble, il refusa net d'accepter l'un sans l'autre. « Retournez im-

médiatement à Rome, dit-il à son ministre, et dites au pape que j'accepte tous les articles du concordat, mais à la condition qu'il imposera la réforme. S'il ne peut imposer la réforme, je ne puis imposer le concordat. »

D. Ignacio Ordonez se remit donc en route, et reparut bientôt devant Pie IX, stupéfait de son retour aussi prompt qu'inattendu. « Sans doute, s'écria le pape en souriant, vous venez me dire comme César : *Veni, vidi, vici!* — Au contraire, je viens annoncer à Votre Sainteté que le président refuse de signer le concordat. » Et comme Pie IX manifestait un grand étonnement, son interlocuteur lui fit observer que, si d'une part dans les négociations on avait tenu compte des instructions de Garcia Moreno concernant la liberté de l'Église, on avait d'autre part écarté les propositions relatives à la réforme du clergé. « Je veux comme lui la réforme, répondit le pape, mais non par les mêmes moyens. — Il affirme, répliqua le ministre, que si Votre Sainteté connaissait la situation comme lui, Elle verrait clairement que les moyens proposés sont les seuls efficaces. Or, sans la réforme, et la réforme à bref délai, l'exécution du concordat est impossible. »

Pie IX savait par son expérience personnelle la difficulté d'opérer des réformes de ce genre au moyen de la persuasion seule, fût-on la première autorité du monde. Ses scrupules disparurent devant la consciencieuse énergie de l'inflexible président, et il décida que des pleins pouvoirs seraient expédiés au délégat apostolique.

Un mois après, le 22 avril 1863, tout obstacle levé, le concordat fut solennellement promulgué dans la capitale et dans toutes les villes de l'Équateur. A Quito, la cérémonie fut célébrée dans l'Église métropolitaine avec une pompe digne de ce grand évènement historique. Après la messe pontificale, le président et le délégat,

entourés de toutes les autorités civiles et militaires, procédèrent à l'échange des signatures, et lecture fut donnée au peuple des articles du concordat. Alors, au chant du *Te Deum,* au bruit des salves d'artillerie, on arbora le drapeau de l'Équateur et la bannière pontificale, dont les couleurs en s'unissant symbolisèrent aux yeux de tous l'union qui existait désormais entre l'Église et l'État.

Par cet acte de politique chrétienne, acte unique dans l'histoire des nations modernes, Garcia Moreno s'élève au-dessus de tous les hommes d'État depuis saint Louis. Seul de tous les souverains, dévoyés par le protestantisme et la Révolution, il eut l'intelligence de l'état normal des sociétés humaines; seul, malgré le courant fatal de libéralisme qui emporte à l'abîme peuples et rois, il rendit à son pays la vraie liberté en lui rendant le gouvernement de Dieu. Sans doute, au commencement de ce siècle, Napoléon, entrevoyant la mission sociale de l'Église, déclara dans un corcordat solennel que l'exercice de la religion catholique serait libre en France ; mais l'instinct révolutionnaire du despote étouffa aussitôt l'instinct du chrétien, et, par ses Articles organiques, il garrotta comme une criminelle cette Église qu'il venait d'affranchir. Bourreau sans pitié, il se jeta sur sa victime, lui lia les mains, puis les pieds, puis lui serra la gorge jusqu'à l'étrangler. Les pygmées qui succédèrent à cet Hercule, armés des mêmes Articles organiques, ont trouvé moyen de saigner l'Église aux quatre membres et de lui tirer son sang goutte à goutte, sans violer le concordat, disent-ils avec un sourire cynique. C'est en regard de ces tyrans qu'apparaît dans toute sa grandeur la sublime figure de Garcia Moreno, à côté de Charlemagne et de saint Louis.

CHAPITRE X

RÉGÉNÉRATION DU CLERGÉ

(1862-1863.)

Après son long esclavage sous la loi du patronat régaliste, adopté et aggravé par la Révolution, l'Église équatorienne ressemblait à l'infortuné voyageur qui, surpris par des voleurs dans les gorges de Jéricho, battu, dépouillé, laissé pour mort sur la route, ne dut son salut qu'à la charité du bon samaritain. Nous allons voir Garcia Moreno la dégager de la couche de boue dont on l'avait couverte, et sous laquelle il était bien difficile de reconnaître en elle « la lumière du monde et le sel de la terre ».

A ceux qui se scandaliseraient de voir parfois des taches au front du clergé, rappelons que si l'Église, par la doctrine qu'elle prêche, est toujours immaculée ; si toujours, par la grâce divine qu'elle confère, elle enfante des élus et des saints, nul de ses membres, prêtre ou laïque, n'est cependant impeccable. Les vices originels, source première de toute dégradation et de toute corruption, infectent tous les cœurs. Placé dans certains milieux, sous l'égide et la surveillance tutélaire de ses supérieurs hiérarchiques, le prêtre s'élève aux plus hautes vertus ; mais si un pouvoir corrupteur se substitue frauduleusement à ses guides légitimes pour

le mener dans les sentiers perdus de l'intrigue, de l'ambition et du sensualisme, vous voyez à l'instant la lumière s'obscurcir, le sel s'affadir, la vie divine s'éteindre et les vices les plus grossiers déshonorer le sanctuaire : c'est l'heure pour l'Église de pleurer sur Judas, et pour les révolutionnaires qui complotent « d'étouffer le catholicisme dans la boue », l'heure de battre des mains. Malheur au monde s'il ne surgit alors un Grégoire VII pour arracher aux princes l'investiture séculière et rendre à l'Église, avec la liberté, sa force et sa splendeur.

Ces considérations s'imposent au moment d'aborder la réforme que Garcia Moreno considérait à bon droit comme l'annexe nécessaire du concordat. Sincèrement ami du clergé, il voulait effacer de son front le stigmate dont l'avait marqué la Révolution, et l'élever assez haut pour que sa mission civilisatrice fût acceptée de tous. Cette œuvre capitale, il avait tellement à cœur de la réaliser sans délai que, le concordat conclu à Rome, il calcula le jour précis où son plénipotentiaire pourrait être de retour, et pria l'archevêque de fixer à cette date l'ouverture d'un concile national, à l'effet de prendre connaissance des lois concordataires, et de les réduire immédiatement en actes. Au reste, pour couper court aux récriminations probables du futur congrès, mieux valait précipiter l'exécution du concordat et des réformes, et mettre ainsi les représentants devant un fait accompli.

Sur sa requête, le vieil archevêque de Quito, Mgr Riofrio, aussi timide et pusillanime que Garcia Moreno était audacieux et entreprenant, lança des lettres de convocation au concile. Il annonçait à ses suffragants que, « pour remédier à la corruption des mœurs et aux machinations des impies contre l'Église et le clergé, sur les désirs et les *pressantes instances* du premier ma-

gistrat de la république, le concile s'ouvrirait à Quito le second dimanche de janvier 1863, *pourvu toutefois qu'à cette date le concordat eût été publié.* » Cette clause faisait ressortir la prudence du vénérable prélat ; car, la loi du patronat restant en vigueur jusqu'à la promulgation du concordat, les évêques ne pouvaient avant cette époque se réunir en concile sans l'autorisation du gouvernement.

Or, par suite du second voyage que dut faire à Rome le ministre Ordonez pour obtenir la réforme pleine et entière, il se trouva que les prélats arrivèrent dans la capitale bien avant la promulgation des lois concordataires : aussi l'archevêque n'osa-t-il point procéder à l'ouverture des sessions sans avoir obtenu le *placet* d'usage. Le président, ne voulant point reconnaître par un acte public une loi schismatique, d'ailleurs moralement abolie, refusa l'autorisation demandée et engagea les évêques à passer outre. Mais l'archevêque objecta que, vu les prétentions et susceptibilités de la cour suprême, les membres du concile pourraient, s'ils se réunissaient sans les formalités légales, être décrétés d'accusation. Il ne fallut rien moins que la promesse formelle du président de prendre sur lui la responsabilité du délit, pour décider le méticuleux prélat à ouvrir le concile.

On dut reconnaître bientôt qu'il avait deviné juste. Après la première séance, le procureur fiscal ne craignit pas de traduire les évêques devant la haute cour de justice pour avoir audacieusement violé la loi du patronat. Sur ce, complainte de l'archevêque à Garcia Moreno qui l'exhorte à continuer les sessions sans prendre garde au procureur dont il se chargeait lui-même de réprimer le zèle intempérant. L'ayant en effet mandé à sa barre, il lui tint ce langage : « Vous avez dressé un acte d'accusation contre les évêques, et encouru pour ce fait,

vous catholique, une double excommunication : d'abord pour avoir violé les libertés de l'Église ; ensuite pour avoir traduit les ministres de Dieu devant un tribunal civil. Mais là ne s'arrête pas votre responsabilité : comme chef de l'État, je suis obligé de faire respecter la constitution ; or l'article premier de la constitution porte que la religion catholique, apostolique et romaine étant la religion de l'État, tous doivent la respecter. Vous voulez condamner des évêques à l'exil pour avoir violé une loi schismatique : je vous ferai condamner à la même peine pour avoir outragé la constitution en persécutant la religion de l'État. »

On ne pouvait mieux démontrer le pharisaïsme de ces légistes révolutionnaires qui,dans leurs constitutions déclarent l'Église libre, et l'enchaînent ensuite dans leurs lois. Le fiscal éperdu prétendit que, loin de vouloir commettre un acte d'irréligion, il avait cru obéir à une inspiration céleste en défendant les lois existantes ; toutefois, bien que l'inspiration lui fût venue devant le saint autel, il consentait à retirer l'acte d'accusation par respect pour le président. Garcia Moreno comparait ce piétisme du fiscal à celui des parlementaires jansénistes qui suppliaient Dieu de leur fournir des armes contre les jésuites et les évêques ultramontains.

Le concile continua ses conférences sur la réforme du clergé séculier et régulier. On décida que toutes les lois canoniques relatives aux mœurs et à la discipline seraient remises en vigueur, les scandales réprimés, les rites de la sainte liturgie observés, les articles du concordat sincèrement exécutés, afin d'assurer à l'Église la liberté et l'autorité dont elle a besoin pour relever le niveau moral et religieux de la société. Garcia Moreno engagea fortement les évêques à tenir la main aux règlements du concile. « Pour moi, dit-il, je vous aide-

rai de tout mon pouvoir : vos arrêts seront respectés, mais c'est à vous de juger et de châtier les coupables. » Effrayé de la besogne, le bon archevêque manifestait des craintes au sujet de la répression des abus. « Et qu'importe ! s'écria le président, il faut sacrifier sa vie, si Dieu le veut, pour l'honneur de son Église. Je ne souffrirai pas, sachez-le bien, que personne manque à son devoir. »

La réforme avait son point d'appui dans le rétablissement des tribunaux ecclésiastiques ; avec les appels comme d'abus et le recours aux tribunaux civils, les coupables se livraient impunément à tous les désordres : aussi tremblèrent-ils en lisant cet article du concordat : « Les causes des clercs, concernant la foi, les sacrements, les mœurs, les fonctions sacrées, les procès civils ou criminels, relèvent des tribunaux ecclésiastiques sans qu'on puisse en appeler aux tribunaux séculiers. Le magistrat civil prêtera main-forte aux évêques pour l'exécution de leurs arrêts. » Toujours en éveil, Garcia Moreno signalait les délinquants et stimulait le zèle des juges. Un misérable avait trouvé moyen de s'évader, après avoir scandalisé le public par des crimes énormes ; le président mit à sa piste tous les gouverneurs de province, offrant cinq cents piastres sur sa cassette particulière à qui le livrerait aux autorités. Dans une autre circonstance, il déféra pièces en mains un scandaleux connu par ses désordres, et que néanmoins le juge compétent hésitait à poursuivre. « De deux choses l'une, s'écria-t-il : ou vous le châtierez, ou je serai forcé de prendre des mesures pour obtenir justice ; je ne puis souffrir que de pareils crimes restent impunis. »

Cette répression sévère produisit une amélioration notable dans la conduite du clergé ; mais un moyen de réforme plus efficace dû à la sage initiative de Pie IX,

la multiplication des évêchés, permit aux prélats d'exercer sur tous les pasteurs une surveillance plus active et d'imprimer à leur zèle une impulsion plus continue et plus vigoureuse. Au début de son sacerdoce, Pie IX avait visité plusieurs contrées de l'Amérique méridionale. L'immense étendue de ces républiques, les distances qui séparent les cités, les difficultés des communications, l'avaient convaincu que le nombre des diocèses était loin de répondre aux besoins des âmes. Aussi, depuis son exaltation au souverain pontificat, n'avait-il rien tant à cœur que d'en créer de nouveaux[1]. S'entretenant un jour du concordat avec le plénipotentiaire de l'Équateur, il lui communiqua ses intentions sur ce point : « Votre zélé président, dit-il, veut régénérer son pays, et de plus multiplier la population en faisant appel aux émigrants de diverses contrées d'Europe : dites-lui que, pour arriver à ce résultat, il faut planter des croix. Partout où l'on plante une croix, une peuplade se groupe autour d'elle, fût-ce au sommet du Chimborazo. Vos diocèses sont trop grands pour qu'un seul homme puisse les administrer. Nous allons créer trois nouveaux évêchés, et nous ferons mention de ce projet dans un article du concordat. Vous n'avez point de pouvoirs à cet égard, mais je connais Garcia Moreno : dites-lui que le pape le désire, et cela suffira. »

Le plénipotentiaire s'empressa de transmettre au président, outre cette conversation, un projet ainsi formulé par Pie IX : « Usant de son droit, le Saint-Siège érigera de nouveaux diocèses, et en tracera les démarcations de concert avec le gouvernement et les évêques intéressés. » A cette nouvelle, qui dépassait toutes ses espérances, Garcia Moreno appela ses ministres et leur

[1] Pie IX donne lui-même ces détails dans la bulle d'érection des nouveaux diocèses.

dit avec émotion : « C'est Dieu qui nous suggère cette idée par son vicaire : il faut la réaliser sans délai. » Les municipalités d'Ibarra, de Riobamba et de Loja, centres des futurs évêchés, sollicitées de prêter leur concours à cette grande œuvre, répondirent par des adresses de félicitations et de reconnaissance : et, quelques jours après, en homme qui ne laisse pas dormir une affaire, Garcia Moreno expédiait au pape le plan topographique, ainsi que la délimitation des nouveaux diocèses, avec prière de signer immédiatement les bulles d'érection[1].

A ces insignes bienfaits du concordat, il faut ajouter la fondation d'un séminaire dans chaque diocèse et la libre nomination aux cures et aux bénéfices. Dégagés de toute entrave et de toute immixtion du pouvoir civil, les évêques purent former des prêtres selon le cœur de Dieu, et pourvoir peu à peu les églises de véritables pasteurs.

Restait la réforme, plus nécessaire et plus difficile, du clergé régulier. Comment ces religieux qui, au prix de leurs sueurs, et quelquefois de leur sang, avaient donné l'Amérique à l'Église, perdirent-ils peu à peu leur antique splendeur ? Nous l'avons dit dans le courant de cette histoire. Le Régalisme, qui sait où frapper pour détruire, les avait forcés à recevoir des supérieurs de sa main. Depuis cinquante ans, la Révolution avait transformé leurs couvents en casernes, contraignant les moines à vivre au milieu de soldats corrompus et corrupteurs, ou à quitter leur cellule pour habiter au milieu du monde, au mépris de leurs règles, de leurs vœux et des saintes habitudes de la vie religieuse. Un tel état de choses devait amener à la longue une dé-

[1] Pie IX expédia en effet ces bulles en 1862 ; mais, par suite de l'opposition que le congrès fit au concordat, les diocèses nouveaux ne furent définitivement érigés qu'en 1865. Cette création portait à six le nombre des évêchés. En 1870, on en créa un septième, celui de Porto Viejo, dans la province de Manabi.

chéance complète, c'est-à-dire la ruine de l'observance régulière et de la vie commune. Il fallait, pour infuser une nouvelle sève à ce tronc desséché, l'intervention de l'autorité suprême, de qui relèvent directement les instituts religieux ; et c'est pourquoi, Garcia Moreno en avait appelé au souverain pontife, réclamant la réforme ou la dissolution.

Les lettres pontificales investissaient le délégat de pleins pouvoirs pour opérer cette réforme. Prévoyant une vive opposition, Garcia Moreno l'exhorta vivement et fortement à ne se laisser ébranler ni par promesses, ni par menaces. Le délégat intima donc à tous les intéressés, au nom du souverain pontife, l'ordre formel de s'astreindre à l'observance régulière et de reprendre la vie commune. Les abus en matière de pauvreté furent supprimés, et les exercices de religion ou d'étude rétablis selon les constitutions, de manière à faire renaître par la discipline et le travail ces trois fleurs de l'ordre monastique, la vertu, la science et la piété. Comme ce programme souriait peu à la masse des religieux qui, habitués de longue date à une vie mondaine et quelquefois dissolue, avaient complètement perdu l'esprit de leur état, le délégat leur laissa le choix entre la règle et la sécularisation. Naturellement ils multiplièrent leurs protestations et les récriminations contre les exigences tyranniques de la cour de Rome, mais la résistance était inutile : derrière l'envoyé du Pape, il y avait le bras de fer de Garcia Moreno. La majeure partie préféra la sécularisation à la réformation : les uns émigrèrent soit au Pérou soit à la Nouvelle-Grenade, les autres furent incorporés au clergé séculier ; ceux qui restèrent fidèles à leur vocation purent se retremper dans la ferveur par l'exemple d'un certain nombre de leurs frères que Garcia Moreno fit venir d'Europe pour remplacer les déserteurs. On voit ici la différence qui existe entre un

réformateur et un révolutionnaire : le révolutionnaire acclame le moine prévaricateur, proscrit les vœux de religion, et pille les biens des couvents ; le réformateur traduit les coupables au tribunal de la sainte Église, ne dispose point d'une parcelle de leurs biens sans l'autorisation de cette même Église, guérit ceux qui veulent être guéris, et appelle des vivants pour remplacer les morts.

Les chrétiens de la vieille roche saluèrent dans cette régénération du clergé l'aurore d'une renaissance catholique ; mais à travers ces rares applaudissements, éclata contre le réformateur un concert de malédictions, concert exécuté à la sourdine, par une multitude de voix. Les défroqués criaient à l'intolérance, leurs amis à la cruauté ; les indifférents ne voyaient pas pourquoi on faisait la guerre aux religieux du pays pendant qu'on l'inondait de religieux étrangers : n'était-ce pas arbitraire et antipatriotique au premier chef ? Les libéraux entonnaient la ritournelle ordinaire sur les empiétements de la cour de Rome : sous l'antique loi du patronat, disaient-ils, de pareilles exécutions n'eussent pas été possibles. Quant aux radicaux, ils déclaraient l'œuvre de la Révolution compromise si l'on continuait d'appliquer le concordat. Pour s'affranchir de cet esclavage et rétablir les vrais rapports entre l'Église et l'État, ils en appelaient à la souveraineté nationale, c'est-à-dire au futur congrès.

Garcia Moreno laissa dire et continua son œuvre. Il savait que les criminels ont l'habitude de maudire leurs juges et d'appeler persécuteurs ceux qui veulent les corriger. Saint Grégoire VII mourut en exil pour avoir aimé la justice et haï l'iniquité. Saint Charles Borromée faillit être empoisonné par ceux qu'il avait entrepris de réformer. Inflexible dans le devoir, Garcia Moreno eût affronté mille morts plutôt que de reculer d'un pas devant les clameurs ou les menaces de l'opposition.

CHAPITRE XI

DÉFAITE DE TULCAN.

(1862.)

Ces réformes civiles et religieuses soulevaient de nombreux et graves ressentiments contre l'homme audacieux qui prétendait, disait-on, régenter l'Équateur, lorsqu'une expédition chevaleresque mais malheureuse vint mettre de nouvelles armes aux mains de ses ennemis.

Vers le milieu de l'année 1860, le général Mosquera, vieux soldat de l'Indépendance, catholique de vieille race, n'ayant pu obtenir du parti conservateur le fauteuil de la présidence, se mit par ambition à la tête des radicaux pour révolutionner les États de Colombie contre le gouvernement central. La guerre civile ayant éclaté, le président Ospina fit appel au dévouement d'un grenadin établi à Paris avec sa famille, le brave Julio Arboleda, désigné déjà comme le futur chef du gouvernement. Issu d'une famille ancienne et distinguée, guerrier plein de valeur, orateur brillant, poëte même à ses heures, d'esprit religieux mais de caractère aventureux Arboleda offrait plus d'un trait de ressemblance avec Garcia Moreno. Appelé par le pouvoir légitime, il accourut à Santamarta qu'il défendit vainement contre les rebelles ; puis, Mosquera, maître de Bogota [1], ayant pro-

[1] Santa-Fé de Bogota, capitale de la Nouvelle-Grenade.

clamé la dictature et donné le signal d'une atroce persécution contre l'Église, Arboleda se jeta dans la province du Cauca pour organiser la résistance au sein de ces populations sincèrement catholiques. Tout l'Équateur, Garcia Moreno en tête, faisait des vœux pour son triomphe, quand un incident malheureux vint mettre aux prises ces deux hommes si bien faits pour s'entendre.

Le 19 juin 1862, un bataillon d'Arboleda, à la poursuite d'une bande de Mosqueristes, ayant franchi le Rio Carchi, limite des deux États, blessa gravement le représentant de l'Équateur accouru pour s'opposer à cette violation du territoire ; dans son emportement il chargea même la milice qui lui barrait le passage. Il n'en fallait pas tant pour révolter Garcia Moreno, susceptible au dernier degré quand l'honneur national était en jeu. Quatre jours après l'échauffourée du Carchi, il expédia au gouvernement d'Arboleda, établi à Pasto, cette dépêche indignée, violente même, si l'on considère qu'elle s'adresse à un ami politique, et à l'occasion d'un fait absolument involontaire de sa part.

« Le 19 du présent mois vers le soir, quatre cents hommes de vos troupes ont passé le Carchi et se sont avancés à une lieue de la frontière sur le territoire de la République. Après ce premier délit, continuant leurs démonstrations hostiles, ils ont fait feu sur la garnison équatorienne, et blessé le commandant qui leur reprochait à bon droit l'acte outrageant dont ils se rendaient coupables. Comme il n'y a point actuellement dans la Nouvelle-Grenade de gouvernement général avec qui l'on puisse traiter, le président de la République exige de vous une prompte satisfaction pour l'injure faite au pays par cette violation du territoire et les délits qui l'ont accompagnée. En réparation de l'offense, il demande la destitution du colonel Erazo, chef de l'expédition, et

la remise entre nos mains du major Rosero qui blessa le commandant militaire de la frontière. Le délit ayant été commis sur notre territoire, l'extradition est de droit en vertu du traité de 1856. Cette satisfaction, le gouvernement espère l'obtenir complète, et dans les quarante-huit heures : autrement il se verra forcé, bien qu'à son grand regret, d'employer les moyens nécessaires pour faire respecter ses droits [1]. »

Pour corroborer sa juste mais sévère réclamation, il expédiait en même temps à la frontière une division de gardes nationaux et quelques centaines de vétérans, le tout commandé par le colonel Salvador, « non point, disait-il, dans une circulaire au corps diplomatique, pour intervenir en faveur de l'une ou de l'autre des parties belligérantes, mais pour assurer le respect et l'intégrité du territoire ».

Aussi fier que Garcia Moreno, Arboleda plaida les circonstances atténuantes, et finalement refusa la satisfaction demandée. « Le colonel Erazo, dont on exigeait la destitution, combattait sur un autre point du territoire pendant que le détachement en question passait la frontière : il n'avait donc point à répondre du délit. Quant au délit lui-même, commis malgré les recommandations souvent répétées des autorités supérieures, il s'expliquait par la précipitation et l'emportement d'une bande furieuse, inconsciente de ses actes. C'était aussi sans préméditation que le major Rosero avait blessé le chef militaire de l'Équateur, et partant, aux termes du traité, il échappait à l'extradition. On espérait que ces explications paraîtraient satisfaisantes. »

Garcia Moreno les trouva simplement dérisoires. Il répondit avec sa logique de fer « que si le colonel Erazo n'avait point passé le Carchi, il demandait la destitu-

[1] Dépêche du 23 Juin 1862

tion du chef, n'importe lequel, qui présidait à l'invasion ; que, si la bande avait enfreint la défense réitérée des autorités, cette circonstance aggravait son crime ; qu'enfin de nombreux témoins imputaient au major Rosero d'avoir agi en parfaite connaissance de cause. Si Arboleda ne se croyait pas responsable des délits commis par ses subordonnés, l'Équateur n'avait d'autre ressource pour faire respecter ses droits que de les défendre les armes à la main. »

L'affaire menaçait de prendre des proportions très graves. A l'Équateur, on blâmait assez généralement cette démonstration militaire à la frontière. Les ennemis du président, les modérés, et même un certain nombre de ses amis, trouvaient qu'il aurait dû accepter les explications d'Arboleda, pour ne point compromettre une situation déjà trop tendue à l'intérieur, et qui deviendrait désastreuse si elle se compliquait d'une guerre avec l'étranger. A tort ou à raison, Garcia Moreno prétendit qu'il s'agissait d'une question d'honneur, et qu'un chef d'État ne laisse pas, lui vivant, violer impunément son territoire; il décida, en conséquence, qu'il irait personnellement exiger d'Arboleda une réparation qu'en homme loyal celui-ci ne pouvait refuser.

Il fallait toute son énergie pour prendre une résolution semblable dans les circonstances où il se trouvait. Quelque temps auparavant, en dirigeant des ouvriers occupés à tracer une route au travers des bois, il s'était fait à la jambe une profonde blessure. Malgré les soins des médecins, la plaie s'envenima d'une manière si alarmante que ceux-ci prescrivirent au malade un repos absolu. Or, à ce moment-là même, Garcia Moreno voulait à toute force monter à cheval pour gagner la frontière. Très expert en médecine et en chirurgie, il proposa de brûler la plaie, mais l'opération parut si dangereuse aux hommes de l'art qu'ils refusèrent d'en

prendre la responsabilité. Alors, impatienté de ces lenteurs, Garcia Moreno saisit lui-même une lame de fer chauffée à blanc, et l'appliqua sur la plaie vive avec autant de calme que s'il se fût agi d'opérer sur son voisin. Trois jours après, la blessure parfaitement cicatrisée, l'homme de bronze faisait à cheval les trois journées de marche qui le séparaient du Carchi.

En rejoignant sa petite armée, Garcia Moreno avait moins l'envie de combattre que de faire prendre au sérieux sa demande de réparation; mais déjà Arboleda, décidé à ne point accorder de satisfaction, avait quitté son campement des environs de Popayan et s'avançait vers la frontière avec trois mille cinq cents hommes. Persuadé néanmoins qu'une conversation amicale terminerait le différend, Garcia Moreno lui dépêcha son aide de camp, don Napoléon Aguirre, pour lui proposer un arrangement pacifique. Cette offre fut immédiatement rejetée, sous prétexte qu'un parlementaire ne doit pas se présenter en uniforme, ni sans les formalités usitées en temps de guerre. Arboleda fit même saisir et déporter Aguirre jusqu'à deux lieues de la frontière, où on le laissa libre en lui faisant entendre que le conflit se terminerait par une conférence avec Garcia Moreno. Or, cette nuit-là même, après avoir expédié une lettre dans laquelle il exprimait à son adversaire son vif désir de conciliation, Arboleda passait la frontière avec son armée, ce qui ne permettait plus de traiter honorablement avec lui, puisqu'il envahissait le pays sans déclaration de guerre et sans avertissement d'aucune sorte.

La troupe de Garcia Moreno se trouvait alors campée aux environs de Tulcan. Ne sachant où la rencontrer ni comment s'orienter au milieu des ténèbres, Arboleda, suivi de quelques compagnons d'avant-garde, cherchait à reconnaître les chemins, quand tout à coup il aperçut dans l'ombre, à quelque distance, comme une

pointe de feu. Faisant aussitôt signe aux siens de s'arrêter, il s'avance seul, à pas de loups, vers le point lumineux et tombe sur un espion de Garcia Moreno qui venait tranquillement, mais très imprudemment, d'allumer un cigare. Épouvanté de se voir à la merci du chef grenadin, cet homme servit de guide à l'armée ennemie jusqu'à Tulcan.

Il n'y avait point à reculer. La petite troupe, mal armée, plus mal exercée, se défendit héroïquement jusqu'à ce que, enveloppée par le nombre, elle se vit obligée de capituler ou de fuir pour échapper à la mort. Garcia Moreno, lui, ne savait ni fuir, ni capituler. Au moment de la débandade, il se précipite, suivi de cinq intrépides cavaliers, au milieu des bataillons ennemis. Il frappe à droite et à gauche sans s'inquiéter des balles qui sifflent à son oreille, abattent son chapeau et criblent ses vêtements. Une de ces balles l'atteint à la poitrine et glisse sur une pièce d'argent, sans le blesser. Il arriva ainsi jusqu'aux derniers retranchements d'Arboleda, puis retourna sur ses pas au milieu d'une pluie de balles, sans qu'un ennemi osât lui barrer le passage. Déjà même il était loin du champ de bataille à l'abri de tout danger, quand il revint volontairement se livrer à un officier en lui disant : « Conduisez-moi à votre chef, c'est à lui que je veux rendre mon épée. »

Peu fier de sa facile victoire, Arboleda se sentit déconcerté en présence de ce magnanime vaincu. Il ne put s'empêcher d'avouer en présence de tous ses officiers qu'une pareille défaite, honorable pour l'Équateur, couvrait de gloire son vaillant chef. Il traita Garcia Moreno avec le plus profond respect, lui rendit son épée, et se montra tout disposé à traiter immédiatement des conditions de la paix. Sincèrement réconciliés dès leur première entrevue, les deux chefs catholiques déplorèrent le concours de circonstances qui les avait amenés à

guerroyer l'un contre l'autre, au lieu de tourner leurs armes contre leur commune ennemie, cette Révolution tyrannique qui désolait en ce moment la Nouvelle-Grenade, et ne cessait d'intriguer à l'Équateur pour ressaisir le pouvoir. Oubliant leurs griefs, ils conclurent un traité d'alliance ; puis Garcia Moreno, déclaré libre, reprit le chemin de sa capitale.

A Quito, comme dans tout le pays, régnaient le trouble et l'agitation. On avait appris la déroute de l'armée et la captivité de son chef. Malgré l'acte d'héroïsme qui avait terminé le combat de Tulcan, on gémissait sur une défaite qui, par suite des exigences du vainqueur, pouvait prendre les proportions d'un véritable désastre. Aussi, pendant que le peuple, attaché de cœur à Garcia Moreno, témoignait sa profonde tristesse par ses lamentations, ses larmes, ses prières publiques dans les églises, les libéraux, heureux de l'humiliation subie par l'homme qui les écrasait du poids de son génie et de sa bravoure, prenaient-ils plaisir à faire ressortir l'inutilité de cette funeste entreprise. Sans tenir compte de la déloyale agression dont le président avait été victime, ils attribuaient son échec à sa téméraire impétuosité. Le moment n'était-il pas venu de se débarrasser de ce réformateur turbulent et tyrannique qui, sous prétexte de catholicisme et de civilisation, imposait à l'Équateur ses idées rétrogrades en même temps qu'il le brouillait avec l'étranger? En s'appuyant sur la garnison de Quito, et peut-être sur Florès, dont les idées politiques ne cadraient pas avec celles de Garcia Moreno, ne pouvait-on pas profiter du trouble des esprits pour abattre le gouvernement et conclure avec Arboleda une paix moins onéreuse?

Les organisateurs de pronunciamentos en furent pour leurs frais d'invention. Ils apprirent bientôt que le président, supposé prisonnier, se trouvait au palais du

gouvernement où il avait repris les rênes, après avoir fait avec Arboleda, sous le titre d'Acte additionnel au traité de 1857, un véritable traité d'alliance. Les deux parties contractantes s'engageaient à respecter l'inviolabilité de leur territoire, et à ne jamais permettre que les réfugiés, sous prétexte de droit d'asile, troublassent la paix des deux pays. On trouve dans les préambules de cette convention comme un écho des paroles échangées, au moment de leur rencontre, entre Garcia Moreno et Arboleda : « Les gouvernements de la Confédération grenadine et de l'Équateur, y est-il dit, attristés de voir que des circonstances indépendantes de leur volonté, comme de la volonté de leurs peuples, les eussent amenés à une rupture, reconnaissant que les intérêts des deux nations exigent impérieusement l'oubli de leurs dissentiments, déclarent non avenus les malheureux incidents qui leur ont fait prendre les armes, et s'engagent à ne présenter aucune réclamation pour les actes antérieurs au présent traité [1]. »

Arboleda ne put jamais réparer l'impardonnable imprudence d'avoir, pour une vaine satisfaction d'amour-propre, abandonné ses positions contre Mosquera. Quelque temps après, livré à un vil assassin par des ennemis qui n'avaient pu le vaincre ni à la tribune ni sur le champ de bataille, le noble champion des conservateurs périt dans les défilés de Berruecos, comme autrefois le maréchal Soucre. Sa mort assura le triomphe du radicalisme à la Nouvelle-Grenade et le règne de l'impiété pendant un quart de siècle. Quant à Garcia Moreno, ses ennemis ne manquèrent pas d'exploiter contre lui l'épisode de Tulcan, mais sans parvenir à en obscurcir la gloire ; on oublia l'insuccès pour ne penser qu'à l'héroïsme du président : il n'y a point de

[1] *El Nacional*, 16 août 1862.

déshonneur, disait-on de toutes parts, à perdre une bataille dans ces conditions, et la défaite des Thermopyles n'a flétri ni Sparte ni Léonidas[1].

[1] J'ai rédigé ce chapitre d'après les documents officiels et les *Apuntamientos historicos* du Dr don Pablo Herrera, publiés en 1886 et défendus par lui contre les critiques du Dr J. Francisco Zarama. J'attends, pour contrôler les faits contestés, d'avoir sous les yeux les documents officiels de la Colombie.

CHAPITRE XII

VIOLENTE RÉACTION

(1863.)

Il y avait à peine deux ans que Garcia Moreno exerçait le pouvoir, et, s'il avait pour lui le peuple catholique, il pouvait se vanter d'être pour tous les révolutionnaires, libéraux et radicaux, l'homme le plus impopulaire et le plus exécré de l'Équateur. Nous allons assister au gigantesque duel du héros chrétien contre cette légion d'ennemis.

La ligue, qui depuis quelque temps déjà complotait le renversement de Garcia Moreno, avait pour chef ce misérable Urbina, ignominieusement chassé du territoire trois années auparavant. L'astucieux despote sentait que Garcia Moreno, l'auteur de sa chute, empêcherait à jamais son retour : aussi lui avait-il voué une haine implacable et travaillait-il de tout son pouvoir à organiser contre lui une conjuration, tant de ses adeptes à l'intérieur que des chefs d'états plus ou moins animés de sa rage sectaire.

A l'Équateur il comptait sur tous les démocrates initiés à la franc-maçonnerie et fiers de s'intituler progressistes ou libres-penseurs. Un de leurs chefs les plus ardents, l'ambitieux Pedro Carbo, se déclarait en toute circonstance l'ennemi acharné de Garcia Moreno, de sa

politique catholique, et même de ses entreprises les plus évidemment favorables au bien-être matériel du pays. Quand le président commença la route carrossable de Quito à Guayaquil, tous les cantons intéressés votèrent, sur sa demande, des subsides annuels pour l'exécution de ce colossal projet : seul, le conseil municipal de Guayaquil, à l'instigation de Pedro Carbo, répondit que la ville, fortement endettée, ne pouvait souscrire aux vœux du gouvernement ; ce qui ne l'empêchait pas de voter des fonds, séance tenante, pour l'achat d'une bibliothèque et la création d'un journal d'opposition. Sous l'influence de tels hommes, l'hostilité grandissait chaque jour contre Garcia Moreno, au point que certains énergumènes à Guayaquil regrettaient tout haut la liberté dont on jouissait sous Urbina et Roblez.

Un autre fanatique d'Urbina, c'était le docteur Pedro Moncayo, revenu à ses premières amours. D'abord ardent ami de l'ex-président, il avait fait ensuite contre lui la révolution de mai 1859 avec tant d'animosité qu'il voulait dépouiller les temples et fondre les cloches pour augmenter les ressources et multiplier les armes. Aujourd'hui, en haine de Garcia Moreno, il regrettait si amèrement son ami d'autrefois, qu'en attendant son retour, il s'expatriait pour ne pas mourir suffoqué dans cet Équateur « où l'on manquait de toutes libertés, liberté de la presse, liberté d'élection, liberté d'association, liberté d'enseignement, ces grands moyens dont disposent toutes les sociétés civilisées pour propager la vérité, la justice, les sciences et les arts[1]. » Cela veut dire qu'à l'Équateur la secte n'avait pas les coudées franches pour travailler au renversement de l'Église et de la société. Par ses pamphlets, P. Moncayo se faisait, à l'Équateur et chez tous les peuples de l'Amérique,

[1] *Ojeada sobre las Republicas Americanas*, P. Moncayo.

l'ardent missionnaire de l'insurrection contre Garcia Moreno.

A ces accusations de tyrannie répondaient les hurlements des nombreux mécontents de l'intérieur, employés mis à la retraite, soldats astreints à la discipline, libéraux vexés des allures autoritaires du président, et plus encore de son respect absolu pour les droits de l'Église. En cas de bouleversement, tous promettaient leur adhésion, mais nul n'osait tenter un mouvement qui aurait compromis sa tête. Conspirateur sans courage et sans vergogne, Urbina n'hésita point à réclamer l'appui du Pérou et de la Nouvelle-Grenade, ces deux mauvais larrons, comme disait le P. Solano, placés à droite et à gauche de l'Équateur pour le dépouiller quand l'occasion s'en présente. Il jeta d'abord les yeux sur le péruvien Castilla, dont il connaissait les prétentions sur l'Équateur, et les ressentiments contre Garcia Moreno.

Depuis sa mésaventure de Guayaquil, Castilla vivait en bonne intelligence avec le triumvirat Urbina-Roblez-Franco, lesquels restaient frères et amis malgré leurs démêlés d'autrefois ; mais, pour envahir de nouveau l'Équateur, le président du Pérou devait donner aux autres puissances une raison tant soit peu acceptable : il imagina d'intenter à Garcia Moreno devant toute l'Amérique un procès de haute trahison. Nos lecteurs se souviennent des malencontreuses lettres adressées au représentant du gouvernement français sur la question d'un protectorat éventuel. Ces lettres, restées secrètes jusque-là, furent livrées à Castilla par l'indiscrétion coupable d'un agent diplomatique, et publiées dans un journal de Lima. Aussitôt, sur un mot d'ordre d'Urbina, toutes les feuilles américaines dévoilèrent avec indignation « la grande trahison de Garcia Moreno. Comme Florès, avec lequel d'ailleurs il s'était réconcilié, le président de l'Équateur avait vendu son pays à

l'étranger ! » Le traître Franco, qui n'avait pas rougi de conclure avec Castilla le honteux marché du 25 janvier 1861, prit la plume pour dénoncer Garcia Moreno à la vindicte publique. Urbina, l'hypocrite ! manqua de tomber en pamoison à cette fatale nouvelle. « Livrer l'Équateur à la France ! s'écriait-il, mais c'est le coup de mort de l'Amérique. Non, je ne voulais pas y croire, malgré mon inimitié contre l'usurpateur ; je voulais voir de mes yeux, toucher de mes mains les pièces authentiques, avant d'abandonner la résolution que j'avais prise de renoncer à jamais à la vie publique. Je vins donc au Callao pour m'en assurer, et je me fis apporter à bord les maudites lettres. C'étaient bien des autographes, c'était bien l'Équateur transformé en colonie française, ma patrie vendue à l'étranger, et l'Amérique menacée d'une ruine imminente ! Les Français allaient envahir l'Équateur comme ils ont envahi le Mexique[1]. »

Quel odieux et impudent mensonge ! Garcia Moreno avait parlé de protectorat, non de colonie. Il avait voulu, dans un moment de détresse, « sauver l'honneur et l'existence de la nation », non l'inféoder à un peuple étranger. Et encore était-ce de sa part une simple proposition « qu'il faudrait soumettre, si elle était prise en considération, au jugement des représentants du peuple. » Le texte[2] même de la lettre en fait foi. Les deux collègues de Garcia Moreno au gouvernement provisoire, Gomez de la Torre et Avilès, bien qu'ennemis politiques du président, le disculpèrent entièrement en même temps qu'ils mirent à nu l'indigne conduite de Franco à leur égard lors de la conférence de Guayaquil ; mais que peuvent les démonstrations et

[1] Citation empruntée à la brochure : *El general Urbina y sus projectos contra el pais*. Guayaquil, avril 1864.
[2] Voir ce texte, *ibid.* pp. 10 et 11.

les protestations contre une calomnie accréditée par les mille voix de la presse et toutes les loges franc-maçonniques ? On resta persuadé que Garcia Moreno avait conçu l'idée de livrer l'Équateur à la France.

Castilla se crut d'autant plus autorisé à exploiter cet incident qu'il avait hautement protesté contre l'occupation du Mexique par les Français. Dans un manifeste incendiaire, il avait dénoncé au monde civilisé ce gouvernement de Napoléon « assez audacieux pour détruire une république dans le Nouveau-Monde », offert à Juarez des secours en armes et en argent contre les envahisseurs, et lancé de telles invectives contre les résidents français au Pérou qu'on les couvrit d'insultes. Cet énergumène devait naturellement partir en guerre contre Garcia Moreno, l'ami des Français, et de plus l'auteur de son échec de 1859. Il l'accusa publiquement d'avoir tenté plusieurs fois d'incorporer l'Équateur à des puissances étrangères, et, probablement en vue de soustraire quelques provinces à ces puissances, il réclama d'un ton comminatoire l'exécution immédiate du traité de Mapasingue, par lequel Franco lui avait cédé une bonne partie du territoire équatorien. Successeur de Franco, Garcia Moreno héritait naturellement, d'après Castilla, de tous les engagements contractés par « l'ex-doyen des chanoines. »

Heureusement le tapage des journaux et les menaces des diplomates intimidaient peu Garcia Moreno. Il répondit à Castilla que ses revendications n'avaient aucune valeur, « attendu que le traité du 25 janvier était nul de plein droit. Franco n'avait pu engager un pays qui ne le reconnaissait point pour son chef ; d'ailleurs ni les chambres de l'Équateur, ni celles du Pérou, n'avaient consenti à ratifier cette honteuse convention. De plus, le gouvernement de l'Équateur ne refusait pas de nommer des commissaires pour s'entendre avec

ceux du Pérou sur la ligne de démarcation entre les deux états, s'en remettant en cas de conflit à l'arbitrage du Chili ». Castilla ne voulut rien entendre et menaça d'envahir l'Équateur par terre et par mer. Pour toute réponse, Garcia Moreno fortifia Guayaquil et commença les préparatifs nécessaires pour mettre sur pied une armée de dix mille hommes. Si les hostilités n'éclatèrent point, c'est que la Grande-Bretagne interposa sa médiation, qui fut acceptée par Garcia Moreno comme moyen de terminer le différend d'une manière conforme à l'honneur national, et par Castilla, comme un expédient très heureux pour sortir sans trop de ridicule du mauvais pas où ses bravades l'avaient engagé.

Furieux de cet échec, le président du Pérou rompit toute relation diplomatique avec le gouvernement équatorien et ouvrit les bras à tous les conspirateurs en quête d'un refuge à l'étranger. En octobre 1862, muni de son autorisation, Urbina put équiper un vaisseau dans le port du Callao pour tenter une descente sur un point quelconque de l'Équateur et insurger le pays. L'occasion paraissait favorable : le général Florès était assez gravement malade ; Garcia Moreno revenait de Tulcan battu et peut-être amoindri ; évidemment le peuple, échauffé par les démocrates, allait acclamer Urbina comme un libérateur. Il fallut en rabattre : à peine arrivait-il au petit port de Payta, à bord de la *Nueva Granada* baptisée d'un faux nom et couverte du pavillon chilien, que déjà le président l'avait découvert sous son masque et le signalait, lui, Roblez et ses autres complices, comme des pirates dignes du dernier châtiment. Pendant qu'un corps d'armée se formait à Guayaquil pour les appréhender en cas de débarquement, une circulaire de Garcia Moreno à tout le corps diplomatique en appelait au droit des gens, cyniquement violé par le gouvernement du Pérou. En même

temps son délégué dénonçait à Castilla l'acte de brigandage commis sous ses auspices, le sommant, s'il voulait la guerre, de la faire au moins loyalement. Acculé par le gouvernement de l'Équateur, les représentations du corps diplomatique, et les manifestations indignées de l'opinion, Castilla se vit obligé d'arrêter ses affidés et de mettre l'embargo sur leur vaisseau. Pour comble de malheur, son mandat expirait au moment de cette déconvenue. Il fut remplacé au fauteuil par le brave général San-Roman, qui désavoua le honteux traité du 25 janvier et entretint avec l'Équateur d'amicales et pacifiques relations.

Les révolutionnaires n'avaient donc plus rien à attendre de ce côté. Ils se tournèrent vers l'autre larron, c'est-à-dire vers Mosquera, le nouveau président de la Nouvelle-Grenade. Ce dernier, vainqueur du parti catholique qu'il avait abattu dans la personne d'Arboleda, persécuteur acharné de l'Église, révolutionnaire de la pire espèce, haïssait en Garcia Moreno le patriote chrétien et l'ennemi déclaré des loges maçonniques. Ambitieux comme Castilla, mais plus rusé, son plan d'agrandissement consistait à englober sous le nom d'États-Unis les trois républiques, Nouvelle-Grenade, Vénézuela, Équateur, qui sous Bolivar avaient formé la grande Colombie. Restaurateur de l'unité sous la forme fédérative, fondateur des États-Unis du Sud, qui bientôt rivaliseraient d'importance avec ceux du Nord, il espérait se maintenir assez longtemps au pouvoir pour anéantir dans ce vaste territoire le règne du Christ et de son Église. Aussi tous les révolutionnaires avaient-ils salué son avènement par des transports de joie. Dans sa lutte à outrance contre Garcia Moreno, Urbina s'empressa de recourir à l'intervention du grand libérateur.

« Vous avez appris, lui écrivait-il de Lima, comment

l'audacieux et cynique président de l'Équateur, marchant sur les traces du général Florès, voulut annexer notre pays à l'empire français. J'ai pensé que vous, l'un des glorieux fondateurs de notre indépendance, vous comprendriez notre disgrâce et ne permettriez jamais que l'Équateur subît un protectorat humiliant ou devînt une simple colonie. Or, telle est la situation lamentable de ma patrie, qu'elle ne peut reconquérir sa liberté sans l'appui d'un bras étranger. Voilà pourquoi, cédant aux vives sollicitations du grand parti libéral, qui forme la majorité de mes compatriotes, je travaille à liguer tous les gouvernements de l'Amérique, et en particulier ceux du Pacifique, contre les deux hommes néfastes[1] dont les efforts incessants ont pour unique but de livrer de nouveau le continent aux monarchies européennes. Malheureusement, si le Pérou a de bonnes intentions, des difficultés sans nombre l'empêchent de les réaliser. Pour différentes raisons, le Chili et la Bolivie ne peuvent présentement nous venir en aide. En attendant, le pouvoir de Garcia Moreno se consolide de jour en jour; la situation de l'Équateur devient d'heure en heure plus navrante et plus désespérante. Général, c'est en vous désormais que l'Équateur et l'Amérique mettent leur espoir. Vous avez terminé la guerre civile qui désolait votre pays et fait triompher la bonne cause ; vous disposez de forces considérables ; vous pouvez compter sur la coopération efficace et décidée du grand parti libéral, dont je suis près de vous le fidèle organe ; vous n'avez qu'à le vouloir pour opérer la rédemption de l'Équateur et conjurer la ruine dont l'Amérique est menacée.

« Je n'insiste pas sur la question du fédéralisme : mon unique ambition, c'est de chasser de la scène les deux

[1] Garcia Moreno et Florès.

hommes qui tiennent en alarme l'Amérique du Sud. Ce but rempli, ma mission sera finie; la majorité de mes concitoyens dictera ses volontés. Soyez persuadé qu'elle répudiera le système jésuitique et colonial inauguré par Garcia Moreno et Florès [1]. »

On ne peut trahir son pays ni le livrer aux mains de l'étranger avec plus d'apparence de désintéressement et de patriotisme que ne le fait ce Machiavel de corps de garde. Et cet homme ose accuser de trahison Florès et Garcia Moreno! Pour les empêcher de transformer l'Équateur en une colonie européenne, il supplie Mosquera de l'envahir! Il fait un crime à Garcia Moreno d'avoir demandé le protectorat de la France à la veille d'un démembrement du pays, et il presse Mosquera d'en faire la conquête! Vraiment l'école révolutionnaire a formé des types d'hypocrisie et de méchanceté qu'on n'eût point soupçonnés avant elle.

Mosquera savait à quoi s'en tenir sur la fameuse question du protectorat français; mais, comme l'appel d'Urbina favorisait ses vues sur l'Équateur, il répondit « qu'indubitablement il y avait un plan formé pour écraser de nouveau l'Amérique sous le joug abrutissant du fanatisme et du monarchisme, plan qui n'aurait rien d'inquiétant si, dans l'Amérique même, des ambitieux, désespérant de pouvoir jouer éternellement un rôle de cacique, ne mendiaient le protectorat de l'étranger pour se perpétuer au pouvoir. » L'aruspice a l'air de prendre son collègue au sérieux, mais, plus fin qu'Urbina qui se taisait sur la fédération colombienne dont l'avènement aurait ruiné ses espérances présidentielles, Mosquera affirme que « le salut, c'est la résurrection de la Colombie sous la forme fédérative. » Il la rétablira bon gré, mal gré : « La Colombie a été, dit-il; la Colom-

[1] *El general Urbina y sus projectos contra el pais.* Lettre d'Urbina à Mosquera, 14 février 1862.

bie sera de nouveau. Si Garcia Moreno et Florès ne veulent point se soumettre à la volonté populaire, leur chute est certaine, en dépit de tous les protectorats dont ils pourront se couvrir[1]. »

Entre ces deux frères et amis, il s'agit uniquement de savoir qui fera tirer par l'autre les marrons du feu. Urbina comprend que Mosquera veut tout prendre et ne rien lui laisser, mais il compte sur la résistance des Équatoriens qui ne consentiront jamais à se laisser incorporer à la Colombie, et lui conserveront ainsi, malgré Mosquera, le fauteuil présidentiel. Le plus pressé, c'est, en renversant Garcia Moreno, de rendre ce fauteuil vacant. Aussi, dans une nouvelle lettre à son complice, insiste-t-il avec force sur la nécessité de commencer les hostilités. Le misérable ne rougit pas de dire « qu'il a découvert de nouvelles et irrécusables preuves établissant que Garcia Moreno et Florès persistent dans leur infâme projet de livrer l'Amérique à l'étranger. De plus, les souffrances de sa patrie devenant intolérables, le parti libéral se décide à l'action. Il lui envoie donc un homme de confiance pour aviser aux voies et moyens[2]. »

Mosquera accueillit cette nouvelle ouverture avec sa prudence ordinaire. Pour ne pas décourager l'ambitieux, le rusé fait cette fois miroiter le fauteuil. « Ce n'est pas l'Équateur qu'il veut combattre, mais bien ses mandataires. Certainement le parti libéral recevra Urbina avec enthousiasme. Le jour où éclateront les hostilités, Mosquera viendra à son secours avec toutes les forces dont il pourra disposer. Ainsi l'on se débarrassera d'un gouvernement traître à l'Amérique, et l'Équateur sera libre. Mosquera ne veut pas le forcer à faire partie, malgré lui, de la grande Colombie, mais il ne peut con-

[1] *Ibid.* Réponse de Mosquera à Urbina, 26 mai 1862.
[2] *Ibid.* Lettre d'Urbina à Mosquera, 19 juin 1862.

sentir à le voir simple colonie de Paris ou de Rome[1]. »

Or pendant que ces deux traîtres, travaillant chacun pour son compte personnel, s'associaient dans l'ombre pour renverser Garcia Moreno, voici les lettres que Mosquera adressait au président de l'Équateur, « son grand et cher ami » : « Ayant organisé nouvellement ce pays sous le nom d'États-unis de Colombie, je vous envoie un représentant afin de resserrer les liens qui unissent nos deux peuples, et de négocier la reconstitution de l'antique république colombienne sous le régime d'un gouvernement fédéral. » Garcia Moreno connaissait de longue date les roueries du vieux révolutionnaire : il comprit à merveille que son intention était « de resserrer les liens entre les deux peuples » assez étroitement pour n'en faire qu'un seul, dont il serait le maître. En conséquence sans même faire allusion au système fédératif, le fétiche de Mosquera, il répondit simplement qu'il agréait son envoyé, « lequel, par ses qualités personnelles, contribuerait à entretenir les meilleures relations et la plus parfaite harmonie entre deux peuples frères. »

Mosquera n'était pas homme à se contenter de cette eau bénite de cour. Il affermit son pouvoir, laissa grandir l'opposition contre Garcia Moreno, activa de son mieux les passions révolutionnaires; puis, quand il crut le moment opportun pour pêcher en eau trouble, il écrivit de nouveau à « son bon et très cher ami » le président de l'Équateur que, « désirant donner une preuve de son estime pour la nation équatorienne, l'antique alliée de la Colombie, il avait pris la résolution de transférer le siège de son gouvernement sur les frontières du sud, afin de pouvoir conférer avec le président de l'Équateur sur les intérêts de leurs pays respectifs,

[1] *Ibid.* Lettre de Mosquera à Urbina, 28 octobre 1862.

négocier de nouveaux traités, et ainsi raffermir l'union des deux peuples qui, divisés de nationalité, n'en font qu'un par le cœur. »

Cette démarche singulière, mais significative, fit comprendre à Garcia Moreno qu'il fallait parler clair et couper court aux prétentions du despote. Il lui répondit donc « qu'il était très sensible à cette nouvelle manifestation de cordiale amitié non moins que de vive sollicitude pour le bonheur des deux pays, et très heureux d'accepter l'entrevue proposée, afin d'offrir au président et à son gouvernement l'hommage de son profond respect. Mais, ajouta-t-il, nous manquerions de loyauté, si nous ne vous déclarions dès maintenant que, dans ces conférences, nous n'accepterons aucun projet qui tendrait à fondre les deux nationalités en une seule sous la forme du gouvernement que vous avez adoptée. L'Équateur a confié ses destins et son avenir à des institutions différentes des vôtres, institutions trop chères au peuple et à ses représentants pour qu'ils les sacrifient jamais. La constitution qui nous régit, nos convictions personnelles, et l'opinion générale du pays, nous commandent impérieusement de rester ce que nous sommes[1]. »

Entre ces deux chefs, dont l'un avait juré d'annexer l'Équateur à ses États, et l'autre de mourir mille fois plutôt que de céder un pouce de son territoire, la guerre devenait inévitable. Au fond, Mosquera n'attendait qu'une occasion favorable pour entrer en campagne, et comme le congrès de l'Équateur allait ouvrir ses sessions, il comptait sur les débats parlementaires assez orageux pour lui préparer le terrain. Ses calculs n'étaient malheureusement que trop fondés.

[1] Lettre du 15 juillet 1863.

CHAPITRE XIII

LE CONGRÈS DE 1863

(1863.)

Aux termes de la constitution, le congrès devait ouvrir ses sessions au mois d'août 1863. A l'Équateur, comme en général dans les républiques américaines, les législateurs ne se réunissent que tous les deux ans et pour un temps limité, moins nuisibles en cela que les nôtres dont toute l'année se passe à légiférer. Tourmenté déjà par le congrès de 1861, alors que ses membres professaient une commune admiration pour le sauveur du pays, Garcia Moreno avait tout à craindre des nouveaux représentants, presque tous élus sous l'influence des coteries libérales ou de la Révolution cosmopolite. Depuis dix-huit mois, en effet, les journaux se répandaient en injures contre l'homme néfaste qui, non content de violer les lois et de terroriser le pays, avait ruiné les finances par des entreprises insensées, souillé à Tulcan la gloire de l'Équateur, ameuté l'Amérique entière contre lui et contre le peuple solidaire de sa désastreuse politique, et finalement imposé, sans attendre la ratification des chambres, un odieux et intolérable concordat, véritable défi porté à notre siècle de libéralisme et de progrès.

Sur ce dernier grief, les accusations ne tarissaient

pas. La fameuse question du protectorat français s'effaçait elle-même devant l'inféodation de l'Équateur à la curie romaine. Quand les peuples tendaient à biffer de leur législation les derniers vestiges des lois canoniques pour arriver graduellement à la séparation complète de l'Église et de l'État, Garcia Moreno n'avait pas rougi de répudier l'antique loi du patronat, ce glorieux héritage de la défunte Colombie, pour mettre son pays sous le vasselage de Rome! Les droits imprescriptibles du pouvoir civil avaient été sacrifiés, les nonces et les visiteurs apostoliques imposés aux évêques, prêtres et religieux, pour les tyranniser sous le spécieux prétexte de réformer une église toujours sainte et sans tache. Les pauvres moines originaires du pays, victimes de ces pachas italiens ou des tribunaux ecclésiastiques à leur dévotion, sans recours possible à l'autorité séculière, étaient traités comme des hérétiques, des renégats ou des gens de mauvaises mœurs, privés de leurs biens, chassés de leurs couvents et réduits à demander des lettres de sécularisation, pour faire place à des religieux étrangers, que le président attirait de toutes les parties du monde! Le principal instigateur du tapage était le fameux Pedro Carbo, l'ennemi acharné de Garcia Moreno.

Aux ennemis de l'Église hurlant contre la restauration de ses droits sacrés, se joignaient certains catholiques piqués de la tarentule libérale. La Révolution a tellement brouillé les idées, même dans les meilleures têtes, que le fait de rendre à l'Église son inaliénable liberté sera presque toujours considéré comme une usurpation sur les droits du pouvoir civil. Du reste, nos pères ne se battaient-ils pas pour défendre contre l'Église les quatre articles de 1682, déclarés libertés gallicanes. De nos jours, malgré la définition dogmatique du dernier concile, n'a-t-on pas rejeté l'infaillibilité

pontificale comme inconciliable avec les droits des puissances? Et ne trouverait-on pas en France des légistes catholiques ou prétendus tels pour soutenir que les articles organiques ne violent en rien la liberté de l'Église? La levée de boucliers contre un concordat dont chaque article brise une des chaînes de cette Église n'a donc rien qui doive vous étonner.

Cette opposition générale et violente des classes dirigeantes eut pour effet naturel de tromper le peuple, qui n'entend rien à ces sortes de questions. Grâce aux déclamations de chrétiens qu'il estimait, de prêtres et même de religieux dont il respectait le caractère sacré, les électeurs en vinrent à regarder le concordat comme une calamité publique, une boîte de Pandore que, dans l'intérêt même de Garcia Moreno, il fallait au plus vite écarter de l'Équateur : aussi envoyèrent-ils au congrès, une grande majorité d'anticoncordataires, la plupart ennemis acharnés du président. C'est à peine si, dans les deux chambres, il comptait une dizaine de représentants franchement dévoués à sa politique.

Pour peindre son isolement à ce moment critique de sa vie, il nous suffira de présenter aux lecteurs le citoyen Borrero, un des membres les plus intelligents de ce congrès, le futur successeur, pour son malheur et celui de l'État, du président Garcia Moreno. Comme ce personnage jouera un rôle assez important dans cette histoire, il importe de le faire connaître dès aujourd'hui.

Antonio Borrero, de Cuenca, avocat, publiciste distingué, catholique sincère, vieil ami de Garcia Moreno, après avoir combattu avec lui dans les congrès de 1857 et de 1858, l'avait soutenu de sa plume durant la lutte héroïque de 1859, et défendu depuis lors contre ses nombreux et perfides ennemis. Naguère encore, à propos du protectorat français, non content de réfuter

brillamment les stupides inventions des journaux péruviens, il ajoutait à la louange de Garcia Moreno : « Ils nous représentent comme un peuple d'idiots, abrutis sous le fouet d'un despote. La vérité, c'est que notre administration, juste et légale, n'a rien à craindre de ces diffamateurs sans conscience, sans honneur et sans foi, et nous n'avons qu'à mépriser leurs attaques. Folliculaires du Pérou, sans vous et malgré vous, nous avons une constitution, des lois, et des magistrats pour les faire respecter. La liberté chez nous a pour sauvegarde la loi. Le propriétaire dort tranquille, sans crainte de se réveiller aux cris d'une vile soldatesque. Chez nous, l'homme de bien est considéré, le pervers châtié. Le gouvernement jouit du crédit à l'extérieur, travaille pour le bien commun et peut compter sur l'amour et l'appui de tous les bons patriotes qui, au besoin, offriront leur fortune et même leur vie, pour sauver leurs institutions. Aujourd'hui nous avons des chemins et des ponts qui relient nos montagnes ; les cités sont dans la joie, les campagnes nous apportent les fruits de leurs travaux ; le chef de l'État, à force de désintéressement et de patriotisme, élève des monuments qui passeront à la postérité [1]. »

Garcia Moreno comptait sur Borrero comme sur un ami de vingt ans, dont il estimait les talents, la science et le caractère. En 1861, il le priait avec instance d'accepter un ministère : « Ne refusez point par humilité, disait-il ; je connais les hommes, et je vous dis sans flatterie que vous êtes de ceux qu'on ne remplace pas. Si vous m'objectez votre manque d'expérience dans le maniement des affaires, je vous dirai que nous en sommes tous là, sans excepter nos devanciers. Du reste, un homme d'intelligence, de probité et de patriotisme

[1] *Centinela*, 1862, journal de Borrero, cité par la *Civilizacion catolica*. No 4.

comme vous, acquiert vite de l'expérience tandis que d'autres ne profitent que tard ou jamais [1].

Or, à l'époque où nous sommes arrivés, 4 janvier 1863, Garcia Moreno proposa Borrero comme candidat officiel à la vice-présidence de la République. Une circulaire adressée aux gouverneurs des provinces s'exprimait ainsi : « Convaincu de l'importance d'un bon choix pour la vice-présidence, le gouvernement croit de son devoir d'intervenir dans la prochaine élection, non d'une manière hypocrite et sournoise, mais avec la franchise qui convient aux gouvernements honnêtes. Sans prétendre en aucune manière imposer sa volonté ni amoindrir la liberté de l'élection, le gouvernement propose le Dr A. Borrero comme le citoyen le plus apte à remplir, dans l'intérêt de la patrie, ces délicates et difficiles fonctions. Désintéressement et patriotisme, instruction éminente, caractère honnête et ferme, morale rigide et pure, telles sont les qualités qui le recommandent aux électeurs. Libres, comme les simples particuliers, de voter à leur gré, le gouvernement ne demande aux employés que de ne pas combattre son candidat, ce qui constituerait une véritable trahison. Il espère qu'ils travailleront d'une manière active à cette élection, en n'employant toutefois que des moyens compatibles avec la liberté, la justice et l'honneur [2]. »

Au lieu de réclamer contre sa candidature, prônée par tous les journaux conservateurs, Borrero déclara dans sa *Centinela* que ce titre de candidat officiel lui imposait le devoir de rester neutre dans l'élection. Il était décidé à accepter la vice-présidence si la majorité prononçait en sa faveur; mais, dans l'intervalle la publication du concordat étant survenue, le catholique

[1] *El senor D. A. Borrero,* par S. R. Arizága, pag. 13.
[2] *Ibid.* page 15.

libéral ne put s'empêcher de jeter sa pierre à l'œuvre de Pie IX et de Garcia Moreno. Il demanda dans son journal, « si cette convention, nécessaire jusqu'à un certain point pour abroger des dispositions injustes de la loi du patronat, répondait complètement aux espérances des législateurs de la Colombie et de l'Équateur, et donnait pleine satisfaction aux exigences et nécessités de l'Église et de l'État[1] ». Une chose certaine, c'est que le concordat ne répondait nullement aux vues de Borrero, car il entreprit tout de suite la critique de ses différents articles. Justement étonné de voir un catholique, son intime ami, son candidat à la vice-présidence, attaquer en public une loi de l'État et de l'Église, Garcia Moreno le supplia, pour éviter le scandale, de lui soumettre ses observations, s'engageant à présenter lui-même un projet de réforme au Saint-Siège si, après mûr examen, des modifications lui paraissaient avantageuses. Mais le vent du libéralisme qui soufflait contre le président et menaçait même de l'emporter aux abîmes, avait tourné la tête et le cœur de Borrero. Il se sépara publiquement de son ancien ami pour ne point solidariser sa politique avec la sienne. Cela ne suffisait pas à sa grande âme : afin de donner à ce dissentiment tout l'éclat d'une rupture solennelle, il déclara renoncer à la vice-présidence, dont la majorité des électeurs venait de l'honorer, sous le prétexte que « la recommandation dont il avait été l'objet de la part du gouvernement pouvait être considérée comme un moyen de coaction, ce qui répugnait à ses principes sur la liberté électorale. » On trouva que ce Caton libéral avait des répugnances un peu tardives sur le chapitre de la candidature officielle, mais on s'attendit à des luttes violentes : cette volte-face d'un ami dévoué montra

[1] *Centinela*, N° 17.

quelle était l'animosité des membres du congrès contre le président et leur volonté bien arrêtée d'imposer de vive force l'annulation ou tout au moins la réforme du concordat.

De son côté, Garcia Moreno, décidé à lutter contre les prétentions du congrès, résolut de donner sa démission plutôt que de laisser entamer un traité qu'il regardait à bon droit comme le salut du pays. Son message aux deux chambres, très net et très ferme, avait le caractère d'un véritable ultimatum. Rendant compte de sa gestion avec une franchise qu'on ne rencontre pas toujours dans ces sortes d'exposés, il avouait que ses démêlés avec le Pérou, en l'obligeant à de grands armements, avaient singulièrement obéré le trésor. Dans l'affaire de Tulcan, « attaqué sans déclaration de guerre, il s'était trouvé dans l'alternative ou de mettre bas les armes, ou de succomber, comme il l'avait fait, en affrontant seul les bataillons ennemis. En ce moment, il entretenait des relations amicales avec toutes les puissances, même avec les états de Colombie. Invité dernièrement par le président Mosquera à une entrevue sur les bords du Carchi, il avait accepté l'invitation, mais en déclarant absolument impossible toute fusion de l'Équateur avec la Colombie. Les réformes religieuses et politiques introduites en ce pays n'étaient pas de nature à *combler le Carchi mais plutôt à l'élargir,* quand bien même la constitution et l'opinion n'opposeraient point à cette union des barrières insurmontables. A l'intérieur, « malgré les efforts désespérés d'une faction turbulente et immorale pour troubler l'ordre établi, il avait pu réaliser des progrès considérables, exécuter près de cinquante kilomètres de la grande voie carrossable, construire des collèges et des écoles, introduire des ordres religieux enseignants, et surtout conclure un concordat destiné à produire dans le pays une véri-

table restauration morale, qui serait elle-même la source de tous les progrès. »

Le grand mot lâché, sénateurs et députés se demandaient si le président aurait l'audace d'engager la lutte : ils surent bientôt à quel homme ils avaient affaire. « A quoi serviraient les progrès matériels ou scientifiques, continuait le message, si la moralité publique, âme et vie de la société, tombe dans une décadence irrémédiable ? L'absence de moralité, c'est partout la ruine, mais spécialement dans un État républicain, où la fragilité des institutions, l'instabilité du gouvernement et la fréquence des révolutions mettent à chaque instant la société sans défense à la merci de passions sans frein. Or, comment réformer la moralité d'un peuple si le clergé, du moins une notable partie de ses membres, oublie sa mission évangélique ? Et comment réformer le clergé, si l'on ne restitue à l'Église sa liberté d'action et l'indépendance dont l'a dotée son divin fondateur ? Le gouvernement catholique d'un peuple catholique a donc rempli son devoir en s'adressant au Saint-Siège pour lui exposer la situation lamentable dans laquelle se trouve l'Équateur par suite de la servitude de l'Église, et le conjurer en même temps d'appliquer à de si grands maux le remède convenable. Le remède, c'est le concordat stipulant la liberté de l'Église et la Légation apostolique chargée d'exécuter la réforme. En vertu de l'autorisation que m'a donnée la convention de 1861, j'ai promulgué solennellement, après échange de ratifications, le traité conclu avec le Saint-Siège.

« Il n'est pas étonnant qu'un acte aussi transcendant ait rencontré des contradicteurs acharnés. L'esprit de parti, les tendances irréligieuses et démagogiques, la longue persistance des abus et de la routine, les habitudes d'une vie scandaleuse, expliquent cette horreur

d'une Église libre et pure. Afin de colorer cette opposition inavouable, on a mis en avant des difficultés inhérentes à toute réforme, et surtout la nécessité d'une approbation législative pour donner force de loi au concordat. »

Le terrain devenait brûlant, car ceux qui déclaraient le concordat impossible et inconstitutionnel se trouvaient devant lui, pleins de discours élaborés depuis trois mois. En quelques mots, il pulvérisa l'objection qu'il venait de soulever.

« Si l'exécution des lois concordataires offre des difficultés non prévues, nul doute que l'Église et le gouvernement ne les résolvent d'un commun accord ; mais, en aucun cas, vous ne pouvez invalider le concordat : libre à vous de désapprouver le gouvernement qui l'a conclu, mais non d'infirmer un traité ratifié et promulgué par lui en vertu d'une autorisation expresse du pouvoir constituant. Si l'on m'objecte que la constitution elle-même interdit la délégation du pouvoir législatif, je réponds en distinguant l'autorisation de la délégation, comme on l'a toujours fait dans nos républiques. En 1858, le congrès de la Nouvelle-Grenade autorisa le président à conclure et à ratifier un traité avec les États-Unis ; Rocafuerte édicta le règlement actuel de l'instruction publique, en vertu d'une autorisation que lui donna le congrès de 1837. Les diverses autorisations données par le congrès de 1861 sont du même genre.

« Enfin, supposé même que l'autorisation soit nulle et de nul effet, le concordat reste debout comme tout contrat public émanant d'un gouvernement légitime. Évidemment en ce cas, ma responsabilité grandirait, mais la force obligatoire du traité ratifié n'en serait pas amoindrie ; car, d'après les principes de la jurisprudence internationale, le gouvernement seul représente la na-

tion dans ses relations avec les puissances étrangères. C'est en vertu de ce principe que notre traité de 1840 avec la mère-patrie nous lie et nous liera toujours, bien que la législature de 1841, dissoute prématurément, n'ait pu ni l'examiner, ni l'approuver.

« Je conclus que toute attaque contre le concordat entraînerait le déshonneur du pays. D'ailleurs, ni vous ni moi ne permettrions que l'Église retombe dans les fers, c'est-à-dire que, la religion et la morale ruinées, le clergé perdu à jamais, la république s'effondre dans un épouvantable désastre.

« Si donc la conduite du gouvernement mérite votre approbation ; si vous l'aidez à sortir de la crise financière aussi bien qu'à réformer nos lois anarchiques en matière d'élection, d'instruction publique, d'organisation municipale et judiciaire ; si vous donnez au pouvoir les forces nécessaires pour avancer dans la voie du progrès et réprimer les fauteurs de désordre, je réponds qu'avant peu, grâce à la protection divine, aux loyales sympathies du peuple et de l'armée, le gouvernement tirera l'Équateur de l'état de prostration dans lequel il l'a trouvé. Dans ce cas, mon mandat terminé, je descendrai du fauteuil avec la conscience d'avoir travaillé sans relâche au bien de ma patrie ; si, au contraire, la majorité du congrès, me retirant son appui, censure les actes de mon administration, je quitterai immédiatement le pouvoir, en priant la divine Providence de susciter un magistrat assez heureux pour assurer le repos et l'avenir de la république. »

Ce message fut accueilli plus que froidement par les deux chambres. La démission, qui paraissait la finale obligée de ce conflit, n'aurait pas trop déplu à la majorité sans les sourds grondements qui annonçaient un orage du côté de la Nouvelle-Grenade. Dans ces conjonctures, se débarrasser de Garcia Moreno, c'était livrer

le pays à Mosquera qui arrivait, comme Mahomet, son Coran d'une main et le cimeterre de l'autre. Au lieu de coups de massue, on se borna donc à des piqûres d'épingle. Dans une adresse tant soit peu sournoise, le sénat se montra très affecté d'apprendre « que les préparatifs de guerre contre le Pérou avaient rompu l'équilibre entre les recettes et les dépenses, surtout que d'autres démêlés internationaux avaient amené de funestes résultats. » Après une illusion assez piquante à l'échauffourée de Tulcan, le sénat déplorait amèrement le mauvais état des finances : « Les revenus de l'État, disait-il, constituent l'élément principal de richesse et de prospérité auquel tous les peuples aspirent ; si l'Équateur manque de fonds nécessaires, non seulement pour réaliser un progrès quelconque, mais pour suffire aux besoins de chaque jour, la vie publique se trouve évidemment sous ce rapport dans un état pitoyable. » Rien de plus évident, en effet, et Joseph Prudhomme n'eût pas mieux dit ; mais à qui la faute ? Ces législateurs, qui jamais n'ont eu de finances, n'insinueraient-ils pas que leur indigence date de Garcia Moreno ? Néanmoins le sénat rendait hommage « aux améliorations introduites dans l'état matériel et moral du pays, grâce au zèle, à l'activité, non moins qu'à la louable abnégation du président ; il espérait le voir appuyer de son autorité les dispositions législatives destinées à procurer le vrai bien de la nation [1]. »

Plus agressifs que leurs collègues du sénat, les députés tinrent à faire acte d'impolitesse. En parlant du message présidentiel, l'adresse s'exprimait en ces termes, consacrés par l'usage : « Vous avez daigné nous transmettre ; » le sévère Borrero fit remarquer qu'un chef d'État a le *devoir* strict de rendre ses comptes et

[1] Séance du 14 août 1863.

que, par conséquent, la formule « vous avez daigné transmettre » devait faire place à celle-ci : « vous avez transmis. » La chambre s'empressa de voter cet amendement qui sauva les grands principes de 1789, car donner au pouvoir une marque de respect, n'est-ce pas lui reconnaître une certaine supériorité, et alors que devient le peuple souverain?

Borrero sauva la patrie une seconde fois. Le message avait dit en parlant du Mexique : « La guerre paraît terminée ; il reste à faire des vœux pour que cette région de l'Amérique, opulente et privilégiée entre toutes, se constitue librement, en évitant les excès d'une démagogie rapace, immorale et turbulente. » Borrero devina sous ces expressions un désir non équivoque de voir les Français s'implanter au Mexique, désir anti-républicain au premier chef. Aussi proposa-t-il d'ajouter à l'adresse ce paragraphe à sensation : « La chambre des députés déplore la douloureuse extrémité à laquelle se trouve réduite la république mexicaine, et fait les vœux les plus ardents pour que, à l'heure où se dissipera le nuage qui obscurcit son avenir, elle se relève, libre, indépendante et prospère, de l'ignominieuse servitude dont n'a pu la préserver l'héroïsme de ses enfants. » Ainsi cet habile homme se rendait populaire aux dépens de l'autorité : Garcia Moreno blâme les horribles excès de Juarez ; Borrero, soulignant ce blâme, en fait un crime contre l'indépendance américaine.

A ces escarmouches d'avant-garde succéda enfin la grande bataille du concordat. Le gouvernement proposa au congrès de mettre cette question à son ordre du jour avant toute autre délibération ; de son côté, la chambre des députés, sur une pétition du conseil municipal de Guayaquil accusant le chef de l'État d'avoir violé la loi constitutionnelle en promulguant le concordat, renvoya l'affaire à la commission des illégalités. La dis-

cussion s'engagea sur ce principe qu'un traité public ne peut avoir force de loi avant la ratification du congrès, d'où l'on concluait que le concordat était nul et non avenu. Tout en traitant cette question préjudicielle, on ne se faisait pas faute de mettre sur le tapis les articles plus ou moins épineux, afin d'irriter les esprits. Outre les raisons alléguées dans le message, les amis du président affirmaient qu'un concordat n'est pas un traité synallagmatique proprement dit. Les concessions faites par le pape au président sont des privilèges gracieux, tandis que celles accordées par le président au pape sont purement et simplement la restitution de droits naturels ou canoniques usurpés par les rois, ou concédés bénévolement par le Saint-Siège à titre de privilèges. Ni les uns ni les autres ne peuvent former la matière d'un traité proprement dit. En tout cas, qu'il y ait traité synallagmatique ou non, le président, en lui donnant force de loi, n'avait fait qu'exécuter les ordres de la convention de 1861 : pouvait-on déclarer inconstitutionnel le décret d'une convention souveraine, investie du droit de faire une constitution ?

Sur ce thème ingrat, les deux partis exécutèrent des variations plus ou moins ennuyeuses avec une subtilité digne des théologiens de Byzance. Craignant les résolutions extrêmes du président, la majorité n'osait tirer la conclusion de ses prémisses et jeter par terre le concordat, mais, dans l'espoir de le réformer à sa guise, elle exigeait impérieusement la discussion des articles. On pataugeait ainsi sur place, quand tout à coup Mosquera profitant du conflit, poussa plus loin ses odieuses provocations et rendit la guerre inévitable. Qu'avait-il à craindre de ces législateurs qui, selon la remarque de Borrero lui-même[1], « avaient passé la moitié de leurs

[1] *Centinela*, 21 novembre.

sessions à discuter les questions ecclésiastiques, tandis que le Grand Turc frappait à leurs portes ? »

Entre Mosquera et le congrès, Garcia Moreno se trouvait dans un embarras extrême. Il ne pouvait démissionner sans trahison en face d'un envahisseur, ni combattre l'envahisseur sans sacrifier le concordat aux exigences du congrès. Pour en finir avec les débats insensés et tourner contre Mosquera toutes les forces vives de la nation, il réunit les chefs de l'opposition, leur exposa ses anxiétés, et finit par leur dire qu'il considérait toujours le concordat comme un traité inviolable, mais qu'il ne pouvait empêcher le congrès d'en lacérer les articles, puisque telle était son opiniâtre volonté. « Présentez-moi donc, leur dit-il, votre loi de réforme. » Il n'ajouta point que, selon ses droits constitutionnels, il se réservait d'apposer son veto à l'exécution de leur loi, s'ils osaient attenter aux droits de l'Église.

Dans cette révision du concordat, les députés supprimèrent d'un trait de plume les immunités du clergé, rétablirent les appels comme d'abus devant les tribunaux civils, et allaient même se jeter sur les biens ecclésiastiques, lorsque, pour éviter un plus grand mal, on pria l'archevêque d'en céder volontairement une partie. L'archevêque ayant répondu qu'il ne se croyait pas le droit de disposer des biens de l'Église sans l'intervention du souverain pontife, le congrès fit passer au président sa prétendue loi de réforme pour qu'il la sanctionnât et l'intimât au Saint-Siège.

Garcia Moreno garda la pièce, et le congrès s'occupa des prétentions de Mosquera, Plus tard, alors que le congrès clôturait ses sessions, le président annonça que, selon son droit, il refusait l'*Exequatur* à la loi de réforme, comme absolument contraire aux lois imprescriptibles de l'Église. Six mois après, dans une

réunion extraordinaire du congrès, les passions étant calmées, il justifia sa conduite : « Vous m'avez, dit-il, intimé l'ordre de m'adresser immédiatement au Saint-Siège pour introduire dans le concordat les modifications que vous avez jugées nécessaires. Il m'a été impossible d'exécuter vos volontés, parce que me présenter au pape avec des réformes imposées et le rétablissement scandaleux des appels comme d'abus, c'eût été entreprendre une négociation impossible. S'il sagissait d'un contrat avec le plus insignifiant des gouvernements, vous ne permettriez pas que l'Équateur se déshonorât en violant à son égard des stipulations acceptées, bien moins encore en lui imposant des obligations qui, par la nature même du contrat, ne peuvent résulter que d'un engagement libre et réciproque. Et nous manquerions de parole, au grand détriment de l'honneur national, envers la première autorité de ce monde ! Peuple catholique, nous oublierions les liens sacrés qui nous unissent au centre de l'unité religieuse, jusqu'à refuser au saint-père le respect et la considération qu'on accorde au chef de la plus infime des républiques ! Si nous cherchons de bonne foi des modifications au concordat, conclu, ratifié et promulgué en vertu de l'autorisation législative de 1861, n'intimons pas nos prétendues réformes, ne laissons pas subsister ces recours odieux aux tribunaux civils. Imposer ces réformes, ce serait faire passer le souverain pontife sous les fourches caudines et préparer le schisme. Au lieu de nous jeter dans ces extrémités terribles, vous et moi, et tout le peuple nous conserverons intacte la foi de nos pères, même au péril de notre vie. »

Délibérant à froid, les représentants jugèrent leur loi de tout point inexécutable. Ils abrogèrent les dispositions malencontreuses qu'ils avaient édictées, entre autres le recours aux tribunaux civils, et prièrent le

président de s'entendre avec le Saint-Siège, ce qu'il accepta sans difficulté. Ainsi fut sauvé le concordat, ainsi l'invincible énergie d'un vrai chef d'État triompha des passions de la multitude. Garcia Moreno ne consentit jamais à jouer le rôle d'une machine à signer ou d'un roi soliveau. Chef du peuple, il prétendait non lui obéir mais le diriger ; non se jeter avec lui dans toutes les fondrières, mais lui montrer la route et au besoin le forcer de la suivre. La Révolution se met à la remorque du peuple et le pousse à l'abîme : la contre-révolution marche devant le peuple, à la lumière de l'Eglise, pour l'éclairer et le sauver.

CHAPITRE XIV

L'EXCOMMUNIÉ MOSQUERA

(1863.)

Nous avons laissé Mosquera sur les bords du Carchi, épiant le moment favorable pour envahir l'Équateur, de concert avec son digne ami Urbina. Le projet de confédération n'était qu'un leurre, et la conférence un piège grossier. Garcia Moreno l'ayant déjoué, Mosquera jeta le masque ; le 15 août, au plus fort des luttes concordataires il lança aux habitants de Cauca cette fulminante apostrophe :

« Marchons ensemble à la frontière pour y implanter la liberté. Nous échangerons une cordiale poignée de mains avec nos frères, les Colombiens de l'Équateur. En ce moment, ils ont besoin, je ne dis pas de nos armes, mais de nos bons offices, pour substituer le principe républicain à l'oppression théocratique, sous laquelle gémit la noble terre d'Atahualpa qui, la première, en 1809, salua l'aurore de la liberté. La vaillante garde colombienne, victorieuse en mille combats, formera votre escorte. Illustres défenseurs du droit, apôtres des doctrines radicales, les républiques de race latine comptent sur vous pour défendre l'indépendance américaine. La Colombie formera bientôt une vaste confédération de vingt-quatre millions d'hommes. »

La Révolution, c'est-à-dire l'État sans Dieu, incarnée dans Mosquera, venait détruire l'union de l'Église et de l'État, personnifiée dans Garcia Moreno. « Les colombiens de l'Équateur » avaient à choisir entre « l'oppression théocratique » du concordat et l'oppression satanique du franc-maçon qui, depuis deux ans, exilait les évêques, emprisonnait les prêtres réfractaires à ses lois schismatiques, chassait les religieux et les religieuses, spoliait les couvents et les temples, et renouvelait, pour tout dire en un mot, les horreurs de 1793. Le misérable qui leur tendait la main par-dessus le Carchi, c'était le Néron sans cœur et sans entrailles qui venait de bannir de son diocèse son propre parent, le vénérable Mgr Herran [1], archevêque de Bogota ; c'était l'odieux vieillard de soixante-dix ans, dont Pie IX disait en pleurant : « Mosquera marche à grands pas vers l'enfer ouvert pour le recevoir, » et qu'il finit par excommunier dans une encyclique célèbre, où il rappelle les hauts faits de ce missionnaire de la liberté :

« Nous gémissons avec vous, s'écrie le saint pontife en s'adressant aux évêques de la Nouvelle-Grenade, à la pensée des criminelles horreurs qui désolent votre pays, des sacrilèges multipliés commis par votre gou-

[1] Mosquera avait donné sa fille au général Herran, frère de l'archevêque. Le propre frère de ce tyran, Mgr Manuel José Mosquera avait précédé Mgr Herran sur le siège de Bogota. Ce prélat de grande intelligence et de grande vertu ne pouvait manquer de s'attirer la haine des ennemis de l'Église. Exilé par le président Lopez en 1852, il se rendit, malade déjà, aux États-Unis où les catholiques l'accueillirent avec enthousiasme, et de là en France. Le cardinal Wiseman, de passage en ce pays, et divers membres de l'épiscopat français se plurent à l'honorer comme un confesseur de la foi. Mandé à Rome par Pie IX, Mgr Mosquera se mit en route pour l'Italie, mais il ne put arriver au terme du voyage. Il rendit sa belle âme à Dieu dans la ville de Marseille, le 10 décembre 1853. Son corps est inhumé à Notre-Dame de Paris. Dieu le prit à temps pour ne pas le rendre témoin des crimes de son indigne frère.

vernement, des outrages sans nom qu'il ose adresser à nous, à ce Saint-Siège, à l'auguste religion dont il foule aux pieds les droits, la doctrine, le culte, les ministres. En même temps qu'il interdit le saint ministère, confisque les biens des églises, bannit les ordres religieux, il ne craint pas d'ouvrir la porte à tous les faux cultes. Toute communication avec nous est prohibée, et toute infraction aux lois schismatiques punie de l'amende, de l'exil ou de la prison. Partout des évêques exilés, des prêtres et des fidèles incarcérés, des temples et des couvents transformés en casernes, les vierges du Seigneur chassées de leurs pieux asiles, errant sur les montagnes, ou mourant de faim et de misère : tel est le désolant spectacle qui se présente à nos regards !

« Nous élevons donc la voix pour vous intimer l'ordre de refuser le serment qu'on vous demande. De notre autorité apostolique, nous condamnons, réprouvons et déclarons nulles et de nul effet toutes les lois attentatoires aux droits de l'Église de Dieu, rappelant à leurs auteurs qu'ils ont encouru les peines et les censures édictées par les conciles contre les usurpateurs de ces mêmes droits. Qu'ils tremblent en se rappelant cette parole du Seigneur : « Terrible sera le jugement de ceux qui abusent de leur puissance ! »

Entre la liberté prêchée par cet excommunié et la liberté des enfants de Dieu telle que l'entendait Garcia Moreno, le peuple catholique de l'Équateur ne pouvait hésiter. Aussitôt que parut la proclamation de Mosquera, avant toute manifestation du gouvernement, de toutes les provinces et de tous les cantons arrivèrent des protestations au congrès et contre l'union à la Colombie et contre les injures inqualifiables de Mosquera. Les signataires exprimaient en termes énergiques l'attachement du peuple à l'Église catholique et son hor-

reur pour les impiétés du gouvernement colombiem.

« Nous sommes et nous voulons rester équatoriens, disait-on de toutes parts avec le conseil municipal de Latacunga. Nous croyons que Bolivar a pu créer la Colombie pour fonder notre indépendance, mais que son triste plagiaire sera frappé de la foudre pour avoir porté ses mains impures sur l'arche d'alliance. Nous repoussons le gouvernement colombien de tout l'amour que nous avons pour notre sainte religion ; nous ne voulons pas de son code basé sur la destruction des tables du Sinaï ; nous sommes chrétiens avant d'être républicains, et nous avons la conviction que l'arbre de la liberté ne peut naître et grandir qu'au pied de la croix. Représentants de l'Équateur, si, dans ses transports frénétiques, la Colombie veut la guerre, disposez de nos biens et du sang de nos enfants. »

Ces protestations, couvertes de milliers de signatures, traçaient aux chambres leur devoir. « Menacés d'une guerre dont le but est d'anéantir notre souveraineté, disait le conseil cantonal de Quito, nous devons nous défendre au prix de n'importe quels sacrifices. Il n'appartient à personne de changer par la force notre système politique ; d'ailleurs, la confédération colombienne ne nous convient pas, à nous qui voulons conserver notre religion et nos institutions. Nous protestons avec tous nos compatriotes contre l'invasion qui se prépare, et offrons au gouvernement la coopération la plus décidée dans la lutte qu'il devra soutenir pour l'indépendance de la patrie. » Uni à ce peuple qui demandait à combattre *pro aris et focis,* Garcia Moreno exposa aux chambres « la situation faite à l'Équateur, par la proclamation du 15 août, avec le ferme espoir, ajouta-t-il, que le patriotisme des représentants lui viendrait en aide. Il n'avait pas attendu ce moment pour prendre, dans le cercle de ses attributions, les mesures que

réclamait la défense du pays, mais il croyait de son devoir d'associer l'assemblée nationale au salut de la patrie. »

Les deux chambres se réunirent en congrès, et, après une discussion qui dura deux jours, envoyèrent séparément leur message au président. Députés et sénateurs condamnaient la proclamation de Mosquera, dans laquelle ils voyaient à bon droit « une insulte à la nation et l'équivalent d'une déclaration de guerre. » Ils s'accordaient avec Garcia Moreno « pour repousser toute idée d'union à la Colombie, union contraire à la volonté du peuple comme aux institutions religieuses de l'Équateur. » Ils espéraient néanmoins que le président Mosquera, « respectant le suffrage du peuple, les traités existants, la parole donnée et consignée dans les documents authentiques, abandonnerait toute idée d'intervention ou de conquête ; mais si, par un mouvement d'orgueil que réprouverait le monde civilisé, Mosquera prétendait s'ingérer dans les affaires domestiques de ses voisins, le congrès avait confiance dans l'énergie et l'ardent patriotisme du chef de l'État pour défendre l'autonomie de la République, son honneur et ses droits également menacés. »

On trouve dans cette pièce les idées essentielles, mais on sent que le cœur du peuple ne bat point dans la poitrine de ses représentants. Le peuple catholique se révolte à la pensée d'être gouverné par un persécuteur de l'Église : les députés parlent à peine des principes religieux ; le sénat n'y fait pas même allusion, bien qu'un de ses membres eût fait observer avec raison que, si l'on voulait exalter le patriotisme du peuple, il fallait insister sur le péril que courait la religion de l'État. Du reste, comment ces législateurs auraient-ils pu mettre en avant la grande cause de la religion et de l'Église, eux qui à ce moment-là même scandalisaient

le peuple par leurs diatribes contre le concordat, et dont le président, Gomez de la Torre, reprochait à Mosquera d'avoir appliqué au gouvernement l'épithète de théocratique, alors que le congrès s'acharnait à réformer le concordat, à détruire les immunités du clergé et à séculariser ses biens. D'accord avec Mosquera pour délivrer leur pays de « l'oppression théocratique » c'est-à-dire au gouvernement de Dieu, pouvaient-ils sans dérision toucher la corde religieuse?

Garcia Moreno n'avait pas les mêmes raisons pour garder cette timide réserve. « L'appui décidé, enthousiaste même, du peuple et de ses représentants, dit-il au congrès, voilà la meilleure réponse que nous puissions opposer à l'inqualifiable provocation du 15 août. A ceux qui veulent anéantir son indépendance, souiller son honneur et détruire sa religion, l'Équateur répond en se levant comme un seul homme, non pour attaquer, mais pour se défendre. L'union ou pour mieux dire l'absorption de l'Équateur par les États-Unis de Colombie, antipathique à notre caractère, préjudiciable à nos intérêts, devient radicalement impossible, du moment qu'on emploie les menaces et les injures pour la réaliser. L'Équateur veut rester libre et indépendant ; plutôt que de subir le déshonneur, il préférerait disparaître sous les flots ou sous les laves enflammées de ses volcans [1]. »

La guerre ainsi moralement déclarée et acceptée, Garcia Moreno voulut cependant avant d'en venir aux mains, épuiser tous les moyens de conciliation. Il envoya donc à Pasto, quartier général de Mosquera, le docteur Antonio Florès [2] avec pleins pouvoirs pour conclure le traité d'alliance sollicité par le chef de la

[1] Voir la discussion du congrès, les deux messages, la réponse du président, aux nos 2 et 3 d'*El Correo del Ecuador*.

[2] Fils de l'illustre général en chef de l'armée, nommé au commencement de 1888 président de la République

Nouvelle-Grenade. Le rusé Mosquera avait compté sur la coopération active d'Urbina dans les départements de Cuenca et de Guayaquil, comme aussi sur la levée en masse du grand parti libéral, si vanté par son complice ; en voyant le peuple courir aux armes, il ne fut pas fâché de gagner du temps afin de lever de nouvelles troupes et de compléter ses armements. Il écrivit donc au plénipotentiaire qu'il « recevrait avec bonheur le fils de l'illustre Florès, du vieux guerrier de l'indépendance à qui l'unissaient des relations de cordiale amitié. En attendant la visite promise par Garcia Moreno, il s'offrait à négocier les bases d'un traité d'union, qui ne compromettrait en rien la souveraineté ou l'autonomie des peuples unifiés. »

La séance de réception de l'ambassadeur fut une vraie scène de comédie. Florès déclara sans sourciller que, « malgré les sinistres rumeurs répandues dans le public depuis la proposition d'une conférence, son gouvernement connaissait trop bien les antécédents et l'esprit républicain de Mosquera pour voir en lui un autre mahomet prêchant l'union, le glaive à la main. Deux fractions limitrophes de l'antique Colombie ne pouvaient s'entre-déchirer sous prétexte de s'unir. Des paroles mal comprises, des faits mal interprétés, ont ému les populations, paralysé le travail, et amené une agitation plus nuisible que la guerre. Il importe donc de rétablir la paix par un traité de véritable alliance, et non par une résurrection violente, artificielle, stérile, d'une union éphémère dont l'effet serait tout au plus de galvaniser un cadavre. »

Le vieux Mosquera qui, en fait de jactance et d'emphase aurait rendu des points à un rhétoricien de collège, répondit que « tout sentiment de défiance disparaîtrait du cœur des Équatoriens, en apprenant que le premier magistrat de la Colombie arrivait à la frontière

des deux républiques pour défendre au nom de la loi et de la volonté nationale, le drapeau de l'indépendance et de la liberté, ce drapeau que l'union des peuples a porté triomphalement de l'Orénoque au Macara, et que l'union des peuples saura venger au besoin. L'époque des Romains est passée; les Colombiens ne veulent ni conquêtes, ni annexions, ni fusions violentes, mais un pacte nouveau destiné à ressusciter l'antique Colombie, sans aucun détriment pour les différentes nationalités. Comme soldat, le président de la Colombie assure au fils de Florès que le compagnon de son illustre père ne tirera l'épée sur la terre d'Atahualpa que pour défendre avec lui la liberté de la patrie commune. »

Sous les phrases sonores des deux orateurs, on aperçoit facilement que, si l'on repousse absolument le projet d'union, l'autre n'embrouille les idées que pour le maintenir. Les explications échangées ensuite entre Florès et Quijano, plénipotentiaire de Mosquera, sur les sujets de divisions survenus entre les deux gouvernements, manquèrent également de sincérité. Quijano prétendit que la proclamation du 15 août ne constituait ni une menace ni une injure. « L'Équateur, avait dit Mosquera, réclame non une intervention armée, mais nos bons offices, pour substituer le principe républicain à l'oppression théocratique. » Il s'agissait effectivement de prévenir un conflit inévitable entre le pouvoir exécutif et le congrès au sujet de la réforme du concordat, et, de fait, le gouvernement de l'Équateur n'a rendu inutiles « les bons offices » de Mosquera qu'en pliant devant les exigences du congrès. Au fond, cette explication devait suffire aux mutilateurs du concordat, surtout à ce Borrero qui demandait « si cet informe traité était mort ou vivant, et s'il ne convenait pas d'entonner un *requiem* pour son éternel repos [1]. » Florès se déclara

[1] *La Centinela*, 2[illegible] novembre 1863.

satisfait de cette ingénieuse justification et prouva, non moins péremptoirement, que la phrase de Garcia Moreno sur les principes colombiens, « moins propres à combler le Carchi qu'à l'élargir » n'avait rien d'offensant pour Mosquera : le président de la Colombie n'avait-il pas affirmé que le concordat élevait une barrière insurmontable entre les deux nations? Garcia Moreno avait donc simplement constaté, en style figuré, un fait établi par Mosquera lui-même.

Après ces explications « franches et cordiales », on en vint au traité d'alliance. Au projet de Florès, Quijano opposa un contre-projet de future union et de confédération entre les deux États, que le représentant de l'Équateur, à la première inspection, déclara inadmissible, attendu que l'article premier, « spécifiant l'union des deux peuples et le rétablissement de l'antique Colombie sous le système fédéral, était absolument contraire aux manifestations du pays et aux décisions des deux chambres. » Florès envoya cette réponse, le 29 septembre, avec prière de modifier le projet dans un sens acceptable pour l'Équateur. Quelle ne fut pas sa surprise lorsque, après quinze jours d'absolu silence, il reçut de Quijano ce grossier ultimatum : « La conférence n'a d'autre objet que d'étouffer, au moyen d'un pacte solennel, les clameurs patriotiques de tout le continent américain contre les tendances théocratiques et antirépublicaines fomentées et protégées par l'Europe. Le gouvernement colombien ne peut, sans manquer à l'honneur, attendre plus longtemps le président de l'Équateur. Mosquera n'était venu à la frontière que pour travailler à la renaissance de la glorieuse nationalité colombienne, seul moyen de sauver l'autonomie des républiques méridionales en les unissant contre l'ambition de l'étranger et la trahison des renégats de l'intérieur : son gouvernement avait donc résolu de suspendre

toute relation avec l'Équateur si dans les vingt-quatre heures le projet de confédération n'était pas signé. »

Armé de pied en cap, le renard redevenait sanglier : la confédération ou la mort, et cela dans les vingt-quatre heures ! Florès répondit à l'insolent Quijano « que, le traité fût-il acceptable, du moment qu'on lui imposait ce délai de vingt-quatre heures, il ne le signerait pas. L'Équateur ne passait pas sous les fourches caudines, et son ministre dédaignait un ultimatum aussi contraire aux usages diplomatiques et aux traités existants qu'offensant pour l'honneur national. » Piqué au vif, et parfaitement conscient de ses injustices, Mosquera sentit le besoin de justifier aux yeux des peuples la brusque rupture des négociations. Dans un manifeste à la Colombie, véritable diatribe ou plutôt ramassis de toutes les injures qui traînaient dans les journaux rouges contre Garcia Moreno, il l'accusa cyniquement de s'opposer à la régénération de l'Amérique latine, d'avoir voulu soumettre son pays au protectorat de la France, puis de l'avoir converti en fief de Rome par un concordat désastreux pour l'Équateur et la Colombie entière, enfin d'avoir rétabli l'ordre des Jésuites, véritable batterie révolutionnaire dressée contre tous les gouvernements sous le couvert de la nonciature romaine. Ce vil persécuteur des chrétiens, lui dont les innocentes victimes gémissaient par milliers dans les prisons ou l'exil, osait reprocher à Garcia Moreno le châtiment et le bannissement de quelques conspirateurs incorrigibles ! Après ces invectives et d'autres non moins grossières, il annonçait, en guise de conclusion, la convocation d'un congrès et une levée de trente mille hommes pour défendre l'honneur national.

Dès ce moment, Mosquera se conduisit comme un furieux. Sans déclaration de guerre, il afficha la rupture à Pasto, prohiba tout commerce avec l'Équateur,

et se permit d'écrire au général Florès, alors à Tulcan pour organiser l'armée « qu'il le vaincrait sur le champ de bataille, et que désormais il cessait avec lui toute correspondance ». Néanmoins, autorisé par le gouvernement, Florès lui fit expédier une dernière fois par un aide de camp des propositions d'arrangement, mais Mosquera jeta la lettre avec colère, déclarant qu'il ne traiterait plus avec les agents de l'Équateur. Il accusa l'aide de camp, colombien de naissance, de trahir son pays, menaça de le faire fusiller, et finalement le jeta à la porte comme un manant, en vomissant un torrent d'injures contre Garcia Moreno. N'espérant plus rien de cet énergumène, Florès passa le Carchi, le 22 novembre, avec six mille hommes[1].

Nous avons rendu compte de cette négociation, afin de montrer par la suite des faits la longue patience de Garcia Moreno, les provocations dix fois répétées de Mosquera, et l'impossibilité de supporter plus longtemps ses insultes, sans abdiquer tout sentiment d'honneur. Comme le disait plus tard Garcia Moreno, l'Équateur « ne déclara pas la guerre, mais l'accepta forcément, car l'ennemi ne lui laissait pas le choix entre la paix et la guerre, mais simplement l'alternative d'ouvrir le feu ou d'attendre qu'il commençât. » Malgré tout, bien que le président crût préférable de prendre l'initiative avant que l'ennemi eût accumulé ses forces, il laissa au général en chef[2] la faculté d'avancer ou de temporiser selon qu'il le trouverait avantageux pour le triomphe de ses armes. En passant la frontière, Florès put écrire à Mosquera sans blesser la vérité : « Nous avons franchi le Carchi, non pour vous faire la guerre, mais pour vous forcer à nous laisser la paix. »

[1] Pour les documents cités dans ce chapitre, voir *El Nacional*, 24 novembre 1863, article : *Documentos*.

[2] Message de 1864.

Du reste, Florès n'entra en campagne qu'à son corps défendant, car il envisageait parfaitement les dangers de sa position. Sur les six mille hommes amenés de Tulcan, il ne lui en restait que cinq mille, tant les troupes, surtout celles du littoral, avaient souffert des fatigues du chemin et du changement de climat. Il avait dû laisser à Guayaquil ses bataillons les mieux exercés, pour faire face aux anarchistes qui, sous la conduite d'Urbina et avec la connivence du Pérou, organisaient une invasion dans le port de Payta. La moitié de ses soldats voyaient le feu pour la première fois, et savaient à peine manier un fusil. Aussi se décida-t-il à fatiguer l'ennemi par des combats partiels, voulant s'assurer une position avantageuse avant de livrer une bataille en règle.

Le dimanche, 22 novembre, après avoir lancé un manifeste aux habitants de Tuquerrès et de Pasto, Florès pénétra dans le cœur du pays, favorisé par les habitants dont un certain nombre s'incorporèrent à son armée. Ayant vainement tenté de l'arrêter, Mosquera s'établit le 4 décembre à Cumbal, pendant que les divisions équatoriennes, à un mille de distance, campaient dans les environs de Cuaspud. En même temps, six cents hommes, au commandement du colonel Erazo, s'emparaient de Pasto après un combat terrible contre la garnison.

Coupé de ses communications avec le chef-lieu de la province, Mosquera comprit que sa position devenait difficile, et que, pour vaincre, il lui fallait user de ruse. Le 5 au soir, Florès apprit par ses espions les dispositions que prenait Mosquera pour lui livrer bataille le lendemain. Il passa la nuit à organiser ses troupes et à combiner ses mouvements, lorsque le matin, en prenant ses positions, il reconnut que son adversaire, ayant subitement changé de front, se dirigeait de Cumbal vers

de Carchi, comme s'il voulait faire diversion et se jeter dans l'Équateur. Ses espions, vendus à l'ennemi, l'avaient trompé. Obligé d'improviser subitement un nouveau plan de bataille, il lança le gros de son armée sur l'arrière-garde de l'ennemi, pendant que plusieurs bataillons, gagnant les hauteurs de Cuaspud, menaçaient son centre. Une fois qu'il le vit engagé sur ce terrain semé d'obstacles qui paralysaient l'élan des cavaliers, Mosquera commanda aux siens de faire front à l'ennemi, de se déployer en tirailleurs et d'enlever aux équatoriens la menaçante position de Cuaspud. Mais ce fut en vain : ceux-ci repoussèrent ses guérillas avec une telle impétuosité qu'après plusieurs charges inutiles, les grenadins décimés prirent la fuite, et déjà les clairons sonnaient la victoire, lorsque plusieurs bataillons de la seconde division, au lieu d'appuyer les vainqueurs, jetèrent leurs armes par suite de je ne sais quelle panique, se mirent à fuir en criant : Sauve qui peut ! et répandirent la terreur dans tous les rangs de l'armée. En vain exécuta-t-on plusieurs charges de cavalerie, en vain plusieurs chefs firent-ils des efforts inouïs pour empêcher la débandade, la déroute fut complète. Reprenant l'offensive, Mosquera porta tous ses efforts sur les bataillons qui lui avaient infligé un échec en apparence décisif, et finit par rester maître du terrain. Cinq cents hommes restèrent sur le champ de bataille de Cuaspud, les deux tiers du côté de Mosquera.

Vainqueur d'abord, Florès dut se retirer vaincu et blessé. Avec sa jactance accoutumée, Mosquera chanta victoire ; mais cette victoire, il la dut moins à sa valeur qu'à des causes très peu honorables pour un chef d'armée : la trahison des espions de Florès, que Mosquera reconnut comme siens, et l'ignoble lâcheté d'un corps qui se débanda en jetant ses armes quand déjà le gros de l'ennemi prenait la fuite. Or, comment expliquer

cette lâche désertion d'un corps d'armée, sinon par la trahison des chefs, complices d'Urbina et vendus comme lui à Mosquera ? Les lettres d'Urbina prouvent qu'il entretenait des intelligences avec certains chefs de l'armée. L'un d'entre eux qui déclarait « ne pouvoir combattre contre Mosquera, l'ami d'Urbina », reçut un commandement et donna, dit-on, le signal de la débandade. On sut plus tard qu'un autre avait proposé à ses troupes de passer à l'ennemi ou de faire une révolution [1]. On comprend maintenant pourquoi Mosquera se disait assuré de vaincre Florès, mais on comprend moins qu'il ait eu l'impudence de célébrer une victoire achetée par le crime et la trahison [2].

La nouvelle de la défaite de Cuaspud répandit la consternation dans tout l'Équateur. L'armée battue, en grande partie prisonnière, comment s'opposer à la marche du vainqueur ? Mosquera, maître du pays, c'était l'incorporation à la Colombie, la persécution de l'Église, un joug plus pesant et plus odieux que celui d'Urbina lui-même, Garcia Moreno le comprenait mieux que tout autre ; aussi résolut-il de vaincre ou de mourir. Il n'eut du reste qu'à parler pour faire passer cette résolution dans le cœur de son peuple ; le 8 décembre, en apprenant la déroute de son armée, il lança cette proclamation où son âme résignée, mais non brisée, se montra dans toute son énergie.

[1] *El general Urbina y sus proyectos contra el pais*, page 19.

[2] La responsabilité du désastre de Cuaspud retombe aussi sur le congrès de 1863, dont le faux libéralisme supprima le jugement verbal en campagne, reconnu nécessaire par tous les généraux depuis Bolivar, ainsi que le fit remarquer Garcia Moreno au congrès de 1864. Dès lors, les déserteurs restant impunis, la désertion devint comme un fléau épidémique qui gagna les soldats, même sur les champs de bataille. Garcia Moreno aurait pu ajouter que les complices d'Urbina se fussent montrés plus circonspects dans leurs paroles et dans leurs actes s'ils n'avaient compté sur l'impunité.

« Compatriotes, il a plu à Dieu de nous éprouver : nous n'avons qu'à adorer ses insondables desseins[1]. Deux officiers, arrivés à Ibarra, ont rapporté que notre armée vient d'être battue à Cuaspud. Bien que nous ignorions encore les détails du combat, la défaite n'est pas douteuse.

« Équatoriens, aujourd'hui plus que jamais, il faut de grands efforts pour sauver la religion et la patrie ; aujourd'hui plus que jamais, il faut opposer à notre injuste agresseur la barrière du courage héroïque et d'une invincible constance.

« Aux armes donc, fils de l'Équateur ! Volez à la frontière pour combler les vides de l'armée. Implorons tous ensemble la clémence du Très-Haut, et, forts de son appui, nous obtiendrons la victoire ou la paix. »

D'un bout de l'Équateur à l'autre on lui répondit en courant aux armes. « Non, s'écrièrent les jeunes gens de Quito, nous ne souffrirons pas qu'une poignée de sauvages vienne souiller notre sol et nos temples ; nous n'attendrons pas, les bras croisés, que le barbare Mosquera, les mains teintes du sang de nos frères, vienne briser nos saintes images, fermer nos églises, exiler nos prêtres. Nous montrerons que nous savons combattre pour la religion du Christ et pour notre nationalité, double et précieux héritage que nous laisserons, coûte que coûte, à ceux qui viendront après nous. »

D'autres s'enrôlaient avec la sombre énergie du dé-

[1] Sans vouloir pénétrer les desseins de Dieu, on peut dire qu'à tout prendre la défaite de Cuaspud, en terminant la guerre, fut un bienfait pour l'Équateur. La prolongation de la campagne sur le territoire colombien eût amené des conséquences funestes. L'orgueil national blessé aurait fini par rattacher à Mosquera les conservateurs eux-mêmes et mettre aux prises les catholiques des deux pays. D'un autre côté, obligé de concentrer toutes ses forces dans le nord, l'Équateur se serait vu désarmé contre les conspirateurs du sud.

sespoir : « Attila, disaient-ils, ne forcera pas la porte de notre patrie. Courons à la frontière pour venger le sang de nos braves et la gloire de nos armes. Marchons à la défense du pays, de la foi, de l'honneur de nos femmes, de notre nationalité. Nons succomberons tous au milieu de nos cités en cendres et de nos propriétés en ruines, plutôt que d'ouvrir nos portes à ces criminels et féroces ennemis de notre Dieu[1]. »

Garcia Moreno avait raison de s'appuyer sur ce peuple profondément chrétien. A quel degré de noblesse ne l'eût-il pas élevé si les fausses visées du catholicisme libéral n'eussent constamment entravé ses efforts ! Il organisa une nouvelle armée : trois mille hommes à Ibarra composaient l'avant-garde ; deux mille à Guayaquil, plusieurs bataillons à Quito, renforcés de ceux qui accouraient de Loja, de Cuenca, de Riobamba et des autres villes, formaient un nouveau contingent de cinq à six mille hommes, sans compter les six cents qui occupaient Pasto, au cœur du pays ennemi.

A la vue de ce soulèvement en masse, Mosquera perdit sa fierté. Au moment d'envahir l'Équateur, il se voyait campé entre deux armées, dont l'une, maîtresse de Pasto, pouvait révolutionner derrière lui la province éminemment catholique du Cauca, et l'autre s'apprêtait à lui barrer le passage, avec le concours de tout un peuple décidé à mourir plutôt que de se rendre. Au lieu de marcher sur Quito pour y dicter ses ukases, comme il l'avait annoncé dans son mensonger et fastueux récit des évènements de Cuaspud, il proposa au général Florès, alors investi de pleins pouvoirs, un armistice de quelques jours pour traiter des conditions de la paix. Florès ayant accepté, pourvu que ces conditions fussent honorables pour l'Équateur, Mosquera l'amusa plusieurs

[1] Voir *El Correo del Ecuador*, 29 décembre 1863.

jours encore avec cette espérance d'une suspension d'armes, pénétra dans l'intérieur du pays, et finalement le 25 décembre, exigea la remise d'Ibarra, sous promesse de signer dans cette ville un traité d'alliance. Sans soupçonner le nouveau piège qu'on lui tendait, Florès conclut un armistice jusqu'au 1er janvier, et vint camper à Otavalo pendant que Mosquera prenait avec ses troupes possession d'Ibarra.

Or, à l'heure où il signait cet armistice, ce fourbe émérite, d'accord avec les frères et amis, travaillait à révolutionner la province dans laquelle il avait pénétré par ses machinations frauduleuses. En correspondance suivie avec Urbina, il savait parfaitement qu'une conspiration, ourdie par les principaux complices de ce traître, attendait pour éclater le jour de l'invasion. De fait, le 28 décembre, un groupe d'urbinistes, ayant à leur tête Espinel, Endara, Carthagena, Velez, Molineros, et autres révolutionnaires du même acabit, rédigèrent contre Garcia Moreno un pronunciamento en règle, dont les considérants étaient empruntés à l'insultant manifeste de Mosquera. Ils déclaraient le gouvernement déchu, Urbina chef suprême, et s'appuyaient pour faire triompher leur cause, sur « l'épée victorieuse du vaillant Mosquera, le plus illustre des fils de Bolivar [1]. » Heureusement, dans toutes les localités où ils se présentèrent, le peuple, fidèle à son chef, les reçut avec indignation. A Quinche, poursuivis comme des criminels, ils n'eurent que le temps de s'enfuir pour ne pas être massacrés. Enfin, chassés de partout, réduits à se cacher, ils tombèrent dans les mains du gouvernement qui les livra aux juges.

Déçu de ce côté, le libérateur Mosquera prit son parti en brave. Le 30 décembre, il signa sans conditions à Pinsaqui un traité qui stipula le rétablissement de la

[1] *El Correo del Ecuador,* 23 mars 1864.

paix et de l'amitié entre les deux pays. Accouru au Carchi, « avec sa vieille garde, victorieuse en mille combats, » pour délivrer l'Équateur de « l'oppression théocratique, » l'excommunié s'en retourna comme il était venu, laissant à Cuaspud trois ou quatre cents cadavres. Le vieux loup n'avait plus l'envie de courir de nouvelles aventures, car il écrivit trois jours après à son estimable ami, le traître Urbina, une lettre de véritable agneau :

« Au début des hostilités, je vous pressai de venir à mon quartier général pour combattre en qualité de chef du parti libéral de l'Équateur avec vos frères les libéraux de Colombie. Mais les circonstances sont bien changées, et j'ai le devoir de vous en avertir. Après la bataille de Cuaspud, nous avons conclu une paix honorable pour les deux peuples, qui ne me permet plus de continuer les hostilités contre l'Équateur. En ma qualité d'ami, de républicain, et même d'Américain, si j'ai un conseil à vous donner, c'est de vous réconcilier avec vos ennemis. Tant que dureront nos divisions, les républiques américaines ne feront aucun progrès et finiront par succomber sous les périls qui les menacent. Mettons un terme à des calamités qui durent depuis un demi-siècle. Ne voyez du reste dans mes paroles qu'une nouvelle preuve de mon amitié pour vous. »

Urbina y vit, au contraire, une amère raillerie, d'autant plus que le fourbe avait expédié des copies de sa lettre à divers personnages de Quito, entre autres à Garcia Moreno comme un témoignage authentique de ses bonnes intentions. Furieux de cette volte-face, à laquelle il était loin de s'attendre, Urbina répondit à son ami Mosquera « que ses manifestes contre Garcia Moreno ne faisaient point pressentir le traité de Pinsaqui ; que, sans doute, avant de signer un pacte d'alliance avec l'homme « du protectorat français » et de

« l'oppression théocratique », il avait des preuves de son repentir et de sa conversion ; mais que pour lui, doutant à bon droit de cette conversion, il ne se réconcilierait jamais, en dépit des bons conseils de Mosquera, avec le tyran de sa patrie, et l'ennemi de l'Amérique [1] ! » En cela du moins il tint parole.

Quant à Mosquera, laissant en paix l'Équateur, il continua d'emprisonner et de fusiller ses adversaires jusqu'au jour où les malheureux Colombiens, poussés à bout, le condamnèrent à l'exil. Naturellement il se dirigea vers Lima où l'attendait son ami Urbina. A peine réunis, ces deux conspirateurs émérites s'obligèrent par un traité en forme à renverser le gouvernement de l'Équateur pour soumettre ce pays au joug de la Révolution. Ce pacte secret, dont la presse colombienne révéla cependant l'existence, tomba dans les mains de Garcia Moreno par un hasard que Mosquera ne pouvait soupconner. Aussi quand il lui fut permis de rentrer en Colombie, ne craignit-il pas de demander au président dont il avait juré la ruine si, le cas échéant, il l'autoriserait à s'arrêter quelques jours dans la bonne ville de Guayaquil. Il reçut de Garcia Moreno cette réponse d'un laconisme très expressif : « Si vous mettez le pied sur un point quelconque du territoire de l'Équateur et qu'on puisse vous y saisir, je ne réponds point des conséquences. » Mosquera comprit qu'il y allait de sa tête, et gagna le Cauca par un autre chemin.

[1] Lettre d'Urbina à Mosquera, 16 janvier 1864.

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME

PROLOGUE

L'ÉQUATEUR AVANT GARCIA MORENO.

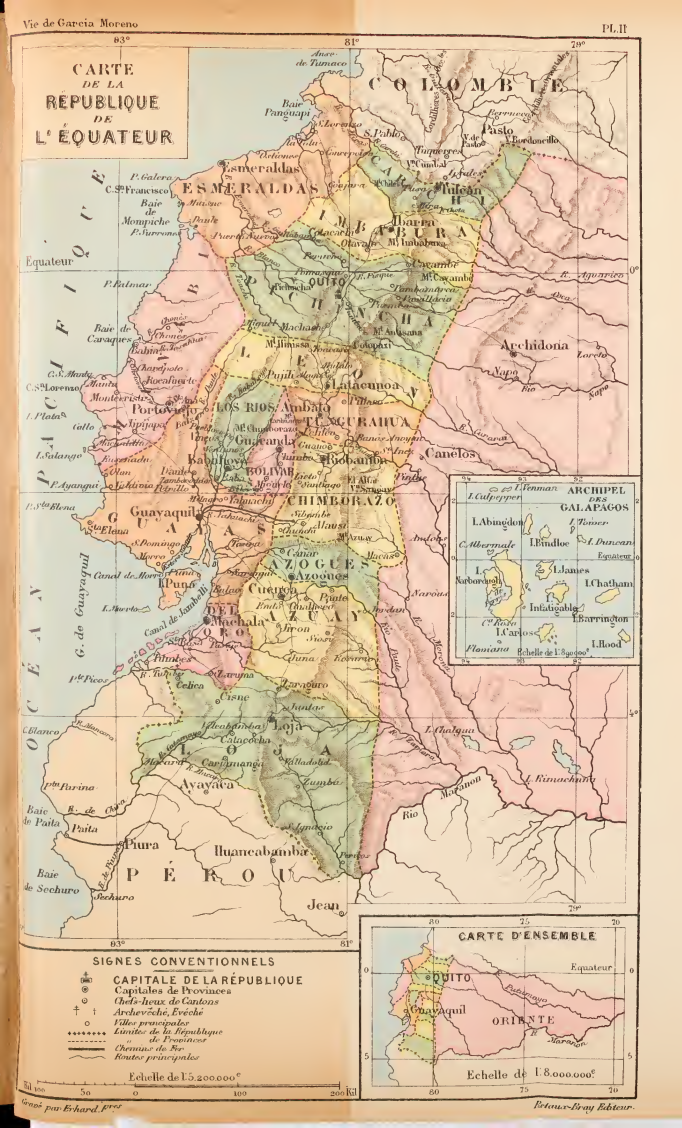
PREMIÈRE PARTIE

LE CHEVALIER DU DROIT.

SECONDE PARTIE

LA CROISADE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE.




CARTE DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR
COLOMBIE
ESMERALDAS
CARCHI
IMBABURA
PICHINCHA
LEON
LOS RIOS
TUNGURAHUA
BOLIVAR
CHIMBORAZO
GUAYAS
AZOGUES
DEL AZUAY
ORO
LOJA
PÉROU
OCÉAN PACIFIQUE
Quito
Guayaquil
Cuenca
Archidona
Canelos
ARCHIPEL DES GALAPAGOS
Echelle de 1:8.900.000e
CARTE D'ENSEMBLE
ORIENTE
Echelle de 1:8.000.000e
SIGNES CONVENTIONNELS
CAPITALE DE LA RÉPUBLIQUE
Capitales de Provinces
Chefs-lieux de Cantons
Archevêché, Evêché
Villes principales
Limites de la République
" de Provinces
Chemins de Fer
Routes principales
Echelle de 1:5.200.000e
Gravé par Erhard, Frères
Retaux-Bray Editeur.



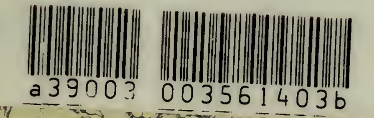
Imprimerie Notre-Dame des Prés. ERN. DUQUAT, directeur.
Neuville-sous-Montreuil (Pas-de-Calais).

4

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

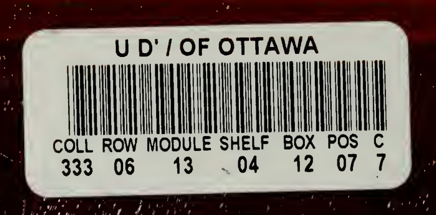
The Library
University of Ottawa
Date Due

08 MARS 1993
19 FEV. 1993
JUIL 14 2000
28 AOUT 2000


a39003 003561403b

COLLECTION
MORISSET LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE MORISSET
UNIVERSITY OF OTTAWA / UNIVERSITÉ D'OTTAWA
OTTAWA, ONTARIO K1N 6N5

CE F 3736
.G3847 1892 V001
COO BERTHE, AUGU GARCIA MOR
ACC# 1337774


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 06 13 04 12 07 7

